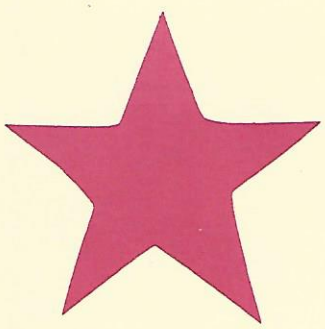
front



FRONT DES RESISTANCES ET DES LUTTES

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI
ET LA SITUATION REVOLUTIONNAIRE

LA NOUVELLE DIMENSION
DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

CONTRE LA GUERRE

LEGALITE ET ILLEGALITE

juin 1992 numero 2 _ 40 frs

Les coordonnées actuelles des militant(e)s du Comité de lutte des prisonniers d'Action directe

☆ JOELLE AUBRON
23506 A • D6E
9, avenue des Peupliers
91705 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS.

☆ GEORGES CIPRIANI
793936 • 1/51c
Allée des Thuyas
94261 FRESNES CEDEX.

☆ NATHALIE MÉNIGON
23507 • D6E
9, avenue des Peupliers
91705 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS.

☆ JEAN-MARC ROUILLAN
793881 • 1/51b
Allée des Thuyas
94261 FRESNES CEDEX.

MEME SI VOUS N'APPARTENEZ PAS A LA BRIGADE BOLCHEVIK POLO ET MARCEL
VOUS POUVEZ TOUJOURS VOUS ABONNER !

FRONT BP 42
93270 SEVRAN

front

Diffusion. Jargon Libre, BP 417, 84071 Avignon.
CCP 560. 47 K Marseille. Préciser "Front".

EDITO

FRONT DES RESISTANCES ET DES LUTTES

La décennie 80 aura révélé la quantification de la transformation des conditions économiques, sociales et politiques retranscrites par la reproduction modifiée des rapports de production actuels.

De grandes mutations structurelles conjuguées aux terribles contre-chocs qui en ont résulté dans le quotidien des hommes et malgré tout, le système capitaliste manque toujours de souffle, une véritable oxygénation lui permettant d'atteindre à un espace d'expansion, à un éden de croissance comme le furent les "30 glorieuses" de l'aprés guerre.

Il a beau accumuler les succés technologiques, innover, introduire de nouvelles méthodes, d'en tirer une réorganisation de la production et une nouvelle division du travail, et s'étendre encore dans l'uniformisation de la vie sociale mondiale.

Il a beau dominer cette vie sociale en y imposant une fracture classiste aggravée par une oppression et une exploitation intensive; c'est à dire de fait, la misère et la ségrégation comme le quotidien des masses populaires des Trois Continents et de la "périphérie interne" des ghettos de la métropole.

Il a beau faire plier et coopter ses ennemis d'hier, régimenter la planête à ses intérêts, à ses profits, à sa barbarie impérialiste...

Il a beau accélérer sa course folle, rien n'y fait; et de récessions en reprises avortées, les contradictions qui le minent, le poussent inexorablement vers ses ultimes retranchements.

Ainsi, au début de l'année dernière, la guerre du Golfe a ponctué dans les massacres le retournement qualitatif de l'époque; sans toutefois parvenir à en résoudre le devenir en ouvrant un véritable champ d'expansion hors d'un regain ponctuel des profits des marchands de canons.

La croissade du "Droit International" en terres arabes avec ses vieux relents coloniaux, marque en effet une étape décisive pour un nouvel ordre mondial. La "New-Reconsquista" s'achève ainsi sur le bitume de l'autoroute de Bassorah et dans la reconnaissance Onusienne du Droit d'ingérence, c'est à dire la fin de la prétendue souveraineté des pays dépendants.

La phase belliciste de reconquête parcours la décennie écoulée, du Sommet de Versailles à la Conférence de Madrid, en passant par Helsinski, l'implantation des euro-missiles, l'aggression de Grenade, du Panama, du Liban... les interventions aux Malvinas, au Tchad, au Nicaragua, au Zaïre... et au delà, la course frénétique aux nouveaux armements et le renforcement de l'ensemble des politiques contre-révolutionnaires. Cette "reprise en main" impérialiste se voulait le moteur expansionniste à la restructuration de la production et du marché -au nouveau régime d'accumulation-, mais si elle a globalement réussi, son triomphe dévoile également les décombres des illusions bourgeoises.

La poussière des batailles n'est pas retombée que l'évidence ne peut plus se nier; loin de s'être stabilisé dans le nouveau modèle, le système s'enlise toujours plus au gré d'un onde longue de crise et de croissance trop limitée pour dégager un développement général.

Alors comme une vieille rombière, le système prédateur ravale la façade, il y va des paillettes et des fards colorés et sinistres, des expositions universelles aux commémorations, des symposiums aux Disney lands hight tech...; mais ce maquillage outrancier cache de plus en plus mal la réalité de cette humanité déshumanisée et monstrueuse.

Partout les contradictions l'assaillent ou l'enserrent en un carcan d'acier; et plus il se démène pour une pacification devenue l'urgence de sa survie, plus il les révèle et les aiguise. La concurrence entre les capitaux monopolistes et les différents pôles développés, l'affrontement entre sa réalité impérialiste et la résistance des peuples des Trois Continents, la lutte de classe internationale... constituent l'horizon concentrationnaire et antagoniste auquel il ne peut plus échapper.

Partout en conséquence, la bourgeoisie impérialiste se barde de blindages sécuritaires, "Task Force" et Force d'Action Rapide, casques bleu, lois spéciales, plan-prison et quartiers d'isolement, lignes Maginot anti-immigrés, milices, surveillance électronique et Big Brother du Système Informatique de Schengen... Autant de protections édifiant le dernier carré des garanties aux profits et à la propriété. Une propriété concentrée en des cercles toujours

plus restreints, véritables oligarchies régnantes qui fonctionnarisent une partie de la population fascinée par l'éclat éblouissant d'une consommation stérile et vaine, et qui soumettent l'immense majorité de l'humanité par la force -des armes, le partage des miettes, ou encore tout simplement par l'aliénation idéologico-religieuse-.

Le Sommet des 7 pays industrialisés de Munich en juillet prochain, la conclusion de l'"Uruguay Round du GATT", la ratification des accords de Maastricht, les réformes institutionnelles dans les différents pays européens... internationalement et localement, l'heure est aux échéances essentielles et aux épreuves les plus redoutables.

Une phase de redéfinition des rapports de production et d'appropriation capitalistes et des rapports sociaux au niveau mondial : la sanction à l'intensification du rapport de force dans l'échange marchand, dans la monopolisation du produit de l'exploitation...

A la "New-Reconquista" succède ainsi le réordonnement proprement dit, c'est à dire l'inscription en profondeur et la généralisation des qualités et caractères du modèle actuel d'accumulation capitaliste, et par là, une nouvelle phase de guerre économique et de lutte de classes intensive sur le front des principales lignes de contradictions.

Si les antagonismes s'en trouvent aggravés, le réordonnement pourtant exige une stabilisation de fait, d'où une contradiction qui traverse toutes les réalités et les situations économiques, sociales et politiques, contradictions entre d'un côté, le potentat de la bourgeoisie monopoliste, le rapport de force qu'elle fait peser sur l'entière société et les autres classes, mais également le rapport de force concurrenciel qui divise et oppose ses diférentes fractions internationales; et par ailleurs, la nécessité vitale de réussir à établir un ensemble plus ou moins équilibré de compromis aussi bien internes à chaques pays que mondialement.

Le régime d'accumulation actuel surgit de la crise et de la "New-Reconquista" n'acquerra sa véritable dimension qu'aux prix de la perpétuation du rapport de force en faveur de la bourgeoisie - avec la configuration despotique qu'il connait aujourd'hui, perpétuation et reproduction dans l'établissement de divers compromis de domination et de soumission.

Un compromis de concurrence entre les différents capitaux et donc un renforcement des organismes, systèmes et traités de cohésion impérialiste qui ne peut se manigancer qu'à partir de la relative subordination des peuples aux contours de la dépendance intensive, c'est à dire leur faire accepter les nouvelles marques de l'échange inégalitaire et du monde secondaire.

Et d'autre part, un second axe de compromis dans les centres mêmes entre les forces bourgeoises capable de redessiner leurs pouvoirs étatiques au niveau local et continental. En Europe, l'Union Communautaire comme pilier à la dominance et au nouvel ordre impérialiste autour du triangle hyper développé Amsterdam-Paris-Munich, avec un Sud et un Est régimentés à ce pôle technologico-financier.

Mais également un compromis établit à partir d'un laminage systèmatique du prolétariat et de ses forces d'avant-gardes : faire accepter là aussi au plus bas prix, la hausse intensive du taux d'exploitation en tant que base essentielle d'un rapport social inégalitaire et ségrégationniste (précarité-chômage, marginalisation sociale et politique, misère, racisme...).

L'augmentation du taux d'exploitation et l'oppression liberticide imposées par une machinerie de rapports de pouvoir technocratiques et réactionnaires, sont les sigmates de l'actuelle subordination de masse, le compromis au système et à l'Institution que cherchent à codifier les apparachiks encravatés de l'Etat, du patronat, des syndicats, des associations... tous fonctionnarisés à la conservation de la propriété privée et du P O U V O I R !

Bérégovoy n'avait pas gravit les marches de Matignon que son programme était déjà imprimé : Maastricht, GATT, rigueur salariale... mais également dans les réformes constitutionnelles et une nouvelle série de lois sécuritaires, la redéfinition des rapports politiques bourgeois sur ce territoire, un nouvel espace et une nouvelle limitation de la politique institutionnalisée. C'est à dire aussi un consensus minima, une version pimpante du sempiternel "plan anti-chômage", les "nouveaux pauvres", les "banlieues", les immigrés... l'écologie!

Comment s'étonner que 68 % des patrons plébicitent ce bunker de la nomenklatura Elyséenne, quand on sait qu'il a été constitué pour écraser la résistance ouvrière et pour forcer ainsi son intégration aux formes continentales du nouveau modèle d'accumulation capitaliste.

Un gouvernement "d'action et de combat" de la bourgeoisie impérialiste contre la Classe.

Internationalement, continentalement et localement, l'économie et au delà, toutes les conditions géo-stratégiques nous renvoient à la lutte des classes, au rapport de force entre ces deux camps irréconciliables, c'est à dire **aux combats politiques.**

Classe contre classe dans les déportations de la faim et de la misère, et les migrations des masses dépossédées du Sud et de l'Est.

Classe contre classe dans la dépendance et le pillage impérialiste.

Classe contre classe dans la hausse drastique de l'exploitation et des inégalités sociales.

Et c'est bien ce moteur antagoniste qui forge au coeur de l'époque **une nouvelle situation révolutionnaire.**

Des combats politiques de classes dépend en effet que le système bourgeois échappe ou non à son enlisement, en exploitant et en pillant encore et cela après avoir fait subir de terribles défaites politiques au Prolétariat International.

Mais des combats politiques de classes dépend également le retournement de la crise de domination et l'ampliation des luttes contre la réaction, le fascisme, la ségrégation, les inégalités... vers une succession de véritables batailles révolutionnaires et de victoires pour la classe entière et les peuples opprimés.

Voilà quel est l'enjeu considérable de l'époque qui s'ouvre à nous.

Voilà les conditions et la situation de nos choix militants actuels.

Nous n'échapperons à l'exploitation intensive, à l'oppression, à la misère et à la guerre impérialiste que par notre résistance et par nos luttes, par l'expression politique et pratique de notre unité de classe dans la guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie monopoliste.

Dans le présent numéro, nous diffusons de nombreuses expressions de cette L O N G U E M A R C H E de la gauche révolutionnaire en Europe et de son unité internationaliste avec les peuples des Trois Continents.

Résistance et luttes prolétariennes, dans l'action et dans l'organisation ouvrière à Caen, Milan ou Copenhague, dans les prisons spéciales ou les maisons occupées, dans les manifs et les sabotages contre la guerre, dans la lutte armée des guérillas...

Résistance et luttes prolétariennes, dans l'autonomie de classe et l'autodétermination, dans la solidarité active... dans la formation des comités révolutionnaires et dans leur connexion pour une communication et de premières initiatives communes afin de forger les embryons du nouveau pouvoir prolétarien sur le continent. Et de construire ainsi l'organisation capable de porter sa praxis au niveau de l'affrontement actuel entre l'Etat impérialiste et les classes opprimées.

Résistance et luttes prolétariennes comme L O N G U E M A R C H E pour le pouvoir révolutionnaire des Conseils !

Le collectif de la revue FRONT est un comité parmi ces comités révolutionnaires, un collectif composé de diverses militances unies afin d'assurer la tâche de cette communication multiple et de sa diffusion en tant que construction réelle. Ici à son niveau. C'est à dire également à partir de nos réalités de résistance et de luttes, dans les quartiers d'isolement pour les uns, face à l'exil intérieur que représentent l'assignation à résidence et l'interdiction de séjour pour d'autres, face à diverses autres situations militantes dans les usines et les quartiers... malgrè la faiblesse du mouvement révolutionnaire, malgrè le manque évident de moyen. Assumer cette tâche MALGRE TOUT...!

"ET FAIRE PARMI LES LARGES MASSES DES TRAVAILLEURS UNE VASTE PROPAGANDE POUR L'IDEE DES CONSEILS..."

LA NOUVELLE DIMENSION DE LA REPRESSION AUJOURD'HUI

ACTION DIRECTE

SOLIDARITÉ AVEC JOËL LAMY

L'incarcération de Joël LAMY à Caen :

L'ouvrier révolutionnaire Joël Lamy a été incarcéré le 4 février dernier à la Maison d'Arrêt de Caen où il doit purger une peine de 6 mois.

D'instruction en procés, c'est donc plus de trois années aprés les faits que la "justice" venge le patronat et les flics de la région.

Automne 88, les ouvriers de l'entreprise du bâtiment RUFA-Fougerolles déclenchent une grêve qui prend rapidement des contenus offensifs, et pour la diriger ils se dotent d'un comité de lutte hors du dictat routinier des directions syndicales traditionnelles.

5 mois de lutte, 5 mois de solidarité de l'ensemble des forces prolétariennes de la région.

5 mois de combat aux cours desquels les ouvriers multiplièrent les actions, occupations, séquestration des cadres, manifestations, affrontements et piquets.

Malgré cela le patron a choisi la ligne dure, ne rien céder, licencier les grévistes les plus virulents et sanctionner les autres; les juges et les flics feront "le reste"... matraquages, intimidations et enfin aujourd'hui prison!

Et accusé de violence et de rebellion, Lamy membre du "Collectif de Soutien aux travailleurs Non-Syndiqués" ne pourra pas être soustrait à la vindicte de l'Etat.

Dans cette lutte à Rufa et sa répression il est facile de lire les lignes actuelles du conflit de classes, comme le rapport de force en faveur de la puissance monopoliste et le recul réel des mobilisations populaires, mais également il est possible d'entrevoir dans la volonté des ouvriers à forger des instruments autonomes et à affronter le patronat et l'Etat, la potentialité de la classe et ainsi de saisir la perspective d'un renversement révolutionnaire à partir du combat prolétarien et de sa généralisation.

1. Un nouvel ordre mondial

Les bouleversments considérables qui se sont généralisés et approfondis depuis la fin des années 70, aux niveaux économiques, social, politiques, culturels... ont été dominés par le mouvement de déclin du modèle de mise en valeur du capital de type "fordiste-taylorisme" et l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation.

Le rapport développement-pourrissement du système et du mode de production capitaliste est inscrit dans ce mouvement.

La crise de surproduction a dynamisé et accéléré la concurrence acharnée entre les différents capitaux, ainsi les plus affaiblis ont été absorbés par les plus forts, par ceux qui réussissaient à se valoriser dans de nouvelles productions et technologies, dans de nouveaux procès de travail et financiers. De fait, un processus aggravé de concentration financiaro-industrielle.

L'extension des monopoles, leur plus grand poids sur la formation sociale mondiale et locale dans l'internationalisation des procès, la "financiarisation" et la circulation intensive des capitaux et leur concentration autour des pivots productifs "hight-tech", la désindustrialisation comme déclin réel de la base productive... constituent des piliers essentiels de la restructuration des années 80, un réordonnement drastique aussi bien de la production que du marché mondial.

Une nouvelle division internationale du travail s'établie et de nouveaux rapports de production s'affirment, ainsi le capital monopoliste en accaparant le procés mondial du travail, y aggrave considérablement les procédés d'extorsion de plus value et ainsi **la hausse générale du taux d'exploitation.** Hausse intensive de l'exploitation que l'on retrouve dans notre quotidien, ici (avec la baisse du niveau de vie ouvrier, la précarisation, les cadences et les nouveaux horaires aux postes de travail -comme sont expérimentés aujourd'hui à Poissy les 4 journées de plus de 9 heures en continues-, les postes de nuit pour les femmes...) et partout dans les pays à capitalisme développé (comme aux Etats-Unies, par exemple, où les travailleurs ont bossé un mois de plus que durant les années 70 en équivalent d'heures de travail réel pour un salaire réduit de plus de 10 %), comme dans la

périphérie et la semi périphérie (au Mexique, autre exemple, où un travailleur de l'automobile gagnait 5 dollars en 81, aujourd'hui au même poste la paye est tombée à 1,6 dollars, pour un temps de travail réel et une productivité accrus).

Si la croissance parallèle équilibrée des revenus du capital et du travail représentait une règle essentielle du règime fordiste, un des moments clés de la mutation du modèle fut bien celui de la graduelle déconnexion productivité-salaire réel.

Aprés le tournant de 82, les bénéfices de la productivité alimentent toujours plus les profits directs de l'appropriation privée alors que le nouvel ordre social tente de régimenter le "travailler plus pour gagner moins" dans les limites de la fumeuse "préservation du pouvoir d'achat".

Cette hausse brutale du taux d'exploitation et les effets directs de la crise du travail dans les nouveaux rapports de production et la division sociale internationale du travail, aujourd'hui, reflètent la lutte féroce livrée par la bourgeoisie impérialiste contre le prolétariat et les peuples, sa tentative de relance substantielle et durable du taux moyen de profit.

En conséquence, elle redessine les contours du **rapport de force global entre les classes.** Et l'ultime décennie aura marqué à coup de restructurations industrielles et de dérèglementation sociales, de répression, de manipulation, de guerre internationale "anti-terroriste", de conflits à basses intensité, d'interventions armées... l'imposition de ce rapport de force en faveur de la bourgeoisie impérialiste, brisant les avancées et les conquêtes populaires des luttes des années 60-70.

Les principales mutations que le système connait aujourd'hui sont déterminées et rythmées par ce **rapport de force de classe** dans la mise en oeuvre et la garantie du nouveau modèle d'accumulation, c'est à dire la matérialisation de tendances inscrites au plus profond de la base structurelle actuel et non seulement des phénomènes superficiels et ponctuels de crête de crise, rectifiables dès qu'une légère relance pointera son nez.

Et en conséquence, ce modèle d'accumulation oriente tout un complexe de transformation inter-actives allant des procès de travail aux relations de domination-subordination impérialistes, en passant par la refonte de l'ensemble des appareils institutionnels.

Le règime actuel de mise en valeur du capital forge de fait dans l'exploitation et l'oppression accrues un **nouvel ordre mondial,** retranscrit dans chaque pays de la chaîne, dans leur cohésion plus grande comme dans leurs développements toujours plus inégaux.

Ce développement du système autour de l'hégémonie du capital monopoliste (et plus précisément autour de sa fraction surgie de la fusion dynamique de la financiarisation et de la haute technologie industrielle) dessine et réordonne avec plus d'accuité encore que par le passé, la conjonction des contradictions qu'il crée et renforce en permanence.

Classiquement nous pourrions synthétiser ce mouvement comme l'aggravation considérable de la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production, de fait la production sociale est toujours plus entravée par l'accaparement et l'encadrement dans les limites rigides de la propriété privée, une propriété privée concentrée à l'extrême dans la monopolisation.

Cette monopolisation accélère simultanément donc, tant une concurrence acharnée entre les différents capitaux et pôles développés -c'est à dire les tensions entre les divers intérêts des transnationales et des zones intégrées de capitalisme avancé : **une guerre économique** qui traverse toutes les situations au niveau planétaire-, qu'un développement général du **système de cohésion impérialiste** (FMI, Banque Mondiale, Sommets des pays les plus riches, ONU, OTAN, ...), un ensemble de superstructures tentant d'apporter une cohérence et une garantie au nouvel ordre mondial au delà des contradictions destructurantes de guerre économique et de guerre de classes internationale.

Ainsi ce système de cohésion impérialiste se retourne essentiellement contre le prolétariat international et les peuples opprimés de la périphérie, en inscrivant profondément dans toutes les formations économico-sociales les marques et les contenus d'une nouvelle qualité de domination de classe, aussi bien la matérialisation d'**une division sociale classiste intensive** dans la métropole par la hausse du taux d'exploitation, l'exclusion, la reproduction élargie des rapports de production et des rapports sociaux bourgeois toujours plus réactionnaires... ; que la mutation de la relation impérialiste dépassant les caractères du simple néo-colonialisme pour atteindre à la **dépendance extrême** de la périphérie, comme dynamique du sous-développement et subordination aux dictats des intérêts du "Nord" monopoliste.

Malgrè l'écroulement du "socialisme réel" et le "roll back" tout aussi déterminant contre les conquêtes de la classe ouvrière et les

mouvements de libération des peuples des trois continents, malgré les innovations technologiques et les nouvelles productions..., la logique du système reste ficelée dans son impossibilité à pouvoir se développer globalement et il est toujours plus contraint à prendre ailleurs pour progresser ici, et de déposséder plus les masses pour que quelques privilégiés puissent "jouir" de ce "progrés". En conséquence, ce système est dans l'obligation pour survivre de durcir **les inégalités** et **la ségrégation** économique, politique, sociale et raciste au niveau mondial et local.

Il inscrit donc dans l'époque les contradictions qui le minent comme un ensemble de conditions d'instabilité aggravées et une situation conflictuelle pesante.

Le nouvel ordre impérialiste est bien ce **champ international de lutte de classes**, et c'est dans ce caractère fondamental d'instabilité et d'antagonisme que la domination bourgeoise impérialiste forge les nouveaux procédés de contrôle préventif contre-révolutionnaire et le dressage quotidien de la subordination idéologique, et les développements actuels de ses interventions répressives.

2. L'Etat technocratique et autoritaire

Depuis la fin des années 60, les mutations considérables du complexe de l'Etat ont atteint à **une nouvelle qualité des rapports de pouvoir et d'appareil.** L'Etat se transformait ainsi comme produit mais également en tant qu'acteur essentiel du procés international et local de lutte des classes.

Dans cet affrontement et dans le rapport de force modifié qui en surgit, le contenu et la forme de l'Etat protecteur du "Welfare" correspondant à la phase du modèle fordiste ont sombré avec elle. Pourtant ceci est loin de signifier un "retrait" de l'Etat, "l'absence ou le moins" d'interventionisme, comme le prétend le discours rituel néo-libéral, bien au contraire, mais pour saisir sa nature interventioniste et ses actions réelles, il est indispensable de les remettre dans la perspective des intérêts hégémoniques qu'il matérialise et ordonne. C'est à dire la substance de la tache fondamentale qu'il assure dans la garantie et la cohésion d'une formation sociale capitaliste toujours plus dominée par le mode de production monopoliste et sa reproduction élargie.

L'Administration Reagan, par exemple, présentée comme le nec plus ultra du "moins d'Etat", si elle a effectivement diminué son engagement dans l'éducation, les transports, dans l'infrastructure générale, dans la santé (voir l'Omnibus Reconciliation Act de 81 qui supprimait 70 programmes de dépenses publiques, et le Federalism initiative avec 45 suppressions, ...), et organisé la déréglementation du "collective bargaining", le droit des salariés... simultanément elle renforçait son action en faveur de la cartellisation avec un programme de surarmement, des activités financières de garantie avec des avoirs des banques et des instituts de crédit (le renflouement de la Continental Illinois démontre combien l'Etat US a mis en pratique la règle monopoliste : "les profits pour quelques uns, les pertes pour tous")... Sans parler du renforcement de l'Etat fédéral lui-même avec la centralisation de la responsabilité dans l'O.M.B. (Office of Management and Budget) et la création de la structure O.I.R.A. (Office of Information and Regulatory Affairs) dont Bush sera toujours le maître de la "Task Force", même aprés avoir été nommé vice-Président des USA.

Cet interventionisme aggravé de l'Etat impérialiste dynamise donc dans l'époque les tendances à l'étatisation et à sa dominance sur l'ensemble des procès.

Ainsi, au coeur de ce mouvement, la **qualité technocratique** matérialise la concentration-centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif et les appareils au détriment des représentations politiques traditionnelles (parlements, partis...).

De fait, le fossé entre les pouvoirs réels et les pouvoirs formels s'élargie toujours plus.

Un phénomène qui s'évidencie avec force aujourd'hui, dans le poids sur les décisions véritables des cabinets ministériels par exemple, dans leurs liaisons permanentes aux différents lobbies financiaro-industriels, ou encore dans l'ascendant de la réglementation (les décrets, les normes...) sur la législation, et en France entre autre dans l'usage répété du vote bloqué et du 49.3 lors des scessions parlementaires.

L'administration, du sommet aux divers appareils, connait une politisation dirigiste extrême alors que simultanément la politique "politicienne" elle se limite rigoureusement à la formalité spectaculaire.

Remplacant progressivement les partis, la technocratie devient substantiellement de ce fait, l'organisateur du compromis hégémonique des fractions bourgeoises, c'est à dire **le pivot du bloc de pouvoir** et comme politique, elle est le contenu de sa légitimation dans le **consensus** de subordination sociale qu'il régimente.

Mais dans l'instabilité et la conflictualité de l'ensemble du système, ces deux compromis

sont sempiternellement remis en cause. Le pouvoir monopoliste a de plus en plus de mal à assurer d'un côté la cohésion du bloc hégémonique, du fait de la concurrence acharnée entre les différents capitaux, leur internationalisation dans la contradiction interne à une propriété monopoliste concentrée et complexifiée, et leur polarisation accélérée entre une production "hight-tech" à forte productivité et une production locale à faible rendement ayant des intérêts immédiatement divergents, et par ailleurs le consensus social atteint un degré de précarité qui ne peut leur garantir une stabilisation durable. Ce déséquilibre permanent de la domination reflète les contours d'une crise larvée de l'ensemble des rapports de pouvoir et au delà, une crise politique et une crise de l'Etat.

De fait, l'étatisation technocratique se fonde comme crise de l'Etat et crise politique; un double mouvement de renforcement-affaiblissement de ses rapports de pouvoir où technocratie et autoritarisme s'étendent en un procès entropique qui rigidifit et réduit la capacité du système à agir avec les anciennes méthodes de direction politique, et donc à trouver hors de la force et de la manipulation toujours plus tapageuse, les moyens de matérialiser ses décisions. Et ce n'est pas une distorsion passagère, mais bien la qualité actuelle de l'Etat interventionniste qui doit accompagner et régimenter les mutations du modèle d'accumulation. Et cet Etat, comme lors de la décennie précédente avec les restructurations industrielles, la crise du travail, les sacrifices qu'il imposa dans les politiques de rigueur..., est confronté aujourd'hui encore à une problématique toute aussi aiguë qu'urgente : faire entrer la classe ouvrière dans les cadres stricts de la production et de la consommation édictés par le nouveau modèle et sa stabilisation relative dans une croissance régulière mais limitée.

C'est à dire que l'Etat doit laminer davantage encore la résistance de la classe ouvrière, la briser au carcan international et local de l'exploitation intensive et des inégalités.

Agissant toujours plus et étendant ses compétences, il s'y révèle alors d'autant plus comme rapport de force hégémonique des monopoles, et cette révélation l'oblige à déployer considérablement ses efforts et ses procédés de **relégitimation et de répression.**

Ainsi, simultanément à leurs interventions plus rigides, la technocratie et son autoritarisme doivent-ils projetter avec plus de force la conception de leur légitimité dans les rapports sociaux, c'est à dire le droit, leurs droits. Et ces "Droits" aggravent alors leurs poids dans le contrôle social élargie et dans la sur-codification des comportements individualisés; des "Droits" omniprésents aujourd'hui en tant qu'idéologie et potentat, "droits internationaux", "Etat de droit", "droits de l'homme" ... (comme extension du système bourgeois international de démocratie formelle).

Mais également dans le rapport et les procès de travail, où ainsi "le droit" est toujours plus présent comme présence dominante de l'Etat garantissant et régimentant l'ordre productif en vigueur; c'est à dire la conservation réactionnaire de la division de ce travail, le face à face de la propriété monopoliste basée sur l'accaparement et l'exploitation intensive, avec les travailleurs dépossédés et individualisés.

Et bien évidemment dès qu'apparait le moindre déséquilibre à cet ordre -à ce rapport de force permanent-, que des ouvriers refusent et résistent à l'accélération des cadences, aux licenciements, à la déqualification, à la casse... l'Exécutif au travers de tribunaux fonctionnarisés se précipite pour rétablir la "bonne marche" de la subordination sociale et la "liberté du travail".

Au cours des années 80, cette action décisive s'est amplifiée jusqu'à remplacer les médiations passées, les tables rondes, les commissions... Un phénomène exemplaire quand on voit combien aujourd'hui est dévalorisée une décision des Prud'hommes (rapport employés-patrons), alors que la Justice pénale criminalise à outrance les conflits du travail. Nous avons tous en mémoire les multiples condamnations contre les "10 de Renault", contre les grèves "injustifiées" ou "illégitimes", et les réquisitions à la force publique pour faire évacuer les ateliers et les piquets à Cléon dernièrement comme hier à Rufa...

Exclure de l'amnistie les "10 de Renault" en 89, envoyer des ouvriers comme Lamy en prison, jeter à la rue des familles entières en plein hivers... mais parallèlement faire preuve de mansuétude à l'égard du 'fric sale", de la spéculation, de la corruption, des meurtriers racistes, des tueurs du GAL et des flics assassins... Voilà l'évidence de l'action accrue des petits fonctionnaires zélés de l'ordre judiciaire : c'est à dire frapper sans merci la résistance et les luttes, l'insoumission et l'organisation des prolétaires, et assurer l'impunité aux gardes officiels et officieux de l'ordre et garantir la sacro-sainte suprématie de la puissance du fric !

Exemplarisation éloquente encore alors que Lamy est emprisonné pour de long mois, on apprend que la 11 ème Chambre de la Cour d'Appel de Paris vient d'exempter de peine Bernard Jegat

agent provocateur qui permit l'arrestation de militants Irlandais en fournissant armes et explosifs comme fausses preuves.

L'intégration administrative du juridique à l'Etat et donc à la concentration extrême de l'Exécutif aujourd'hui, dépasse largement la seule nature de classe des juges ou même la fonction traditionnelle du juridique dans la système capitaliste, elle correspond à la nature de la décision technocratique et à son édiction galopante. L'autoritarisme qu'elle produit exige la fonctionnarisation de l'appareil juridico-judiciaire et simultanément l'extension de son message manipulatoire, le mensonge de l'Etat de Droit, de sa partialité et de son indépendance !!!

Restructurer un secteur industriel comme la sidérurgie hier et l'activité portuaire aujourd'hui, installer un dépot de produit toxique, réimposer le travail de nuit des femmes, construire une autoroute dans la vallée d''Ossau ou une ligne à haute tension... doivent trouver des juges à Colmar ou à Pau et des Cours d'Appel soumis à l'"intérêt général", aux "nécessités" de la guerre économique internationale... Toutes les décision technocratiques sont prises dans des cercles inter-ministériels et inter-européens, dans des centres de pouvoir toujours plus restreints et éloignés; et toujours plus puissants, ils ne sont même plus soumis aux règles de la démocratie bourgeoise traditionnelle et aux rituels électoraux. Ils savent bien qu'ils seront là tant avec la Social-démocratie qu'avec la droite la plus réactionnaire.

Mais coupés de toute base politico-sociale, leur décision dépend de la réglementation et de la sacralisation qu'en impose les tribunaux, et au besoin par la prison et par la matraque policière.

Ainsi dans son autoritarisme l'Etat technocratique doit porter au pinacle **le juge et le flic** comme éléments fonctionnels essentiels.

Joël LAMY
14 898 Cellule 18 RdC No
10 Rue du Général Duparge
14 000 CAEN

3. L'actuel "engin de guerre du capital contre le travail"

Il est vrai que l'Etat, lors des grandes périodes d'instabilité et de durcissement des inégalités, a toujours attribué une place de choix aux chiens de garde, mais il serait faux parce que résolument partiel, de restreindre à ce phénomène l'élan juridico-répressif actuel et de ne pas en saisir la substance comme forme d'interventionisme des pouvoirs, aussi caractéristique pour ce modèle d'Etat que le fut la création des HLM entre autre pour le Welfare State.

Les tendances à la sur-codification dans une ampliation des règles et des législations régissant le moindre espace quotidien, à la restriction de la politique face à l'arbitraire des appareils, au conservatisme et au conformisme propagés par des médias industriels devenus les nouveaux maître à penser et "pères fouettards" du dressage idéologique, à la création d'organes de police omnipotents et omniprésents et d'un réseau de milices supplétives publiques et privées militarisant tous les territoires urbains, au fichage informatique systèmatique et autres contrôles permanent des populations... sous-tendent la trame de l'activité des appareils aujourd'hui.

Un mouvement épocal qui se concrétise tout en s'étendant dans **la cristalisation d'un ensemble étatique européen.**

La transétatisation se développe ainsi à partir du dépassement de la structuration de l'Etat-Nation, aussi bien vers la concentration stratégique du centre communautaire que dans les réformes de régionalisation, un et même mouvement de centralisation et de pénétration en profondeur des rapports de pouvoir.

Et comme tout "saut à l'Etat" ce mouvement porte en lui les caractères essentiels de la constitution spatiale de domination et ces caractères aggravés à l'époque de l'impérialisme. La ratification de Schengen, l'Acte Unique et le Traité de Maastrich matérialisent en effet le rapport étroit entre la délimitation stricte de l'espace communautaire, espace à valoriser en tant que marché intérieur, et l'uniformisation, c'est à dire l'homogénéisation et le contrôle des sujets.

L'intégration de l'homogénéisation individualisée des producteurs et des consommateurs résidents et le rejet des étrangers (ceux du Sud et de l'Est, les hommes et les femmes qui se trouvent dans l'obligation de suivre le mouvement de recentralisation des capitaux-production pour ne pas subir les ravages barbares du système impérialiste dans leurs pays) recoupe toujours plus les lignes

internes de la polarisation des inégalités; en conséquence se dessine une dissociation accélérée entre une citoyenneté intégrée (politiquement et économiquement) et une exclusion-précarisation d'une partie grandissante de la population (rejet social, sur-exploitation, "inexistence" politique, expulsion...).

Ainsi l'unité réactionnaire des principaux pays développés du continent, produit et agissant à l'imposition du nouveau modèle d'accumulation, régimente alors un ensemble répressif renforcé indispensable à l'extension de l'exploitation intensive du travail et à la polarisation sociale sur ce territoire et dans la relation impérialiste avec les pays dépendants.

La Cour suprême de Strasbourg uniformisant au minima les codes des divers pays, le mouvement de durcissement des lois contre-révolutionnaires, la création du "Big Brother" du Système Informatique de Schengen, la formation de la police fédérale "Europol", l'intégration des forces armées... toute la structuration juridico-policière se place résolument au coeur des avancées de la formation européenne, pour la garantir et comme caractère des nouveaux modèles et procèdés hégémoniques de la bourgeoisie impérialiste.

Ainsi les lois répressives se succèdent depuis la signature de l'Acte Unique, en 86 la loi Gozzini en Italie, la loi d'Ordre Public en Grande Bretagne, lois spéciales et "Urgence Absolue" ici dans la France de Pasqua-Pandraud en septembre de la même année; ampliation des articles 129 & 129a en RFA et de l'article 14 aux Pays Bas l'année suivante... Dès lors la ronde législative ne fit que s'accélérer. Aujourd'hui l'Espagne se dote d'une loi d'exception "normalisée" comme il y a peu elle s'est dotée d'une loi de contrôle de l'immigration, en Italie c'est la loi Martelli, en France les textes sur le "travail au noir" et l'immigration clandestine, les centres de rétention et le Livre IV du nouveau Code Pénal ("crimes et délits contre la nation, l'Etat et la paix publique"...). Des mesures d'expulsion et de répression articulant toujours plus en elles, les lignes centrales de la réaction bourgeoise autant dans la délimitation rigide de la soumission au cadre productif et social de la part des individus sériés et isolés -de fait la codification juridico-administrative de la dualité du modèle et de ses conséquences internes-, que la délimitation ségrégationiste face à l'extérieur rejeté -codification juridico-administrative à la division impérialiste du travail mondial-.

En fait une traque à l'"ennemi intérieur" et à l'"ennemi extérieur" tissant la réalité répressive comme affrontement de classes international et local et au delà la formation étatique sur le continent, et en cet affrontement sont gravées et accentuées les tendances actuelles de cette étatisation comme celle de l'ascendant déterminant des technocrates "sécuritaires" sur le reste du personnel politique. A ce propos, il faut qu'un journaleux "poliçophile" bien connu, crache dans la soupe pour que l'ampleur du phénomène soit révélé dans la presse : "le désordre politique profite aux hommes d'ordre. Derrière l'écran officiel se profile la montée en puissance d'hommes de l'ombre détenteurs de secrets politiques et habiles manoeuvriers de l'outil policier. A mesure que se développe un climat délétère s'imposent ceux qui -savent-..." (Edwy Plenel dans "Le Monde"). Si tout cela est fort juste, la fin lamentable du régime mitterrandien n'explique pas tout, car les Barbot, les Fournet, les Ottavi... sont avant tout les hommes du Groupe de TREVI (conseils des ministres de l'intérieur européen), de l'EUROPOL, des coordinations anti-terroristes, des négociations de Schengen... Et il est tout à fait hypocrite par contre de s'étonner en constatant que ces "magma" Préfets passent par dessus les hiérarchies, les règles et les lois, puisqu'ils ont été nommés pour briser justement **par tous les moyens** la lutte révolutionnaire et la résistance de la classe ouvrière, de la "guerre sale" aux provocations sanglantes (comme à Provins), de la torture au massacre de la Grotte d'Ouvéa, des matraquages aux "Charters" de Pandraud... - D'ailleurs aujourd'hui ne se prétendent-ils pas sans ambiguité possible l'avant garde de l'Etat Européen fort que réclament les Agnelli (PDG de FIAT) et d'autres "grands" de la bourgeoisie monopoliste continentale ??

Mais ce mouvement répressif et sécuritaire n'alimente pas seulement la centralisation de pouvoirs exorbitants entre les mains de quelques "hauts fonctionnaires" véritables éminences grises d'un régime policier, il fait apparaître également à chaque niveau de sa structuration des noyaux et des réseaux (étatiques ou para-étatiques) de pouvoirs renforcés dans l'arbitraire bureaucratique et la militarisation des rapports sociaux; des noyaux et réseaux soutenus aussi bien par un conformisme néo-fasciste ambiant et une politisation ultra-conservatrice, que par leur articulation structurelle aux nouvelles puissances des corporatismes et des lobbies de l'Ordre...

Ainsi par exemple, le principal syndicat de police espagnol peut se permettre d'affirmer qu'il n'est pas souhaitable d'arrêter vivant un

membre d'ETA (un souhait "réalisé" par les assassinats ces derniers mois à LLiça d'Amunt, à la Foz d'Irumberri, à Morlans et enfin Ormazabal à Bilbao), un juge médiatophage soutenu par son syndicat réactionnaire peut jouer les matamores en inculpant Georges Habbasch lors de son hospitalisation à Paris, les directeurs de Prison ont carte blanche pour établir un régime d'arbitraire dans la détention des prisonniers politiques (torture de l'isolement, censure politique, psychiatrisation...), une municipalité fascistes peut constituer un fichier raciste des enfants de sa commune... des dizaines et des dizaines d'exemples existent et ce phénomène s'évidencie aussi bien dans l'étendue que dans la multiplicité de ses formes et il agit avec force à l'affirmation de la réaction autoritaire et technocrate sur l'entière société.

4. De l'"ordre public" dans le compromis de soumission de masse

Mais cet ensemble juridico-répressif, malgré son extension épocale, ne peut être en aucun cas délié du complexe structurel de la domination-subordination qui fonde l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste aujourd'hui.

Parce que **l'intégration-ségrégation** se constitue et rebondit en chaque appareil et dans toute intervention des pouvoirs étatiques. Une inscription toujours plus profonde car l'actuel bond de l'étatisation et les mutations qu'il détermine, établissent und phase nouvelle du Capitalisme Monopoliste d'Etat portant et développant la qualité de procédé de contrôle politico-social et de répression.

La manipulation politicienne électoraliste, répétitive et sans enjeu véritable, l'agitation pantalonesque des partis, les limites syndicales et le nouvel ordre associatif en expension délimite le domaine de la politique permise et conservatrice de son propre système... et d'un autre côté, malgré les restrictions drastiques, l'ensemble des traitements keynesiens peut toujours jouer un rôle important dans des actions sociales partielles et ponctuelles (comme le RMI, les cités ghettos, les harkis...), ainsi ces deux interventions s'articulent en s'intégrant plus fermement aux régimentations introduites par l'appareil répressif.

La règle principale à l'articulation fonctionnelle de ces trois types d'interventions repose essentiellement sur l'impérieuse nécessité actuelle pour le pouvoir d'établir et de stabiliser un véritable consensus de soumission de masse aux nouvelles conditions de vie et de production.

Un consensus sacralisant **l'intégration-ségrégation** (économique, sociale, politique, raciste, culturelle...) en tant qu'"ordre public" et compromis avec la bourgeoisie pour la perpétuation et l'extension du nouveau régime de mise en valeur du capital et de la nouvelle division impérialiste du travail.

Si la Guerre Froide de 82-85 peut être considérée comme une guerre mondiale, et si elle a permit de faire imploser le camp du "socialisme réel" et de faire réintégrer à la dépendance de nombreux pays des Trois Continents, la victoire pourtant ne résoud pas la quantification des contradictions du système impérialiste, au contraire, partout les déséquilibres s'accroissent.

A la fin des années 30, le fascisme et la guerre avaient ouvert brutalement un champ nouveau de développement, aujourd'hui rien de tel, et ce n'est qu'en accroissant l'exploitation et l'oppression impérialiste que le système peut se frayer un chemin pour un espace d'accumulation et de croissance. Il doit aggraver la pression sur les classes opprimées mais simultanément il a l'exigence de préserver des rapports sociaux dans la perspective d'un nouveau contrat social; d'où la complexité de son attaque contre le Prolétariat International, la multiplicité des formes que cette lutte prend internationalement et localement au niveau économique et social et surtout au niveau politique. Un combat alignant successivement les pelotons d'exécutions et les aides sociales, les prisons spéciales et les amnisties partielles, les concessions provisoires et les élimination définitives, la reconnaissance politique et la criminalisation, l'aide à l'emploi et le chômage de masse, la carte blanche à la spéculation boursière et le RMI...

Une guérilla civile permanente qui tend à faire éclater partout la résistance et l'homogénéité des opprimés, les isoler les uns des autres et les fragiliser pour les soumettre tous. Et qui a donc pour but de neutraliser (en ciblant ses objectifs) les forces et les embryons de tout possible révolutionnaire; faire disparaitre les références de lutte jusqu'à la mémoire même de ces luttes.

Cette lutte de la bourgeoisie monopoliste est la substance véritable de l'"ordre public" actuel, de fait sa solution pour tenter d'échapper aux contradictions destructurantes de son système.

Nathalie MENIGON, Joëlle AUBRON,
Jean Marc ROUILLAN, Georges CIPRIANI.
Militants emprisonnées d'ACTION DIRECTE.

Mars 1992.

On prend les mêmes et on recommence !

Les Ministres font les valises, les bureaucrates restent!

Louis Joinet, loin de la fureur et du bruit, indifférent aux remaniements, occupe encore et toujours le poste de conseiller "technique" pour la justice et les droits de l'homme auprés du nouveau chef du gouvernement.

Avec Mauroy, Fabius, Rocard, Cresson et enfin Bérégovoy, c'est lui qui est au coeur des tractations et des répressions, c'est lui que l'on retrouve derrière l'usage des Quartiers d'Isolement contre les prisonniers politiques en 85, c'est toujours lui en juillet 88 qui lance Rocard contre leur fermeture préconisée par Arpaillange, c'est encore lui qui est le personnage clé de la non-tenue des engagements gouvernementaux lors de la fin de la grève des prisonniers d'A.D. en juillet 89 , et de fait, il est de toutes les magouilles judiciaires depuis 1981.

Ce chantre du "maoisme" dans les années 70 avec une de ses expressions les plus dogmatiques (dirigeant de l'Organisation Communiste des Travailleurs), s'est reconvertit à la réforme avec le Syndicat de la Magistrature, puis à la réaction avec le PS versus technocratique.

Eminence plutôt grise, cet encravaté est toujours une articulation essentielle de toutes les réformes pénales en cours et en particulier la loi scélérate : "crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la paix publique".

Politiques de rigueur, ça dépend pour qui !

Salaires, primes, et maintenant voilà les enveloppes; selon une enquête parlemantaire espagnole, en octobre dernier, lors de la Conférence de Paix au Moyen Orient, le gouvernement aurait gratifié les flics anti-terroristes en plus des salaires et des primes courantes de liquidités (12 000 à 35 000 pesetas par poulet, cher la volaille!). Après le mercenariat de la guerre sale et le financement occulte des tueurs de réfugiés basques, voici le mercenariat du bakchich. Les régimes policiers ont toujours le pourboire leste pour les chiens de garde.

La Justice égale pour tous !

Le 5 avril, deux jeunes du quartier Romain Roland de Vitry (région parisienne ont été interpellés alors qu'ils "tag-gaient" cette fresque sur le mur de leur lycée.

La bande des argentiers des partis spéculent en toute impunité, mais les deux jeunes eux sont passés par les cases : Garde à Vue, procédures, fichages et instruction...

Toujours le même "crime" : la solidarité!

Contre le sionisme, contre les flics, contre les juges, contre la prison... S O L I D A R I T E ! R E S I S T A N C E !

UNE SOCIETE BIEN DEGAGEE SUR LES OREILLES !

Le militarisme a toujours été un des piliers sinon le pilier de l'impérialisme et jamais son développement ne s'est démenti au cours de ce stade du capitalisme.

Il contrôle de plus en plus de secteurs économiques et industriels, et la production d'armement est devenue un "volant de secours" pour le système, une fonction de stabilisation entièrement contrôlées par l'Etat... Nous savons bien comment le Complexe Militaro-Industriel a pris un poids considérable aujourd'hui dans ce domaine public-privé, et la force de son lobby constitué de hauts fonctionnaires, patrons et militaires de haut rang est largement connue.

Mais dans la fusion actuelle de l'Exécutif, l'administration militaire tend à être avec lui toujours plus omniprésente dans la société, dans les rapports entre l'Etat et les individus, dans les rapports sociaux bourgeois... De fait, l'Armée avec le développement de l'autoritarisme actuel des appareils étatiques étend également de plus en plus son rôle idéologique et au delà, son rôle directement organique à l'organisation sociale.

Nous avons vu les petits galonnés du service de presse des Armées -SIRPA- accaparer écrans et micros... durant les sombres semaines du massacre du désert en 90.

Nous avons vu les Ministres de l'Education P.S. faire entrer les agents recruteurs à l'école et dans les lycées, l'Armée dressant la jeunesse, c'est bien connu aussi.

Nous avons vu l'Armée signer les contrats "formation des jeunes" avec le patronat et la Formation Professionnelle des Adultes.

Nous avons vu les bidasses dans la gendarmerie et aux coins des carrefours des grandes villes (à la circulation!), comme nous les avions vu briseurs de grèves et forces d'appoint anti-terroriste en 86...

Au début avril, nous apprenons que le Ministère de la Défense espagnol a signé un accord avec la Fédération Patronale des Entreprises de Sécurité, selon lequel plusieurs centaines d'appelés seront intégrés directement dans des milices privées de surveillance industrielle, de transport de fond et autres fonctions de nervis patronaux...

Militarisation de l'espace urbain, si les appelés iront grossir les rangs des milices (avec plus de 80 000 vigiles et gardes pour la seule Espagne); ces milices seront considérées par la nouvelle loi "Ley de Seguridad Privada", comme organismes paramilitaires et placées sous le commandement des Forces Armées : "Les entreprises et les employés auront des obligations spéciales comme auxiliaires des forces armées et des Corps de sécurité, elles devront leur apporter collaboration, et suivre leurs instructions..." (art. 1.4. de la loi).

Dès lors il est facile d'entrevoir l'utilisation de telles forces en premières lignes contre le prolétariat, contre les piquets de grève, les occupations d'usines, d'ateliers et de maisons...

VERS UNE SOCIETE AU GARDE-A-VOUS !

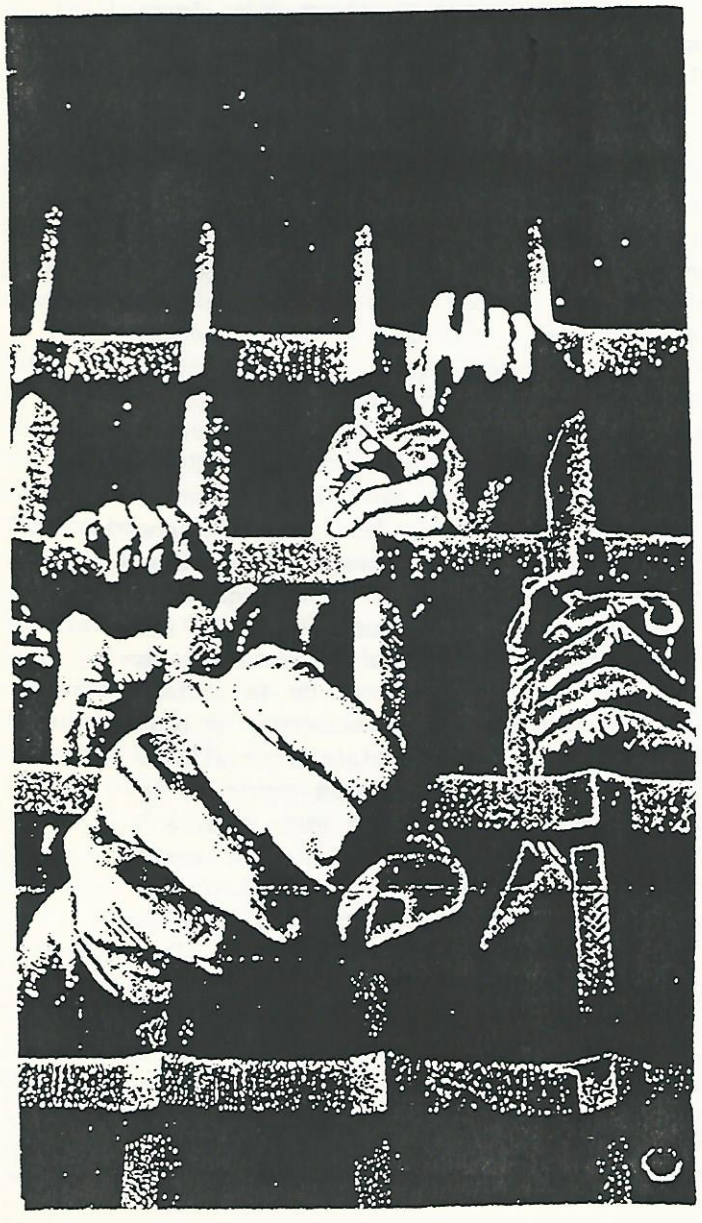
BRIGATE ROSSE

PROCES DES CAMARADES DES BRIGATE ROSSE

Le 26 et 27 février dernier, deux militantes des BRIGATE ROSSE per la construzione del PARTITO COMMUNISTA COMBATTENTE, Simonetta GIORGERI et Carla VENDETTI ainsi que Nicola BERTONE et Gino GIUNTI militants révolutionnaires se présentaient devant le Tribunal Correctionnel de Paris pour assumer leurs positions politiques et leur engagement révolutionnaire.

Arrétés en 1989, depuis ces camarades n'ont en effet jamais cessé d'affirmer leur attachement à la ligne politique du "travail de masse" dans la stratégie de la lutte armée.

Nous avons déjà publié dans le numéro précédent plusieurs de leurs déclarations. Aujourd'hui, nous présentons leur première PRISE DE PAROLE et une déclaration devant la Chambre d'Accusation de Paris en Septembre dernier. Les trois autres prises de parole devant le tribunal seront au sommaire du prochain numéro.



Ce procés met en lumière la qualité actuelle de l'intervention des juridictions d'exception sur la base des accords européens et de Schengen tout particulièrement.

De fait, quand dans ce traité il est dit que chaque appareils doit prendre à son compte la sécurité des autres signataires, cela signifit clairement comme avec ce procès, qu'un militant d'une organisation luttant sur un territoire pourra être poursuivi pour association terroriste sur tous les autres territoires de Schengen.

Et ceci devient immédiatement rétro-actif comme pour toutes les ultimes lois spéciales.

Nous pouvons constater la réalité de cette transétatisation sécuritaire et judiciaire par rapport à une autre procédure engagée également à Paris contre Sieglinde Hofmann, militante de la RAF extradée vers la RFA en 1980. Le Parquet fédéral de RFA a en effet demandé l'extansion des motifs d'extradition suite aux témoignages extorqués à des ex-militants (arrétés en RDA il y a peu) contre des remises de peines...

Alors que cette réalité répressive européenne s'affirme avec force, la solidarité militante, cette solidarité qui se doit d'être une arme pour la lutte, ne parvient pas à trouver son unité dans la résistance face aux procès et à la détention politiques. Ce manque cruel est de plus en plus ressentit par de nombreux camarades, et aujourd'hui le débat prend forme.

En conséquence nous publions le communiqué de DEFENSE ACTIVE diffusé à l'occasion de ce procès, pour ouvrir nos colonnes à cette confrontation pour nous aussi essentielle.

PRISE DE PAROLE DES CAMARADES

En tant que militante des BR-PCC, je suis ici seulement pour parler des Brigate Rosse (BR); pour mettre en évidence l'actualité et la valeur de leur projet politique et stratégique, pour revendiquer dans son entier tout leur parcours révolutionnaire et leur activité politico-militaire. Que ce procés soit exclusivement politique est tellement évident qu'il n'y a pas besoin de le démontrer. Et comme dans tous les procés politique de cette nature, la première préoccupation de ceux qui représentent ici la bourgeoisie est de mystifier, de dénaturer, criminaliser l'activité révolutionnaire, dans ce cas l'activité des BR.

On assiste ainsi à la tentative velléitaire de ramener le processus révolutionnaire, dirigé par les BR en Italie, dans des codes et des rites juridiques qui n'ont rien à voir avec la guerre de classe. C'est comme si on prétendait mesurer avec un mètre de tailleur quelque chose qui a la dimension d'années-lumières!

Une tentative de dépolitisation qui, par l'absurde, fait ressortir avec une plus grande clarté les lois véritables auxquelles ce procés aussi répond : les lois de la guerre. Car entre la guérilla et l'Etat, entre la guérilla et l'impérialisme, n'existe seulement qu'un rapport de guerre, et c'est ce rapport qui règle chaque aspect de l'affrontement révolutionnaire, donc ce procés également.

Comme les lois de la guerre le dictent, la bourgeoisie voudrait faire sortir de cette salle un message de dissuasion et de mystification afin de décourager et afin de nier le terrain révolutionnaire même. Un message à répandre sur la classe, sur le mouvement de résistance prolétarien, tel qu'un aspect des politiques plus globales pour le contrôle et le gouvernement des contradictions sociales. Dans la tentative d'éviter que l'antagonisme, la conflictualité spontanée de la classe, s'organise sur le plan révolutionnaire.

Un message de force, donc, qui dans ce procés en particulier devrait être encore plus accentué, vu la politique de cohésion européenne sur le plan de la contre-guérilla, dont ce procés est un produit. Mais l'inconsistance et la petitesse de cette opération se montre au grand jour si seulement on regarde les faits en dehors des principes de l'apologie du régime. Les faits qui, comme tout le monde le sait, sont têtus. Dans ce cas particulier, ce qu'au bout du compte toute cette farce démontre, est que dans l'impossibilité d'arrêter la guérilla, la bourgeoisie impérialiste et son Etat sont contraints de se servir des prisonniers, de leur condition d'otages, pour faire passer la propagande de la toute puissance de ce système et de l'impossibilité de le détruire. Un fait qui en dit long sur la consistance réelle de sa force présumée!

Dommage pour la bourgeoisie, pour l'Etat, pour vous qui ici les représentez, dommage que l'affrontement révolutionnaire se développe non pas ici mais dehors de cette salle, et que le processus révolutionnaire ne peut pas être jugé ni encore moins arrêté. Si d'ailleurs on observe le contexte général dans lequel ce procés aussi est inséré, il devient une simple constatation que de remarquer comment le renforcement de la chaîne impérialiste, et de chaque pays impérialiste dans celle-ci, est relatif, et comment le durcissement global auquel on assiste reflète, en réalité, une faiblesse de fond, une faiblesse stratégique.

D'une manière trés schématique, dans leurs traits essentiels, les dynamiques qui, à l'heure actuelle, traversent le Centre impérialiste, sont, d'un côté, une crise économique de plus en plus profonde ; l'accumulation des contradictions sur tous les plans ; une accélération dans la tendance à la guerre. D'autre part, et en conséquence, ce qui s'impose est un comportement de plus en plus agressif de l'impérialisme, partout dans le monde; une progression des processus de cohésion économique, politique, militaire, contre-révolutionnaire en Europe occidentale; une tendance à la centralisation des pouvoirs dans les Etats du Centre impérialiste, les Etats européens en particulier, avec une gestion de plus en plus offensive des contradictions sociales. Vis-à-vis de l'aiguisement de la crise économique et de ses conséquences, l'impérialisme serre les rangs, montre ses dents, accentue les pressions et les coups de force, recherche l'embrigadement de la société derrière les intérêts et les exigences de plus en plus urgentes de la bourgeoisie impérialiste. Par ceci, il révèle sa faiblesse profonde, la faiblesse d'un système qui n'a rien d'autre à offrir si ce ne sont l'exploitation et la guerre impérialiste. Jamais comme aujourd'hui l'impérialisme n'a montré sa nature de tigre de papier. Et jamais comme aujourd'hui n'est apparu, dans toute son évidence, la nécessité de développer le terrain de la guerre de classe comme la seule alternative pour le prolétariat à la crise de la bourgeoisie. Dans ce contexte, on comprend comment la présence d'une hypothèse révolutionnaire concrète et praticable hante la bourgeoisie. C'est la guérilla avec l'expérience

et la maturité qu'elle a atteint durant plus de 20 ans d'activité dans le coeur de l'impérialisme, la grande force stratégique du prolétariat, laquelle lui permet de se placer dans une perspective concrète de pouvoir.

En particulier, je voudrais développer cette affirmation par rapport à la situation italienne, au parcours de la guerre de classe en Italie menée sous la direction des BR. Une situation bien sur particulière, mais qui n'est pas sans rapport avec la situation, par exemple, de la France, car la façon d'agir des Etats du Centre impérialiste est similaire, dans ses caractères généraux et dans ses dynamiques ; ainsi comme les guérillas du Centre impérialiste ont des éléments fondamentaux en commun.

D'autre part, la guérilla est confrontée partout, surtout en Europe occidentale, au même niveau de contre-révolution. Alors par rapport à l'Italie, le déroulement du procéssus révolutionnaire dirigé par les BR a démontré comment face au renforcement relatif de l'Etat et de l'impérialisme, non seulement il est possible de s'opposer; non seulement il est possible de maintenir ouverte l'alternative révolutionnaire, mais il est possible de relancer l'offensive et de faire avancer la guerre de classe. Une possibilité que les BR ont matérialisé à partir de la continuité ferme dans les axes stratégiques discriminants. Et, en même temps, en tirant la leçon de l'expérience mûrie dans l'affrontement révolutionnaire, en particulier dans les années les plus dures de la contre-révolution de l'Etat.

En effet, on peut dire que l'attaque déployée par l'Etat italien dans les années 80, s'est caractérisée comme une véritable contre-révolution. Il suffit de considérer la consistance qu'elle a eu, les procédés employés et les finalités qu'elle se proposait pour en avoir la mesure. Et ça n'a pas été un hasard. Cette contre-offensive s'est manifestée de cette façon car l'Etat devait faire front face à un contexte de l'affrontement de classe et révolutionnaire bien spécifique, celui qui s'était modelé au cours des années 70 en Italie. Des années marquées par un fort développement de la lutte armée et par une profonde conflictualité de classe que les avant gardes murissaient dans une étroite dialectique avec le terrain révolutionnaire. Et ce qu'il faut mettre en evidence, c'est qu'à la base de l'étendue de la lutte armée et à la base de l'épaisseur politique manifestée par les instances les plus avancées de la classe, il y a un choix politique bien précis, à caractère stratégique, assumé à bon escient par les BR, c'est à dire la lutte armée comme une stratégie pour tout le prolétariat.

Celui de la stratégie de la lutte armée est un élément clé pour comprendre non seulement les caractéristiques du processus révolutionnaire en Italie, mais pour avoir la dimension des Perspectives concrètes de la guerre de classe en Italie, et en général pour comprendre de quelle façon les BR agissent. La proposition stratégique de la lutte armée a été lancée à toute la classe par les BR depuis leur création, à la fin des années 60. Elle esquisse la ligne directrice sur laquelle le processus révolutionnaire se développe comme une guerre de classe de longue durée, et elle éclaire la nature du rapport dialectique que l'avant garde armée de la classe se doit de construire avec le camp prolétarien. C'est à dire, en résumé, que le processus révolutionnaire avance dans la mesure où l'intervention politico-militaire des BR contre le point le plus haut de contradiction entre les classes, ouvre les conditions, politique et de force, pour organiser et disposer dans l'unité du politique et du militaire les instances les plus avancées de la classe.

Donc, les forces prolétariennes et révolutionnaires qui s'avèrent disponibles pour combattre pour le pouvoir, sont structurées d'une façon adéquate par les BR; soit en fonction des tâches exigées par la phase révolutionnaire, soit de telle façon que ces forces soient en mesure de soutenir le conflit contre l'ennemi de classe, c'est à dire en fonction du niveau de l'affrontement.

D'autre part, ce travail de direction, d'organisation et de disposition dans la lutte armée des parties les plus mûres du prolétariat, rend possible l'intervention de l'avant garde combattante, il rend possible sa reproduction et il fait progresser la guerre de classe. Dans cet axe stratégique, les BR ont géré et elles opèrent, donc, comme la direction politique de l'affrontement révolutionnaire.

En définitive, la stratégie de la lutte armée permet de viser au renforcement du camp prolétarien sur le terrain révolutionnaire, pour le pouvoir. Il s'agit là des traits essentiels de la stratégie offensive des BR; d'autre part c'est évident que la conduite de la guerre révolutionnaire doit être pratiquée en tenant compte de plusieurs facteurs, de l'intervention contre-révolutionnaire de l'ennemi de classe, de l'état des forces prolétariennes et révolutionnaires, du contexte interne et international, etc... Mais, ce que l'expérience des BR a démontré est que les réponses tactiques aux situations différentes doivent être recherchées en restant bien au dedans de cette ligne directrice stratégique. C'est seulement ainsi que l'activité révolutionnaire prend le souffle d'une activité de direction d'une guerre révolutionnaire de classe.

Autre chose démontrée par notre expérience, c'est que cette position offensive se répercute sur le caractère de l'affrontement de classe même, sur sa qualité et son épaisseur politique, sur la façon (aussi) par laquelle la classe s'oppose à l'Etat de même qu'au patronat. De cela en était bien conscient l'Etat aussi, quand, à la fin des années 70, il a assumé comme prioritaire l'objectif de contrecarrer l'étendue de la lutte armée, résultat de cette stratégie, de 10 ans d'activité de la guérilla conduite par des lignes internes à la classe.

L'Etat donc ne pouvait que poursuivre une intervention globale contre tout le corps de classe, même si évidemment d'une façon bien différente et visée. Il s'agissait, en effet, de couper le lien organique construit par les BR avec le tissu prolétarien (sur le terrain révolutionnaire) et d'empêcher que par la suite ce lien puisse être renoué.

C'est intéressant de voir comment l'Etat s'y est pris, car il est indicatif de la façon, en général, par laquelle l'ennemi s'oppose à la poursuite du processus révolutionnaire.

L'attaque est parti au point le plus haut de l'affrontement révolutionnaire, contre les BR, comme une réponse de guerre. Depuis l'exécution de 4 militants BR à Génes, en 80, via Fracchi, l'offensive a abouti en 82 à la vague d'arrestation, aux tortures, aux exécutions dans les rues.

Par tout ceci, les enveloppes formelles de la démocratie bourgeoise ont été déchirées, et l'essence de l'affrontement entre les classes a été dévoilé. En effet, dans l'affrontement entre les classes, qui est opposition entre les intérêts généraux inconciliables, le rapport de guerre est implicite, il existe en puissance. La guérilla l'a assumé et elle l'assume en le rendant, de fait, explicite, en le déployant.

L'Etat, par contre, en particulier dans la forme de la démocratie, tend à dissimuler sa substance (représentant des intérêts d'une classe contre l'autre) derrière la formule démagogique "Etat de tous les citoyens", "au dessus des parties". En attaquant directement la guérilla, il a été contraint de se montrer sur ce terrain, sur le terrain de la guerre, en dévoilant sa vrai nature d'organe de la dictature bourgeoise. En même temps, cette sorte d'intervention, sa visée, ces déchirures opérées au niveau de l'avant garde révolutionnaire, ont ensuite pesé sur les expressions les plus avancées de l'autonomie de classe, comme dissuasion, en même temps que des pressions de toute sorte, politiques et militaires. De cette façon, l'Etat espérait justement briser le lien dialectique existant entre la guérilla et l'autonomie de classe. Donc, il essayait de peser sur l'épaisseur politique des avant gardes prolétariennes, de les ramener dans les règles du jeu démocratique "normal".

L'objectif, finalement, était de leur empêcher de s'unifier et de se réorganiser sur le plan de l'antagonisme contre l'Etat. Une tentative qui, comme les faits l'ont par la suite démontré, a échoué dans la substance. Et soit dit en passant, elle a échoué non pas parce que l'Etat ne s'y est pas suffisament engagé (au contraire...), mais pour la consistance de ce que 12 ans de lutte armée avait jusque là enraciné et parce que les BR ont repris l'initiative, en relançant en avant leur projet politique.

Finalement, tous ces différents niveaux d'intervention (contre les BR, contre le mouvement révolutionnaire, contre l'autonomie de classe) ont pesé d'un grand poids sur tout le camp prolétarien, en réduisant son poids politique. Le climat lourd et contre-révolutionnaire créé, permettait à la bourgeoisie impérialiste d'intervenir directement sur les conditions de vie politiques et matérielles du prolétariat et de la classe ouvrière, laquelle s'est vu contrainte de défendre ce qu'elle avait conquis par les luttes dures des années précédentes... Donc : licenciements politiques, licenciements de masse, chômage technique, augmentation de l'exploitation, aggravation des conditions de travail, etc. La restructuration productive avance à grands pas, avec la FIAT évidemment en première ligne.

Il est important de souligner, à ce propos, que malgré la perte réelle du poids politique de la classe, dans ce cas aussi l'objectif de la bourgeoisie de parvenir à la pacification dans l'affrontement de classe, n'a pas été atteint. Un objectif qui est et reste impératif, étant donné l'accélération (des dynamiques) de la crise économique et de la tendance à la guerre. Mais qui doit toujours avoir affaire à la qualité de l'affrontement de classe et à la présence des BR. Malgré les velléités de la bourgeoisie, l'affrontement de classe et révolutionnaire ne peut pas être prédéterminé à l'avance dans les repaires de la contre-révolution.

De toute façon, l'Etat a tout mis en oeuvre pour parvenir à la normalisation sociale. Sur la base des conditions engendrées par la contre-révolution, par ce climat politique, l'Etat a ensuite opéré pour fixer de manière stable, sur le plan institutionnel, les rapports de force acquis. De cette façon, une première modification importante dans les relations entre les classes a été apportée. Une modification des instruments politiques par lesquels l'etat poursuit la médiation politique entre les classes, de sorte que la substance qui a dirigé

la contre-révolution soit incorporée dans cette modification. En un mot, les relations industrielles entre le patronat et les travailleurs ont été réformulées, un modèle de représentation détaché des intérêts de la classe a été imposé par les tractations (les négociations) centralisées entre le gouvernement, le syndicat patronal et les syndicats, le pacte social néocorporatiste (car c'est de cela qu'il s'agit) s'est donc traduit pour le prolétariat et la classe ouvrière en particulier, par des nouvelles barrières et des nouveaux filtres qui tracent un cadre plus rigide, plus contraignant à la lutte de classe et à la possibilité d'exprimer leur autonomie politique.

Parce que c'est ainsi que les Etats agissent de nos jours - les démocraties représentatives contemporaines.

Même dans des conditions d'affrontement révolutionnaire aigüe, l'usage massif des instruments contre-révolutionnaire est toujours ciblé, sélectif et il ne se prolonge pas au delà d'un seuil donné. C'est à dire que la contre-offensive de l'Etat n'aboutit pas à un tournant réactionnaire, à l'établissement d'un Etat répressif de type fasciste. Par contre, il se produit une suite de changements dans les forces politiques (les partis, les syndicats) et dans les institutions politiques destinées au contrôle et à la canalisation de l'antagonisme. Ce qui change, donc, c'est la façon de gouverner la lutte de classe, laquelle exprime dorénavant, les rapports de force stabilisés en faveur de la bourgeoisie, et le niveau atteint par l'affrontement (en un mot, les nouvelles barrières institutionnelles érigées visent essentiellement à empêcher que la conflictualité spontanée de la classe se transforme en organisation sur le plan révolutionnaire, du pouvoir). Le pacte néocorporatiste a été une première étape de ce processus, en ouvrant la route à des modifications ultérieures.

Voilà la démonstration concrète de comment le développement du processus révolutionnaire contraint l'Etat à réadapter les termes de la médiation politique, pour endiguer ce développement en tâchant de creuser un fossé entre la classe et son avant garde révolutionnaire. Ce qui se produit en définitive, c'est une transformation dans le rapport entre la classe et l'Etat, dans la façon même par laquelle l'Etat gouverne l'affrontement. Un processus bien sur non linéaire mais contradictoire, étant donné qu'il a toujours affaire à une matière sociale dynamique et à la guérilla en particulier. Par exemple, en Italie, aprés un premier mouvement de défense des conditions politiques et matérielles précédent la contre-révolution, la classe a mûri une forte conflictualité, constante et répandue, avec un caractère de résistance mais non défensive, des luttes qui cherchent les instruments pour briser les barrières et les filtres des nouvelles relations industrielles. Et la détermination de ce nouveau caractère n'est pas étrangère à cette épaisseur politique dont je parlais tout à l'heure, enracinée dans le tissu prolétarien par l'activité révolutionnaire des BR. Mais, ce qui est surtout trés important à remarquer, c'est que la contre-offensive de l'Etat n'a pas conduit à l'épuisement du processus révolutionnaire, mais à son approfondissement, dans un bond de qualité de la guérilla, des BR. Pourquoi ?

D'un côté, comme je le disais tout à l'heure, la stratégie de la lutte armée a permis à notre organisation de construire un lien organique profond avec les expressions les plus avancées de la classe. Ce fil rouge, non seulement n'a pas été effacé par l'offensive de l'Etat (un fait qu'en dénote déjà la consistance et la substance), mais il a contribué fortement à caractériser l'autonomie de classe telle qu'elle est aujourd'hui, et en général l'affrontement entre les classes dans notre pays. Un affrontement qui, à l'heure actuelle, exprime des grandes potentialités pour la poursuite de la guerre de classe (c'est la stratégie de la lutte armée qui, en définitive, a permis et permet la reproduction des forces révolutionnaires, de la guérilla, dans le tissu prolétarien).

D'autre part, l'élément subjectif déterminant dans la progression du plan révolutionnaire, est la capacité démontrée par les BR de faire front face à la nouvelle situation, en adoptant le seul choix possible et nécessaire. Devant l'attaque de l'Etat, les BR ont ouvert la phase générale de Retraite Stratégique.

Se replier est un terme dynamique des lois de la guerre, à plus forte raison de la guérilla. En se repliant de positions qui n'étaient pas, de fait, avancées, les BR ont soustrait, pour ce qui était possible, les forces à l'hémorragie. D'autre part, l'évaluation correcte du revers subit comme une défaite tactique, a permis de la situer dans le cours discontinu de l'affrontement révolutionnaire. C'est à dire qu'à cause des conditions dans lesquelles la guerre de classe se déroule, elle est nécessairement de longue durée. Et nécessairement son déroulement ne peut pas être lineaire, une progression de puissance de feu ou une somme mathématique de rapports de force. Au contraire, la guerre de classe est faite de marches en avant et de retraites (d'avancées et de recul)...

Elle ne peut pas être schématisée dans ses étapes, mais on doit tenir compte de tous les facteurs qui interviennent dans l'affrontement (l'Etat, la classe, les forces révolutionnaires, le contexte international, etc), et de quelle façon ils se modifient.

La phase de la Retraite Stratégique, par exemple, est le produit de cette conscience. Elle s'est avérée nécessaire dans le cours de la guerre révolutionnaire telle quelle s'est développée, même si elle n'était pas, et ne pouvait pas être, prévue. La phase de la Retraite Stratégique a été conçue comme une phase de longue haleine. En elle, l'activité révolutionnaire vise au repli des forces afin de soutenir et de relancer la capacité offensive exprimée par la guérilla. En conformité avec des termes généraux, les BR ont mûri un processus de réadaptation globale.

Evidemment, vu qu'il s'agit d'une guerre de classe, la réadaptation, pour être globale, doit entraîner, au sens large, la construction et l'organisation des termes politico-militaires de la guerre de classe. Elle ne pouvait certainement pas se résoudre par la seule réadaptation théorique et d'organisation. En effet, il s'agit d'un processus, un processus dans lequel une conduite de la guerre révolutionnaire doit être établie, à partir des termes fixés par la Retraite Stratégique. Ceci, jusqu'à ce que le niveau de reconstruction, de direction et de consolidation des forces prolétariennes ne soit pas stabilisé, au point de surmonter les conditions de faiblesse relative dans les rapports de force. Si on ajoute a ces objectifs le fait que cette phase se situe dans un contexte qui du côté révolutionnaire est déterminé par le recul et du côté de l'Etat par la reformulation de tous les termes de la médiation politique, on comprend pourquoi ce processus avance d'une façon non linéaire, avec des progressions et des temps d'arrêt. En même temps, justement parce qu'il se forge dans le vif de l'affrontement, ses bases sont solides, et chaque étape stabilisée marque un point de non-retour.

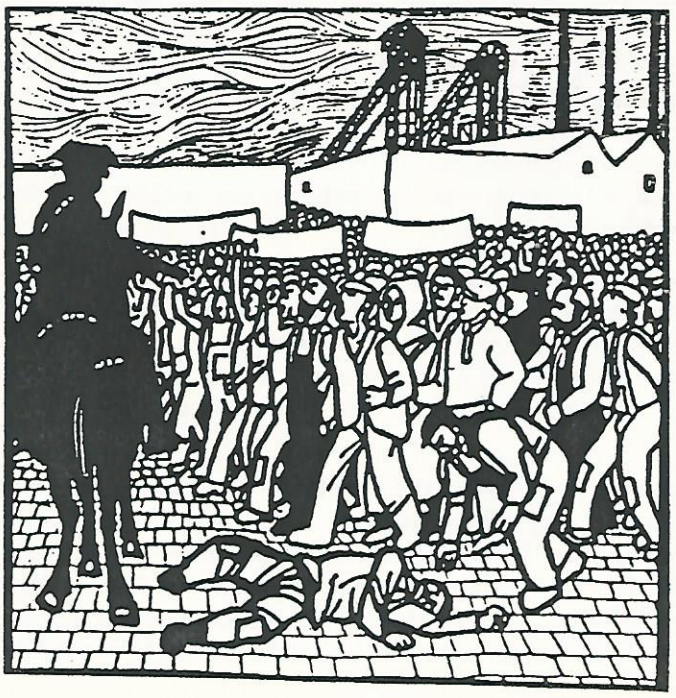
Les actions combattantes contre **Giugni** en 83 et contre **Tarantelli** en 85, ont donné de la substance au déroulement de ce processus. Dans la mesure où c'est cette dynamique qui les a rendue possibles. Avec ces actions, les BR ont repris l'initiative nécessairement à l'hauteur du niveau de l'affrontement. En effet, même en cas de recul, le niveau de l'intervention politico-militaire ne peut pas recommencer du début, mais il doit être adapté pour peser sur les rapports de force. Ce que finalement les BR ont démontré, entre autre, est qu'on ne peut pas se soustraire au niveau de l'affrontement, quitte à être effacé sans recours de l'affrontement lui-même. Nécessairement, donc, l'attaque ne pouvait que toucher au point le plus haut du rapport entre la classe et l'Etat, la politique la plus anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire, là où, dans cette conjoncture les relations entre les classes étaient en train de se redéterminer. En effet, par ces actions les BR ont attaqué le pacte social néocorporatiste qui, comme je le disais tout à l'heure, visait à rectifier les rapports de force, produits par le déploiement de la contre-révolution, dans un nouveau cadre de relations industrielles. Attaque contre le coeur de l'Etat, donc, contre le projet politique central relatif à la modification des équilibres politiques et de force entre les classes.

C'est sur ces bases que le processus de reconstruction a stabilisé, au fur et à mesure, des avancées. Comme démonstration à cela, l'action contre Ruffilli en 88 a exprimé, au plus haut degré atteint, la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire. Par l'action contre Ruffilli, les BR ont frappé, au niveau le plus haut, le projet de réforme de l'Etat italien, visant à rendre de nouveau fonctionnels les pouvoirs et les instituts de l'Etat. De ce projet, Ruffilli était non seulement l'auteur, le responsable, mais surtout il était l'homme en mesure d'agréger les équilibres politiques nécessaires pour faire avancer le projet lui même. Sans entrer dans les détails, ce projet avait le "mérite" de proposer, par étapes successives, un processus le plus indolore possible qui stabilisait au fur et à mesure, sur le plan institutionnel, des rapports de force et politiques entre les classes de plus en plus favorables à la bourgeoisie jusqu'à parvenir à une modification générale de la médiation politique, de la façon même de gouverner l'affrontement de classe. Une réforme qui, dans sa substance, visait au renforcement de l'Etat italien par un processus d' "exécutivisation", de centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif. De sorte que le gouvernement du pays soit dégagé des poussées de la lutte de classe, en assurant ainsi la stabilité du système. Un projet qui constitue la contradiction dominante entre la classe et l'Etat, car il renforce le pouvoir bourgeois, il renforce sa dictature (même si c'est toujours d'une manière relative). En dernier ressort, le projet de Ruffilli visait à aligner la démocratie italienne, anormale à cause de toute son histoire et en particulier du poids (et de la finalité) de la lutte de classe telle qui s'est développée historiquement, de l'aligner aux soi-disantes démocraties accomplies européennes. Des démocraties plus mûres où, par l'alternance, la démocratie formelle se réalise à un niveau plus adéquat (plus adéquat pour la

gestion des intérêts bourgeois). Entre autre, soit dit en passant, si en Italie ce processus de concentration des pouvoirs suit un parcours particuliers et contradictoire, il s'est cependant imposé dans tous les pays impérialistes européens. Depuis la fin des années 70, partout en Europe occidentale on assiste à la tendance de mise en place d'Exécutifs forts et à un durcissement de la médiation politique. Et ce n'est pas un hasard si pendant ces années-là, la crise économique devient plus aigüe.

De toute façon, par rapport à l'Italie, comment ce projet avait l'intention de reprendre la route tracée 10 ans auparavant par Aldo Moro saute aux yeux. Le projet d'Unité Nationale qu'il avait avancé en 78, visait lui aussi à la réadaptation de l'Etat aux nouvelles exigences posées par la crise et par le développement de l'impérialisme ; et à la profondeur du conflit de classe et révolutionnaire dans ces années 70. Eh bien, en 88 comme en 78, avec Ruffilli comme avec Moro, le projet de réforme de l'Etat est attaqué et désarticulé par les BR. L'attaque au coeur de l'Etat, un des points de repère centraux qui qualifient les BR, est encore une fois pratiqué avec ponctualité et précision. Et encore une fois, à cause de ses retombées dans l'affrontement, il s'impose comme étant l'élément fondamental du programme, afin de développer la guerre de classe. Rien à voir avec un symbole, le coeur de l'Etat est trés concrètement le noeud central d'un projet, du projet politique opposant la classe à l'Etat, sur lequel l'Etat se renforce et qui devrait ratifier institutionnellement cette force plus importante, il a donc au plus haut niveau un caractère anti-prolétarien et contre-révolutionnaire. Ceci est le critère de centralité de l'attaque. Encore plus concrétement, il est le point d'équilibre qui fait avancer le projet même. Ceci est le critère de sélection de l'attaque. Finalement, l'attaque contre le coeur de l'Etat doit être réglée sur le niveau de l'affrontement, sur l'état de consolidation et de stabilisation des forces prolétariennes et révolutionnaires et sur les rapports de forces internes et internationaux.

Ces critères ayant été suivis, et s'agissant de la conclusion de toute l'activité révolutionnaire accomplie jusque là, quand les BR ont frappé à ce niveau, sur ce point, il y eut un bouleversement, une faille, dans les équilibres politiques. En conséquence, les rapports de force et politiques ont été remis en jeu, il y a eu une modification des rapports de force en faveur du prolétariat et un affaiblissement de l'Etat. Cela d'une manière évidemment relative. En même temps, la force politique libérée par l'attaque, l'avantage momentanée remporté, doit être traduit dans l'organisation de classe sur la lutte armée. Ceci est le sens concret de la stratégie de la lutte armée aujourd'hui. Dans cette phase révolutionnaire, ça signifie que la dialectique entre la guérilla et l'autonomie de classe doit passer par la double activité de reconstruction et formation. Reconstruction dans le cadre ouvrier et prolétarien des conditions politiques et matérielles favorables au développement de la lutte armée, et formation des forces qui se placent sur le terrain de la lutte armée afin de les rendre capable de soutenir l'affrontement contre l'Etat. Et ça c'est possible en positionnant ces forces dans un cadre organisé et centralisé, dans l'unité du politique et du



militaire, sur un plan de travail qui tourne autour des initiatives des BR elles mêmes, afin de remplir les tâches imposées par la phase politique et révolutionnaire. Une activité complexe qu'il faut régler sur la phase révolutionnaire et sur le niveau de l'affrontement. Ceux-ci sont, dans les traits généraux, les voies sur lesquelles, à l'heure actuelle, la reconstruction avance, dans la dialectique : attaque - construction - organisation - attaque. De la sorte, les BR agissent comme la direction politique de l'affrontement, elles agissent comme un Parti pour construire le Parti. En effet, la construction du Parti Communiste Combattant (P.C.C.) doit être conçue comme une construction-fabrication des conditions mêmes de la guerre révolutionnaire. Il s'agit d'un processus qui avance dans le vif de l'affrontement d'un même pas avec le développement de la guerre de classe et avec la consolidation politique et matérielle de la guérilla. Je conclus en disant que l'attaque menée contre le coeur de l'Etat par les BR a contribué vivement au repli du projet politique recherché. En conséquence il a contribué à la crise politique et institutionnelle profonde dans laquelle à l'heure actuelle l'Etat italien s'enfonce. Dans l'incapacité à reformuler un projet organique et articulé (et sous la pression de l'accumulation des contradictions sur tous les plans), il est contraint à opérer par des coups de main et des ruptures dans les rapports de force généraux, pour faire avancer la réforme de l'Etat et pour donner des réponses adéquates aux urgences de la bourgeoisie impérialiste. Des urgences dictées par la crise économique et par la pression de la tendance à la guerre. D'autre part, les contradictions de classe restent toutes entières, et même encore plus amplifiées . La classe est bien loin d'être pacifiée, sa partie autonome exprime un haut niveau de qualité politique, la guérilla n'a pas été liquidée. Voilà la réalité que, dans cette salle aussi, la bourgeoisie voudait nier! Je veux enfin préciser qu'à côté de l'attaque contre le coeur de l'Etat, les BR poursuivent un autre point de programme, l'attaque aux projets dominants de l'impérialisme. Et que pour notre Organisation cette ligne directrice de combat, la pratique anti-impérialisite, doit être poursuivie dans une politique d'alliance, pour la construction et la consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste. Dans la mesure où par mon rôle de militante je me situe du côté des intérêts généraux du prolétariat, je ne reconnais pas à ce tribunal bourgeois la légitimité de me juger. De mes actes politiques, je ne répond seuleument qu'aux BR-PCC et, par les BR, au prolétariat.

Pour moi et mieux que moi, c'est la guérilla en activité qui parle.

CONTROinformazione internazionale

LA SOLIDARIETÀ É UN' ARMA

Le 17.12.1991., le Groupe opérationnel des Carabiniers de Rome a arrêté 5 camarades italiens et un palestinien sous l'accusation de "bande armée" et association subversive (...).

Les 5 camarades de Bologne militaient depuis des années au Comité des Occupants Sans Maison, structure interne au mouvement de lutte pour le logement et les espaces, et depuis le début engagés dans un travail cohérent de solidarité avec les prisonniers politiques révolutionnaires, mené par la revue Controinformazione Internazionale.

La propagande mystificatrice des médias de l'Etat, prompte à présenter le massacre impérialiste du peuple yougoslave comme un conflit inter-ethnique, présente dans notre pays une attaque contre les luttes prolétariennes comme une opération anti-terroriste. L'activité du "Comitato Occupanti" de Bologne est une réponse prolétarienne à la spéculation sur le territoire de la part de la petite et de la grande propriété immobilière; c'est une forme nécessaire de satisfaction d'un besoin fondamental.

La revue Controinformazione Internazionale constitue elle une forme tout autant nécessaire de socialisation de l'expérience révolutionnaire de la classe dans les divers pays contre la monopolisation de l'information par le capitalisme privé et d'Etat.

Dans un climat d'adaptation des Institutions aux rapports de force modifiés entre les classes, le capital fait passer sa nécessité de délégitimer les formes d'organisation et de lutte dont s'est doté historiquement le prolétariat, pour des problèmes de criminalité sociale.

À PROPOS DU PROCÈS DES BR/PCC, LES 27 ET 28 FÉVRIER 1992 À PARIS

Un procès est un moment attendu, préparé.
Dire pourquoi, au nom de quelles analyses, pour réagir contre quelle sorte d'injustice, nous avons choisi la route qui nous a menés ici, dans ce box.

Cela n'a qu'une influence infime sur un tribunal, que seuls les faits intéressent, car si l'on nous accorde le droit de penser différemment, même de critiquer passivement, on ne peut évidemment admettre que nous traduisions nos convictions en actes.

L'affirmation de notre identité politique, la revendication de notre parcours ne seraient qu'auto-satisfaction si, participants et non spectateurs, les camarades n'étaient là dans la salle, en accord avec nos positions, sympathisants, solidaires ou liés à nous par des liens affectifs.

Un procès, c'est aussi un entracte dans la vie carcérale, des heures, des jours volés à la prison, on se retrouve entre compagnons et compagnes de lutte; et réunis pour nous soutenir de leur présence, les camarades, les copains, les amis, les parents sont là. Malgré l'assurance d'être fichés (mais qui d'entre nous ne l'est pas déjà!), supportant la "poêle à frire", détecteur de clefs et de limes à ongles, et souvent même la fouille, ils sont là.

Et nous repartirons avec la force que nous aura donnée notre réunion dans le box - et la vision de ces visages, de ces sourires, de cette chaleur, de ces poings levés à la fin du procès.
Qui a vécu ces instants qui illumineront le temps qui reste à passer de l'autre côté des murs, ne les oubliera pas!

Chacun de "nos procès" est la démonstration que la répression ne saurait nous briser, que nous saurons de nos cellules et dans notre isolement, devenir - quand même - "contagieux", avec l'aide de ceux d'entre nous que "la justice" ne tient pas, ou plus, dans ses griffes.

Cette fois, ce 27 février, si les inculpés étaient là, la salle était vide - ou presque. Quelques camarades venus d'autres pays et d'une autre ville de France, un ou deux Parisiens, un seul Italien!
- Doit-on croire que tous les militants sont passés à la clandestinité?
- Ou qu'à la longue, la négation de la notion de prisonnier politique par le gouvernement a été digérée par tous?

Les quelques révolutionnaires présents au Palais de justice de Paris étaient dans une autre salle, des rebelles y étaient jugés pour tentative d'évasion. Notre solidarité pour ces derniers est pleine et entière. Mais est-ce que celle-ci justifie l'abandon de nos camarades?
Au nom de quelle nouvelle éthique la solidarité fait-elle un écart lorsqu'il s'agit de prisonnier politique?
- Pourquoi les révolutionnaires de toute espèce n'ont-ils pas appelé à venir à ce procès qui est un peu le leur - celui d'hier, ou de demain peut-être...
- Pourquoi la cohorte des militants parisiens, français et italiens brillait-elle par son absence?

Pas plus qu'à la fin du communisme, nous ne croyons à la fin du militantisme révolutionnaire. Sans doute prend-il des formes différentes

aujourd'hui d'hier, comme elles furent différentes hier d'avant-hier.

Une de nos tâches est d'oeuvrer à ce que la trame du mouvement révolutionnaire passe à travers le temps sans accroc, pour que sa vie et son histoire se poursuivent, pour que ses luttes fleurissent et donnent leur fruit - la Révolution.

Le capitalisme, contrairement à certaines prévisions optimistes, a réussi à maintenir et à étendre son système d'oppression dans le monde, là par la terreur, ici par l'internement des salariés dans les "camps de la consommation" de nos superbes "sociétés d'abondance".

Ce que l'on a appelé le "camp socialiste" s'est effondré - mais les Etats qui le composaient, avaient cessé de représenter, depuis longtemps, aux yeux des peuples l'espoir d'une société meilleure.

Quant aux grandes organisations qui, dans le passé, ont prôné dans la classe ouvrière les "idées socialistes" ou "communistes", elles sont devenues des fabriques de fonctionnaires et, d'erreurs en compromissions, les agents de la légalité bourgeoise.

Peut-être serait-il utile de savoir ce que signifie aujourd'hui pour nous dans la pratique les notions trop galvaudées de "communisme", de "lutte révolutionnaire", "d'avant-garde", de mettre l'accent sur tout ce qui peut rendre évidente la nécessité d'une coordination des luttes, à l'échelle mondiale.

Nos confrontations, nos débats, nous voulons les mener, sans céder jamais aux fabulations, aux surestimations, au triomphalisme ni au défaitisme, sans tomber jamais dans le sectarisme ou le dogmatisme dit scientifique, sans confondre jamais solidarité politique et absence d'esprit critique.

Mais rigueur et sérieux n'impliquent pas ésotérisme et ennui - et nous saurons faire s'épanouir l'imagination et l'humour qui semblent être devenus crime de lèse-révolution!

Et enfin nous garderons vivant et intensifierons l'élan de solidarité qui vibre en chacun de nous, pour ceux qui - dans les prisons - sont nos compagnes et nos compagnons de route, nos camarades de lutte.

Manifestons leur notre soutien, sous toutes les formes possibles. Et notre présence à leurs procès est l'une d'entre elles.

DEFENSE ACTIVE.

La solidarité, c'est aussi partager - et si nous ne pouvons pas découper en rondelles la détention de nos camarades - faire chacun à notre tour un mois ou deux de prison à leur place, nous pouvons, même si aucun de nous ne roule sur l'or, donner un peu de fric.
Impossible de compenser le manque de liberté - le vide de l'absence...Juste une touche de couleur, une bouffée de chaleur, un morceau d'espoir.

Jargon libre, Boite Postale 417, 84071 Avignon.
CCP 560 - 47K Marseille. Préciser "solido".

DECLARATION DEVANT LA CHAMBRE D'ACCUSATION (23.09.1991)

En tant que militants des BR. PCC et militants révolutionnaires, nous voulons souligner une nouvelle fois, qu'au delà des formules et des rites juridiques, cette instruction qui traîne depuis deux années répond uniquement aux intérêts de la classe dominante. Ainsi, elle n'a aucune légitimité du point de vue de la légalité prolétarienne, la seule que nous reconnaissons.

Quant au côté prolétarien, l'activité révolutionnaire des B.R. est largement légitimée, dans la mesure où notre Organisation représente et mène en avant, au point le plus haut du conflit, les intérêts généraux du prolétariat face aux intérêts et à la domination bourgeoise.

Dans le contexte actuel, chargé de crise et de tendance à la guerre, la stratégie et la ligne politique des B.R. maintient sa pleine actualité. En effet, la disposition des intérêts antagoniques et leur possible alternative de développement émerge de façon de plus en plus nette. Alors que la bourgeoisie prétentieusement fait l'apologie de son omnipotence et de son éternité, regardons où se situent réellement les faits du point de vue de classe.

L'annexion de la RDA par la RFA en premier lieu, la guerre d'agression au Moyen Orient par la suite, ont été deux moments cruciaux, en tant qu'étapes à ranger dans le contexte international, d'un même processus qui avance à coup de force et de ruptures dans les équilibres internationaux, sur des plans différents mais complémentaires et convergents : la tendance à la guerre. Au fur et à mesure que les contre-tendances déployées, soit spontanément par le capital lui-même, soit comme des politiques économiques déterminées, épuisent leurs effets sur les conséquences les plus déstructurantes de la crise, et que les contradictions se présentent comme de plus en plus profondes et généralisées, la nécessité de leur apporter une solution se déplace sur le plan politique ; plan sur lequel les contradictions accumulées font pression pour amener à maturation les prémisses pour une issue à la guerre.

Seulement une guerre ravageuse et mondiale qui détruirait les capitaux, la force de travail et les moyens de production et qui redéfinisse parallèlement les équilibres internationaux pour une nouvelle division globale du travail, des marchés et des sphères d'influence, peut ouvrir la voie à un nouveau cycle expansif de l'impérialisme. Du fait du caractère même de la crise économique et du degré d'approfondissement atteint, l'extension partielle de la sphère de pénétration des capitaux qui peut être poursuivie par des annexions ou des agressions -en général la simple expansion du marché des capitaux-, n'est pas suffisante pour résoudre la question de la valorisation.

Les opérations actuelles de pénétration du capital financier et industriel vers l'Est se révèlent inefficace pour un nouvel essor de l'économie capitaliste : tant que préfigurent la ligne directrice sur laquelle l'Impérialisme cherche l'issue à sa crise, elles ne font rien d'autre qu'aggraver l'état de crise économique. Pour la reprise de l'accumulation capitaliste sur une échelle correspondante à son niveau de développement, il s'avère nécessaire une rupture bien plus dramatique et globale. Qui est la tendance qui détermine les passages actuels. Synthétisable dans la dynamique destruction/redéfinition/expansion. Une dynamique mûrissant sur l'aire Est/Ouest, également parce que les pays de l'Est (contrairement aux pays de la périphérie, par exemple), constituent un champ économique suffisamment développé au niveau industriel et infrastructurels ; ce qui permet une reprise adéquate du cycle économique, une fois le surplus du capital surproduit détruit, la division internationale du travail et des marchés redéfinie sur des nouvelles positions de force au détriment du bloc de l'Est et les zones d'influence mondiales réaménagées.

Donc, la présence et la localisation de ce terrain comme propice et complémentaire pour l'emploi des capitaux surproduit, est, de ce fait, un des symptômes de l'approfondissement de la tendance à la guerre. De la même manière, tant la politique de réarmement qui tend à s'élargir davantage à toute la chaîne comme terrain privilégié de politique économique, que le saut en avant dans le processus de concentration-centralisation du capital ayant son pivot sur le marché européen, sont autant de signe de cette orientation.

Des dynamiques concrètes que nous analysons comme marxistes, mais en tenant toujours compte que le passage de la tendance à la guerre à la "guerre de fait" n'est ni mécanique ni prédéterminé ; au contraire, ses rythmes et modalité de réalisation sont dûs à l'interaction et à l'affrontement entre les éléments politiques concrets impliqués. Actuellement on assiste à un processus de ruptures dans les rapports politiques et de force entre les différents sujets sur ce terrain, par lequel l'impérialisme vise à se constituer l' "arrière pays" favorable au déchaînement de la guerre "résolutoire". Un

processus qui mûrit dans le cadre international historiquement défini aprés la 2ème guerre mondiale.

Le bipolarisme fondé à Yalta et, en son sein, le niveau d'internationalisation-interdépendance de l'économie capitaliste dans le domaine intégré du bloc occidental, avec les Etats-Unis en position dominante, sont les facteurs substantiels qui ont déterminé les mouvements économiques et politiques depuis 45 ans et qui actuellement préfigurent les lignes directrices d'évolution des tendances en cours. L'importante intégration économique et politique et militaire de la chaîne impérialiste exclue que les contradictions qui se manifeste en son sein comme le produit de la concurrence entre les monopoles, puissent se traduire sur le plan politique dans un conflit interimpérialiste entre les pays du bloc occidental. D'autre part, l'ordre bipolaire, en dessinant deux zones d'influence dans le monde, a placé la contradiction Est/Ouest comme dominant la sphère des relations internationales. Cette contradiction, loin de se dissoudre pacifiquement, catalyse maintenant plus que jamais les mouvements, les poussées et les ruptures, qui reflètent et suivent l'accumulation des contradictions dans le champ impérialiste, en se présentant comme le terrain de réalisation de la tendance à la guerre. C'est sur ce plan que se concentrent les initiatives politiques et militaires de l'impérialisme afin de rompre les équilibres ajustés et conquérir des positions stratégiques et de force qui préludent à l'escalade dans la confrontation avec l'Est. L'affaiblissement profond et l'instabilité des pays de l'Est, et de l'URSS en particulier, sont des éléments sur lesquels l'impérialisme essaie de faire pression pour en tirer le plus grand avantage, en agissant pour une déstabilisation plus importante. Un processus qui avance depuis longtemps à plusieurs niveaux et qui interagit avec les poussées et les dynamiques objectives et subjectives qui traversent le camp impérialiste, tout en étant à l'origine d'un cadre complexe et fluide où le renforcement de l'impérialisme est relatif à l'affaiblissement du camp opposé. La redéfinition sur la ligne directrice Est/Ouest de l'ordre mondial s'avérerait non seulement avantageuse pour le capital, qui pourrait ainsi s'étendre dans un contexte économique développé mûr et réceptif, mais elle entraînerait aussi pour l'impérialisme le remaniement des rapports de dépendance avec les pays périphériques.

En effet, le caractère dominant de la contradiction Est/Ouest implique que les rapports de force qui s'établissent et qui se modifient entre les deux blocs opposés, se réflètent sur le plan de contradiction Nord/Sud. En conséquence celui-ci en est directement conditionné, soit dans les conflits qui s'y produisent, soit pour le poids et l'extension de la domination, économique et politique, que l'impérialisme exerce sur les pays tiers. Les pays de la périphérie qui par des processus d'émancipation nationaux se sont soustraits au cours des 40 dernières années aux lois capitalistes étouffantes du développement inégal, se situaient objectivement dans la formation de l'Est. De la même manière, l'activisme impérialiste qui à forcer et altérer les rapports politiques et de force face à l'autre bloc, se répercute aussi sur la tendance au replacement et au recouvrement du contrôle économique et politique sur les pays tiers ; une tendance qui avance autant dans les modalités de l'étranglement économique que dans l'intervention militaire directe (et qui doit de toute façon, toujours, avoir affaire au refus de ces peuples à se soumettre au dictat impérialiste). Etant bien entendu qu'à ce stade de la crise économique, même pour ajuster un cadre de relation développement/sous-développement fonctionnel aux nécessités de la crise/maturation de l'impérialisme, un réaménagement global de la division du travail et des marchés est nécessaire, dont le centre est dans les pays industrialisés et dans la redéfinition des rapports de force Est/Ouest. A partir de l'accumulation des facteurs économiques qui requièrent de l'impérialisme la remise en question dans l'ensemble de l'ordre de l'aprés-guerre et étant donné les modifications significatives survenues dans les équilibres Est/Ouest, l'agressivité impérialiste s'est déployée récemment dans la zone Méditerranée - Moyen Orient, en démontrant qu'elle est en fait, la région de crise maximum dans le monde, et ce depuis longtemps. Les contradictions Est/Ouest et Nord/Sud qui la traversent, endossent ici une valeur et une acuité toutes particulières. Il s'agit, en effet, d'une zone à caractère stratégique, vu que c'est une zone frontalière avec le bloc de l'Est qui n'a pas été définie par les accords de Yalta ; vu que c'est une articulation centrale des routes et des passages entre les Trois Continents ; vu que c'est une source de richesses énergétiques à garder sous contrôle. D'autre part, il s'agit d'un zone qui est en contact direct avec le monde capitaliste et de là, l'Europe Occidentale, qui en a fait sa zone d'influence naturelle, est impliquée directement par les conflits qui s'y produisent, dont le caractère fortement anti-impérialiste produit un haut degré d'instabilité politique dans la région. Tous ces éléments font de cette zone le détonateur possible d'un conflit élargi, et ils démontrent que l'ultime guerre réppondait à des différents ordres de contradictions. L'objectif immédiat de l'attaque occidentale contre le peuple irakien est, sans aucun doute, la recherche d'une "normalisation" impérialiste de la zone, dans laquelle le système de sécurité et de

stabilisation économique intégré dans l'Alliance Atlantique, devrait reposer sur l'entité sioniste, pivot de la stratégie US.

A partir des rapports de force issus de cette guerre, les Etats-Unis en particulier, et et le bloc Occidental tout entier, veulent imposer des rapports de dépendance plus étroits aux pays de la région, ainsi que de dicter également sous cet ordre de fer la "solution politique" du conflit sioniste-palestinien et arabe-sioniste. Mais la valeur et les conséquences de l'agression au Moyen Orient dépassent le simple réordonnement des relations de dépendance dans la zone ; dans le cadre de la tendance à la guerre, elle répond à l'objectif d'établir des positions de force pour les intérêts stratégiques, politiques et militaires de l'impérialisme.

Il s'agit, en effet, de positions plus avantageuses à inscrire sur l'axe Est/Ouest -en profitant aussi des contradictions et des problèmes qui sont propres au bloc de l'Est- qui forcent les équilibres établis en accélérant l'approche de la confrontation directe entre les deux "superpuissances". Les buts de cette guerre, comme les implications concrètes développées, ont été poursuivis activement surtout par les Etats-Unis qui, en la dirigeant et en la gérant sans conditionnement essentiels, ont réaffirmé avec force leur hégémonie sur la chaîne. Ceci est la conséquence logique de la situation économique des Etats-Unis, le pays le plus avancé du point de vue capitaliste ; donc, celui qui subit un niveau plus profond de crise et celui qui plus que tout autre pousse vers l'aboutissement à la guerre. D'autre part, les prémisses pour une plus grande responsabilisation et opérativité politique et militaire de l'Europe Occidentale, ont été posées : l'alignement de cette dernière sur les directives des USA confirme qu'on ne peut lire les processus de cohésion européenne en fonction d'un "3ème Pôle", mais tout au contraire, ils sont tous internes au renforcement de l'Alliance dans sa globalité.

Voilà quelles sont, schématiquement, les dynamiques en évolution dans le monde, comme conséquence des déséquilibres de l'économie capitaliste ; dans lesquelles l'Europe Occidentale est au centre de la redéfinition des équilibres internationaux. Pour aller au-delà de l'apparence et saisir les différentes perspectives et les potentialités d'évolution des termes du conflit révolution/contre-révolution, impérialisme/anti-impérialisme, il faut d'un côté enregistrer un approfondissement de ces éléments, et d'un autre côté, il faut percevoir que l'activisme belliciste de l'impérialisme est une manifestation extrême de faiblesse, la faiblesse stratégique d'un système économique et de domination qui doit avoir recours à la force militaire, à la destruction et à l'anéantissement sur l'échelle planétaire pour se maintenir et survivre. Pour cette raison, les mouvements de libération des peuples de la périphérie se soulèvent, alors qu'en son sein même, la guérilla montre de plus en plus qu'elle est la praxis historiquement adéquate à son dépassement. La contradiction principale prolétariat/bourgeoisie est, en effet, directement traversée par les processus économiques, politiques et militaires actuels. Le niveau de crise/développement de l'Impérialisme dans la phase dominée par les monopoles multinationaux-multiproductifs, requiert des taux d'exploitation trés élevés qui sont autant de chaînes pour le prolétariat international. Simultanément, il devient plus évident que la guerre vers laquelle l'impérialisme est en train d'entraîner le monde entier, répond à l'instar de toutes les guerres impérialistes qui ont ensanglanté le siècle, uniquement aux intérêts de la bourgeoisie, aux problématiques et contradictions incurables qui sont une partie intégrante de ce mode de production. L'intérêt général du prolétariat est de s'opposer irréductiblement et efficacement à la guerre de la bourgeoisie impérialiste ; aussi il doit et peut vivre concrètement dans une stratégie adéquate, qui soit en mesure de transformer la guerre impérialiste en une révolution prolétarienne : la Lutte Armée pour le Communisme. Cet intérêt de classe s'impose donc dans l'activité politico-militaire de la guérilla, une activité de direction du conflit dans le centre impérialiste ; il coïncide par ailleurs avec les intérêts des peuples de la périphérie et en particulier ceux de la zone Méditerranée - Moyen Orient.

Les initiatives combattantes qui partout dans le monde ont synthétisé au plus haut niveau l'opposition de masse à la guerre impérialiste, ont posé avec force ce terrain unitaire, en manifestant ainsi un internationalisme prolétarien renouvelé. Le patrimoine politque et révolutionnaire enraciné dans les masses arabes durant les années de lutte de résistance et de combat contre les projets meurtriers de l'impérialisme pour la libération nationale et l'émancipation économique et politique, a manifesté, face à l'agression Occidentale, toute sa potentialité. Par le refus radical du nouvel ordre impérialiste, de sa logique de guerre et d'asservissement, des forces et des secteurs hétérogènes se sont soudés en étant bien conscients de la nécessité de s'opposer à l'arrogance occidentale. Ils ont manifesté le degré le plus élevé de ce refus par le déploiement de l'activité combattante, et ainsi ils ont, entre autres, fragilisé les alliances avec les pays arabes de la coalition anti-irakienne et ils tendent à l'annulation de la subdivision artificielle de la région, tant imposé d'abord par le colonialisme, qu'ensuite par l'impérialisme.

cette activité anti-impérialiste est destiné à peser sur le développement d'un conflit impliquant des peuples entiers qui combattent pour l'autodétermination : un niveau de combat où l'impérialisme est stratégiquement battu.

Et cette activité, entretenue par les contradictions mêmes du rapport Nord/Sud, n'est qu'une des perspectives du combat anti-impérialiste, sur laquelle se manifeste offensivement la totale opposition au "nouvel ordre impérialiste".

Dans les pays du Centre impérialiste, la dernière opération de guerre a rendu encore plus évident le fait qu'on ne peut lutter contre la guerre de la bourgeoisie impérialiste avec les instruments admis par la démocratie bourgeoise qui servent, en définitif, les mêmes intérêts conduisant à la guerre (les conditions du conflit réaffirment avec plus de force la validité de la guérilla en tant que seule alternative concrète et praticable pour le prolétariat, à la crise de la bourgeoisie et à sa (relative) résolution) dans la logique du capital : la guerre impérialiste.

Ceci, car la lutte armée, l'unité du politique et du militaire, est l'adaptation de la politique révolutionnaire aux conditions générales du conflit de classes telles quelles se sont dessinées aprés la 2 ème guerre mondiale. En particulier et pour ce qui concerne l'Italie, la justesse de la position stratégique, de la ligne politique et des objectifs programmatiques des B.R., développés et pratiqués dans la lutte au cours de 20 ans d'activité révolutionnaire, constitue la grande force stratégique pour le prolétariat de notre pays, la réponse concrète et en perspective à la question du pouvoir.

Par les axes principaux du programme, c'est à dire l'attaque au coeur de l'Etat et contre les politiques centrales de l'impérialisme, et dialectiquement aux instances les plus matures de l'autonomie de classe, les B.R. PCC construisent les termes du développement de la guerre de classe de longue durée, en dirigeant et en organisant le conflit révolutionnaire ; il s'agit d'un parcours concret qui fait avancer le processus de construction du P.C.C. En particulier pour ce qui est de l'anti-impérialisme, il se matérialise dans la contribution à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste, en tant qu'élément politico-militaire capable de bloquer les politiques centrales de l'impérialisme ; qui, dans cette phase, se déterminent comme projets impérialistes de cohésion politique européenne et de "normalisation" de la zone Moyen-Orientale.

La poursuite active d'une politique d'Alliance qui unifie dans l'attaque aux politiques dominantes de l'impérialisme, non seulement la guérilla qui agit dans le coeur de l'Europe Occidentale. Mais aussi les Forces révolutionnaires de libération nationale de la zone, est nécessaire et possible. La nécessité du F.C.A. réside dans le degré d'intégration, de fait dans le degré de la cohésion politico-militaire, qui caractérise la chaîne impérialiste dans cette phase historique et qui requiert un affaiblissement et une réduction globale de l'impérialisme dans la zone géopolitique Europe occidentale - Méditerranée - Moyen Orient, afin de réaliser le processus révolutionnaire, qu'il soit "de classe" ou "nationaliste". La possibilité du F.C.A. réside dans l'existance d'un front objectif entre les forces révolutionnaires qui, dans cette région, combattent l'impérialisme ; ce front objectif assumé en tant que terme subjectif permet de construire des offensives communes contre l'ennemi commun, indépendamment des finalités stratégiques des forces qui y concourrent ; il permet de construire, par des moments successifs d'unité et de coopération entre les forces combattantes, la force politique et pratique nécessaire à déstabiliser la puissance de l'impérialisme. Un processus concret qui avance dans le vif du combat et qui, à ce jour, trouve sa qualité dans les étapes concrètes en ayant marqué le développement, depuis le début du Front Révolutionnaire Combattant en Europe occidentale - promu en 85 par Action Directe et Rote Armée Fraktion et qui a exprimé sa substance par les actions contre Zimmermann, Audran et la Base US à Francfort am Main, jusqu'à l'accord politique R.A.F.-B.R. en 88, synthétisé dans le texte commun et concrétiser par l'attaque contre Tietmayer, lequel pose les prémisses pour le développement du F.C.A. avec toutes forces révolutionnaires qui combattent dans la zone géopolitique.

Nous voulons enfin souligner que pour les B.R. PCC l'attaque contre les politiques impérialistes n'est pas la seule des tâches de la guérilla dans sa fonction de direction du processus révolutionnaire, mais elle doit se conjuger avec l'attaque au coeur de l'Etat, contre la politique dominante dans la conjoncture qui oppose prolétariat et bourgeoisie, afin de briser les équilibres politiques faisant avancer les projets de la bourgeoisie impérialiste ; ceci justement parce que la fonction des différents Etats ne s'éteint pas, mais au contraire elle s'exalte dans le cadre d'intégration et de cohésion économique, politique et militaire.

Attaquer et désarticuler le projet anti-prolétarien et contre-révolutionnaire de "réforme" de l'Etat.

Construire et organiser les termes actuels de la guerre de classe pour armer le camp prolétarien dans le combat prolongé contre l'Etat.

Attaquer les politiques centrales de l'impérialisme et en particulier, les projets de cohésion politique et militaire de l'Europe occidentale et de "normalisation" de la région Méditerranéenne - Moyen Orientale, qui se fait sur le dos des peuples palestinien et libanais.

Travailler aux alliances nécessaires pour construire/consolider le Front Combattant Anti-impérialiste, afin d'affaiblir et de redimensionner l'impérialisme dans la zone géopolitique Europe-Méditerranée-Moyen Orient.

Combattre ensemble.

Honneur à tous les camarades et révolutionnaires anti-impérialistes tombés en combattant.

Les militants des B.R.PCC : GIORGIERI Simonetta, VENDETTI Carla.
Les militants révolutionnaires : BORTONE Nicola, GUINTI Gino.
23.9.1991.

VERDICT

★ Anna MONTINI, Enzo CALVITI, Doria FACCIO - Deux ans de prison dont un avec sursis et 6000 F d'amende.

★ Tammaro DEL'OMMO - 36 mois de prison, dont 26 avec sursis et 3 ans d'interdiction de séjour.

★ Nicolas BORTONE - 3 ans de prison et 3 ans d'interdiction de séjour.

★ Carla VENOLETI - 5 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour.

★ Simonetta GIORGERI et Gino GIUNTI - 6 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour.

Nicolas BORTONE, Simonetta GIORGERI, Carla VENOLETTI et Gino GIUNTI restent donc en prison.

DOUZE ANS APRÈS LES PREMIÈRES AUDIENCES, LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS EST À NOUVEAU SAISIE D'UNE DEMANDE D'EXTRADITION CONCERNANT SIEGLINDE HOFMANN

Sieglinde **Hofmann**, militante de la RAF, a été arrêtée à Paris en 1979 en compagnie de trois autres camarades allemandes. Courant 80, l'extradition est prononcée par la Chambre d'Accusation, mais en des termes trés restrictifs, la militante ne pouvait être jugée et condamnée que sur la base des textes français d'association de malfaiteurs et pour cette seule clause.

Par la suite, le tribunal spécial allemand ne respecta pas cette clause et ainsi, Sieglinde fut condamnée à une peine de 15 ans d'emprisonnement (les textes français prévoient une peine maximum de 10 ans). Mais aujourd'hui, alors que cette camarade termine cette peine à la prison de Bielefeld, l'Etat allemand revient à la charge avec une nouvelle demande d'extradition motivée par les déclarations des personnes arrétées en RDA au moment de l'anschluss. Ces personnes avaient cessé toute militance depuis les années 70, et ont échangé des témoignages et des dénonciations bidons contre la promesse de clémence des tribunaux. Mais voilà, jusqu'à présent aucun avocat n'a pû lire les "constructions du Parquet fédéral. Les juges français de la Chambre d'Accusion réclament eux aussi ces déclaration, ainsi les audiences sont régulièrement reportées depuis décembre 91, la prochaine devant se tenir au mois de juin.

MOBILISONS NOUS CONTRE CETTE EXTRADICTION, une manoeuvre pour maintenir Sieglinde en prison de nombreuses années encore !

SOLIDARITE ET UNITE INTERNATIONALISTE !

COMBATTONS ENSEMBLE POUR LA LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS REVOLUTIONNAIRES !

ATTENTAT CONTRE UNE SUCCURSALE RENAULT EN ALLEMAGNE

Le 28 Juillet à Bruhl nous avons incendié et saboté de nombreux camions.

Nous avons mené cette action en solidarité avec la grève de la faim des prisonniers d'Action Directe et d'autres détenus en France. La lutte pour le regroupement est une lutte internationale de tous les prisonniers politiques en Europe de l'Ouest, parce que tous sont confrontés aux mêmes méthodes de torture par l'isolement, des méthodes unifiées au niveau ouest-européen. Aujourd'hui nous avons agi pour insuffler ici une continuité à la lutte pour le regroupement et afin de renforcer le débat pour un nouvel élan de cette lutte.

Lors de la grève de la faim de 89 -malgré la mobilisation qui fut une réussite et l'ensemble des processus politiques qu'elle provoqua-, le regroupement ne pût être imposé. Et depuis, nous tâchons de développer la qualité politique de ces processus.

Pour transformer cette situation, il faut concrètement que nous continuions sur la base de deux orientations :

- ne plus lacher prise afin de créer une continuité, continuité par rapport à laquelle, par le passé, nous avions eu souvent des difficultés, notre résistance et nos idées n'étant perçu que ponctuellement. Dans cette continuité nous tentons aussi d'étendre les confrontations sociales. C'est à dire, construire des contacts directs et ouverts avec les gens, sans nous limiter par des a-priori idéologiques, pour arriver à des perspectives communes. Ceci n'est pas réduit à la seule question du regroupement, nous voulons agir de même sur tout les terrains.
- créer l'organisation dans la résistance afin d'arriver à constituer autrement un noyau de contre-pouvoir. Il faut que naisse une organisation commune à partir des initiatives et des groupes particuliers, pour atteindre la capacité d'action politique et ainsi pouvoir combattre ensemble et marcher vers nos buts par ces actions et ces attaques.

Pour cette raison, il nous faut débattre et avoir une approche commune avec la RAF ; dans la construction d'un mouvement révolutionnaire ensemble, alors nous pourrons devenir un contre-pouvoir, par lequel nous imposerons nos buts.

Dans ce sens, la grève de la faim en Espagne fut pour nous un important foyer d'agitation. A partir de lui, nous voulions constituer la continuité de la lutte pour le regroupement, mais aussi nous structurer et atteindre une nouvelle qualité pratique.

C'est ce qui s'est en partie passé et la lutte s'est renforcée. Même si elle ne fut pas aussi massive -en considération du degré de clarté qu'a socialement ici, la revendication du regroupement- nous avons réussi à avancer dans l'ensemble des possibilités et du développement de la dernière grève de la faim.

Mais la grève en Espagne n'a pu imposer le regroupement des prisonniers qui sont ainsi toujours isolés.

Nous n'avions jamais pensé non plus pouvoir imposer les revendications à partir d'ici - nous ne pouvions que soutenir car l'imposition devait se gagner sur le territoire espagnol même. Mais là-bas, l'Etat doit maintenant conduire sa politique de modernisation capitaliste comme partie de la CEE, et cela signifit aussi : que la torture par l'isolement devient la norme, une norme s'affirmant plus fortement que les manifestations de résistance.

Sur cette base, nous avons réflechi comment nous pourrions dès lors poursuivre et mettre sur pieds de nouvelles avancées et un mouvement politique, et notre conclusion fut celle de lutter plus durement encore pour l'imposition du regroupement en RFA. Nous pourrions ainsi coller plus facilement aux développements politiques à partir de la grève et simultanément, nous pourrions aussi plus facilement l'étendre.

Nous pensons également pouvoir imposer les revendications des prisonniers ici. Et naturellement, cela aurait aussi des répercutions sur les conditions de détention dans tous les autres pays ouest-européens ; si la pression se renforce ici contre les dominants, de même que si le regroupement aurait été obtenu en Espagne, cela changerait bien sur pas mal de choses en Europe de l'Ouest...

S'engager dans ce sens ne signifie pas courrir partout avec plus rien d'autre en tête que les prisonniers.

Mais comprendre que la lutte pour leurs revendications, la confrontation permanente avec la machine pénitentiaire impérialiste et le débat politique avec les prisonniers font déjà partie de la résistance dans les métropoles et sur ce terrain, un "peu plus" de vitalité et de solidarité sont diablement nécessaire.

Il nous faut prendre de nouvelles initiatives à partir du processus d'organisation du mouvement de résistance, et donc à l'extérieur des prisons.

Le processus politique développé autour du regroupement doit devenir plus créatif.

Dès l'origine, nos initiatives doivent être liées à nos buts, aux buts du comment nous entendons vivre, qui nous combattons et comment nous combattons. Il ne s'agit pas de faire un programme abstrait mais bien d'inscrire un processus de mobilisations pratiques dans lesquelles nous sommes vivants et où nous débattons ouvertement et franchement avec d'autres groupes et avec les gens.

Face au désespoir largement répandu quant à l'imposition du regroupement, comme d'ailleurs à propos de tous nos buts, nous pensons que la seule constatation et la répétition des problèmes masquent la perspective possible des processus politiques -et la forme de leur mise en pratique-.

Cette approche ne conduit de fait qu'à s'auto-flageller et à se résigner, à rêver idéalement de nouveaux débuts au lieu de les vivre -et cela jusqu'à l'espoir que la fin de la politique de la guérilla pourrait constituer une issue. Mais qu'en surgirait-il donc, s'il n'y avait plus AUCUNE résistance, s'il n'y avait plus aucune étincelle pour mettre le feu à la plaine à tout moment... : la répression frapperait mille fois plus durement si nécessaire et les prisonniers seraient exterminés.

Sans compter que : "qui ne lutte pas, meurt à petits feux".

Aujourd'hui, nous avons frappé le "Konzern" Renault, parce qu'il est un de ces konzern ouest-européens stratégiquement dominants - qui détermine donc la réalité continentale et pour les profits duquel elle se renforce. Renault est la plus grande transnationale française et propriété de l'Etat. Elle produit, outre aux automobiles, des fournitures pour l'armement et la haute technologie ; et ce genre de Konzern est déterminant dans tous les processus d'organisations essentiels au Capital ouest-européen.

Nous les attaquons parce qu'ils sont responsables de la politique de génocide impérialiste ouest-européen au niveau mondial, par la guerre, la destruction, la famine...

Responsables aussi de la déshumanisation de la vie, de l'appauvrissement et de l'intensification de l'exploitation en Europe de l'Ouest même.

Les Konzerns comme Renault, Daimler-Benz, Thomson, Fiat... et quelques soient leurs sigles -protégés par la clique des politiciens au pouvoir- sont les éminences grises de la bête ouest-européenne. Ils établissent les nouvelles normes : "yuppie's way of live", la haute technologie, l'isolement/solitude, l'exclusion et la contrainte à un travail toujours moins protégé, alors que ceux qui pensent autrement -tous ceux qui ne correspondent pas à leur manière de vivre, donc ne pouvant pas servir à la maximalisation du profit- sont niés et opprimés et exterminés.

Au même moment, la vitrine est soigneusement entretenue - l'offre étincellante de la consommation, la démocratie, la liberté, le social et naturellement : "ce qu'il se fait de mieux au monde".

Et c'est avec cette vitrine qu'ils s'imposent mondialement comme chez eux, en emmurant la tête des gens.

Nous voulons briser cette apparence et à cette fin, nous les attaquons.

Atteindre à une société humaine, libérée de la domination, un monde juste exige de s'imposer contre le pouvoir des Konzerns.

Tout ceci est très actuel, c'est exactement ce qu'ils veulent aujourd'hui pour l'Est, c'est cette conception de la vie qu'ils étendent à partir de l'Europe de l'Ouest et du développement politique que nous avons connu ici durant les années 80.

Renault représente de forme exemplaire la stratégie de modernisation du Capital du bloc ouest-européen. Quand Action Directe a exécuté Besse, le P.D.G. de Renault en 86, ils ont décrit la brutalité de cette politique.

Lors de la période de restructuration conduite par la social-démocratie, c'est Renault qui assuma le rôle de fer de lance. Dans les usines, cette politique se caractérisa dans la destruction des structures ouvrières, par les licenciements de masse et l'automation qui impliqua encore plus d'individualisation. Simultanément, par paquets, des lois de déreglementation sociale furent votées, ordonnant les contraintes nouvelles du travail dans la restriction des décrets sociaux et la dérégulation de l'emploi.

Le tout garantie par le vote des lois spéciales, correspondantes aux nécessités de la répression et à l'action des flics...

Solidarité avec les prisonniers politiques contre les attaques et les mensonges des services de la sureté de l'Etat !!

Pour le regroupement des prisonniers de la RAF et de la "Résistance" !

Solidarité avec les prisonniers français en grève de la faim !

COMBATTRE ENSEMBLE !!

Un groupe pour "un mouvement révolutionnaire fort".

UNE ACTION DE SOLIDARITÉ AU DANEMARK

Aujourd'hui, mercredi 18.12.91., à l'heure d'ouverture, nous sommes entrés en force dans les bureaux de l'Ambassade de France (section commerciale au 14 Holbergsgade, à Copenhague) où nous avons saccagé les archives commerciales.

La fonction de ce lieu est de préserver les intérêts du capital français au Danemark et de les développer. Les grandes Multinationales européennes organisées en table ronde communautaire ont posé la pierre angulaire d'un marché intérieur et par là, planifié un plus grand appauvrissement et exploitation des peuples. L'actuel développement vers l'Union est nécessaire afin de garantir les intérêts du capital pour une nouvelle Europe. Au sommet de la CEE de Maastricht des 9 et 10 décembre 91 ont été prises les décisions politiques, économiques, militaires et de politique de sécurité pour réaliser les fondements de l'Etat européen. Avec notre action, nous voulons casser la passivité générale chez les radicaux de gauche, et rompre concrètement le silence autour de la grève de la faim des prisonniers d'Action Directe.

Depuis le 1.2.91., J. Aubron, N. Menigon, G. Cipriani et J.M. Rouillan -4 prisonniers de l'organisation communiste de guérilla Action Directe- sont en grève de la faim - une chaîne ininterrompue où chacun(e) des prisonnier(e)s fait une semaine. Afin de mener la lutte sur une plus longue période - contre leur isolement, les attaques constantes contre leurs principes et leur identité et pour le regroupement. Dans leurs déclarations, les prisonniers écrivent que c'est à partir des révoltes dans les prisons et dans les banlieues-ghettos de ces dernières années, qu'ils ont ainsi déterminé leur lutte et le débat politique avec tous ceux qui, dedans comme dehors, veulent se révolter contre la répression étatique. D'autres prisonniers ont rejoint cette initiative, pour une part avec leur propre revendications comme par exemple la levée de la censure - sur la base d'un communiqué commun des 4 prisonniers d'Action Directe et des prisonniers anti-fascistes de la coordination nationale. Notre soldarité et attention se portent sur l'ensemble du "spectre" des forces de résistance qui dans l'avenir pourraient se rassembler pour vaincre le nouveau fondement de pouvoir (CEE) de la bourgeoisie monopoliste, à partir de la perspective plus longue et de l'amélioration concrète d'une résistance commune européenne. Pour cela, avec cette action, nous soutenons aussi les revendications concrètes pour lesquelles luttent les 4 prisonniers :

- pour le regroupement
- contre la torture de l'isolement
- pour la reconnaissance comme prisonniers politiques (prisonniers de guerre).

Nous souhaitons pouvoir mener la confrontation avec les prisonniers, sur le comment, nous, individus, pourrions changer les rapports sociaux et comment nous pourrions vaincre notre ennemi commun. Et c'est pour cela que nous sommes attentifs à nos luttes concrètes respectives. Cela signifie, entre autres, que la lutte commune avec les prisonniers pour de meilleures conditions, pour la communication et une participation au processus politique signifient aussi des améliorations pour toutes les forces révolutionnaires de résistance.

La répression contre les prisonniers espagnols du GRAPO et du PCE(r) fut le début d'une nouvelle praxis contre-révolutionnaire coordonnée (décision de TREVI de 1987). Une politique de liquidation de la part des Etats impérialistes. Les collectifs de femmes et d'hommes que les prisonniers avaient obtenu par la lutte en 1981, furent attaqués en 1987 et les prisonniers dispersés sur des milliers de kilomètres carrés et, entre autres, les contacts avec les prisonniers de la part des proches sont dégradés et empêchés. A partir du 30.11.89., les prisonniers espagnols des GRAPO et du PCE(r) ont lutté par une grève de la faim qui dura plus d'un an. Elle entraina la mort d'un camarade. José Manuel Sévillano a été assassiné par le gouvernement Gonzales/PSOE. Maintenant justement, les mêmes politique et praxis sont utilisées contre les prisonniers basques. C'est pourquoi au minimum 478 prisonniers basques de l'ETA et de la résistance militante, 60 femmes et 418 hommes ont commencé une chaîne de grève de la faim le 30.09.91. - comme les prisonniers d'Action Directe. Différentes organisations basques ont décidé de soutenir la lutte des prisonniers, d'abord avec une grande manifestation le 6.12.91. et du 7 au 14 décembre alors que tous les prisonniers étaient simultanément en grève de la faim, ainsi qu'avec une série d'autres interventions.

Pour nous, il est important de faire apparaitre que partout surgit la résistance contre la politique contre-révolutionnaire des Etats impérialistes, parce que cela démontre qu'ils se créent en permanence toujours plus de nouveaux ennemis. Une autre chose importante est que les

prisonniers maintiennent fermement leur identité malgré les attaques inhumaines physiques et psychiques - plusieurs camarades de la guérilla en RFA ont été placés sous différentes formes d'isolement depuis 15 ans ou plus. Les prisonniers sont confrontés avec une justice de vengeance qui essaye, par tous les moyens, de les assassiner. Bernd Rössner, un camarade de la guérilla (RAF), est un de ceux qui risque d'être soumis le plus directement à cette justice de vengeance. Les améliorations minimales que la plupart des prisonniers de la guérilla et de la résistance en RFA avaient obtenu par la lutte, grève de la faim de 1989, où plusieurs milliers de personnes ont soutenu leur lutte, sont, depuis la mi-91, attaqués par une campagne menée par l'ensemble des médias, des politiques, des flics... la main dans la main. Ces attaques visent à isoler complètement les prisonniers de leurs ami(e)s et camarades par : l'interdiction de contact, censure, etc... et la criminalisation de leurs avocat(e)s. Un autre aspect dans le développement de la CEE capitaliste est le croissant fascisme/racisme étatique et l'ascendante terreur raciste dans la violence de rues. Il est nécessaire et important que les anti-raciste s'imposent dans la rue et empèchent les racistes et fascistes de manifester, comme cela a eu lieu à Lund et Stockholm le 30.11.91. ou comme à Göttingen où des chefs nazis ont été frappés chez eux ou comme à Howeryasda où des gens font de la propagande politique en démontrant leur solidarité avec les réfugiés. Mais malgré cela, nous constatons l'absence d'une organisation du mouvement révolutionnaire dans le combat contre la CEE et par là, le développement réactionnaire qui s'ensuit.

Nous devons choisir, ou nous voulons supporter en silence ce développement destructif, ou nous nous organisons pour prendre des initiatives et créer une continuité dans notre travail politique - pour construire une résistance ouest-européenne.

Nous percevons de nombreux points d'une orientation commune dans cette lutte de résistance européenne :

- le sommet du G 7 à Munich en Juillet 92, là se rencontreront les 7 plus grandes puissances. Des camarades de Munich projettent un contre-congrès et une manif internationale.
- les 500 ans de la colonisation européenne de l'Amérique
- la lutte pour le regroupement des prisonniers politique
- la solidarité avec le Kurdistan, la Palestine...
- la lutte anti-fasciste
- et la rencontre ici, à Copenhague, le 29.1.92. entre la saucisse nazi, le général Schwarzkopf, Uffe (ministre danois des affaires extérieures) et Marsk Mckinney Möller (patron d'une multi).

Tous nos souhaits pour un plus grand plaisir dans la lutte et FRONT ROUGE !

- front commun contre l'Union européenne capitaliste
- regroupement des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest
- libération de tous les prisonniers inaptes à la détention
- pour la Révolution.

MESSAGE DE LA RÉUNION INTERNATIONALE DE COPENHAGUE (24 AOÛT 1991)

CONTRE LE NOUVEL ORDRE IMPERIALISTE RENFORCONS LE FRONT REVOLUTIONNAIRE !!

Dans la guerre et les massacres, dans la spoliation, la déportation et la ségrégation, dans les restructurations, le chomage et l'exploitation... dans la misère et la soumission, la bourgeoisie imperialiste fonde et étend son "ordre de 1 000 ans", une dictature mondiale.

La logique de cet "ordre nouveau" se dynamise dans l'extrême polarisation que le système capitaliste produit, polarisation entre le Nord toujours plus riche et puissant et le Sud toujours plus pauvre, laminé par les guerres et les épidémies, et enchainé à la famine ; polarisation également entre une bourgeoisie oligarchique monopolisant et centralisant les pouvoirs réels et une classe prolétarienne réduite à la subordination d'une vie précarisée.

L'ordre impérialiste loin de stabiliser le système, accentue et approfondit les contradictions qu'il génère et qui le minent. Ainsi, à travers le monde, les peuples opprimés et les prolétaires expérimentent en des milliers de luttes et de résistances quotidiennes, leur politique d'émancipation et leur unité.

Le Front anti-impérialiste matérialise par l'action révolutionnaire la ligne stratégique de l'unité de la libération dans le centre et sur les Trois Continents. Il est la ligne de **la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme** compris comme l'ennemi principal et commun par les populations opprimées et la classe ouvrière du monde entier.

La construction d'un pôle impérialiste en Europe de l'Ouest -fermement ancré aux centres US et Japonais- représente ici le cadre nouveau de la domination de classe, la réalité autoritaire et militariste de la bourgeoisie monopoliste.

Par le renforcement de l'exploitation intensive des prolétaires sur tout le continent, par la généralisation des méthodes de controle et d'isolement social, par l'extension des politiques contre-révolutionnaires intégrées... l'Europe des monopoles impose la "paix" pour les profits d'une poignée d'accapareurs et de spéculateurs. La pacification policée ici et la guerre impérialiste au Sud !

Cette logique démontrée à nouveau dans l'agression du peuple arabe irakien, dans le soutien direct au sionisme raciste contre le peuple palestinien, au sanglant régime turc contre le peuple kurde... Dans le soutien que la CEE organise en donnant la chasse ici aux révolutionnaires et aux réfugiés de ces pays.

Forger le Front anti-impérialiste, c'est construire **un mouvement révolutionnaire fort** sur notre continent, capable de répondre à la nouvelle qualité du combat de classe. Ainsi, dans notre conscience et dans notre action de Copenhague à Athènes, de Naples à Paris... et à partir de chaque réalité et de chaque initiative... reprenant cette volonté et l'organisant, nous traçons le lien solidaire d'une Europe révolutionnaire vivante dans la libération des Trois Continents.

Et ce lien nous unit aujourd'hui, vous qui organisez cette réunion internationale et nous qui poursuivons une grève de la faim depuis le début de l'année, contre l'extermination des "hommes et de la mémoire des luttes".

LUTTER ENSEMBLE !

UNITE DES REVOLUTIONNAIRES CONTRE LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE SUR LE CONTINENT EUROPEEN !

CONSTRUIRE ET RENFORCER LE FRONT-ANTI-IMPERIALISTE DANS LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL !

COMITE DE LUTTE DES PRISONNIERS D'ACTION DIRECTE - Aout 1991.

LA CRIMINALISATION DE LA SOLIDARITE !

En Belgique deux procés contre la solidarité militante aux luttes des prisonniers politiques.

3 CAMARADES CONDAMNES POUR L'OCCUPATION DES LOCAUX DE L'AGENCE FRANCE PRESSE

COMMUNIQUE

Bruxelles, mars 1992

Le 5 février 1988, cinq personnes ont occupé les locaux de l'agence France Presse, à Bruxelles, en solidarité avec les quatre militants d'Action Directe emprisonnés en France et en grève de la faim depuis 67 jours.

Cette occupation avait pour but de rompre le silence des médias qui entourait cette grève de la faim, de dénoncer les conditions de détention auxquelles ils étaient soumis : l'isolement carcéral total.

Cet isolement total est appliqué à l'échelle européenne en tant que méthode destructrice de l'identité politique, sociale, physique et psychique des opposants politiques.

Suite à cette occupation, la Cour d'appel de Bruxelles a confirmé la décision du tribunal correctionnel et condamné, le 6 février 1992, trois d'entre eux à une peine d'un mois de prison avec sursis de trois ans et 8 000 francs belges d'amende.

Un pourvoi en cassation a été introduit contre cet ârret.

L'Association des Parents et Amis des Prisonniers Communistes.

7 CAMARADES CONDAMNES POUR L'OCCUPATION DE LA DELEGATION GENERALE DE LA C.E.E.

A Bruxelles le 11 mai 1989, une cinquantaine de camarades venus de différents pays pénétraient de force dans les bureaux de la Délégation Générale de la CEE, une action en solidarité avec les militants de la RAF, d'Action Directe et de la Résistance en grève de la faim depuis 100 jours dans les prisons allemandes et françaises.

"Les camarades qui occupèrent la D.G. étaient unis par l'orientation de s'organiser internationalement en Europe, de lier les diverses expériences et d'établir une pratique d'attaque contre le commandement central de l'Europe Unie : DE LUTTER ENSEMBLE !

Le groupe décida d'agir concrètement contre un institut économique, parce que les intérêts du capital et des multinationales constituent le moteur du projet "EUROPA 92" et c'est pour la défense de ces intérêts que la répression est coordonnée et organisée sur tout le continent, contre les prisonniers, les immigrés...

Et c'est précisément à la D.G. de la CEE que sont prises et concrétisées les décisions du coeur de la "dictature technocratique"..."

Aprés plusieurs heures d'occupation, les forces spéciales de la police belge sont intervenues brutalement, plusieurs camarades furent passés à tabac et gardés à vue une semaine, avant que puisse être imposée leur libération.

Cette répression suscita immédiatement des réactions dans de nombreux pays, le Consulat allemand et un quotidien furent occupés à Aarhus et à Copenhague, l'Ambassade belge lapidée à Berne, les locaux de la Sabena à Zurich également...

Deux années aprés : 7 camarades ont été condamnés le 15. mars 91 à 10 mois de prison ferme et à de lourdes indemnités à la CEE et à 17 entreprises présentes dans le même bâtiment.

Le procés qui eut lieu en leur absence, et pour certains sans avoir été avertis, fut renvoyé en appel sous réquisition du procureur jugeant que les peines infligées étaient bien trop légères.

Le procès d'appel, le 4 octobre dernier, qui eut lieu à nouveau en l'absence des accusés, non seulement confirma la volonté répressive de l'Etat belge entièrement soumis aux instances communautaires mais en outre augmenta les condamnations. Ainsi, les 7 camarades ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme afin de : "punir de manière adéquate la gravité des

APAPC (sans autre mention)
BP 6 - Saint-Gilles 1 - 1060 Bruxelles

faits" et "garantir l'exécution de la peine", selon la motivation de la sentence.

Les amendes devant être ultérieurement fixées par un tribunal civil.

Aujourd'hui, les camarades se trouvent de fait dans une situation d'exil intérieur, en effet, ils ne peuvent plus sortir de leur pays d'origine car sinon ils tombent sous le coup du mandat d'arrêt émis par les autorités Belges.

En outre, la question se pose, à travers l'existence des accords de Schengen, si les sentences pénales et pécuniaires auront des prolongations dans leurs propres pays (Allemagne et Hollande) d'une part. Et d'autre part, il est évident qu'avec ces condamnations la Belgique à l'occasion d'obtenir (ou a déjà ?) des mandats d'arrêt internationaux auprés d'Interpol.

Le but évident de ces deux condamnations élevées, respectivement plus de quatre ans plus tard à l'encontre des 3 camarades belges et plus de deux ans aprés cette occupation pour les 7 camarades allemands et hollandais est d'intimider et de prévenir toute "répétition" potentielle, de restreindre les camarades dans leur liberté de mouvements et de les soumettre à une pression financière. Au delà, cela vise concrètement les structures de résistance et leur organisation internationaliste, et à poser ainsi une référence européenne dans la criminalisation d'action politique dans la "capitale européenne".

Ces camarades ont besoin de toute notre solidarité concrète pour pouvoir s'opposer politiquement et juridiquement à "l'exécution" de ces condamnations, qui sont l'anticipation potentielle pour tous ceux qui luttent, donc nous.

Et de fait, dans la dûreté de ces condamnations transparait également toute la fragilité et le fonctionnement du pouvoir communautaire européen centralisé.

Contre l'Europe du Capital!

Solidarité avec les occupants de la Direction Générale de la CEE!!!

Solidarité avec les occupants de l'Agence France Presse!

FRONT

BRESCIA : aujourd'hui le 29.1.92., un groupe communiste attaquait avec des explosifs la voiture de Bellini et la maison de Cocciolone, plus connus comme les champions de la boucherie du Golfe par la bande d'assissins qui se dit police mondiale. Les officiers Bellini et Cocciolone ont été réputés pour avoir, de concert avec les autres tueurs de la force aérienne Tornado, jeté des milliers de bombes sur le peuple irakien impuissant - et c'est précisément pourquoi ils ont été distingués! Mais cette fois, ils en prennent les bombes pour leur grade, même si cela n'est rien eu égard à leur responsabilité criminelle pour le massacre de 400 000 personnes dans la guerre du Golfe.
Aujourd'hui, à notre satisfaction, nous touchions deux misérables assassins, symbole d'une effroyable machinerie de mort telle l'armée italienne et la police mondiale qui sous direction US apportent mort et destruction sur le Sud et sur l'Est (Yougoslavie), directement ou indirectement mais toujours dans le même but : l'exploitation de millions d'êtres humains, le profit, le contrôle intégral sur l'empire. Avec cette action, nous avons démontré à l'assassin Cossiga (président) et à ses carabiniers, au tueur Sotti et à sa police, qu'il est possible d'attaquer l'Etat même dans ses valeurs les plus importantes, et c'est seulement par des sabotages armés que les exploités répondront à leurs exploiteurs!
Vous n'êtes que de misérables assassins !
Que le bruit de cette bombe vous fasse vous souvenir de la voix de ceux que vous avez assassiné dans le désert !
Attaquer et saboter le nouvel ordre mondial ! C'est notre salut de bienvenue au général Schwarzkopf!

Ce fut donc dans le cadre de la visite de Schwarzkopf à Venise le 1.2.92. pour une conférence sur industrie-logistique. En Vénétie, déjà l'automne dernier, il y a eu 4 voitures de militaire US incendiées.

SUR LE DÉPART

Si dernièrement la cavale de la Centrale de Tournai en Belgique s'est malheureusement déjà achevée pour B. Sassoy, militant des C.C.C. ; à la prison de Grenade -Espagne-, le 31. mars, F. Silva, militant des GRAPO, a percé un trou dans le mur de sa cellule et a atteint l'extérieur.

En 90, ayant déjà accompli une peine de 11 ans, F. Silva était retombé pour sa participation au "Commando itinérant" de l'organisation maoiste armée.

Alors que les bureaucrates du PSOE clament depuis des mois : "normalisation-dispersion"!! et qu'au nom des principes de la détention normale, ils ont écrasé la longue lutte des camarades des GRAPO pour leur regroupement dans la réalimentation forcée et l'assassinat de José Manuel Sevillano Martin, aujourd'hui ils sanctionnent quelques directeurs subordonnés parce qu'ils n'auraient pas appliqué les mesures de détention extraordinaires réservées aux prisonniers relevant des inculpations de bande armée !!! La normalisation et la dispersion sont bien les masques de la différenciation et des arbitraires, et les social-dems exercent avec maestria cette répression la plus noire sous le couvert d'une "terminologie choisie".

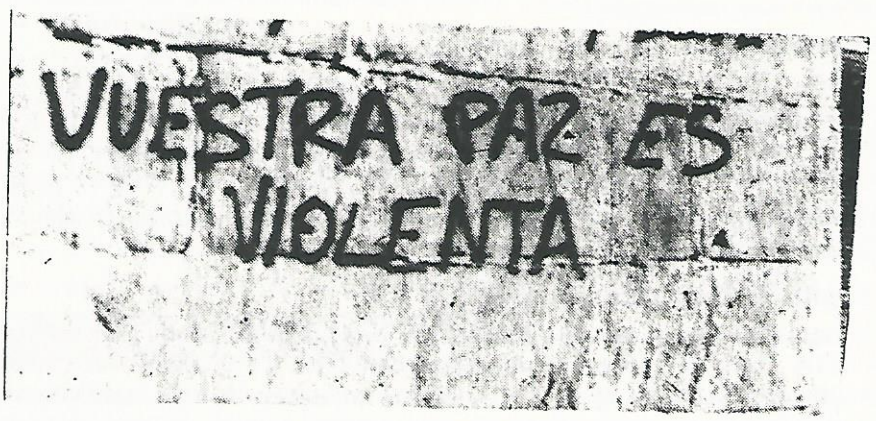
IRAULTZA!

Le groupe armé basque IRAULTZA ASKE revendique deux attentats.

Le 6.3., contre **une entreprise à Getxo** dirigée par J.A. Ellacuria connu "pour sa longue carrière de mafieux du commerce et exploiteur." Ellacuria est "le modèle du patron exploiteur (...), qui a fait rapidement du fric en utilisant tous les types d'escroqueries, de corruption, de tromperies et d'exploitation, faisant apparaître et disparaître des entreprises selon ses caprices, engageant des marocains et en ne les payant pas, leur imposant des conditions dégradantes, profitant du fait qu'ils soient immigrés..."

Le 8.3., contre **un bar à Izurtza.** Bar dans lequel ont été séquestrées 18 jeunes brésiliennes prostituées de force.

Le communiqué s'achève avec un appel à la solidarité, "avec tou(te)s ceux et celles qui souffrent ou ont souffert de la répression, ainsi qu'un souvenir affectueux pour nos compagnons et compagnes tombés : Pese, Txema, Rosi, Marisol, Jesus, Angel, Carlos et tous les autres dont nous maintenons vivant le souvenir et la tâche, avec une intention sincère de poursuivre avec force la trajectoire qui était la leur".



SÉVILLE — ETAT DE SIEGE POUR L'OUVERTURE DE L'EXPO 92

L'ouverture de l'*Expo 92* était une des échéances importantes pour les camarades, en Europe et en Amérique, un moment de lutte contre la sacralisation de la conquête de l'Amérique, du génocide de peuples entiers, de De sont côté l'État a déployé un dispositif de contrôle et de répression sans précédent pour garantir la paix sociale pendant toute la durée de l'*Expo 92*: présence massive de flics divers (blindés, commandos anti-terroristes, civils), campagne de presse assommante sur le risque d'attentats de l'ETA, interdiction de toute manifestations de rues...

21 avril - malgrè l'interdiction de toute manifestation, un concert sur une place de Seville a eté organisé un cortège a parcouru Les rues de la ville. Il n'y a pratiquement pas eu de problèmes avec la police et la manifestation à rencontré la solidarité des gens. Sur l'essentiel du parcours il n'y a pas eu d'incidents, ce n'est qu'à la fin que la police a attaqué les derniers rangs du cortège,: affrontements – barricades. la police à tire contre la manifestation.

Une jeune fille de Séville qui ne participait pas à la manifestation a ete grievement blessee a la poitrine, une camarade de Grenade a eu la jambe fracassée par une balle de plastique. Le cortège qui rassemblait 500 personne s'est dispersé à ce moment. Il y a eu en tout sept coups de feu, et ceci a été filmé. Les gens se sont dispersés par petits groupes, des dizaines de fourgons de polices sont arrivés et quelques camarades se sont fait arrêter, juste devant l'hôpital où ils allaient voir des camarades blessés. Un groupe plus important, dans le centre ville, a été agressé par plusieurs dizaines de flics en cagoule qui interpellé tout le monde. En fin de journée on comptait 45 personnes arrêtées, et mis en garde à vue pour 72 heures (avec interdiction de tous contacts avec un avocat ou l'extérieur). Parmi les interpellés il y a des camarades de diverses nationalités: allemands, autrichiens, et un kurde. Il semble qu'il y ait aussi une dizaine de blessés par coups de matraques, et qu'un flic ait une fracture du crâne (il y a en fait 14 flics blessés '

Dans la soirée il y a eu une assemblée où sont intervenus des indiens qui avait décidé depuis longtemps de faire une intervention devant l'entrée de l'*Expo 92* (et demandait la participation des autres gens) pour y lire un acte d'accusation de l'*Expo 92* et du colonialisme. Ils disaient que cette manifestation devait être non-violente. Il y a eu alors d'autres discussions où divers camarades sont intervenus pour dire qu'ils respectaient la volonté des indiens de faire une manifestation non-violente, mais que vue l'attitude de la police ils ne participeraient pas à celle-ci pour ne pas lui porter préjudice.

Le jour suivant cette manifestation a eu lieu: les indiens y sont allé et ont lu le communiqué. De nombreux camarades étaient aussi présents. Les choses ont commencées très tranquillement et quelques camarades se sont assis autour des indiens. Il y avait beaucoup de journalistes de presse et de télévision. Certains portaient des panneaux demandant la libération de tous les camarades, criant des slogans. Au bout d'une vingtaine de minutes il y a eu une intervention massive de la police et de plusieurs brigades spéciales avec motos et cagoules. Ils ont encerclé le secteur et sont intervenus à coup de matraques, tapant les gens présents. Naturellement de nombreux camarades se sont éloignés de la manifestation, comme il avait été convenu, mais certains ont été arrêtés, dont une camarade de Pise.

La police a continué à charger dans tout le quartier autour de l'*Expo 92*, un tas de gens qui n'avaient rien à voir ont été frappés, dans les bars, par des flics cagoulés.

neuf fourgons cellulaires de la police sont allés au camping où résidaient les indiens et quelques autres groupes de camarades. Ils sont intervenus cagoulés et on arrete environ 30 personnes

Les blessés par balle sont au nombre de trois. il y eu des manifestations de solidarité à Bilbao, San Sebastian, Pampelune et Vitoria

22 avril -

Plusieurs dès espagnols arrêtés ont été relâchés et ont raconté ce qui s'est passé en prison, pour la plupart ils avaient été attrapés dimanche. Dans les commissariats ils ont été tabassés jusqu'à ce que les flics n'aient plus de force pour le faire, puis ils ont été allongés par terre et les flics leur ont marché dessus. Il y a aussi eu des tortures psychologiques, en particulier contre les étrangers accusés d'avoir voulu dénigrer ce grand événement de la culture espagnole.

à Bilbao, San Sebastian, Pampelune et Vitoria

La tendance des journaux espagnols est celle d'avalider la version policière que tous les manifestants sont des sympathisants de l'ETA. Toute la presse, *El Païs* en tête, sont plein d'articles sur l'arrestation d'un militant de l'ETA et de documents trouvés sur lui, et cette arrestation est continuellement mise en relation avec les interpellations pour les manifestations contre l'Expo 92, et on continu à parler de possibles attentats.

Nous avons su qu'à grenade une maison occupée devait être expulsée, mais les occupants du quartier l'ont défendu et l'expulsion n'a pas été possible.

LE DOUX PRINTEMPS DES SQUATTS LYONNAIS

CHRONOLOGIE

SAMEDI 14 MARS : Une manifestation contre les expulsions réunit 300 personnes. Provocations policières : agressions, charges, attaques du Rap'Thou. Une dizaine de blessés côté manifestants, 6 flics en arrêt de travail ; 17 interpellations avec passage à tabac.

LUNDI 16 MARS : 6 heures. Expulsion du Rap'Thou et des logements occupés dans la même rue : 32 interpellations.
18 heures. Rassemblement place Chardonnet ; 2 des interpellés du 14 sont inculpés et placés sous controle judiciaire : procès le 11 Mai.
Présence policière aussi lourde que massive sur le quartier, en uniforme ou en civil : patrouilles, dispersion des "attroupements, contrôles dans les rues, les bars...Le commissariat du 1er arrondissement était sur le chemin...

SAMEDI 21 MARS : 14 heures. Rassemblement-Assemblée Générale palce Chardonnet qui débouche sur la réquisition en masse (250 personnes) d'une usine vide, 3 rue Magneval : nouvelle assemblée générale, bouffe, concert.

DIMANCHE 22 MARS : A Magneval, Assemblée Générale à l'issue de laquelle se mettent en place les premières activités autogérées (soutien scolaire, animation avec les enfants du quartier, restaurant populaire, bar).
Dans les jours qui suivent, des contacts se nouent avec d'autres habitants et associations du quartier ; à Magneval les activités s'organisent et se diversifient , un immeuble d'habitation est occupé rue du Bon Pasteur. Quadrillage policier en règle.

VENDREDI 3 AVRIL : Au petit matin expulsions rue Magneval, rue du Bon Pasteur et d'un appartement rue de Thou. 29 interpellés, liberés au compte-gouttes dans la journée.
18 heures 30 : Rassemblement place Chardonnet.

SAMEDI 4 AVRIL : 18 heures. Un rassemblement avec soupe populaire place Chardonnet est violemment pris à partie par plusieurs dizaines de flics en armes. Le quartier est toujours sous étroite surveillance, tentatives de criminalisation à la clé.

JEUDI 9 AVRIL : 18 heures. Inauguration officielle du César, immeuble du luxe véritable. Un rassemblement (à l'appel de plusieurs associations et des squatters) est attaqué par la police : plusieurs blessés, 5 interpellations ; 2 personnes sont inculpés : procès le 14 Mai.

MERCREDI 15 AVRIL : 18 heures 30. Rassemblement place Sathonay contre la répression et les violences policières.
La mairie invite les squatters à venir exprimer leurs désirs Jeudi 16 à midi.

JEUDI 16 AVRIL : Squatt de la mairie. Séance du conseil perturbée et repoussée.

MERCREDI 6 MAI : Manifestation de soutien aux 9 inculpés place de la Croix Rousse.

PROCES

– 22 avril: 2 personnes inculpés pour dégradation sur la voie publique, bombages, etc.
– 11 mai: 2 personnes pour violence à agent et dégradation sur la voie publique (voiture de flics).
– 14 mai: 2 personnes pour violence à agent et jets de pierres.
– 24 juin: 3 personnes pour dégradation de matériel (verrou... lors de l'ouverture d'un squatt).

A SUIVRE...

POLICE PARTOUT - JUSTICE NULLE PART

Depuis le 14 mars, beaucoup d'évènements se sont produits autour de la question des squats à la Croix-Rousse. Ce jour-là, une manifestation contre la spéculation et les expulsions, organisée par les squatters et locataires solidaires, fut durement réprimée. De nombreuses personnes furent arrêtées et passées à tabac.
La Croix-Rousse connut alors un cycle de répression et provocations policières, d'expulsions d'appartements et locaux squattés auxquels de nombreux habitants du quartier ont resisté à travers l'occupation de nouveaux lieux et une présence dans la rue et, ce, malgré le quasi couvre-feu imposé par la police.
Le 9 avril, élus et promoteurs, main dans la main, à grand renfort de champagne et petits fours, inaugurent le "César", un immeuble grand luxe (89 M. frcs nouveaux) au pied des pentes de la Croix-Rousse. Ce jour-là représentera pour beaucoup d'habitants de la Croix-Rousse tout ce que peut signifier répression et politique municipale en matière d'urbanisme. Des squatters, habitants, associations du quartier venus protester pacifiquement furent violemment matraqués, gazés et dispersés, histoire aussi de leur rappeler comment la mairie et la préfecture conçoivent le droit à l'expression contestataire, tout ceci s'inscrivant dans une volonté renforcée de dissolution de toute forme de résistance et de contestation dans l'Europe marchande et policière de 93.
Suite à tous ces évènements, 9 personnes sont inculpées à des titres divers (violences à agent, dégradation de biens immobiliers, etc....) NOUS EXIGEONS LEUR RELAXE.

Nous dénonçons cette logique de prise d'otages, de criminalisation de notre mouvement de contestation sociale, logique dont le but est de nous réduire au silence et de dissimuler les vrais enjeux politiques et sociaux liés à la spéculation, aux problèmes d'habitat, de pauvreté et de précarité croissante touchant une grande partie de la population.
Par le biais du squat, qui n'est pas une finalité mais un moyen parmi d'autres de refuser l'assistanat et toute forme de contrôle étatique, nous remettons en cause à travers l'ouverture de différents lieux (individuels et collectifs) cette société, basée sur des rapports de pouvoir, d'argent, de domination. Nous y expérimentons différentes pratiques et utopies dont le but est d'établir des rapports humains différents, des rapports d'entraide, égalitaires, solidaires.
Aujourd'hui notre lutte, engagée depuis plusieurs années, continue et essayera de se renforcer, de s'ouvrir à d'autres gens. Nous en appelons à votre solidarité.

Collectif Habitants et Squatters de la Croix-Rousse

ILS PEUVENT

EXPULSER NOS

MAISONS...

ILS N'EXPULSERONT

PAS NOS IDEES !!

LE GOTHA CONTRE LE GHETTO

ou

La spéculation immobilière à 28.000 F le m²

Il aura fallu un mois de conflits du mouvement social à Lyon pour qu'éclatent les mensonges sur la politique de la ville (D.S.Q. = développement social de quartiers) et mettent à nu la collusion d'intérêts des décideurs économiques et politiques.

La population de la Croix Rousse prenant conscience qu'elle aussi sera évacuée par la spéculation immobilière et la répression policière, se solidarise petit à petit avec les exclus, squatters par nécessité ou par désir. Le mouvement social a révélé une situation scandaleuse: pour un immeuble de luxe, vendu à 28000 F le m², sur un espace rénové (le César: 86 millions), situé au pied des pentes de la Croix Rousse, à quelques centaines de mètres des pauvres que l'on jette dehors d'une usine désafectée qu'ils occupaient. Là, un panier à crabes de premier choix, plus que le gotha lyonnais, un membre du gouvernement dit socialiste, Michel Gillibert, une crotte d'artiste marchand comme le ferrailleur César, architectes collés à l'anus des promoteurs, agences immobilières S.L.Y.C.I., L.E.T. France, politiciens ex-R.P.R. comme Michel Noir, maire de Lyon, sont venus au juteux festin de la spéculation de ce quartier. Tout ceci protégé par une compagnie de C.R.S.

Cela rappelle deux idées en regard de cette décomposition où la raison marchande a investi la raison d'Etat. Le socialisme, faut-il le rappeler, est une doctrine qui rejette l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété individuelle des entreprises industrielles, agricoles et de distribution, et qui fonde le bonheur de l'homme sur la mise en commun de toutes les richesses. Quant à l'art, il est mort voici plus de soixante et dix ans avec le mouvement Dada, il doit se trouver dans la réalisation de la vie unique et passionnante de chaque personne, comme une œuvre d'art, dans un dépassement des arts séparés... Lorsque ce promoteur acheta ce tas de ferraille intitulé «La Liberté», il n'eut que le spectacle du cadavre de l'art pour essayer de donner une once de plus-value à son immeuble. Tout ceci n'est que le maquillage et l'emballage de la réalité, la liberté vivante étant derrière l'immeuble en question, où l'on se bat pour vivre.

Tout ce beau monde se fait rituellement une distribution de prix, les «César», comme on prime les porcs au salon de l'agriculture. Mais en coulisse se jouent les enjeux. Michel Noir bigophonant au journaliste Robert Marnoz, blessé lors des charges policières, pour lui demander de ne pas poursuivre... Ce même individu, M. Noir alla à une manifestation anti-Le Pen, quelques jours avant, et nombre de squatters et habitants de la Croix Rousse y participèrent également: lutte contre un fascisme affirmé. Mais, lorsqu'on expulse des pauvres, qu'on les gaze au lacrymo, qu'on les tabasse ou qu'on leur fasse ingurgiter de la peinture de bombes aérosols, au commissariat du premier arrondissement, là, ce n'est que du fascisme ordinaire. On le couvre en disant que ce ne serait que le fait de simples voyageurs idéologiques passant par Lyon!

D'autres pacificateurs des contradictions du capital (Jakubowicz, adjoint au maire de Lyon, chargé des minorités et des droits de l'Homme), tout en essayant de sauver le principe de propriété, propose des carottes en essayant de faire entrer le mouvement social dans les alternatifs, et veut en discuter avec un Cohn Bendit, adjoint au maire de Francfort. Mais, comme l'a montré le mouvement alternatif en Allemagne, en autogérant l'aliénation dans des mini-entreprises à capital alternatif, issu de banques alternatives, avec des bars alternatifs... au lieu d'établir un autre rapport social et subvertir cette société dans son fondement, a créé un ensemble de petits business de survie, aboutissant à une gestion de marginaux dans ces lieux en perte de vitesse: une modernisation de l'esclavage salarié. D'autre part, actuellement, se développent dans plusieurs villes allemandes, des assemblées de locataires qui essaient de se mobiliser contre l'explosion des loyers, surtout à l'Est.

Face à tout cela, il n'est pas facile de créer un nouveau jeu social: l'utilisation de l'argent pour la fin de l'argent, pour l'autonomie totale...

Continuer à étendre le combat social: pourquoi?

Si, longtemps, *le principe* de lutte de classe se situait traditionnellement autour du salariat et de l'usine, il se trouve, maintenant, déplacé avec l'exclusion de trois millions de personnes et l'automation. Il peut s'articuler autour du loyer (même du crédit) et de l'espace urbain et non urbain imposé. Le conflit entre les pauvres et la classe propriétaire passe de plus en plus par là.

Cependant, les objectifs ne doivent pas se cantonner à une résistance à la déportation en banlieue, ou à une rénovation de la banlieue, ou à un local alternatif de survie. Car si les squatters sont les empêcheurs de spéculer en rond (actuellement, les promoteurs ont des difficultés pour vendre sur les pentes) et si le pouvoir veut les criminaliser, sur le problème général du logement, c'est parce qu'il veut empêcher l'extension du mouvement aux autres quartiers.

L'attaque moderne du principe de propriété «la propriété, c'est le vol légal», peut se développer dans un processus le lutte par «la propriété, c'est le crime contre toutes les espèces vivantes». Un nombre de plus en plus grand d'individus de l'espèce humaine se retrouve ghettisé, obligé à une consommation passive, avec comme avenir les paradis artificiels du tiercé, de la télé, des drogues, des antidépresseurs, ou des marchandises culturelles, en un mot, la vie par procuration. Bientôt la moitié de la population mondiale vivra dans un urbain de plus en plus énorme.

Le principe de propriété de l'espace, c'est celui, pour les rats technocratiques, économiques et politiques, de massacrer des territoires selon leurs intérêts, de transformer des rivières en égouts, comme la Saône ou le Rhône, des régions en poubelles, nucléarisées ou non, de détruire des forêts, d'empoisonner la terre au

nom du rendement de leur propriété économique, etc... Leur principe de propriété du territoire, c'est le droit d'en spéculer, d'en abuser, de tuer ce qui appartient au patrimoine commun et universel : l'air, l'eau, la terre, le végétal, l'animal... Continuer le combat pour le principe de la gratuité pour tous, c'est créer un espace de vie pour toutes les espèces, c'est la seule perspective.

Deux logiques vont continuer de s'affronter. L'une est basée sur la rareté pour vendre plus cher, même en détruisant d'autres membres des espèces humaines, végétales ou animales, donc avec son principe de mort, **elle n'a plus de légitimité historique et doit disparaître.** L'autre est basée sur la volonté d'user d'espaces sans les posséder, des territoires psychologiques, affectifs, nutritifs, affinitaires, émotionels ; des lieux de dépassement, permanent de la structure du conflit entre l'autonomie individuelle et la force collective du groupe, quel qu'il soit.

Nous ne pouvons envisager leur fin qu'en changeant le rapport social qui induit cela, et surtout pas par un capitalisme vert qui ne changerait rien fondamentalement. Ceux qui vivent sont ceux qui luttent !

★

Nous exigeons la relaxe de toutes les personnes inculpées qui comparaitront les 11 et 14 mai et 24 juin.

NOUS VOULONS TOUT,

ET LE RESTE AUSSI !!

Depuis la manifestation du 14 mars qui dénonçait la fin de l'hiver juridique et l'ouverture de la chasse aux squatters, la Croix-Rousse est soumise à un véritable état de siège : flicage permanent, contrôle au faciès... Nous ne tolérons plus ces pressions et provocations policières qui nient notre liberté d'expression ; en effet, toute tentative de rassemblement populaire est immédiatement réprimée, matraquée, gazée, dispersée !

Cette oppression tend à isoler, criminaliser et détruire toute forme de résistance et contestation face au système en place.
Le préfet déclare qu'il n'y a pas de problème social. Effectivement, quand les gens sont anesthésiés à coups de D.S.Q., de loyers modérés et d'Euro-Dysneyland, la populace reste à sa place.
Le squat est aujourd'hui de plus en plus criminalisé car nous y refusons l'assistanat et toute forme de contrôle étatique. A travers un lieu autogéré, nous remettons en cause le schéma de cette société de consommation et de ce système capitaliste et patriarcal. Nous tentons d'y mettre en pratique nos utopies, telles que l'abolition du salariat et de la propriété, afin de nous rapprocher de plus en plus de la gratuité. Nous revendiquons un espace collectif aspirant à briser la passivité et l'isolement et permettant à tout individu de venir, non pas consommer des loisirs standardisés, mais de réaliser et assouvir ses désirs et tenter d'expérimenter des rapports humains différents.
N'étant pas une finalité, le squat est un moyen parmi d'autres de se soustraire à la monotonie de rigueur et parvenir à l'autonomie de chacun-e.
Ne soyons plus les spectateurs de l'avenir de notre quartier, devenons-en les acteurs, construisons une véritable solidarité concrète et non démagogique comme celle que nous proposent les partis politiques et les récupérateurs en tout genre.

Collectif Squatters et habitants de la Croix-Rou

Squatters : le « César » par la face nord

Première hier matin, où les squatters des Pentes de la Croix-Rousse se sont installés sur la terrasse du César, en passant par les cours et les toits voisins

CÉSAR

H. Pochon lance une invitation aux squatters

Une dizaine de squatters sont allés "déjeuner sur la terrasse" du César, dimanche à midi. Le propriétaire, qui n'est autre que Henry Pochon, le promoteur de l'immeuble, n'était pas là pour les accueillir. Il le regrette.

"Quand je vais chez quelqu'un et qu'il n'est pas là, je laisse une carte de visite" ajoute-t-il. Mais il ne se formalise pas trop de cette entorse aux règles du savoir-vivre.

Au contraire. Avec humour et un incontestable sens du dialogue, Henry Pochon propose aux squatters de revenir sur sa terrasse pour boire un verre avec lui et discuter. Mais il n'est pas parvenu à identifier les quatters qui se cachent derrière des surnoms.

Si "Sapartakus", "Idefix" et autre "Mickey Noirus" acceptent la proposition de "Jules César", pardon du promoteur, ils peuvent l'appeler à son bureau (78.29.19.39.) pour convenir d'un rendez-vous sur sa terrasse...

P. E.

LES PAUVRES SONT DE SORTIE

Manifestations, expulsions, occupations, rassemblements, assemblées générales : depuis deux mois le mouvement squatt a pris sur les pentes de la Croix-Rousse une ampleur nouvelle. La mégalomanie des élus, la voracité des promoteurs et le zèle manifeste des flics deviennent insupportables pour de plus en plus de gens du quartier peu à peu envahi par des services et des immeubles réservés aux riches.

Inauguré en grande pompe sous la protection de nombreux policiers très efficaces (plusieurs manifestants blessés, 2 inculpations), le César (28000 francs le mètre carré) est le symbole de la ville dont rêvent M. Noir et ses technocrates, ville où le fric est loi, ou le flic est roi.
Le quartier conserverait bien sûr un "charme folklorique" : quelques traboules (fermées), quelques vieux immeubles, quelques artistes. Bref, il deviendrait une vitrine asseptisée de Lyon, capitale-européenne. Pourquoi pas Canut-Land ?

Aujourd'hui, nous utilisons l'espace qui a été volé à tous : nous prenons notre petit-déjeûner au César.
Nous continuerons à nous opposer au règne du pognon et de ses fervents adeptes, politiciens et/ou hommes d'affaires, nos libres expériences d'une vie différente dans des espaces pris en charge par ceux et celles qui s'en servent.

CE MONDE N'A PAS FINI D'ENTENDRE PARLER DE SES PAUVRES !

Groupe " LE PIED DANS L'BEURRIER"

LYON TECHNOPOLE EUROPEENNE

Quelques éléments de réflexion à propos des luttes et des résistances populaires à Lyon et dans sa région.

Alors que la région lyonnaise se mue aujourd'hui en technopole européenne, son histoire sociale resurgit aux détours de quelques événements d'actualité : la résistance des squatts de la Croix Rousse, les émeutes des jeunes de Vaulx en Velin, le non-lieu du chef de la milice Touvier nous remémorent avec force les canuts, les grandes grèves de 36, le maquis...

Mais également dans cette actualité lyonnaise, il est possible de lire le livre ouvert de la lutte populaire urbaine aujourd'hui : d'un côté, l'affrontement désorganisé et spontané de la résistance des masses, et de l'autre, les solutions expérimentales de l'intégration et du contrôle social projetés par l'Etat. Et l'on voit combien la lutte populaire dans cette ville est toujours contradictoire et oscillante entre l'explosion insurrectionnelle et l'illusion corporatiste, celle des concessions et de la subordination.

Paradoxe aussi d'une bourgeoisie locale innovatrice en matière de production et de contrôle social, pivot du capitalisme français et simultanément coeur de la réaction la plus noire, de l'intégrisme et de Vichy.

·Modernisme et conservatisme, cocktail actuel de la réaction quand ultra nationaliste, la cité "bien pensante" s'érige en un laboratoire territorial du nouvel espace européen, l'Europe de monopoles.

La défense des maisons occupées, et du Rap'thou dernièrement, nous rappelle que la Croix Rousse c'est la révolte "des deux sous" en 1786, celles des ouvriers de la soie - les canuts - de 1831 et 1838, l'élan révolutionnaire de février 1848 et l'insurrection de juin 1849.

La Croix Rousse ce sont aussi les groupes armés des Voraces, des Vengeurs, des Ventre-creux ...organisations clandestines du peuple ouvrier de la colline.

"..... des ouvriers en soie qui ont pour la plupart quitté leur atelier, des communistes, des gens sans aveu ..." (selon les flics chroniqueurs de l'époque), ce sont ces Voraces qui prennent d'assaut les forts enserrant la cité, le 25 février 48 au soir, qui arment le peuple et fichent le drapeau rouge sur l'Hôtel de Ville.

La Croix Rousse est alors avec Belleville le cauchemar des gouvernements bourgeois, et par conséquent la priorité de leur intervention politique de pacification sociale.

Ainsi après ces émeutes, leur répression et les peletons d'exécution, les différents projets bourgeois durent affronter le problème de l'intégration ouvrière, d'où la proposition d' "ouverture d'un marché politique apte à résoudre la question des masses", de fait : le suffrage universel comme nouvelle religion sociale et illusion de l'alternance pacifique au pouvoir d'Etat.

A Lyon donc, Arago et Martin Bernard, représentants des républicains bourgeois ayant auparavant livré la révolution de 48 aux troupes de Cavaignac, ne se firent pas attendre pour accourir à cette soupe électorale !

Martin Bernard se faisait d'ailleurs gloire d'oeuvrer à éviter la guerre civile révolutionnaire, et sacralisait déjà le plan bourgeois avec l'éternelle terminologie de la patience et de l'intégration graduelle (!!!) : "...la vie industrielle est aujourd'hui le grand problème posé à notre génération...Ce problème ne peut être résolu que par le temps et par la discussion. L'ordre est la principale condition de la République, avec le suffrage universel il n'est pas une seule vérité politique ou sociale qui ne puisse triompher".

Cette ouverture de la foire électoraliste à l'intégration ne pouvait qu'aller de pair avec une politique sociale et une urbanisation restructurée.

Si jusque là à la Croix Rousse, malgré l'exploitation des métiers, un espace humain équilibré entre le lieu de travail et le vécu quotidien permettait de souder la ville au monde ouvrier, à toute les catégories de travailleurs et d'habitants, les maîtres mots de la destructuration contre cette unité sociale "dangereuse" furent : quadrillage et réhabilitation.

Ainsi, suivant le célèbre modèle du Baron Haussmann, Lyon connut sa réorganisation.

La crise de la fabrique de la Soie et la seconde Révolution industrielle firent le reste, aggravant la déconnexion organisée de l'atelier et du quartier populaire.

Le travail, la consommation et la reproduction sociale comme l'habitat sont ainsi divisés, isolés les uns des autres pour être plus entièrement soumis à la domination économique du capital, c'est à dire aux rapports de production et sociaux de l' ère industrielle. Alors le système du "logement social" fait son apparition, avec la construction des premières cités ouvrières entre la ville commerçante et artisanale, et les usines de plus en plus concentrées hors des murs de la ville. Cet habitat ouvrier séparé en cité va rapidement devenir le pivot du contrôle et de l'emprise du patronat sur l'entière vie quotidienne des masses, de l'ouvrier comme de sa famille. Une emprise et un contrôle qui s'étendent dans les méandres des oeuvres caritatives, paternalistes et religieuses...

Venissieux, Villeurbanne, Saint Fons... deviennent alors les berceaux de la nouvelle classe : le prolétariat industriel, aussi bien du fait des nouveaux procédés de travail et des nouvelles techniques que par le contrôle-répression qui les accompagne. Cette exploitation - comme lutte de classes - forge évidemment l'autre grande classe, les premiers embryons de la bourgeoise monopoliste.

De colossales fortunes s'érigent dans cette reconversion lyonnaise et dans l'exploitation accrue et la misère des masses, comme apparaît aussi la déportation que constitue l'immigration ouvrière interne et externe. En effet, dès la fin du XIX ème siècle "pour la première fois, on fait appel à des contingents étrangers".

La guerre de 1914 ne fera qu' accélérer cette dynamique. La population de la région triple entre la grande guerre et 1930.

Les cités sont surpeuplées et insalubres ; l'exploitation s'intensifie avec la généralisation des méthodes du taylorisme comme aux usines Berliet, innovatrice dans la matière en France. Il convient de dire que dans ces usines Berliet de Venissieux, dès 1931, les travailleurs immigrés sont déjà majoritaires (comme ils peuplent la ville à plus de 45%), et c'est sur cette population que va s'aiguiser la pression de l'exploitation.

"Le contrôle des entrées et des sorties s'effectue automatiquement par une machine à pointer la carte, que chacun de nous trouve dans un panier disposé à cet effet...Toutes les cartes doivent être pointées avant le coup de sifflet qui marque le début de la séance de travail, les machines doivent être embrayées aussitôt le signal donné. A la fin de la séance , le coup de sifflet marque l'instant du débrayage. Alors chacun va se faire pointer, puis se rend au vestiaire pour se laver et s'habiller..." (Introduction des nouveaux procédés de travail à Lyon).

Venissieux supplante la Croix Rousse pour devenir le véritable pôle ouvrier, comme dans la région parisienne Saint Denis devient Belleville. Ainsi dès la fin des années 20, la région lyonnaise figure déjà la production et l'urbanisation rivées au nouveau régime d'accumulation. Et la classe autour des métallos et autres ouvriers professionnels s'enracine toujours plus et se trouve en conséquence toujours plus enchaînée aux grands ateliers et à l'habitat industriel.

"Aucune intimité ne lie les ouvriers aux lieux et aux objets parmi lesquels leur vie s'épuise et l'usine fait d' eux, dans leur propre pays, des étrangers, des exilés, des déracinés..."

Dans les années 30-40, la bourgeoisie lyonnaise et ces ouvriers "exilés" vont s'affronter, et cela souvent jusqu'à la guerre civile ouverte. Dans les grandes grèves de 36 tout d'abord, puis durant la seconde guerre où leurs fractions les plus dures se combattront à nouveau les armes à la main, milice vichyssoise contre maquis

communiste. Et enfin en 45 avec le mouvement de réquisition des entreprises et les comités de contrôle ouvrier comme à Berliet-Venissieux.

Seules les décennies 50-60 apportent un compromis social, ainsi un équilibre relatif s'établit dans la croissance accélérée et l'intégration révisionniste qui le dessine. Croissance et révisionisme se renvoyant l'un à l'autre dans un modèle de collaboration de classe, où les bureaucrates "communistes" et syndicalistes sont les pivots de la politique contractuelle avec l'Etat bourgeois, à l'usine comme à la municipalité.

Mais un compromis (dans la production et dans l'habitat) dont la structure reste à la base outre la division classiste, une très grande division de la classe elle-même dans les bénéfices de la croissance.

- l'encadrement comme la maîtrise et l'aristocratie ouvrière, accède à la propriété et surtout à la propriété individuelle d'où la constitution de zones pavillonnaires dans la semi-périphérie.
- l'ouvrier professionnel, l'employé... forment les contingents des locataires des ZUP et HLM, le type nouveau du logement social sous contrôle de la part du patron comme de l'Etat soit par la participation directe de l'entreprise aux sociétés mixtes ou par le système des allocations.
- l'immigré, le paysan pauvre déraciné, le manoeuvre... peuplent eux les taudis, les bidonvilles, les cités de transit... (En France jusqu'en 70, un million d'ouvriers vivent dans les bidonvilles et taudis dont 80 000 dans la région lyonnaise !).

Mais le régime fordiste, allant vers une plus grande connexion - relative - de la croissance et des salaires, uniformise progressivement la production et l'habitat en prolétarisant toujours plus d'hommes et de femmes. Le niveau de vie augmente effectivement de pair avec la spécialisation ouvrière. Alors les HLM comme la structure de banlieue se développent à grande vitesse dans ce mouvement d'expansion sociale, mais aussi parce qu'ils correspondent parfaitement au cadre de la production et de la consommation de masse, comme au type de l'Etat interventionniste du Welfare et du soutien au modèle d'accumulation capitaliste de l'après-guerre.

Travail à la chaîne dans d'immenses ateliers et concentrations industrielles, consommation et culte de la marchandise dans des conglomerats commerçants et supermarchés toujours plus vastes, et enfin habitat dans les stallags de béton, sont les réalités déshumanisées et quotidiennes de l'exploitation et de l'aliénation des masses.

Les grands contre-chocs de crise et l'effondrement du modèle fordiste créent une dynamique de mutations, dans la production comme dans son rapport à la consommation et à l'habitat, vers un bouleversement et une époque nouvelle dans le dépérissement du système entier,

Le dynamitage des tours aux Minguettes et la "réhabilitation" de la Croix Rousse illustrent spectaculairement cette mutation pour ce qui est des quartiers dans la région.

D'un côté, l'équilibre du quartier artisan a disparu aussi radicalement que l'équilibre entre les différents capitaux s'est effondré, dans la concurrence et le monopole et dans la révolution technologique. Atelier après atelier, boutique après boutique, maison après maison, la réhabilitation se présente comme la régimentation sociale du quartier à la nouvelle production et à la ségrégation qu'elle forge. De l'autre, la banlieue est devenue le piège à l'exclusion et à la déconnexion. La crise du travail, la disparition du "Welfare State", et par-là la lente dévaluation des allocations et des aides sociales face au côut réel de la vie, le déficit gigantesque des municipalités et des sociétés de gestion des HLM...pèsent sur les ZUP précarisées (50% des loyers ne sont plus payés régulièrement, les équipements ne sont plus réparés ni changés, les cités de transit se remplissent à nouveau...)

Comme la production s'est scindée et polarisée -avec d'un côté une production à très haute technologie et à fort rendement (réinstituant une connexion croissance soutenue, et des salaires élevés mais avec des postes de travail très réduits), et de l'autre une production de soutien ou subalterne, ayant un rendement faible articulé à la précarisation de l'emploi et aux faibles salaires - l'habitat lui aussi suit bien sur cette polarisation, avec des quartiers pour yuppies et personnels intégrés à la première production, c'est à dire la "modernité" de la consommation de la high-tech, les quartiers des centres villes rénovés et désinfectés des pauvres, des exclus et autres microbes sociaux !!! Et des zones rejetées comme leurs habitants, niées politiquement comme elles sont exclues socialement, après la classe dangereuse, ce sont les "zones dangereuses".

Le nouveau modèle dans l'usine comme dans la vie de tous les jours expulse le négatif qu'il produit. Il dessine ainsi un coeur privilégié auto-centré, et une immense périphérie éclatée où se sédimentent les ghettos : ghettos de productions secondaires dévalorisés et ghettos proprement dits. De fait un bond en avant dans un modèle inégal et ségrégationniste, miroir d'un rapport de force entre les classes en présence fortement favorable aux fractions de la bourgeoisie monopoliste, au niveau international et local.

A la Croix Rousse comme à Vaulx en Velin, comme aux Minguettes et à Vénissieux, une nouvelle résistance populaire s'est levée pour faire face aux pouvoirs étatiques matérialisants ce rapport de force ; une véritable guérilla urbaine, des émeutes alternant avec le sabotage de masse, occupation des maisons et de certains ateliers (comme le Rap'Thou)...Tout cela forgeant les caractères fondamentaux des expressions actuelles de la lutte des classes dans les centres urbains.

Des caractères accrus avec le chômage, la précarité, l'éclatement de la production en petites unités segmentées...car le quartier représente ainsi toujours plus la solidarité de classe la plus large et la plus dynamique.

Et c'est pour une large part avec ces luttes que la classe opprimée porte les ferments du partage et de la justice.

L'organisation des prolétaires sur le quartier devient le fer de lance de leur résistance à l'Etat et au système d'exploitation, en parcourant tous les domaines jusque là divisés, lutte pour le logement, contre la misère, contre le racisme, pour l'écologie, lutte des femmes et des immigrés, contre l'exclusion et l'expulsion, édifiant ainsi l'unité de la classe comme force politique de transformation révolutionnaire.

Lyon a été un des pôles de la première et deuxième révolution industrielle. Aujourd'hui cette métropole se veut un pôle européen de la révolution technologique. Mais pour l'être vraiment et au-delà pour se présenter une nouvelle fois en modèle pour la bourgeoisie dans ce pays, il lui faut. ECRASER tous ces antagonismes et toutes ces résistances populaires.

Il lui faut faire place nette pour concrétiser leur conception aseptisée de la relation mise à jour : domination-soumission.

De ce fait, la ville est au coeur du combat pour la pacification urbaine dans lequel sont engagés l' Etat et la région, un combat alternant la répression à la prévention, l'exclusion et l'intégration, l'usage des flics et celui des travailleurs sociaux, l'institutionalisation et la criminalisation...

Ainsi, la région lyonnaise est le centre pilote des principaux projets sociaux du gouvernement : Plan Police-Education, Plan réhabilitation des banlieues, Plan Prévention Jeunesse, Plan Emploi Formation...

Prévention et contrôle social, alors Lyon ne peut par exemple qu'être le laboratoire très policé de l'intégration des immigrés et des jeunes beurs, en expérimentant entre autre l'extension du droit d'association aux résidents étrangers (révision de la loi de 1939) en tant que manipulation que représente ces associations aussi bien comme prétendus droits politiques, mais aussi comme poids réformiste

qu'elles entretiennent dans le quotidien du quartier et cela contre les véritables aspirations et intérêts tant des immigrés que de la communauté de classe entière.

Le mouvement des associations para-étatiques et subventionnées est aujourd'hui à la collaboration ce que fut le parti révisionniste et le syndicat dans la phase antérieure, il assure le même rôle de limite et de canalisation des révoltes sociales... Mais plus encore il entretient le très vieux mythe de la patience et de la négociation - toujours le même discours depuis les républicains bourgeois comme Bernard il y a un siècle -.

Ce mouvement intégrateur et régulateur supplante les vieux partis sociaux démocrates et les syndicats, car il répond mieux aux nécessités du contrôle de l'antagonisme prolétarien très hétérogène, et simultanément rendu homogène du fait de la polarisation-ségrégation générale, c'est à dire l'exclusion et la ghettoïsation de masse.

Le mouvement correspond alors à l'ambivalence complexe du particulier et du global, et au-delà, se présente comme le pendant de la segmentation de la technocratie (spécialisation extrême et experts), et du lobbying (groupe de pression) que détermine la fusion - relative - de l'Etat et des monopoles.

La bourgeoisie du XIXème siècle avait ouvert "un marché politique apte à résoudre la question des masses", la bourgeoisie monopoliste après-guerre a amplifié ce marché aux femmes et aux jeunes. Aujourd'hui la réaction technocrate ouvre elle une nouvelle frontière, celle de l'espace associatif "politique" du rassemblement écologique à SOS-Racisme et autres sbires du même accabit...

Il y a peu, lors d'une conférence devant l'Institut de Hautes Etudes de la Sécurité, un responsable policier décrivait combien fut significatif le rôle de ces associations à Lyon ces dernières années, fonction de stabilisation à long terme mais aussi et surtout de pacification dans les périodes d'affrontement comme aux Minguettes et à Vaulx en Velin.

Caractéristiques jusqu'à la caricature, il convient de parler de la première député "beur" qui est bien issue de ce mouvement lyonnais et élue au parlement européen sur la liste verte. Une député toujours prompte à prêcher la discussion avec le gouvernement et en particulier avec le préfet de police, d'appeler au calme et même d'accourir ventre à terre aux audiences des tribunaux d'exception en "qualité" de témoin de l'accusation ! (lors du procès du groupe de résistance armé "Affiche Rouge" à Lyon en 89).

Plus le système produit la ségrégation sociale et raciale, plus il se doit de circonscrire ces effets immédiats en poliçant cette ségrégation et pour cela en puisant directement une véritable "aristocratie des ghettos" comme hier il l'avait fait en fondant "l'aristocratie ouvrière". Lyon, c'est donc aussi ces nouveaux "souliers à clous" totalement articulés au contrôle social des banlieues.

Entre cette intégration représentant une soumission acceptée à la misère et à la ségrégation quotidienne du système, et l'image de capitale des flics en tant que siège d'Interpol et depuis peu de la toute nouvelle police fédérale européenne Europol, la ville se projette comme un modèle de technopole continentale. Le pouvoir bourgeois y a atteint la qualité de la domination dans l'époque, une qualité entre autre dans sa relation à la nouvelle territorialité de ce pouvoir, le rapport région-national-communauté établit dans un tissu d'accords spécifiques avec Paris comme avec Bruxelles. Mais plus encore dans l'association avec deux des régions les plus riches d'Europe : le Baden-Wüttemberg et la Lombardia (avec une liaison stratégique avec la Catalogne).

Territorialité nouvelle, mais également interventions nouvelles des rapports de pouvoir, comme nous l'avons vu avec le **contrôle social**, un pouvoir réactionnaire qui pèse sur tout le quotidien de la population par la **technocratie** et l'**autoritarisme** des décisions, les mises en chantiers d'équipements, la "réhabilitation" des quartiers, la restructuration industrielle...mais aussi dans la dureté de la répression comme les matraquages de la mi-mars à la Croix Rousse, dans le racisme et la brutalité du

quadrillage policier permanent, dans l'acquittement du flic meurtrier de Thomas Claudio...

Les qualités technocratiques et autoritaires de l'Etat bourgeois actuel et la formation de "l'aristocratie des ghettos" sont étroitement imbriquées dans leur relation directe à la pacification et à la canalisation des révoltes urbaines aujourd'hui ; une "aristocratie" singeant à merveille l'auto-organisation et la lutte sociale à la base. Pareillement, au fait qu'hier certains voyaient dans le parti révisionniste le Grand Parti Révolutionnaire, actuellement d'autres croient apercevoir, derrière le fracas bureau tique associatif, la force de l'autonomie de classe et de son émancipation.

Pourtant hier comme aujourd'hui derrière ces masques même abandon, et la même codification de règles et de limites à ne pas dépasser, et un même objectif , l'aspiration à participer à l'Institution au plus haut niveau possible, et cela porté par leur croyance inébranlable dans l'éternité du système et de sa représentation politique.

Alors que l' autonomie de classe aujourd'hui comme par le passé, naît de la réalité de l'antagonisme et de l'auto-organisation qu'il forge pour sa continuité vers l'objectif révolutionnaire.

Ainsi, l'unique critique de l'actuel masque de la bureaucratie associative est celle de la tendance véritable des prolétaires à s'organiser, et à assurer leur propre direction dans leur combat, du comité de base à l'organisation combattante : un et même front de la guerre de classe révolutionnaire !

A PROPOS DES LIBÉRATIONS DE PRISONNIERS RÉVOLUTIONNAIRES EN RFA

LIBERTÉ POUR TOUS LES PRISONNIERS RÉVOLUTIONNAIRES

En tant que proches des prisonniers politiques en RFA, nous nous sommes réunis le 12.1.1992. et pour la première fois nous avons parlé tous ensemble du débat public en cours à propos de la libération de quelques prisonniers de la RAF et de la Résistance.

Jusqu'à présent nous en sommes arrivés aux conclusions suivantes.

Nous proches et ami(e)s des prisonniers politiques qui intervenons en public, nous avons été et sommes à chaque fois criminalisés pour ce qui est aujourd'hui clairement reconnu par l'Etat lui-même :

depuis 1970, il y a des prisonniers politiques de la RAF et de la Résistance qui sont soumis à des conditions de détention spéciales. Et parmi eux il y a des prisonniers inaptes à l'incarcération.

Le gouvernement fédéral a tout dernièrement formulé des réflexions quant à la libération de certains d'entre-eux. Maintenant, dans les débats la présentation comme quoi cela serait une "faveur" est mise en avant à nouveau. La vérité est que :

Bernd Rössner est en prison depuis 17 ans et inaptes à l'incarcération depuis des années.

Claudia Wannesdorfer a entretemps effectuée 7 ans des 8 ans de sa condamnation et elle est pareillement inapte à la détention depuis longtemps.

Günter Sonnenberg a été incarcéré il y a 15 ans et il était inapte dès le début autant à la détention qu'au procés.

En conséquence il ne s'agit pas de "largesses", mais suivant de nombreux axiomes du Droit intérieur et de normes internationales des droits de l'homme, ils doivent être remis en liberté et/ou respectivement, ils n'auraient pas dû être incarcérés.

Il existe en outre deux autres prisonniers qui sont inaptes à la détention :

Isabel Jacob qui a été incarcérée malgré une maladie grâve et Ali Jansen, qui est inapte à la détention en raison d'un asthme aggravé.

Naturellement, nous nous réjouirions si les prisonniers inaptes étaient remis en liberté et si au delà de cela d'autres prisonniers sortent également, ainsi que cela est publiquement discuté actuellement - sans avoir bien entendu à trahir leur propre histoire et identité. Mais également nous ne pouvons y voir aucune largesse de l'Etat.

Ils ne disent pas un mot non plus de tous les autres prisonniers politiques ni des accentuations, ainsi que nous les vivons actuellement.

Ils ne parlent pas non plus des procés qu'ils sont en train de préparer grâce aux témoignages achetés (aux ex- arretés en RDA - ndt) contre Sieglinde Hoffmann, Ingrid Jacobsmeier, Rolf-Clemens Wagner et Christian Klar. Ingrid devrait sortir l'an prochain, Sieglinde dans trois ans. Tous doivent disparaitre à jamais et pour toujours derrière les murs.

Ils ne disent pas un mot sur le fait que la revendication vielle de plusieurs années des prisonniers pour le regroupement est maintenant à nouveau criminalisée. Depuis quelques mois des procédures d'instruction suivant le 129a sont engagées, en outre, également contre certains d'entre nous à cause de notre journal l'"Angehörigen-Info".

Mais nous entendons prendre la parole à propos de tout cela !

Ainsi que sur le fait, que l'isolement est appliqué contre tous les prisonniers politiques depuis 20 ans. Que la revendication du regroupement ne fut jamais satisfaite et qu'en raison de cela, tous les prisonniers sont tombés entretemps malades et que leur santé est atteinte à jamais.

Donc, si actuellement l'Etat examine l'opportunité de remettre en liberté quelques prisonniers, nous disons : tous doivent sortir.

Ils doivent sortir et ce, maintenant et sans conditions.

Les proches des prisonniers politiques en RFA.

COURRIER D'EVA HAULE

J'ai lu votre texte (1) à propos des libérations annoncées et aujourd'hui la lettre des gens de l'INFO est arrivée.

Le texte est vraiment bon en tant que première réaction. Ce qu'il a y également d'essentiel, c'est que vous ayez replacé tout cela immédiatement sur le terrain de la réalité - à savoir, la situation concrète des prisonniers inaptes à la détention, celle de tous les prisonniers et enfin, que vous ayez rappelé les longues années de lutte.

Lorsque j'ai pris connaissance des premiers commentaires de la presse à propos de cette 'initiative' étatique, je me suis tout de suite souvenue de ce qu'il en était il y a encore quelques années : lorsque fin 88 le "Frankfurter Rundschau" avait refusé l'encart de l'Appel pour le regroupement lancé d'Hambourg, pour le motif "qu'il ne pouvait pas y avoir de prisonniers inaptes à l'incarcération, car sinon ils ne seraient plus en prison!".

A côté de cela, ce qui choque amèrement, c'est comment "soudain" ils parlent aujourd'hui de "prisonniers gravement malades" et avec quelle suffisance bienveillante ils présentent les libérations éventuelles comme des "libérations anticipées", mais il est également important de voir qu'aujourd'hui tout cela est le résultat de longues années de lutte que nous avons menées en commun avec vous. Et cela démontre également une fois encore ce que nous avions réussi lors de la grève en 89, malgrè tout ce que l'Etat a pû réimposer par la suite.

J'ai été satisfaite que dans votre texte vous ne vous êtes pas appesantis longuement sur le calcul qui se cache avec certitude derrière ces combinaisons étatiques et qui est en vérité très facilement compréhensible.

L'attitude est tout simplement juste, aller au point essentiel où nous pouvons intervenir et avec lequel nous pourrons aller plus loin en fonction de ce que **nous** voulons. Au lieu de n'y voir seulement que l'aspect "counterinsurgency" et de se réfugier dans des certitudes en tirant une moue entendue.

Ou l'autre extrème : se réfugier dans une joie débordante et perdre de vue, qu'il doit s'agir d'avancées qui sont à conquérir par une lutte décidée et ferme. Ce qui est notre cause commune.

Ce n'est qu'ainsi en définitive qu'il y aura une solution pour nous.

Comme l'écrit Christophe, la "pierre a commencé à rouler" mais maintenant, avant tout, il faut que ce soit nous qui la poussions effectivement !

Ce qui signifie que c'est à nous de mettre l'affaire concrètement sur les rails et d'amener la problématique à la question de savoir si une solution sera possible pour nous tous, non pas seulement pour ceux qui sont inaptes à la détention et ceux qui sont détenu(e)s depuis 20, 17, 15 ans et de voir comment elle se présentera ; cette question ne se laissera uniquement résoudre que par des avancées réelles, des avancées qui brisent et clarifient la situation au fur et à mesure.

C'est pour cette raison que je pense maintenant que ce sont tout d'abord les libérations de Günter, Bernd, Claudia, Ali, Isabel (2) qui doivent être mises à l'ordre du jour et qu'Angelika et Ute (3) ne retournent pas en prison. Vous avez certainement connaissance de la situation actuelle d'Angelika.

Donc clarifier en tout premier lieu le point où une solution est mûre depuis bien longtemps, à savoir : la libération immédiate sans condition.

Si cela marche et suivant les formes que cela prendra, beaucoup de choses se révèleront. Jusqu'à maintenant ce ne sont uniquement que des proclamations et l'appareil va tenter bien entendu de dicter les conditions selon sa propre logique.

Je n'ai pas compris pourquoi dans le Taz l'appel pour Bernd accompagnait votre texte. Faire maintenant une campagne spécialement pour lui seul (comme par pétition) se situe en retrait de ce que l'Etat a lui-même avancé.

Ce qui serait juste, serait de s'exprimer concrètement à propos de chacun de ceux qui sont inaptes à la détention (sur leur histoire particulière afin que soit réintroduite simultanément la notre à tous et à toutes ainsi que notre lutte toutes ces années), afin qu'une pression naisse pour leur libération sans condition et afin que se forme une mobilisation jusqu'à des initiatives politiques pratiques. A ce propos, vous devriez chercher et utiliser également toutes les possibilités afin de mobiliser l'opinion publique. Maintenant où ils ont eux-mêmes actualisé tout ce 'thème', vous pouvez intervenir à nouveau tout à fait différemment. Et également à partir de votre travail et de l'expérience accumulée aux cours des nombreuses années et de nos conditions générales.

Et puis par la suite. Des ordonnances de non-lieu dans les nouvelles procédures (résultant des déclarations des dissociés/repentis arretés en ex-RDA - ndt) doivent êtres obtenues. Ceci relèvent simplement

de la même logique comme prochaine avancée et par là, s'établira aussi une clarification de plus, à savoir jusqu'à quel point l'Etat veut effectivement une solution ici (si c'est le cas, alors ces procédures n'ont pas de sens) et savoir ainsi quelles forces peuvent être mobilisées pour une solution.

C'est bien sur une et même chose, une connexion - l'histoire de 21 ans de stratégie d'anéantissement contre les prisonniers, les luttes à l'extérieur et à l'intérieur contre elle, les prisonniers inaptes à la détention, la situation actuelle, les procés en attente, dans l'ensemble vos et nos buts contre tout cela.

L'ensemble reviens toujours à l'ordre du jour lorsque c'est correctement abordé dans chacune des différentes problématiques.

C'est ainsi que j'entend : faire rouler la pierre.
... les avancées concrètes, le travail sur ces points est plus important. Fondamentalement, je pense qu'il ne peut jamais s'agir d'une "demande" à l'égard de l'Etat ou de mots d'ordre généraux "proclamatoires". Et cela n'a de sens que si nous restons sur notre position. Conquérir par une lutte décidée et ferme la liberté des prisonniers de la guérilla et de la résistance - comme cela, c'est correct. Rien de général, il s'agit bien de cette histoire déterminée de 21 ans de détention d'anéantissement et de la lutte contre elle, pour le projet pour lequel nous combattons concrètement nous les prisonniers depuis des années.

Il nous est évident que nous mêmes, nous devons dirent quelque chose par rapport à toute cette affaire et aux différentes questions qui en résultent. Il est évident aussi que nous nous exprimerons.

Cela concerne pareillement "notre projet", nous n'avons encore jamais rien dit de précis à ce sujet, et lors des deux dernières années la démonstration a été faite, nous n'avons pas imposé nos conceptions, et nous n'avons pas été compris. Le peu qui a été clarifié a bien été recouvert entretemps par cette vague de désinformation, de spéculation, de propagande contre nous.

Et depuis que nous avons commencé il y a plus de 3 ans, la situation s'est à nouveau transformée, nous devons de nouveau aborder et communiquer "ce que nous voulons" à partir d'aujourd'hui, autrement aucune nouvelle mobilisation sur un véritable terrain politique ne sera possible.

Donc, c'est un point vraiment essentiel qui nous concerne au cours du développement qui peut être abordé maintenant.

Le fait que la lutte pour notre liberté soit mûre aujourd'hui, résulte de la connexion de deux lignes de développement.

L'une est toute l'histoire de la stratégie d'anéantissement contre nous les prisonniers et le point où cette confrontation en est arrivée aujourd'hui.

L'autre est comment nous comprennons l'ensemble de la situation politique, quelles perspectives nous y voyons pour le développement - dans la conséquence aussi à partir de notre histoire-lutte, dans le sens de critique et continuité de développement -, ce que nous voulons pour le processus politique maintenant. C'est à ce propos qu'il y aura à discuter, nous devons le faire et trouver une voie comment cela peut se réaliser à partir de notre situation actuelle. Car c'est évident que nous ne pouvons pas "reculer" cela à la période où nous serons regroupés. Les dernières années l'ont tout simplement démontré. Justement les deux dernières années furent pour nous particulièrement dures. Ce ne sera pas différent pour vous. Il n'y a rien de plus mauvais que la stagnation.

Mais maintenant nous recommençons du début.

Aujourd'hui, je n'ai rien dit du tout à propos du regroupement. Tout d'abord et simplement : aussi longtemps que nous sommes prisonniers, que la liberté pour tous n'est pas immédiatement atteignable, il reste notre revendication. C'est tout à fait évident à partir de toute notre histoire et de notre situation réelle et ce n'est pas possible autrement.

Mais je pense que cette question trouvera sa réponse à travers les clarifications concrètes sur lesquelles je me suis exprimée dans cette lettre, et maintenant nous devrions tout d'abord voir comment nous atteindrons ce qui est à l'ordre du jour - et avancer à partir de là un développement au bout duquel il y ait la liberté pour nous tous.

Espérons que cela pourra vous servir à quelque chose, que vous arriverez à saisir comment je réfléchis à tout ceci. Ce que vous dites (de l'INFO) est juste, il ne faut pas en arriver au point où tout cela soit éternellement discutaillé et tiraillé de part et d'autres, "couper et découper en quatre"... Arriver à un tel point où l'on n'est plus qu'objet.

Mais justement à partir de cette affaire qui a été amené par l'Etat aujourd'hui, il est bien visible combien le truc est absurde, nous les prisonniers, nous ne pouvons même pas en discuter vraiment. Alors il faut que nous brisions cette situation.

mes salutations amicales! Eva. 1.2.1992.

Face à cette attaque et à la forme par laquelle elle peut être contrée, je suis dubitatif au plus haut point et mes sentiments sont mélés. Le 1 er j'écrivais encore que la nouvèlle année commencait par une plaisanterie digne de la Saint Sylvestre, ils veulent en libérer 8. Mais aprés ce qu'il a été possible de lire ou d'entendre -le 2 à toutes les radios, dlf, hr, sdr, wdr, il y a eu des reportages ou/et des commentaires à ce propos- comprendre cela comme une plaisanterie fut une sous-estimation irréfléchie.

Tout d'abord, je vole quand même un passage de ce qu'Andréa a écrit à une chrétienne à ce propos, et qui touche tout à fait et globalement l'essentiel : "... sans toute la mobilisation pour nous, pour nos buts, regroupement, libération des inaptes à la détention, liberté, il n'y aurait absolument pas de telles réflexions dans l'appareil. Je trouve que c'est véritablement une faute grâve, une grande faiblesse de la gauche, de la résistance ici, que constamment les propres possibilités et forces ne soient pas prises au sérieux, que beaucoup se font toujours plus faibles qu'ils ne le sont. C'est bien aussi ce dont se sont aperçus les gens des mouvements de libération, qui sont venus dernièrement ici en Europe. Je me souviens de ce que l'un d'entre eux a dit, par exemple, à ce propos : "notre expérience en Europe démontre, qu'il y a des milliers de jeunes qui jouent un rôle important dans la formation d'une nouvelle gauche et que le mouvement qu'ils représentent, a plus de substance qu'ils ne le pensent eux-mêmes." C'est énervant et une telle attitude bloque beaucoup de choses. Conscience et confiance en ses propres forces sont nécessaire afin d'imposer par la lutte de véritable changements ici. Je pourrais présentement remonter à beaucoup plus loin en arrière et dire ce que je vois de ce que nous avons déjà acquis durant toutes ces longues années de lutte, donc aussi bien par notre propre lutte en tant que prisonniers qu'également à travers la mobilisation à l'extérieur. Mais cela représente pour moi trop de travail en ce moment. Peut être que je le ferai prochainement quand même. Posez-vous donc à nouveau la question entre vous. Au lieu de vous fixer perpétuellement par rapport aux faiblesses et ainsi être incapable de percevoir et de comprendre quoique ce soit de tout ce qui s'est développé et continu de se développer, et afin de devenir conscient de ce que vous pourriez être là-dedans, si vous le vouliez."

Ils furent et sont conscients qu'en perspective ils ne peuvent pas s'en tenir au statu quo existant. Pour cette raison ils veulent suggérer, que nous sommes traités normalement comme tout autre "criminels dangeureux" et qu' ainsi nous jouissons aussi des mêmes "privilèges". C'est précisément parce que cela fut et est souligné à un tel point, qu'il est évident qu'ils doivent et veulent faire oublier la stratégie d'anéantissement de plusieurs décennies contre nous. Ils en sont arrivés à la conclusion, que s'ils continuaient ainsi, ils seraient à terme confrontés à devoir livrer des cercueils en zinc, les pratique étatiques et leurs répercutions destructives sur tout être humain ne se laissent pas nier ni nationalement ni internationalement. Maintenant, ils présentent les libérations envisagées de quelques uns en tant que grandes marques de faveur, en tant que "traitement particulier" et "droit spécial" et ils organisent des débats d'apparence quant à leurs effets sur la politique armée de manière analogue à leur conduite psychologique de la guerre, ils ne peuvent pas avouer que leurs causes sont produites par le capitalisme et, du fait que, sont aspect n'est devenu en rien plus amical pour les gens, ses fondements ne se laissent pas changés par quelques retouches marginales, ils n'ont plus aucune légitimité pour continué de la sorte avec Gunter, Bernd, Claudia comme avec tous les autres prisonniers inaptes à l'incarcération, ils se trouvent le dos au mur, ils ont à l'égard de cela une sensibilité bien plus importante que la votre. L'ensemble sert aussi à la préparation des procés planifiés en connexion avec les "témoins" (arrétés en ex-RDA - ndt), comme causes supplémentaires dans la séparation des petits groupes et l'accélération de l'individualisation, le programme spécifique, taillé à la mesure de chacun(e). Quelques semblants de bonbons et en même temps accentuation, les uns, par rapport auxquels ils voyent que l'anéantissement psychique et physique est suffisament avancé en raison des conditions, ils les laissent sortir, pour être d'autant plus tranquille dans leur intervention contre les restants. Minable tentative de scission, dont le calcul ne se réalisera pas, la libération des uns comme notre regroupement, la discussion, etc... sont maintenant liés et sont une unité.

Dans leur déclaration de fin de grève nos trois de Celle (4) écrivirent : "ils ont amené Bernd Rössner à un tel épuisement vital que, si cela s'était passé sous la responsabilité de la RDA, ceux qui l'auraient pratiqué se trouveraient aujourd'hui eux-mêmes en prison. Au lieu de le libérer lui et les autres inaptes à l'incarcération, ils continuent à jouer avec sa

vie durant tout ce temps. Soumission (je complète, ou la destruction physique et/ou psychique leur paraissant suffisamment avancée) ou la mort est le dictat implicite du Procureur fédéral à ce sujet."

Ce dictat n'appartient pas au passé mais relève de la réalité existante. L'on ne doit pas se laisser subjuguer à ce propos. C'est pour cette raison qu'il est le plus urgent de ramener les débats en cours sur le terrain de la réalité, notre criminalisation à la place de notre acceptation en tant qu'êtres humains réfléchissants et agissants politiquement, notre déshumanisation, du premier jour du traitement appliqué pour la destruction de notre identité politique et ses répercutions, leur stratégie d'anéantissement et notre lutte contre celle-ci, ... etc. L'année dernière, à elle seule, livre assez d'exemples concrets des provocations et des allégations, quant à la direction à partir des cellules (les prisonniers seraient censés diriger la RAF à partir des prisons et des mini-regroupement de prisonniers politiques - ndt), etc... jusqu'à l'accentuation du traitement spécial. Les gens doivent vouloir savoir quels sont les responsables pour les 15 ans -15 ans en trop- de Gunter, ils doivent vouloir savoir quels sont les responsables de l'état actuel de Bernd, ils doivent vouloir savoir qui jouent avec la vie de Claudia comme avec moins que rien. Les gens doivent se demander, ce qui s'est passé ici en vérité lors des dernières décennies, ils doivent se demander, pourquoi avons nous fermé les yeux au point qu'ils peuvent oser vendre comme traitement similaire avec d'autres prisonniers la libération de quelques individus qui ont été réduits à une inaptitude à la détention en raison des conditions d'anéantissement et au point qu'ils peuvent encore oser initier à nouveau un débat à ce propos.

Il n'y a cependant personne de libéré encore, de fait, ce qui va arriver dépend de manière décisive de vous et de nous. Ce qui est évident, du moins à l'égard des inaptes à la détention, c'est qu'ils sont le dos au mur et, c'est tout aussi évident, que ce fait est à utiliser et peut être utilisé, afin qu'au moins quelques uns sortent. Mais ce qui doit être mis à l'ordre du jour, c'est à dire ce par rapport à quoi l'opinion publique doit être sensibilisée dans les mêmes proportions, c'est que les procés prévus soient classés immédiatement et que nous soyons enfin regroupés, non pas dans n'importe quel mini-groupe, mais dans un seul groupe.

Tout cela c'est comme par rapport à Holger (militant de la résistance, dont l'arrestation fut montée en épingle et qui a été libéré à l'issu de son procés - ndt), d'un côté cela me fait plaisir que vous l'ayez à nouveau avec vous, d'autre part sa libération ne doit pas faire oublier le montage qui a été sanctifié avec la condamnation (3 ans -ndt) dont il a été l'objet et par laquelle sont ouvert les portes et les fenêtres à la criminalisation arbitraire de toute opposition fondamentale. Il y a énormément de travail qui vous attend. Nous aurons besoin de plus de forces cette année, qui d'aprés mon sentiment va être décisive pour l'avenir.

11.1.1992.
Rolf Heissler.

Note 1 : Il s'agit du texte des proches des prisonniers politiques en RFA que nous publions ici.

note 2 : Il s'agit de Günter Sonnenberg, Bernd Rössner, Ali Jansen, Isabel Jacob.
Quant à Claudia Wannesdorfer, nous avons entretemps appris sa libération anticipée en conditionnelle le 13.2.92. Nous rappelons que cette conditionnelle lui a été octroyée sur l'année qu'elle avait encore à effectuer.
En outre cette libération anticipée n'a pas été motivée par des raisons de santé. Et elle n'eut aucune déclaration d'abjuration politique a signer.
Gageons que cela correspond à la nouvelle marotte dans la voie de la normalisation, puisqu'il est bien connu que des criminelles n'ont rien à abjurer.

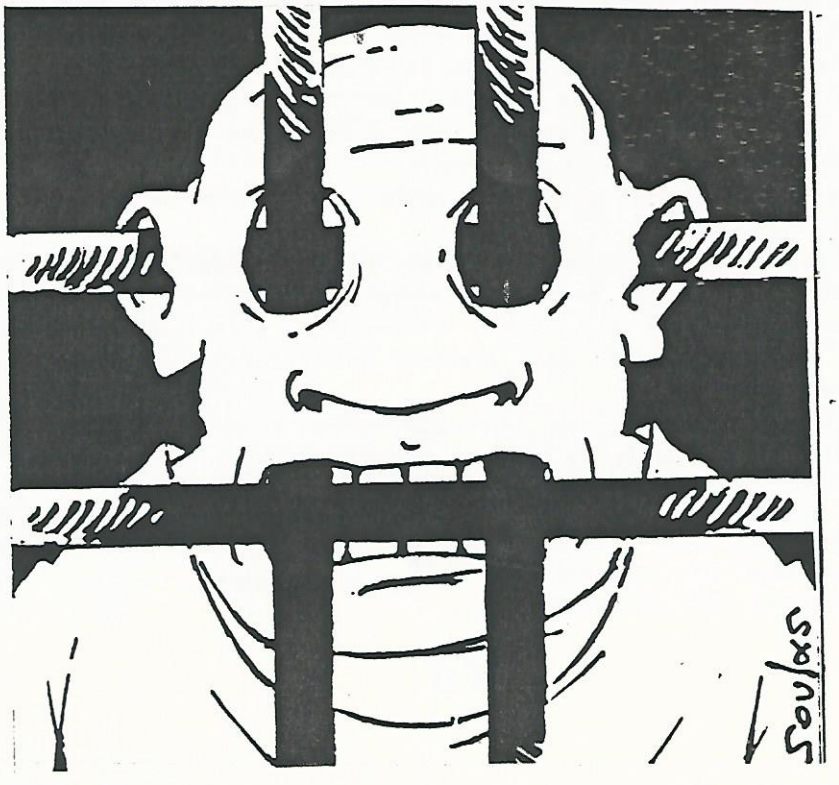
note 3 : Il s'agit d'Angelika Goder, libérée lors de la grève de la faim de 89 pour raison médicale.
Et d'Ute Hladki, qui à la suite d'une mauvaise chute lors d'exercice physique en prison s'est brisée deux cervicales, se retrouvant ainsi paralysée à vie. Libérée pour raison médicale.
Toutes deux ont ainsi été libérées pour raison médicales mais depuis elles restent cependant entièrement en butte aux pressions policières et médiatiques conduitent par le Parquet Fédéral.

note 4 : Karl-Heinz Dellwo, de Knut Folkerts und de Lutz Taufer.

ADRESSES DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA

Cette liste est incomplète. Il y manque les prisonniers politiques irlandais, palestiniens et kurdes.

- Hanna Krabbe, Irmgard Möller, Christine Kuby, Gabi Rollnik (prisonnières de la RAF).
  Marliring 41, 2 400 Lübeck
- Karl-Heinz Dellwo, Knut Folkerts, Lutz Taufer (prisonniers de la RAF).
  Trift 14, 3 100 Celle
- Rolf-Clemens Wagner, Helmut Pohl (prisonniers de la RAF),
  Ali Jansen (prisonnier de la Résistance). Paradeplatz 5, 3 578 Schwalmstadt
- Bärbel Perau, Luitgard Hornstein (prisonnières de la Résistance). Krawehlstr., 4 300 Essen
- Norbert Hofmeier, Thomas Thoene (prisonniers de la Résistance),
  Stefan Wisniewski (prisonnier de la RAF). Krümmede 3, 4 630 Bochum
- Christian Kluth (prisonnier de la Résistance),
  Klaus Viehmann (prisonnier du Mouvement du 2. Juin). Langenwiedenweg 46, 4 760 Werl
- Adelheid Schulz, Christa Eckes, Sieglinde Hofmann, Ingrid Jakobsmeier (prisonnières de la RAF).
  Rico Prauss (prisonnier de la Résistance). Umlostr. 100, 4 800 Bielefeld 1
- Andrea Sievering (prisonnière de la Résistance). Rochusstr. 350, 5 000 Köln 30
- Eva Haule (prisonnière de la RAF), Isabel Jacob (prisonnière de la Résistance).
  Obere Kreuzäckerstr. 4, 6 000 Frankfurt/Main 1
- Sigrid Happe, Gabi Hanka, Sven Schmid, Stefan Feifel (prisonnier(e)s de la Résistance).
  über OLG, 4. Strafsenat, Zeil 42, 6 000 Frankfurt/Main 1
- Michael Dietiker, Bernhard Rosenkötter (prisonniers de la Résistance).
  Kleebergerstr. 23, 6 308 Butzbach
- Rolf Heissler (prisonnier de la RAF). Ludwigshafener Str. 20, 6 710 Frankenthal
- Günter Sonnenberg, Christian Klar (prisonniers de la RAF),
  Carlos Grosser (prisonnier de la Résistance). Schönbornstr. 32, 7 520 Bruchsal
- Bernd Rössner (prisonnier de la RAF). Obere Passauer str. 90, 8 440 Straubing
- Brigitte Monhaupt, Manuela Happe (prisonnières de la RAF).
  Claudia Wannersdorfer (prisonnière de la Résistance). Münchener Str. 33, 8 890 Aichach



UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION

UNE AUTRE TACTIQUE DU PARQUET FEDERAL

Le 22.01.1992., les médias allemandes ouvraient une fracassante campagne à partir d'une information du Parquet Fédéral affirmant tenir un témoin important et des éléments décisifs sur l'attentat de la RAF contre Herrhausen, PDG de la Deutschen Bank, le 30.11.89. à Bad Homburg.

Ce témoin, Siegfried Nonne, domicilé dernièrement à Bad Homburg, se serait adressé dès juillet 91 aux services de protection de la Constitution (V.S. équivalent des R.G.) du Land de Hesse, afin d'y faire d'importantes déclarations : en septembre 89, il aurait été abordé par 2 membres de la RAF qu'il connaissait de l'époque avant leur passage à la clandestinité. Ceux-ci plus 2 autres personnes qu'il ne connaissait pas, lui auraient demandé de les héberger provisoirement et de leur permettre que son appartement serve à entreposer du matériel, afin de préparer l'attentat contre Herrhausen. Outre ces déclarations quant à sa propre participation lors des préparatifs de l'attentat, comme par exemple des photos du futur lieu de l'action, il donna également la description des deux inconnus qu'il identifia sous les noms de "Peter et Stefan".

A l'époque, les services de protection de la Constitution -en concertation avec le Parquet Fédéral- enquêtèrent tout d'abord de leur propre chef, c'est à dire qu'une enquête d'envergure comme "traitement du milieu terroriste" par l'emploi de moyens de renseignements secrets a été ouverte. Ce ne fut qu'à la suite de l'insuccès de cette enquête que l'Office Criminel Fédéral (BKA) fut à son tour informé en novembre 91 et que l'appartement de Nonne fut perquisitionné. Perquisition lors de laquelle fut apparamment découvert dans la cave de l'appartement des restes de l'explosif prétendument employé lors de l'attentat contre Herrhausen.

Un mandat d'arrêt fut délivré contre Nonne, qui fut cependant levé à la suite de la demande express du Parquet Fédéral invoquant la possibilité de l'usage de la loi sur le 'repentir' en faveur du témoin. Cette loi, selon laquelle une dispense de la peine peut être octroyée, lorsque par les déclarations du "témoin" un acte criminel a pû être entravé ou élucidé, est soumisse en RFA à un délai qui prendra fin le 31.12.92., aprés avoir été introduite, à la suite de différentes tentatives infructueuses, pour la première fois en Juin 89. Jusqu'à présent, Nonne est -avec un ex-membre du PKK, qui fit de nombreuses déclarations lors d'un procés contre le PKK en RFA- ainsi le seul témoin, qui puisse être présenté comme "réussite" de cette loi.

Toutefois, dans les jours qui suivirent cette information, en considération de sa crédibilité de plus en plus douteuse, les spéculations et les informations contradictoires se succédèrent sur cette soi-disante réussite dans l'enquête.

Les services de protection de la Constitution confirmèrent que Nonne avait été un indicateur actif entre 1982 et 86, employé par les services policiers pour servir de balance dans la mobilisation existante à cette époque contre l'extension planifiée de l'aéroport de Francfort ("mouvement contre la piste d'envol Ouest"). Il fut cependant laché en 86 par les services de protection de la Constitution aprés avoir attiré l'attention à plusieurs reprises en raison de problèmes psychiques croissants.
Aujourd'hui, Nonne a le statut de témoin protégé, c'est à dire que son lieu de résidence est tenu strictement secret, il est sous protection policière 24 heures sur 24., une nouvelle identité lui a certainement été octroyée et il est encore interrogé.

Quant aux spéculations concèrnant Nonne, même après la déclaration de la RAF du 24.1.92, que nous publions ici, elles continuent à courir.

Entretemps, dans les médias "la réussite" de l'enquête est présentée comme une "bavure". De plus, Nonne avait soit disant contacté les services de protection de la Constitution quelques jours aprés l'attentat contre Herrhausen, mais aujourdh'hui ils racontent qu'il aurait prévenu les services de sureté une semaine avant l'attentat, mais n'aurait pas été pris au sérieux en raison de son déséquilibre psychique connu.

Et selon les dernières informations, seul le Parquet Fédéral comme de bien entendu se fait encore le champion de la crédibilité affichée par ce témoin à charge!

Toute l'histoire contre nous, que les services de sureté de l'Etat tissent autour de leur "formidable réussite dans les recherches", est fausse et constitue un mensonge éhonté du début à la fin.

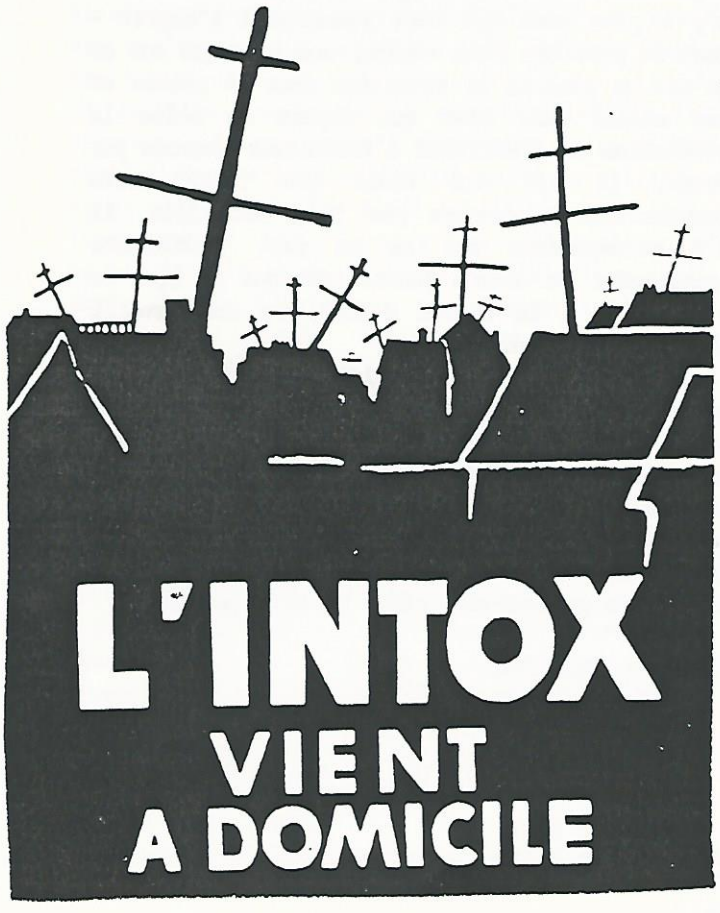
Nous n'avons jamais eu de contact avec l'indicateur des RG (Verfassungschutzt -VS) Nonne. Les saletés qui sont médiatisées, comme quoi nous aurions habité chez lui avant l'action contre Herrhausen, que lui le mouchard aurait eu connaissance de l'action avant son déroulement, jusqu'à avoir même aider lors de sa préparations, ne correspondent à rien d'autre qu'à une construction mensongère des services secrets fédéraux allemands, poursuivant par là certains buts concrets. Maintenant nous entendons dégonfler leur baudruche, parce que nous voulons contrecarrer leur projet.

Les services de sureté de l'Etat usent de la construction de tels mensonges en tant que méthode à part entière dans le cadre de la lutte contre les groupes de résistance et afin de désorienter les gens. Rien que lors des 2 ou 3 dernières années, il y eut concrètement contre nous : l'histoire d'une action manquée contre Kiechle (ministre de l'agriculture -ndt), montée par les services de sureté de l'Etat ; l'affirmation de négociations secrètes entre eux et nous ; puis pour la 1 000 ème fois, les racontars comme quoi nous aurions été tenus en laisse par la Stasi, ou l'été dernier, l'apparition de cette prétentue lettre d'un "dissocié", dans laquelle il était question que nous étions complètement brouillés et que des scissions étaient à attendre.

Maintenant, quel but poursuit cette actuelle construction des services de sureté de l'Etat ?

Nous pensons qu'avec elle ils poursuivent plusieurs buts.

- Un des objectifs est d'intervenir ainsi dans la discussion actuelle pour la libération des camarades emprisonné(e)s. Après 20 ans de lutte contre la torture et l'anéantissement des prisonniers politiques, nous en arrivons enfin au point où, des fractions dans l'appareils comprennent qu'une solution doit être amenée à la question des prisonniers politiques. Au moins depuis la dernière grève en 89, ils savent qu'ils ne se débarasseront plus des contradictions liées à la torture et de l'opposition qu'elle suscite, au contraire, il y a toujours plus de gens qui ont compris les revendications des prisonniers à partir de la situation dans leur propre vie et qui les ont reprises à leur propre compte. Aujourd'hui, le fait que la question de la



libération des prisonniers soit à l'ordre du jour, est principalement le résultat de toutes ces luttes et de toutes ces initiatives pour leur regroupement et leur liberté, mais une des raisons repose également sur le fait, que les services de sureté de l'Etat pensent qu'ainsi ils pourraient nous couper l'herbe sous les pieds - vu le manque de résultat dans les enquêtes, ils sont vraiment sous pression.

Si aujourd'hui cette construction mensongère est présentée comme une "réussite dans les enquêtes", alors elle est bien sur amené pour que ressurgisse la question (et bien sur dans les médias c'est ainsi que cela fut immédiatement présenté) de savoir alors, si il y a vraiment un besoin de libérer des prisonniers, en considération d'une telle réussite. Face à un tel développement, il ne peut donc y avoir qu'une voie. Tous ceux qui font de la libération des prisonniers leur cause, doivent réflechir évidemment avec les prisonniers à ce qu'il faut faire avec ce débat actuel sur les libérations et savoir, ce que devront être les revendications à mettre en avant et à imposer, et de quelle voie peut il être question pour la libération de tous les prisonniers politiques.

COMBATTRE ENSEMBLE POUR LA LIBERTE DES PRISONNIERS !

- Il est plus qu'évident, qu'à propos des recherches, de mauvaises augures, des "membres inconnus de la RAF : Peter et Stefan", les services de sureté de l'Etat visent directement à l'arrestation de camarades légaux de la résistance -qui ne sont pas organisés dans la RAF-. C'est un objectif qu'ils veulent atteindre depuis longtemps déjà, comme par exemple, à propos de l'histoire montée avec ces cartes routières (de villes) traffiquées par les RG (VS), à l'aide desquelles put être affirmées que des camarades légaux auraient "repérés" pour nous le patron de Daimler-Benz ou d'autres personnages du genre. Il y eut tant de réactions face à ces affirmations, qu'ils durent tout laisser tomber.

Aujourd'hui, une des principales raisons pour laquelle nous démentions à nouveau aussi rapidement leurs sales mensonges est : d'empêcher qu'ils développent cette histoire jusqu'à l'arrestation de camarades.

- L'affirmation comme quoi, nous ne nous organiserions pas vraiment dans l'illégalité, mais que nous vivrions dans des connexions facilement flicable à la marge du mouvement de résistance légal, doit servir, d'une part, à nous présenter comme des idiots ; mais aussi, et c'est ce qui est beaucoup plus important, c'est qu'ils veulent justifier par là, des perquisitions de masse dans les connexions légales.

- La morale de cette histoire contre nous, doit arriver à exprimer que nous ne remarquerions même pas dans quelle situation et état d'esprit les gens se trouvent. Et concrètement en ce qui concerne ce mec, ni qu'il soit un flic, ni qu'il soit psychiquement au bout du rouleau. Plus grâve encore : en outre, c'est nous imputer que cela n'aurait absolument aucune importance pour nous, dans la mesure où nous aurions justement besoin de quelqu'un comme ça. Ce mépris de tout individu, qu'ils nous imputent par là, comme quoi nous utiliserions la situation misérable d'un individu, est conçu pour produire la plus grande confusion possible.

Alors qu'à tout moment et dans toute relation, nous avons pour orientation que c'est à chacun et à chacune de trouver comment respectivement elle ou il désire vivre et ce qu'il/elle entend faire.

- La loi sur le repentir doit être prolongée - à quoi cela doit servir ? C'est un de leurs secrets.

Il se peut qu'il y ait encore d'autres objectifs dans tout cela, mais pour le moment il n'y a plus rien qui nous viennent à l'esprit - tout au plus une fois encore, une remarque sur ce qu'est en général la situation dans la presse et les médias ici. Bien que depuis au moins la révélation de l'activité d'indicateur exercée par Nonne, il ait été clair que toute cette construction mensongère pue jusqu'aux cieux, il n'y a cependant pas eu un seul journaliste apparemment et aucune journaliste qui au lieu de s'en tenir à la raison d'Etat, se soit sentit abstreint à la vérité.

La question la plus banale, qui aurait dû bien sur s'imposer à quiconque à partir du moment où les RG (Verfassungschutzt) ont confirmés qui était Nonne, à savoir "est-ce que toute l'histoire est un montage des services secrets", personne ne l'a posait. Quel service secret a bien pû alors en fin de compte, poser l'explosif dans la cave de Nonne, pour faire un croc-en-jambe à un autre service ?

R.A.F. - 24.1.1992.

UNE TRÊVE DANS LES ATTAQUES

Extraits du communiqué de la R.A.F. (du 10.4.1992.)

... Depuis 1989, nous, la RAF, avons engagé une discussion et une réflexion intensive, car pour nous comme pour tous ceux qui ont une histoire de résistance en RFA, rien ne pouvait plus continuer comme par le passé. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faut trouver une nouvelle perspective pour une politique capable d'imposer aujourd'hui des transformations réelles dans la vie des gens et capable à long terme d'arracher aux dominants la détermination totale de la réalité de la vie. Il est indispensable à cette fin de considérer l'histoire commune à tous et particulière à chacun dans la résistance, et de réfléchir aux erreurs commises. (...)
Nous sommes partis du fait que :
1. Nous nous trouvions tous face à une situatin complètement bouleversée dans le rapport de force mondial - la dissolution du système des Etats socialistes, la fin de la guerre froide. Nous avons également été confrontés au non-développement de l'idée de réaliser une percée pour la libération dans la lutte commune internationale. (...)
2. Nous avons été aussi confrontés au fait que la manière dont nous avons mené le combat politique avant 89, ne nous a pas renforcé mais affaiblit politiquement. Pour différentes raisons nous n'avons plus été en capacité de développer une force d'attraction pour les gens ici afin de rendre possible une activité commune. (...).
Nous nous sommes clairement rendus compte, (...) que ça ne pouvait continuer ainsi, nous en tant que guérilla prenant seuls toutes les décisions et les autres s'orientant par rapport à nous. (...) nous avions trop radicalement circonscrit notre politique à l'attaque contre les stratégies des impérialistes, et dès lors la recherche de buts positifs immédiats a manqué et par là, aucune alternative sociale n'a pû commencer à se construire aujourd'hui et ici. Alors que les expériences conquises de haute lutte par d'autres, nous ont montré que cela est possible ici, et que commencer quelque chose dans ce sens pouvait bien être une voie. Mais les rapports que nous avions avec les gens, ceux avec lesquels nous étions les plus proches, étaient prioritairement orientés vers la seule définition d'une attaque commune. C'est pourquoi il ne pouvait exister aucun espace pour qu'ils puissent vivre et développer avec d'autres dans leur quotidien, leurs propres valeurs sociales spécifiques. Nous en avions tiré les leçons, et durant deux années, nous avons tenté de suivre un processus parallèle de réorientation et d'intervention pratique.(...). Nous n'avons pû rendre ce processus entièrement compréhensible et ce fut une faute de ne communiquer seulement que par morceaux dans les lettres et les déclarations les résultats de nos discussions. (...)
Nous pensons que les connexions (et la discussion commune) peuvent devenir l'espace de la force que nous appelons le "contre-pouvoir" à la base et qui ne vit pas encore comme telle. Aussi longtemps qu'une telle alternative sociale à la destruction et au désespoir qui sont la réalité du système, ne sera pas préhensible et sensiblement existante, davantage de gens deviendront des exclus et seront isolés sans perspective, davantage creveront accrochés à une seringue ou bien poussés au suicide, etc..., et rien ne changera dans l'embrigadement de plus en plus de personnes dans les rangs fascistes.
A partir de nos expériences et à partir des discussions avec des camarades sur tous ces thèmes, il est aujourd'hui certain pour nous que la guérilla ne peut pas rester au centre de ce processus de construction. En ce moment, des exécutions de notre part contre les élites de l'Etat et de l'économie ne peuvent pas faire avancer le processus qui est nécessaire maintenant, car elles aggravent la situation d'ensemble de toutes les bases de construction nouvellement engagées et pour tous ceux qui cherchent une résolution. (...)

UNILATERALMENT NOUS AVONS PRIS LA DECISION DE ROMPRE L'ESCALADE. CECI SIGNIFIE QUE NOUS SUSPENDONS NOS ATTAQUES CONTRE LES ELITES DIRIGEANTES DE L'ECONOMIE ET DE L'ETAT EN FAVEUR DU PROCESSUS AUJOURD'HUI NECESSAIRE.

Pour nous, ce processus de discussion et de construction du contre-pouvoir à la base comprend la lutte pour la liberté des prisonniers politiques comme composante toute à fait essentielle. Après 20 années d'état d'exception contre les prisonniers, de torture et d'anéantissement, il faut imposer maintenant leur droit à la vie - conquérir leur liberté par une lutte ferme et décidée!

Du côté de l'Etat, le Ministre de la justice kinkel a pour la première fois ouvertement révélé avec sa déclaration de janvier concernant la libération de quelques prisonniers inaptes à la détention et d'autres qui sont détenus depuis très longtemps, qu'il existait dans l'appareil des fractions comprenant qu'ils ne maitriseraient pas la résistance et les contradictions sociales avec des moyens militaro-policiers. Pendant 20 ans, c'est l'anéantissement qu'ils ont employé contre les prisonniers. L'annonce de Kinkel projette la problématique, à savoir : l'Etat est-il prêt sur la base du rapport d'élimination qu'il a à l'encontre de tous ceux qui ne se plient pas au pouvoir de l'argent, qui formulent et réalisent leurs propres buts et intérêts contre ceux du profit. Donc, est-il prêt à laisser l'espace de solution politique (et s'il y a des représentants de l'économie qui font pression sur le gouvernement, cela ne peut être que pour le mieux).
Nous allons clairement examiner le sérieux de l'avancée tentée par Kinkel. Jusqu'à présent tout cela n'a guère été probant, à part la sortie de Claudia Wannersdorfer seulement quelques mois plus tôt que la fin prévue de sa peine. Tous les autres prisonniers inaptes à la détention - günter Sonnenberg, bernd Rössner, isabel Jacob, ali Jansen - sont toujours détenus. Comme Irmgard Möller l'est toujours depuis 20 ans. (...)

LES PRISONNIERS INAPTES A LA DETENTION ET CEUX EMPRISONNES DEPUIS LE PLUS LONGTEMPS DOIVENT SORTIR IMMEDIATEMENT ET TOUS LES AUTRES DOIVENT ÊTRE REUNIS JUSQU'A LEUR LIBERATION!

C'est un tournant essentiel, savoir si prochainement quelque chose va bouger dans cette voie : (...) de la fraction qui considére qu'ils doivent commencer à faire des concessions vers des solutions politiques ou des jusqu'au-boutistes et des bouffeurs d'acier, lesquels s'imposeront dans l'appareil ? Cela se vérifiera à l'attitude étatique et pas seulement à l'égard des prisonniers politiques. Car il existe également d'autres points chauds par rapport auxquels ce tournant devra être immédiatement visible. (...) comme par exemple, pour la lutte des gens de la Hafenstrasse (ensemble de squatts à Hambourg - ndt), voir s'ils continueront de remettre en cause leur droit à l'existence, aprés dix ans de lutte. Mais à plus long termes, il s'agit de bien plus : (...) il ne faut pas que les prisonniers politiques quittent les quartiers d'extermination pour être remplacés ensuite par d'autres détenus. Tous les quartiers d'isolement doivent être fermés! (...)
- la révélation se fera également si les gens de l'ex-RDA continueront d'être sommairement pressés dans un statut d'objet sans détermination dans le système capitaliste ou s'ils pourront conquérir l'espace de décision sur leur propre développement.
- Problématique importante, combien de temps encore l'Etat peut-il fomenter le racisme contre les réfugiés, les traiter en "sous-hommes", afin d'échapper ainsi à ses propres responsabilités et à celles du système économique dans le chômage, la crise du logement, le manque de ressource des vieux. Et combien de temps encore peut-il exclure ces gens dans la misère, misère et exclusion dont il perpétue la production. (...)
La forme et l'intensité du développement des luttes dans la société sur toutes ces questions (...), décidera fondamentalement dans quelle mesure un espace politique pour des solutions pourra être conquis ici. (...) Avec la suspension de l'escalade dans l'affrontement, nous faisons aujourd'hui unilatéralement un pas, afin d'ouvrir cet espace politique. Alors maintenant la balle est dans le camp de l'Etat, et la question est entière de savoir ce qu'il décidera; et comme il n'y a encore aujourd'hui personne qui le sache, nous voulons protéger le processus de discussion et de construction.
S'ils écrasent avec leur rouleau compresseur de répression et d'anéantissement tous ceux qui prennent ce processus en main propre, donc s'ils continuent à miser sur la guerre contre les processus à la base, alors pour nous la trêve de l'escalade sera terminée - nous ne serons pas des observateurs passifs. S'ils ne nous laissent pas vivre en paix -et donc avec tous ceux qui luttent pour une société humaine-, alors ils doivent comprendre, que leur élite ne pourront pas vivre non plus. Même si cela n'est pas notre intérêt : il ne peut être répondu à la guerre seulement que par la guerre.

Rote armee fraktion. 10.4.1992.

A PROPOS DU

3° PROCES "TRUDAINE"

Courant juin 1991, les tribunaux spéciaux italiens ont donné une représentation exceptionnelle d'une version actualisée du dossier Trudaine. Et ainsi 8 années après les faits, deux militants révolutionnaires, Gloria Argano et Franco Fiorina ont été condamnés à la peine exorciste de la perpétuité par les corbeaux de la Cour Spéciale de Milan.

Le 31 juin 1983, à Paris, avenue Trudaine, une fusillade opposa un groupe de policiers à des militants de l'organisation Action Directe. Deux policiers furent abattus, un autre gravement blessé.

Cette fussillade devint immédiatement la cristallisation d'un véritable coup d'Etat larvé, mené par les policiers et les forces réactionnaires. Une manifestation de flics en uniforme tenta même de pénétrer par la force dans les locaux du Ministère de la Justice.

"Trudaine" se situe à ce moment clé du premier gouvernement P.S et il concrétisa le retournement en matière répressive. Après une phase de réformes, le gouvernement, soutenu par la vauge réactionnaire et le lobby sécuritaire, et bien sûr parallèlement à l'introduction de politiques économiques et sociales de rigueur et d'austérité, se lança dans une redéfinition radicale des politiques contre-révolutionnaires; et cela dans la généralisation et l'application des nouveaux concepts édictés par le groupe de TREVI.

Une période essentielle du combat de classe qui s'enchaîna donc jusqu'à l'affrontement ouvert de 1986, avec l'intervention de l'armée et le vote des lois d'exception, ainsi que plus de 3000 attentats et des centaines de prisonniers politiques

Le gouvernement italien reprend à son compte la saga procédurale de ce dossier selon les préceptes des développements de l'intégration communautaire.

Mais au-delà du seul espace judiciaire, il faut bien spécifier que la compétance du Tribunal Spécial de Milan s'établit à partir de l'oeuvre d'Urgence absolue qu'a accompli, en France, la juridiction d'exception.

Ici, les deux premiers procès furent l'occasion à une foire sécuritaire dans laquelle ont été égrainés un à un tous les grands thèmes du rosaire contre-révolutionnnaire, et cela du paroxysme jusqu'à la farce...

Mensonges et intoxication, individualisation et criminalisation des militants, relégitimation étatique, etc... Tout fut exploité jusqu'à la corde en une bande dessinée dérisoire; l'histoire même de la prétendue repentie blonde (sauce transalpine) fut pitoyable.

Une "pantalonata" froide! Voilà, la farce qu'a rejoué le Tribunal de Milan.

DÉCLARATION DES MILITANTS EMPRISONNÉS D'ACTION DIRECTE

Ce procès mis aujourd'hui en scène à Milan par le gouvernement italien, est un des moments et l'une des expressions des politiques répressives intégrées en Europe Occidentale; un pas concrêt de leur collusion et de leur intensification contre les organisations révolutionnaires et les classes opprimées.
Depuis deux décennies, l'intégration de ces politiques contre-révolutionnaires est étroitement fonctionnalisée aux nécessités de l'émergence d'un centre capitaliste concurrentiel sur le continent et aux formes correspondantes de la domination politique de classe. Pour cela, elles doivent contrer et réduire les développements de l'antagonisme du prolétariat et l'activité des avant-gardes armées dans les différents pays européens, développements qui, depuis la fin des années 60, sont autant les produits que les déterminants de l'accentuation de la crise de domination de la bourgeoisie.

1. Dans les années de crise, un mouvement contradictoire de concurrence et de monopolisation s'est déchainé au niveau mondial comme dans chaque territoire, entrainant toujours plus de concentration économique et financière et toujours plus de centralisation des pouvoirs politiques réels. Cela déterminait un nouveau bond en avant du Capitalisme Monopoliste d'Etat, permettant aux capitaux et aux Trusts les plus performants d'acquérir les capacités et les moyens nécessaires à leur développement et à leur extensìon dans de nouvelles productions et technologies. Ce mouvement devant préserver le taux moyen de profit par l'intensification de la productivité et donc de l'exploitation du prolétariat, et simultanément l'élévation du capital organique; c'est-à-dire, la tendance à la prédominance du travail mort sur le travail vivant.
De fait, ces nouveaux développements du monopole capitaliste signifient concrètement plus d'exploitation, mais aussi l'exclusion des classes opprimées vers la périphérie du système. Un mouvement dual de rejet et de négation des masses exploitées dans la précarité quotidienne d'un côté, et de l'autre, la concentration et la centralisation du pouvoir de la classe bourgeoise dans une représentation démocratique formelle -la réaction politique correspondante au monopole économique.
Dans les nouvelles formes de la domination politique bourgeoise, autoritaire et réactionnaire, les politiques de contrôle social et de répression s'intensifient pour briser et neutraliser la résistance populaire face aux dégradations des conditions économiques et sociales, à l'exploitation, à la précarisation, à la disparition des conquêtes sociales arrachées au patronat et à l'Etat... Elles s'acharnent dans la pacification à interdire la convergence et la fusion de cet antagonisme prolétarien avec les forces révolutionnaires. Pôles des expressions de ruptures et de subversion qui cassent le jeu de l'institution et de la participation.
Parallèlement donc à des politiques de réification dans le travail et à la marchandisation, à l'isolement social et à l'individualisation pour une soumission de masse, la répression traque tous les référents d'une politique et d'une action révolutionnaire qui débordent les limites et les acceptations, ainsi que tous les pôles de classe révolutionnaire, de résistance et de lutte.
Les rapports de pouvoir sont toujours plus centralisés et militarisés; une structuration qui porte en elle la crise et la mutation autoritaire de l'Etat capitaliste actuel. Ainsi la militarisation des pouvoirs étatiques se renforce dans le graduel affaiblissement des possibilités de concessions et de conciliation sociales -avec la disparition du modèle d'accumulation antérieur et la forme d'Etat "Protecteur" qui lui était liée-, alors que le développement de la concentration autour de l'Etat détermine plus encore son intervention dans l'ensemble des rapports sociaux. Et cette intervention ne pouvant plus n'être que seule domination et imposition, accélère sa révélation comme concentration des rapports de pouvoirs et comme fonction de la prédominance des monopoles sur l'économie.
Les rapports de pouvoir dans leur institutionnalisation généralisent et accentuent la pression sur les classes et dans leurs luttes. Mais simultanément ce conflit, depuis des années et malgré l'extension des politiques de contrôle social, voit surgir en son sein des expériences-expressions nouvelles et des développements de l'autonomie prolétaire. Un combat révolutionnaire de classe -dont la guérilla est l'avant-garde qui submerge et subvertit chaque appareil et chaque rapport de pouvoir, inscrivant ainsi tendanciellement la crise politique du système et la crise de l'Etat.
Les transformations actuelles de l'Etat en Etat autoritaire, renvoient à la matérialisation du rapport de force dans la lutte entre les classes durant cette phase -tant au niveau national qu'internationalement; c'est-à-dire, aussi au renforcement qu'il acquiert dans l'actuelle qualité du Capitalisme Monopoliste d'Etat, simultanément à son affaiblissement dans la crise politique qui le mine.

2. Les modifications de la domination et des rapports de pouvoir de l'etat sont toujours déterminées par la mutation des rapports de production, de la division sociale du travail et sous la pression des nouveaux rapports de force entre

les classes, de leur lutte politique. C'est ainsi qu'il y a périodisation dans la reproduction historique de l'Etat. A chaque époque, phase et stade du capitalisme a correspondu une forme spécifique et particulière de l'imposition de la domination politique.

Aujourd'hui, l'institutionnalisation de l'Etat autoritaire ne peut être extraite de la phase de continentalisation des processus économiques et sociaux. De même, l'intégration de la domination politique en Europe ne peut être comprise comme somme ou fusion des pouvoirs étatiques nationaux, ou encore en surajout (supranational) d'une forme de domination neutre et technique; car elle est trans-étatisation.

Une transétatisation correspondant à l'émergence d'une formation sociale continentale.

Cette formation sociale capitaliste européenne surgit et se concrétise dans un processus complexe d'interdépendance qui dynamise la dissolution-conservation des formations sociales nationales.

La trans-étatisation aau niveau de la CEE a pour rôle principal et actuel de garantir et de perpétuer la stabilisation de cette formation sociale continentale, en concentrant, en matérialisant et en fondant l'actuelle domination de la bourgeoisie impérialiste. Son rôle est donc de reproduire les rapports sociaux, et de fait, le rapport de force entre les classes en faveur de la fraction monopoliste qui s'est affirmée dans le processus de concentration et d'intégration communautaire.

Ainsi il apparaît, au niveau européen et dans chaque territoire, la nouvelle réalité de l'Etat comme la matérialisation et l'ordonnement de ce rapport de force entre les classes dans la tentative et la volonté de conservation et de pacification.

Ce processus d'étatisation communautaire porte en lui deux caractères essentiels, tout d'abord le renforcement de la pression des monopoles sur le prolétariat et les classes dominées, comme dimension fondamentale, cette concentration accentue la formation des inégalités sociales et la réaction en politique; et d'autre part, ceci renvoie à l'approfondissement du déficit démocratique, c'est-à-dire à l'exclusion des masses de tous les centres de décisions économiques, sociales et politiques -une réalité qui parcoure l'ensemble de l'institution administrative et technocratique de la CEE, et qui rend toujours plus rigide et autoritaire l'imposition des rapports de pouvoir.

3. La matérialisation de la domination de la bourgeoisie impérialiste dans le processus de trans-étatisation continentale pourrait laisser penser que l'appareil étatique national perdrait de sa pertinence, que sa subsidiarité ne serait que l'ultime étape dans la délégation totale de ses pouvoirs. Il n'en est rien, bien au contraire, la subsidiarité de pouvoir n'est pas un affaiblissement de sa fonction essentielle. Car les appareils et leur interventions s'étendent dans les mutations qu'ils subissent, et dans celles qu'ils dirigent et ordonnent dans les nouvelles formes continentales du Capitalisme Monopoliste d'Etat. Et il s'agit bien de la réalisation effective d'un stade de concentration de l'ensemble des pouvoirs étatiques dans l'imposition de leurs rôles et fonctions, de leurs normes actuelles. C'est-à-dire, aussi concomitamment à une requalification de l'ensemble des rapports de force dans la lutte politique des classes. L'étatisation européenne ne se sépare pas des nouvelles formes des rapports de pouvoir bourgeois dans chaque territoire, ni elle ne s'ordonne dans une fausse hiérarchie. C'est-à-dire, comme une structure avec un sommet et diverses bases. Non, il s'agit d'un même mouvement: la concentration et la centralisation de pouvoirs de domination dans la mutation institutionnelle de chaque pouvoir. Homogénéisation et matérialisation de la même domination.

Les années 80 ont été marquées tant par le transfert des principales souverainetés, des autorités et des compétences réelle à Bruxelles, que par le ré-ordonnement de la domination politique sur chaque territoire'. Où graduellement, dans ce mouvement, est remis en cause l'espace et la forme de l'ancienne Institution.

Un des éléments fondamentaux de ce processus est l'imposition de la suprématie juridique européenne (une imposition, qui se fait comme pour tous les actes institutionnels actuels, hors de tout contrôle et décision populaire véritable).

L'Etat de Droit européen matérialise aujourd'hui l'état du rapport de force entre les classes sur le continent, constituant ainsi le cadre de cohésion imposée et formelle de la formation sociale capitaliste européenne. Une action répressive idéologique et bien sûr, économique -la loi communautaire organisant l'intégration, les mutations institutionnelles et la soumission à l'hégémonie mmonopoliste.

Le contrôle de la loi nationale par la Cour de Justice européenne est aujour'd'hui l'arme principale dans la transformation des structures et des rapports de l'Etat dans chaque pays. Par exemple, cette Cour est désormais compétente pour la définition des services publics, de leurs fonctions, de leurs étendues... En fait, au nom de la défense de la concurrence, c'est la pulvérisation des stratégies politico-économiques des Etats nationaux qui est en cours. Au profit des monopoles continentaux qui s'arrachent les secteurs dénationalisés, les marchés locaux et les anciens secteurs protégés -conquêtes des luttes ouvrières, santé, transports, assurances sociales... aujourd'hui destructurées-.

Législation sur la concurrence mise bien sûr en parallèle avec les nouvelles codifications de la concentration industrielle -là encore, une attaque contre les protections du travail issues des luttes. Ainsi la loi européenne a permis la constitution du géant Daimler-Benz-MBB contre la législation allemande plus restrictive en la matière. C'est cette conjonction de lois qui aussi conduit à la dénationalisation de la Régie Renault et sa restructuration dans les diverses fusions avec Volvo.
La loi communautaire agit donc pour le démantèlement des protections publiques et sociales nationales accélérant ainsi la dynamique de concurrence et concentration au niveau continental. dans ce processus, les monopoles renforcent leur domination et leur dictat sur le travail. Ils étendent l'exploitation en accentuant la rentabilisation et en allégeant la redistribution sociale. Dans une CEE qui instaure une codification et une norme au plus bas niveau des statuts sociaux, des lois du travail, de la fiscalisation...
De plus territorialement, cette pression monopoliste aggrave la formation inégalitaire de la communauté et les disparités régionales s'élargissent. Ainsi, la CEE sanctionne la soumission articulée à une nouvelle division du travail; et des régions -surtout celles du Sud de l'Europe- sont de plus en plus réduites à des tâches secondaires. Ce qui durcit encore la précarité sociale, l'effondrement de l'emploi et de l'infrastructure industrielle et collective.

Toute l'action et le système juridique communautaire, leur spécificité, s'inscrivent dans l'institutionnalisation des rapports de domination. Comme fonction aux développements des monopoles et au renforcement de la prévention-répression des antagonismes et de la résistance des classes opprimées.

5. Les politiques intégrées de contrôle social et de répression garantissent et diffusent la dimension des nouveaux rapports de domination, comme imposition des normes renouvellées, des codifications et des assignations sociales et politiques au niveau continental. Elles sont une base cruciale de la trans-étatisation qui réalise -et se réalise dans- l'unité et l'uniformisation du territoire européen.
Ainsi en conséquence, les créations d'instituts et d'appareils judiciaires et policiers communautaires se multiplient. Tant pour protéger et appuyer les mutations institutionnelles que pour permettre l'ampliation des interventions autoritaires des pouvoirs.
Et depuis le début des années 70, dans la formation des différentes structures comme le groupe de TREVI ou la commission anti-terroriste de l'OTAN... ou encore l'instauration de l'espace judiciaire européen -donc ce procès est un nouvel acte-, se met en place un tissu préventif et répressif dense et rigide, graduellement plus uniforme, la signature en 85 du Traité de Schengen a représenté l'expression principale du basculement et de l'accélération de l'ensemble de ce processus en une nouvelle qualité homogène.
Cette nouvelle qualité homogène signifie que, dans l'uniformisation des codes/statuts/lois et dans les planifications politiques générales, les différents appareils -encore nationaux- ne se contentent pas d'acquérir l'expérience accumulée dans les autres pays impérialistes, de la diffuser et de l'adapter aux conditions locales. Ces appareils doivent se transformer en se fonctionnalisant à cette nouvelle qualité, en la matérialisant comme instrument représentant tant la structuration autoritaire de l'Etat que l'imposition de l'intégration européenne.
Ce ne sont pas les structures communautaires qui se construisent à partir de l'harmonisation des instruments nationaux, mais bien ceux-ci qui se réorganisent, se projettent et agissent comme structuration intégrée et coordonnée.

En 85, la réactualisation et l'importance nouvelle du Groupe de TREVI -conseil européen des ministres de l'intérieur- et la signature du Traité de Schengen vont être les pivots de la collusion contre-révolutionnaire des gouvernements européens. Une action toujours plus coordonnée et relayée par les différents appareils, qui étend et intensifie les politiques de l'Urgence à l'ensemble du continent. Une généralisation des pouvoirs de prévention et de répression -supportée par une mobilisation idéologique et médiatique hystérique- devant garantir une pacification indispensable au grand marché et plus généralement à la formation du centre impérialiste ouest-européen. Pacifier, homogénéiser et assurer la formation sociale européenne afin de renforcer les capacités et propensions de la CEE à s'imposer comme véritable pôle -à part entière- de la chaîne impérialiste. Une chaîne toujours plus chargée de contradictions internes et devant, d'autre part, accentuer sa confrontation avec les pays du Sud.
La collusion contre-révolutionnaire matérialise ces nécessité dans la traque de l'"ennemi intérieur" et de l'"ennemi extérieur", justement à partir du transfert des limites/frontières de la communauté à son espace global.
TREVI-Schengen signifie l'unification et l'uniformisation judiciaire, policière et militaire dans l'ensemble des tâches et des méthodes d'investigation, de poursuite et de codification préventive et répressive, dépassant les frontières actuelles... Mais encore, la mise en place du contrôle des populations par une banque de données

intégrées et l'identification informatisée. Aussi, l'espace judidicaire s'affermit simultanément dans la redéfinition du délit politique, dans les procédures d'extradition et la suppression de la notion de droit d'asile, jusqu'aux nouvelles législations régissant l'entrée et le séjour des travailleurs immigrés...

5. Dans cette phase, les deux premiers procès "Trudaine" -décembre 86 et juin 87- ont été au coeur de l'imposition en France des politiques de l'Urgence, avec l'introduction des nouvelles lois et des tribunaux d'exception. Mais aussi, en tant que matérialisation et propagande des concepts et des planifications contre-révolutionnaires édictés par TREVI-Schengen.
A son arrivée au pouvoir -en 1981-, la gauche institutionnelle avait démonté une à une les anciennes structures et codifications de répression politique. Ainsi, la Cour de Sureté de l'Etat -tribunal militaire d'exception- fut dissoute et les articles spécifiques de la "loi sécurité et liberté" furent partiellement abrogés (en particulier l'article 266 concernant le délit politique collectif ou "association de malfaiteurs").
De fait, ces mesures relevaient d'un double mouvement, d'un coté, l'élimination des tribunaux et lois inadaptés et impopulaires représentait une tendance progressiste, portant en elle les revendications des luttes des années 60 et 70 sur ce terrain; et de l'autre, l'introduction des nouveaux concepts répressifs articulés au contexte de "grand consensus de classe" dans les politiques "anti-crise" (relance nationale, unité gouvernement-syndicats...). Ce consensus s'appropriait l'usage global de la Politique et de fait, criminalisait toute opposition au cadre de son institutionnalisation, toute rupture rupture et toute action critique dans une une politique révolutionnaire. Ainsi cette unité consensuelle de la domination, en supprimant les lois et les tribunaux politiques, tentait d'édicter la fin -légale- du délit politique pour introduire une modernisation de la répression de classe -sa normalisation-.

Depuis la dernière guerre mondiale, la France est déchirée par une conjonction de conflits révolutionnaires, surgis de sa formation comme Etat bourgeois et pays impérialiste et colonialiste. Ces conflits ont eu, de tout temps, une nature de guerre révolutionnaire, de lutte armée d'émancipation et de libération, contre un pouvoir central qui n'a jamais connu d'accalmie sur aucun des fronts. Fróntdes Mouvements de Libération Nationale et des peuples du Sud, front des MLN dans la métropole même (Corses, Basques, Bretons...) et front de la lutte des classes, dont notre organisation est, depuis la fin des années 70, l'avant-garde armée.

La situation de normalisation de la répression ne pouvait donc être qu'une étape, le passage obligé dans l'adaptation actualisée des appareils au combat sur les trois fronts; et naturellement, face à une intensification des luttes, les gouvernement a établi (graduellement et non-officiellement) une structure spécifique (juges de plus en plus spécialisés dans les dossiers politiques, réintroduction de l'article 266, création d'unité anti-terroristes...).
Cette structure s'est imposée ici comme généralisation des lignes et des politiques répressives intégrées; c'est-à-dire qu'interactivement à TREVI-Schengen, elle s'est affirmée comme l'instrument, sur ce territoire, de la nouvelle qualité homogène et continentale de l'hégémonie bourgeoise. Et, elle fut d'autant plus obligée de se révéler comme tel que les offensives des MNL et de notre organisation la forçait à sortir de sa clandestinité-normalité, pour devenir le cadre institutionnel et le propagateur de l'Urgence.

Automne 86, le parlement adoptait les lois spéciales et approuvait la création d'un Bunker judiciaire centralisant toutes les procédures contre-révolutionnaires.
Décembre suivant, l'Etat organisait le 1er procès "Trudaine" pour démontrer sa détermination et pour décrire les grands axes, tant de la répression que de la relégitimation. L'Urgence doit en effet lier toujours plus fermement le rôle répressif à la lutte idéologique, et établir dans chacune de ses interventions contre les "terroristes" la relégitimation de l'Etat et du système. Cette action idéologique construit l'unité du triangle des charognards -juges, presse et collaborateurs- qui domine les actuels procès d'exception.
Mais l'affrontement et les actions de la guérilla -dont l'exécution du PDG de Renault, 3 semaines avant l'ouverture des débats- devaient précipiter le désistement du jury et de fait, l'interruption du procès. Ce qui fut un échec cuisant de la politique de normalisation de la répression contre-révolutionnaire. Cet échec contraint le gouvernement à décréter réroactive la loi de septembre 86, et ainsiau printemps 87, le 2ème procès put s'ouvrir mais devant un tribunal alors d'exception, saisi par des lois n'existant pas au moment des faits incriminés. Cette action rétroactive fondait les Sections Spéciales comme représentation de l'unité des lois et des juridictions d'exception qui allait ppermettre à l'Etat d'organiser des procès couvrant toute la période de la normalisation, aggravant ainsi de nombreuses condamnations et étendant les poursuites dans les préceptes de l'Urgence.

De l'instruction à la conclusion de ces deux procès, le dossier "Trudaine" a concrétisé les principales lignes politiques répressives euro-

péenne dans la phase :
- généralisation de l'Urgence, tribunaux et lois spéciales...
- lois sur le repentir et la collaboration.
- extension de la notion de culpabilité à tous les militants qui refusent de participer et de collaborer aux procédures.
- politique des otages contre les prisonniers, utilisation systématique de la torture blanche qu'est l'isolement carcéral.

6. Les deux premiers procès "Trudaine" correspondaient donc à une phase d'harmonisation des institutions juridiques et carcérales européennes, créations des Sections Spéciales (S.S.) ici et en RFA, ampliation des paragraphes 129-129A (en 1987)... comme la généralisation de l'isolement et les attaques contre les collectifs de prisonniers politiques; et encore, l'abrogation du droit d'asile, concrétisé en France par la procédure d'"urgence absolue" qui, à ce jour, a permis l'expulsion de plusieurs centaines de militants européens et des pays dominés.
Mais ce 3ème procès, aujourd'hui à Milan, est une construction dans une phase encore plus avancée encore, la phase de l'interaction juridique-répressive comme réalité de la qualité homogène européenne. Et il doit ainsi être mis en parallèle avec d'autres procédures significatives comme l'inculpation en France de Simonetta Giorgieri et de Carla Vendetti pour leur adhésion aux BRpcc ou encore l'instruction contre le "Commando Argala" de l'ETA.
Simultanément, cette interaction se développe aux niveaux des organismes policiers et militaires. Ainsi TREVI-Schengen établissait, à Lyon en 1986, un bureau régional européen (O.C.E.). Office disposant d'une banque de données continentale et de pouvoirs particuliers liés à une législation "fédérale".
Ainsi l'intégration des pouvoirs policiers et militaires dans une structure intégrée -de type fédéral- est à l'ordre du jour, elle donne au groupe de TREVI les pouvoirs de s'affirmer comme le futur Ministère de l'intérieur ouest-européen dès 93. Ce projet s'appuie sur une déclaration d'orientation de Kohl, en 1988 devant l'"Aspen Institut" de Berlin: "A partir du contexte, nous ne devons pas craindre d'emprunter des voies non-conventionnelles et également nouvelles dans le domaine de la sécurité intérieure. Pour cela, nous devrions apprendre des expériences réalisées aux USA et créer une police fédérale européenne pour le domaine central de la criminalité et de la sécurité intérieure".
L'espace européen se matérialise dans cette interaction policière et juridique, il s'unifie effectivement par l'uniformisation imposée du rapport de force dans les antagonismes politiques de classes. Et ainsi, la trans-étatisation monopolise véritablement les procédés d'organisation, elle réalise le quadrillage de l'espace du pouvoir de l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste.
Mais cette interaction juridico-policière ne se limite pas à l'homogénéisation-pacification du nouvel espace des rapports internes de pouvoir, comme tout processus de monopolisation, elle se comprend aussi en tant que projection extérieure, et elle tente de s'imposer comme règle-norme internationale. C'est un phénomène général à toute la chaîne impérialiste, spectacularisé par les aggressions de Panama et de l'Irak, au nom du droit international ou de la simple extension des territorialités des lois des pays impérialistes -imposer la règle et les codes du plus fort sur tous les territoires à dominer-.
On retrouve cette action dans les procédures d'exception conduites, tant à Paris contre les militants de l'IRA capturés en 87 dans les eaux internatrionales au larges de la Bretagne, qu'en RFA où le Parquet de Karlsruhe poursuit des militants Kurdes du PKK selon des constructions et des provocations pour des faits en Turquie et au Liban.

Incarnant la nouvelle territorialité matérielle de la formation sociale et de la subordination politique, le système préventif-répressif européen est entièrement fonctionnalisé à la concentration continentale de l'hégémonie bourgeoise et ainsi, à la mutation de cette domination en Etat monopoliste autoritaire. Aujourd'hui, dans la formation et la reproduction du pôle impérialiste ouest-européen, il est l'instrument de la bourgeoisie dans sa guerre contre le prolétariat international et les peuples opprimés. Et cela, tant sur le continent qu'articulé aux politiques générales de l'impérialisme sur les trois Continents.

Les origines du Front Anti-impérialiste.

7a. L'offensive de la RAF en 1977, articulée à la capture de Schleyer, président du patronat allemand, et la campagne du printemps 1978 des Brigades Rouèges autour de celle de Moro, ont déterminé et orienté un considérable bond en avant de la conscience de la guerre de classe, et de sa perspective révolutionnaire dans l'Europe entière -établissant ainsi une situation transformée du combat politique. C'est sur la base de cette transformation qu'ici, des militants d'avant-garde ont trouvé la force et la volonté de se regrouper, de s'organiser pour fonder notre organisation. Et par là, de dépasser les errances et la parcellisation des groupes armés et de leurs interventions, afin d'enraciner l'organisation communiste de guérilla et la conscience politique de sa nécessité historique dans le mouvement de classe.

Les premières actions d'AD ont été non seulement la base et l'expression de la constitution d'une politique et d'une stratégie révolutionnaires, de leur implantation sur ce territoire, elles furent l'étape indispensable qui rendait possible le dépassement de la cassure du Mouvement révolutionnaire français avec l'ensemble du Mouvement européen.

Dans les années 60, le camp révolutionnaire s'établit dans sa rupture avec la concilliation révisionniste et avec tous les opportunismes soumis à la légalité, à l'apolitisme et au pacifisme bourgeois; au-delà de la lutte contre les PC et les syndicats, rejeter le révisionnisme et l'opportunisme signifiait concrètement créer une ligne de démarcation avec toutes les autres composantes politiques internes au système institutionnel bourgeois, comme autant d'instruments de contrôle et de gestion de la contradiction de classe. Et depuis des années déjà, l'opportunisme pacifiste et interclassiste se développait en de multiples groupes gauchistes volubiles et stériles, expressions criardes du doctrinarisme ou de l'éclectisme du compromis et de la réforme. L'ensemble de leurs discours (qui constituaient l'essentiel de leur pratique, hier comme aujourd'hui!) résidait et continue donc de résider dans un étalage alambiqué de principes tronqués et retournés, précisément contre l'action révolutionnaire des prolétaires, afin de liquider leur ferveur combattante et de les détourner vers les "processions" périodiques et les meetings soporifiques.
Ainsi pour eux, la révolution prolétarienne n'est non seulement plus possible, mais elle est devenue superflue.
La guérilla communiste et anti-impérialiste est apparue en Europe comme l'expression de la guerre révolutionnaire internationale; unité du politique et du militaire, elle s'est constituée dans l'affrontement au niveau le plus élevé de l'antagonisme prolétarien et de la lutte de libération anti-impérialiste, à partir du développements historiques et sociaux différents. Dans chaque territoire, elle a eu -et elle conserve encore- des particularités bien déterminées, issues des caractères de ces développements, mais elle a toujours été subordonnée principalement à l'essence internationale de la contradiction Prolétariat International/bourgeoisie impérialiste. Prolétariat International dont elle est ici l'instrument révolutionnaire et stratégique de son émancipation. L'instrument qui synthétise et détermine, à chaque moment et à chaque phase du combat, la stratégie de conquête du pouvoir par notre classe. Cette nature de classe et la politique de rupture et de critique, qu'elles établissent dans la lutte réelle contre le système, ont permis à ces organisations combattantes de créer l'expérience politique et pratique de guerre révolutionnaire en Europe.
Ces organisations ont su ainsi construire la stratégie actuelle de la lutte armée du Prolétariat International, et cela toujours à partir de la vérification dans le combat et par ce combat.
Critiquant par là, les politiques de laquais de la bourgeoisie, propagées par les révisionnistes et les gauchistes, ainsi que les éternelles balivernes sur les velléités de violence révolutionnaire, le jour venu, quand sonnera le carillon de l'histoire, ou de prétendue préparation clandestine, d'accumulation des forces et autres conneries qui réapparaissent épisodiquement quand la répression contre-révolutionnaire leur permet de passer des rangs de collaborateurs zélés à celui de radoteurs et comploteurs "chics".
La politique de la guérilla a réarmé la classe de cette stratégie révolutionnaire, en construisant le cadre politique et pratique de l'utilisation de la lutte armée hors de la seule défense immédiate (de résistance anti-fasciste ou de libération anti-coloniale...) et du moment insurrectionnel, pour développer l'unicité du processus de la politique révlolutionnaire et de l'Internationalisme Prolétarien.
Si depuis 68, le Mouvement Révolutionnaire (M.R.) français avait pû représenter la réalité, sans aucun doute la plus avancée du continent, la dissolution en 73 de la Gauche Prolétarienne et de son organisation armée, la Nouvelle Résistance Populaire, porteuses de la nouvelle qualité du processus révolutionnaire, avait brisé son développement et ainsi, consacrait une cassure concrète de ce M.R. avec la réalité objective des avancées du M.R. sur le reste du continent et en particulier, en Italie et en RFA.

Cette unité objective du M.R. continental se retrouvait matérialisée dans l'offensive qu'initiait le Commando Andréas Baader de la RAF dans son action contre le Commandant en Chef de l'OTAN -le général Haig, en juin 79-. La RAF déterminait alors une orientation essentielle dans la phase, en appelant à la construction du Front Anti-Impérialiste et à l'organisation "de la résistance armée en Europe Occidentale". Termes stratégiques qui rejoignaient ceux énoncés par les BR dans leur résolution de 1978: "... confrontation constructive, recherche, constante dans les programmes tactiques et stratégiques de tous ces terrains de lutte qui unissent, dans les faits, l'initiative révolutionnaire des OCC européennes, qui soient un point de référence pour tout le prolétariat de notre continent".
Les actions de la RAF contre la US de Ramstein ou contre Kroesen -général en chef de l'armée américaine en Europe- au cours de l'été 81, et en Italie, l'enlèvement du général Dozier -décembre 81-, ainsi que plus tard l'exécution du général Hunt, ont inscrit les perspectives praxiques du

Front sur le continent. Une inscription comme unité de l'attaque à l'OTAN et aux politiques centrales de l'impérialisme dans la phase. Comme l'écrivait le Commando Enslin: "La lutte dans la métropole peut endiguer, à partir d'ici, l'appareil global impérialiste de façon qu'une nouvelle percée puisse être obtenue par la lutte avec les révolutionnaires du Tiers Monde. La lutte dans la métropole maintenant constitue les pas réels de la Révolution, dans le centre même, qui ne peut être ici qu'un bouleversement permanent dans le processus du développement de la résistance révolutionnaire".

7b. A cette époque, AD pour sa part dessinait aussi les contours de l'unité objective des luttes révolutionnaires des pays du Centre et des pays dépendants, dans sa première offensive contre les politiques impérialistes, néo-coloniales et d'interventions armées développées par la France dans sa zone d'influence historique sur les Trois Continents. Et ce fut, à partir de cette ligne d'action, que l'organisation déclencha en 82 l'offensive "mener le combat dans la métropole avec les révolutionnaires du Tiers Monde". Offensive qui prit toute son ampleur et sa valeur lors du sommet de Versailles des 7 pays impérialistes, et face à l'agression sioniste des peuples libanais et palestiniens.
Dans cette campagne, les opérations ont été portées, graduellement, de forme toujours plus coordonnée et intégrée. Et ainsi, les militants armés turcs, libanais, palestiniens et de notre organisation ont construit ensemble le dépassement de la seule unité de fait par la résolution politique de cette unité en praxis vivante.
Ainsi les forces révolutionnaires forgeaient, dans la lutte, les lignes stratégiques de l'unité de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme, lignes correspondant à une nouvelle époque, à une phase nouvelle du monopole capitaliste, et à son imposition.
Une nouvelle phase dans laquelle le sommet de Versailles, en juin 82, était un pas décisif dans l'intégration stratégique des pays impérialistes, à partir de la ligne déterminée et imposée par l'administration Reagan. Sommet particulièrement important pour la stratégie impérialiste de redéploiement et d'interventions, dont les décisions ont signifié dans les mois qui suivirent: agressions directes contre les peuples de la périphérie, au Liban bien sûr, mais aussi aux Malouines, en Namibie, à Grenade, et simultanément, interventions indirectes de déstabilisation des gouvernements populaires au Nicaragua, en Angola, au Mozambique...
Dans son redéploiement rigide -comme bloc impérialiste monopoliste- la bourgeoisie des pays occidentaux devait constituer son hégémonie dans la redéfinition et l'extension des rapports de production, à partir d'une accélération et d'un approfondissement de la confrontation sur tous les fronts. C'est-à-dire, concrètement introduire une dimension accrue de guerre et plus généralement de militarisation sur toutes les lignes de contradiction. Contre le Prolétariat dans les centres mêmes, militarisation des rapports sociaux, extension de l'exploitation, paupérisation et précarité de masse, répression... Contre les pays de l'Est, accélération du réarmement, durcissement de la guerre froide, pressions et embargo économique... Contre les peuples du Sud, appuis aux "contras" dans les pays dirigés par des gouvernements progressistes, pressions économiques, interventions directes...
Mais aussi la nouvelle division du travail, fonction de ce redéploiement et de la restructuration du marché mondial et du capitalisme industriel international, se caractérise, entre autres, par une accélération de la circulation du capital et une intensification du processus de travail, de la division classiste des sociétés avec ses conséquences dans l'accentuation des inégalités sociales. La forte industrialisation et l'exploitation qui en découle au Sud (contradictoirement et inégalitairement) déterminent une prolétarisation de masse. Déstructurant les anciennes formations sociales pour y inscrire et y généraliser des formations sociales capitalistes toujours plus dépendantes. Ces conditions confrontées aux limites de la crise, de la lutte concurrentielle déchainée sur le marché mondial et à la pression des monopoles ont entrainé, sur l'ensemble des Trois Continents, une surexploitation intense de cette classe ouvrière. Qui est toujours plus grossie par la paupérisation des paysans rejetés d'une restructuration des production agro-alimentaires de plus en plus fonctionnalisées à l'exportation.

Aujourd'hui, une des données fondamentales de la mutation de l'époque est dessinée par le fait incontournable que les luttes d'émancipation des peuples du Sud ne sont plus seulement "alliées" du front de la Révoliution Socialiste, elles en sont devenues des déterminants essentiels.
Le Front Anti-Impérialiste constitue et matérialise la ligne stratégique de l'unité de cette émancipation dans le centre et sur les Trois Continents, la ligne de la guerre révolutionnaire contre le capitalisme impérialiste compris comme ennemi commun au Prolétariat International et aux peuples opprimés. Dans cette lutte et son extension, le Front forge un nouvel Internationalisme Prolétarien, correspondant à ce combat et à sa praxis, donc aux transformations des conditions de la révolution mondiale socialiste prolétarienne.
Les formations régionales et géo-politiques fondent les espaces concrêts politiques et pratiques du Front Anti-Impérialiste et de sa construction dans une succession de stades et de moments

d'unité parcourant -dialectiquement- l'ensemble des réalités du M.R. prolétarien et anti-impérialiste.
Ainsi, la ligne stratégique du Front ne peut être comprise comme seul positionnement, car elle est implication directe d'unité. Une action révolutionnaire capable d'élaborer et de développer, dans des phases déterminées, des offensives communes contre les politiques centrales de la bourgeoisie impérialiste.

7c. Au cours de l'année 83 -année de l'affrontement armé de l'avenue Trudaine-, des militants révolutionnaires de différents pays ont initié et développé une véritable confrontation internationale, portant en elle, les implications de sa résolution politique et pratique. Une résolution dépassant les accords ponctuels, les soutiens logistiques, les discussions formelles... pour inscrire dans l'action révolutionnaire directe la ligne centrale du Front Anti-Impérialiste, ainsi que les perspectives et l'orientation de la Révolution prolétarienne en Europe Occidentale.
L'intégration communautaire et la mutation de la subordination politique qui l'accompagne, sont devenues, dans l'époque, des centres essentiels de la problématique communiste.
Avec le redéploiement et la restructuration politique et économique du capitalisme monopoliste, au début des années 80, cette centralité s'est révélée dans toute sa force, dans toute l'impérieuse nécessité de sa résolution pour le projet communiste. Une exigence de rectification et de proposition qui n'a fait que s'approfondir et s'accélérer au cours de la décennie.

L'offensive "unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest", offensive commune avec la RAF et la résistance en 84-85, a inscrit et matérialisé un saut qualitatif dans la lutte prolétarienne et son unification à la lutte anti-impérialiste.
Pour nous, lier la ligne stratégique du Front anti-impérialiste à la question de la domination capitaliste en Europe de l'Ouest, et à la mutation de ses rapports de pouvoir, signifiait établir -en l'actualisant- l'unité de la lutte de classe révolutionnaire avgec l'internationalisme, comme politique vivante.
Ce n'était donc en rien substituer la ligne du Front à l'action révolutionnaire anti-capitaliste; mais bien faire surgir de leur unité, une nouvelle qualité révolutionnaire adaptée à la réalité du combat aujourd'hui et à ses perspectives.
Une praxis permettant de requalifier les processus dans les divers territoires. C'est-à-dire, à partir des développements différents du combat de classe sur le continent, et permettant de dynamiser leur interaction pour l'orienter suivant la constitution d'une formation sociale capitaliste sur le territoire de la CEE.

La ligne du Front anti-impérialiste et la lutte prolétarienne contre la centralisation et la concentration des rapports de pouvoir en Europe de l'Ouest se renvoient l'une à l'autre. Mais si dans cette interdépendance étroite, elles ont souvent été mal comprises et confondues -souvent aussi parce que mal exprimées-, elles n'en constituent pas moins deux processus distincts.
Comme nous l'avons expliqué plus avant, la ligne du Front anti-impérialiste matérialise dans des offensives successives, l'attaque commune aux politiques centrales de l'impérialisme, non des seules forces communistes, mais de l'ensemble des réalités révolutionnaires et anti-impérialistes.
Quant au processus d'unité dans le rapport révolution dans son propre pays et révolution en Europe de l'Ouest, il correspond aux mutations de la domination politique de classe.

Sur le continent, après guerre, dans la phase d'internationalisation intense du capital et de domination américaine, les transformations de l'Etat ont conduit à l'ampliation de son rôle dominant- et à l'accroisssement de ses fonctions économiques décisives... de fait, à la condensation de toutes ses fonctions vers la reproduction élargie du mode de production capitaliste. Ce fut une phase d'adaptation interne -de transformation institutionnelle de chaque Etat à sa fonction et place dans la reproduction internationale du capital sous dominance US.
Mais dans la crise générale et dans le redéploiement impérialiste, l'émergence de la nouvelle qualité de la CEE a modifié ici l'espace de la formation sociale. Ainsi par une intensification de l'intervention dans les rapports sociaux, dans la qualification et dans la norme de soumission de classe, se sont concentrés et complexifiés les rapports de pouvoir.
La trans-étatisation -de son imposition locale à la communauté- a renforcé la centralisation et la concentration des rapports de la domination de classe, tant dans ses rôles tradionnels (comme nous l'avons vu pour le système juridique et répressif...), que dans ses fonctions et interventions nouvelles.
Ainsi par exemple, cette trans-étatisation a monopolisé graduellement la mise en oeuvre des contre-tendances principales à la baisse tendancielle du taux de profit. Par son rôle essentiel dans l'accélération de l'exploitation intensive du travail, ou en étant le promoteur central des grands programmes de recherches et innovations technologiques, et dans la reproduction de la force de travail (éducation, formation professionnelle, infrastructures collectives, aides, habitat...). Mais encore dans les procès de restructurations, de modernisations et de fusions industrielles, dans la circulation, la centralisa-

tion et la direction financière que la CEE a orientées et imposées cette dernière décennie.
Les modifications des rapports de pouvoir ne peuvent être réellement saisies qu'à partir d'une compréhension de la complexification, tant de la formation des classes, que de leur lutte en Europe. Ainsi dans la phase de monopolisation -son accentuation- et dans le rapport de force avec les classes populaires qu'elle produisait, la fraction monopoliste et technocratique de la bourgeoisie impérialiste s'est affirmée comme toujours plus hégémonique: et la mutation du cadre institutionnel de l'Etat se fonde comme ce processus européen et local de lutte des classes. Contradiction entre la politique d'exploitation intensive et de domination technocratique de la bourgeoisie, et la politique révolutionnaire d'émancipation du Prolétariat International, sur le continent.

Dans ce processus, l'offensive de 84-85 a ainsi établi les premières perspectives concrètes des formes de lutte, de subversion et d'attaque adaptées aux transformations de l'Etat bourgeois et de la lutte politique de classe. Et cela, non comme anticipation, mais bien en tant que renversement qualitatif du rapport révolution-dans-son-propre-pays/révolution-en-Europe-de-l'Ouest.
Aujourd'hui, la résolution de ce basculement révolutionnaire, étroitement liée à la ligne du Front Anti-Impérialiste, est seule capable de déterminer et de diriger la praxis, correspondant à la formation monopoliste dans le centre et à son extension dans la reproduction de la division sociale impérialiste du travail, au niveau mondial.
Ainsi cette politique -et sa pratique effective- porte en elle la stratégie et le programme de construction d'une Europe socialiste vivante, dans le processus d'émancipation du Prolétariat Internationale et des peuples opprimés des Trois Continents...

Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan, militant(e)s emprisonné(e)s d'Action Directe.

COMMUNIQUÉ DU COMMANDO CIRO-RIZZATO DE LA RAF

Aujourd'hui, avec le commando Vincenzo Spano (NdT voir rectification), nous avons mitraillé l'ambassade des USA à Bonn parce que, dès le début, les USA ont pris le leadership dans la guerre d'anéantissement contre le peuple irakien. Par notre action, nous nous joignons à tous ceux qui, dans le monde, se sont levés contre le génocide du peuple irakien réalisé sous la conduite des USA et de l'OTAN.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EST LA TENDRESSE DES PEUPLES

Pour les Etats impérialistes, cette guerre est le premier pas vers l'imposition de leur nouvel ordre mondial de l'après-guerre froide. Pendant des années, le régime irakien a fait la guerre pour les intérêts de l'impérialisme; il a tenu en échec l'Iran, et de manière bestiale, jusqu'à l'emploi des armes chimiques, il mène une guerre d'extermination contre le peuple Kurde. Ces derniers temps, il s'agissait, de plus en plus pour l'Irak, d'aménager sa propre position de puissance au Proche-Orient. Pour l'impérialisme, le Proche-Orient est une région politiquement instable. D'une part, par la lutte du mouvement de libération palestinien, le long souffle de l'Intifada, la pression qui en découle, posant toujours plus à l'ordre du jour la question d'une transformation politique fondamentale. D'autre part, depuis déjà longtemps, il est évident que les cliques dominantes en Arabie Saoudite, en Egypte, en Jordanie, etc... risquent d'être tôt ou tard balayées par leurs peuples. C'est pourquoi, dans cette région dont les consortiums occidentaux et les pays industrialisés ouest-européens sont dépendants pour leur pétrole, aucune puissance qui ne soit pas sous le contrôle absolu du bloc impérialiste ne doit naître.
Ce sont les raisons pour lesquelles aujourd'hui, les Etats impérialistes mènent cette guerre contre leur ex-allié. L'impérialisme n'a aucune morale. Les comparaisons Hussein/Hitler sont un truc de propagande par lequel, les dominants veulent arriver à soutirer, à de nombreuses personnes, une adhésion à ce conflit n'existant pas aujourd'hui. Mais pour ce système, chaque Hitler, Shamir, Ozal, Pinochet, Christiani et quelque soit son nom, est un ami aussi longtemps qu'il impose -par n'importe quel moyen- les intérêts du Capital International.
Pour les USA, cette guerre est l'occasion révée de lier encore plus la question du rôle dirigeant à l'intérieur du bloc occidental à la force militaire. Naturellement, ils veulent également, par cette guerre, assainir leur économie à bout de souffle. Actuellement dans le Golfe, se joue donc aussi la concurrence des principaux Etats impérialistes, c-à-d, des centres entre eux, pour la puissance future et l'influence dans la région du Proche-Orient et l'hégémonie au sein du camp impérialiste. Le gouvernement fédéral est conscient du fait la grande Allemagne ne peut pas devenir une nouvelle puissance mondiale à partir

de la seule potentialité économique du capital-RFA. Pour cela, le quatrième Reich a besoin de la machine militaire déchainée, d'une manière aussi pressante que les nazis en eurent déjà besoin. En définitive, après 45 ans, les intérêts du capital doivent encoure une fois être imposés avec toute la brutalité de la machine guerrière.
En ce moment, tous les préparatifs à cette finalité sont en cours de route. L'engagement de la Bundeswehr en Turquie et son rattachement logistique à cette guerre en sont les premiers pas. Par le biais de l'engagement de la Bundeswehr sous l'entremise de l'ONU -après que l'ONU, aux cotés de l'OTAN, du FMI, de la Banque Mondiale, soit devenue instrument de conduite de la guerre impérialiste contre les peuples opprimés-, la grande Allemagne, les mins de nouveau finalement libres, veut s'accomplir pour l'asservissement militaire et la spoliation des peuples. Comme l'ont dit en Grèce, les camarades du 17 NOVEMBRE, la guerre au Proche-Orient est la guerre des riches contre les pauvres.
En Irak, les Etats impérialistes mènent une guerre de la terre brulée; depuis le Vietnam, les opprimés de ce monde n'ont pas oublié la mort et la misère que constituent, pour un peuple, le largage de milliers de tonnes de bombes et les bombardements en tapis par les B-52 US.
Israël et la Turquie utilisent ce génocide contre le peuple Irakien pour renforcer la guerre et la terreur contre les peuples Palestinien et Kurde. Le régime turc -soutenu par la Bundeswehr et les autres pays de l'OTAN- bombarde les villages Kurdes, assassine des milliers d'hommes et de femmes dans la zone frontalière; Israël bombarde à nouveau les camps Palestiniens au Liban-Sud et terrorise la population des territoires occupés. L'Etat sioniste veut définitivement chasser les Palestiniens des territoires occupés et annexer des parties du Liban et de la Jordanie.

SOLIDARITE AVEC L'INTIFADA ET LA LUTTE DE LIBERATION KURDE !

En RFA, la forte mobilisation contre cette guerre d'anéantissement a surpris et effrayé les dominants. Après une année durant laquelle le gouvernement fédéral s'est fait adulé pour le rétablissement de la grande Allemagne et la "victoire du système de l'économie de marché", ils sont aujourd'hui confrontés au fait que de nombreuses personnes ont conservé la perception selon laquelle leurs intérêts correspondent à ceux des peuples du Proche-Orient, et non à ceux des dominants de ce monde.
L'arme qu'utilisent le gouvernement fédéral jusqu'à la gauche institutionnelle, pour mener la guerre psychologique en dénonçant comme racistes et anti-sémites tous ceux qui se sont insurgés contre ce génocide, doit être enrayée. La solidarité avec le peuple Irakien contre la destruction impérialiste est partie de notre lutte, nous ceux du bas contre ceux du haut. La lutte anti-impérialiste appartient directement aux processus d'apropriation, dans chaque pays particulier, pour l'impositions des intérêts concrêts de la vie des êtres humains, c-à-d en liaison pour empêcher le processus de destruction impérialiste. Ces deux moments sont ensemble un processus dans lequel, les opprimés construisent, en avancées concrètes, leur contre-pouvoir et font mondialement reculer le pouvoir impérialiste.
A ceux qui, ces dernières semaines, sont descendus dans la rue contre cette guerre -pour la paix-, nous voulons dire que: vous devez vous confronter au fait que la guerre impérialiste est dans la logique du système impérialiste. Dans les pays "riches", ce système produit pour les hommes et les femmes isolement et concurrence, chacun contre chacun. Tout sens humain vital doit être détruit. A la place, la plupart des individus sont amenés à devoir chercher leurs identités en étant objet de la terreur de la consommation. En conséquence, si n'importe où dans le monde sa puissance est en danger, l'impérialisme mènera toujours la guerre. il ne cessera jamais de réimposer sa détermination contre les intérêts vitaux des peuples -par la violence, par l'argent, par les mensonges, avec également toute la palette de ses moyens de domination. Ce ne sera que lorsque nous aurons brisé le pouvoir du système impérialistes qu'alors, il pourra y avoir une vie autodéterminée pour tous, sans exploitation et sans oppression. Un pas en ce sens est l'effet coordonné des initiatives les plus diverses contre ce génocide:
- les attaques des groupes révolutionnaires contre la puissance politique et militaire des USA et de l'OTAN, partout dans le monde;
- les blocages des consortiums militaires, contre les bourses, contre les bases logistiques militaires de l'OTAN et toutes les initiatives, manifs, points de vigie, refus du service militaire, actions de sabotages dans lesquelles, pour les gens commence la confrontation afin de s'approprier à ce sujet, indépendamment des dominants, une conscience propre de ce qui est juste et nécessaire.

Aux personnes qui, depuis le début de la guerre, font une permanence de veille devant l'ambassade US: vraissemblablement nous avez dû avoir très peur. Nous avions panaché nos balles avec des balles traçantes afin qu'immédiatement, vous puissiez vous rendre compte de l'endroit d'où provenaient les tirs et qu'aucun d'entre vous, par peur, ne se précipite dans la mauvaise direction. Au cas où par la suite, les flics et les Yankees avaient

retourné toute leur colère contre vous, ce que nous pouvons très bien imaginer, alors sachez que nous en sommes désolés. Maintenant les médias vont sûrement annoncer que nous vous avons presque tué. C'est débile. Tout le temps, nous savions exactement où vous aviez votre camp et avant de commencer à tirer sur l'ambassade US, nous avons contrôle le chemin le long du Rhin.

GUERRE A LA GUERRE IMPERIALISTE! US-OTAN HORS DU MOYEN-ORIENT! SABOTER, DESERTER, ATTAQUER!

SOLIDARITE AVEC LA GREVE DE LA FAIM DE NOS CAMARADES EMPRISONNE(E)S D'ACTION DIRECTE ET DU GRAPO/PCE-R.

REGROUPEMENT DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN EUROPE DE L'OUEST.

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DES PRISONNIERS POLITIQUES DANS LES TRACKS D'ANEANTISSEMENT AUX USA.

OPPOSEZ-VOUS A L'EXECUTION DE MUMIA ABU-JAMAL!

Rectification:

Vous avez été certainement nombreux à vous étonner du nom de "Vincenzo Spano" que nous avions choisi pour le commando de l'action contre l'ambassade US. En fait par le nom du commando, nous voulions établir le lien avec les amies et amis emprisonnés d'Action Directe et les aider à briser le blackout médiatique autour de leur grève de la faim.

En 1983, en France, à la suite d'un hold-up, un camarade italien a été tué par les flics -il s'appelait Ciro Rizzato. En France, le début des années 80, fut l'époque de l'origine des premiers liens entre camarades de différents pays. Pour cette raison, nous voulions conserver vivant son nom dans la mémoire du mouvement révolutionnaire, et c'est de ce nom dont nous voulions nommer le commando. Mais nous n'avions plus de document disponible à ce propos, et dans la mesure où nous ne voulion pas plus reculer l'action contre l'ambassade US, nous nous en sommes tenus à ce dont certains d'entre nous se souvenaient en commun.

C'est ainsi qu'à eu lieu la substitution entre Ciro Rizzato et Vincenzo Spano -sorry Vincenzo.

Pour dire en quelques lignes qui était Ciro Rizzato, nous publions ici un extrait d'un communiqué paru, suite à son assassinat, en novembre 83.

PAR DES COMMUNISTES PARIS-MILAN.

Le 14 octobre, le camarade Ciro Rizzato a été exécuté par des membres de la section anticriminalité de la police. Il faisait partie d'un groupe de révolutionnaires qui se consacrait, depuis quelques jours, à des actions d'expropriations dans la région parisienne. L'argent est indispensable à la guerre révolutionnaire. Ciro le savait, ils le savaient tous. Aller le prendre où il se trouve est risqué et souvent fastidieux, pourtant c'est une tâche, une tâche révolutionnaire. Dans la fusillde, trois de ses camarades ont réussi à prendre la fuite la fuite, deux policiers ont été blessés. Lui est mort pour ce pourquoi il combattait: le communisme.

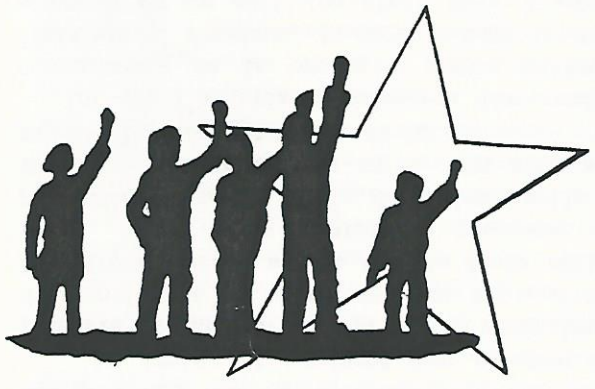
Qui était Ciro?

Ciro a été assassiné. La presse bourgeoise y a été de son vomi, les dissociés italiens se sont dissociés, les donneurs de leçons sont montés en chaire, les lâches ont eu peur, les "internationalistes" de salon et de ghetto ont fermé pudiquement les yeux; tout roule pour le mieux dans le monde des crapules.

Ciro était originaire du quartier-ghetto "Quarto Oggiaro" de la banlieue de Milan. Dès l'âge de 13-14 ans, il rejoint les forces antagonistes et participe aux actions du collectif révolutionnaire de son quartier: occupations de maisons, manifestations, expropriations dans les magasins... Il fit partie d'"Autonomie Ouvrière" lors du développement de masse, puis en opposition avec la direction de ce mouvement qui prone un détournement de l'offensive. Il quitte l'organisation avec son collectif pour rejoindre Prima Linea en 1978.

Ouvrier dans une usine de menuiserie, il milite dans une "Squadra", détachement semi-légaux qui, parallèlement aux "Ronde", sont la base du projet communiste de P.L.

Au printemps 1980, P.L est très durement ébranlée par la répression, plus de 1 500 personnes sont arrêtées, de plus l'organisation est dissoute par son collectif "historique". Les "Squadre" et les "Ronde" se trouvent privées d'un point de référence organisationnel, mais ils continuent à oeuvrer et participent au début qui parcourt tout le mouvement révolutionnaire. Fin 1980, la "Squadra" de Ciro rejoint les C.O.L.P (Communistes Organisés pour la Libération Prolétarienne). Nous avons encore en mémoire l'attaque réussie du quartier spécial de la prison de Rovigo (janvier 81) que ces collectifs ont revendiquée. En novembre 1982, il échappe à la police lors d'un blitz qui détruit le collectif auquel il appartenait; depuis sa compagne et lui avaient vécu dans la clandestinité.



PRISE DE PAROLE

DE GLORIA ARGANO

L'Etat italien assume aujourd'hui la tâche de faire passer en procès pour le compte de l'Etat français l'épisode de l'avenue Trudaine, à savoir l'affrontement qui se produisit le 31.05.83 entre des communistes combattants et des policiers français. Un évènement qui se caractérise politiquement par son état d'intériorité totale au niveau d'affrontement produit par l'affirmation de la guérilla dans la réalité de la métropole impérialiste. Se soustraire à l'arrestation à travers l'usage des armes répond en effet à un critère de sauvegarde de leurs militants acquis par les forces révolutionnaires dans le vif de l'affrontement, et en tant que tel à un acte politiquement légitime. Du reste, la réduction de l'agir révolutionaire à des "actes criminels" qui, comme d'habitude dans cette salle d'audience, est aussi un élément stable du scénario judiciaire, se révèle une tentative plus que maladroite de camoufler la nature entièrement politique de ce processus. Il représente en effet un moment concrêt pleinement interne à l'avancement des politiques contre-révolutionnaires intégrées au niveau européen. Pour la bourgeoisie impérialiste, il s'agit de renforcer les plans déjà existants d'étroite coopération entre les appareils répressifs des Etats européens qui dégage la voie à l'abolition progressive des "frontières" juridiques et bureaucratiques rendues obsolètes par l'approfondissement du rapport révolution/contrerévolution et par la généralisation de ses caractères au niveau international.

La dynamique de renforcement, interaction et centralisation sur le plan supranational des instruments contre-révolutionnaires (se servant des acquisitions que chaque Etat a mûri historiquement au fil de sa confrontation avec les différents processus révolutionnaires) et l'accélération que cette dynamique a connue dans les dernières années, est finalisée à la construction d'un niveau d'activation toujours plus uniforme entre les Etats singuliers à opposer aux développements de la lutte de classe et des parcours révolutionnaires et anti-impérialistes qui traversent le système.

L'intégration des politiques contre-révolutionnaires est un terrain incontournable pour la bourgeoisie impérialiste et revêt un rôle de pointe dans les dynamiques actuelles d'intégration européenne et, plus généralement, dans les projets de cohésion et stabilisation de la chaine impérialiste.

Stabilisation et agrégation homogène toujours plus nécessaires à la survie même du système impérialiste dans un contexte où l'interdépendance et interpénétration toujours plus grandes des économies capitalistes ne permettent pas aux pays singuliers de se redécouper des espaces autonomes de sortie de la crise tandis que la phase d'instabilité politique profonde qui s'est ouverte à partir des modifications des équilibres post-Yalta avec le cadre général de rapports de force en faveur du bloc occidental, sert de débouché à l'accélération marquée de la tendance à la guerre engendrée par l'exacerbation de la crise économique qui tenaille l'ensemble des pays industrialisés. Une crise de valorisation qui, entre des vagues récessives plus ou moins profondes et des cycles de reprise relative perdure désormais depuis deux décennies, rendant non différable dans le temps la redéfinition globale de la division internationale du travail, des marchés et des sphères d'influence comme condition de base pour la relance d'un nouveau cycle d'accumulation. Telle est la substance de fond qui instruit la recherche/construction du tant loué Nouvel Ordre Mondial. Et l'aggression contre l'Irak en a constitué l'effet le plus déflagrant en délimitant contemporainement les caractères du nouveau scénario de guerres et massacres avec lequel les pays impérialistes, USA en tête, entendent poursuivre cet objectif.

A la lumière de cette réalité les importants développements de la lutte révolutionnaire mis en champ par la guérilla en Europe Occidentale, qui en ont mis en évidence les perspectives unitaires dans le développement du processus révolutionnaire, trouvent leur place précise et leur projection.

Le FRONT REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE OCCIDENTALE promu par les organisation A.D et R.A.F en 1985 a situé concrètement le noeud de la pratique unitaire entre les forces révolutionnaires et a placé en exergue la maturité des conditions pour l'avancement subjectif de ce front de lutte à l'impérialisme constitué objectivement par la présence des processus révolutionnaires singuliers ouverts dans les divers pays européens. Une ligne directrice à l'affirmation de laquelle toutes les forces révolutionnaires avaient contribué à partir de leur spécificité propre. Ici en Italie, les B.R avec les actions Dozier et Hunt (NdT 1) avaient déjà donné un apport concrêt, rendant explicite dans la praxis comment l'anti-impérialisme était un point de programme auquel il était impossible de renoncer, en étroite dialectique avec l'attaque à l'Etat. Ensuite avec l'action Conti (NdT 2), elles se sont insérées effectivement dans la per-

spective du FRONT ANTI-IMPERIALISTE COMBATTANT (FAC) en promouvant une politique d'alliance entre les forces révolutionnaires qui opèrent dans l'aire, destinée à créer des moments ultérieurs d'unité contre l'ennemi commun. Objectif qui a connu un moment significatif de mise en pratique dans la déclaration conjointe R.A.F/B.R et dans la proposition contenue en sein, là où la politique de front constitue une acquisition fondamentale et enrichit les bases d'où relancer le renforcement et l'amplification du FAC dans l'aire européo-méditerranéo-moyen orientale. C'est dans la pratique du FAC que trouve son débouché révolutionnaire la convergence stratégique entre les intérêts du prolétariat et ceux des peuples de la périphérie, exploités, affamés et massacrés par les exigences de la domination impérialiste. Malgré les difficultés évidentes que rencontre encore la pleine mise à effet de cette proposition, sa substance vit déjà concrètement dans les potentialités d'attaque à l'impérialisme, mises en évidence par les initiatives combattantes (en Grèce, en Turquie, en Allemagne, en Grande Bretagne, en Espagne...) qui durant la guerre du Golfe ont identifié immédiatement et nettement, dans les hommes et dans les structures de l'impérialisme, l'ennemi commun à attaquer. En effet, ce que l'évolution du cadre historique concrêt de l'impérialisme a mis en évidence historiquement, c'est le lien étroit qui court entre avancement des processus révolutionnaires singuliers et mise sur pied d'une dynamique plus générale de destabilisation de l'impérialisme dans son ensemble.

Tel est l'horizon stratégique dans lequel est inséré notre processus révolutionnaire.

L'Etat italien de manière cohérente avec les passages jusqu'ici effectués (tant sur le plan intérieur qu'international) dans son adéquation aux exigences du processus de crise/développement de l'impérialisme, est aujourd'hui en train d'accélérer cette réadéquation globale encore en vigueur sur le terrain de la redéfinition fonctionnelle ("rifunzionalizzazione") des pouvoirs de l'Etat. Une tendance où l'Italie, du fait de caractéristiques qui lui sont propres, parmi lesquelles la profondeur qu'a connu ici l'affrontement de classe et révolutionnaire, a accumulé quelque retard eu égard aux "démocraties matures" les plus avancées dans le reste de l'Europe. Retard qu'elle se prépare à combler en rejoignant, à travers une politique faite de forçage, le tournant vers la seconde République. Objectif qui, se basant sur un "renforcement de l'Exécutif" ("esecutivizzazione") toujours plus marqué des pouvoirs, en plus de sur une réduction drastique des conquêtes ouvrières et prolétariennes de la phase précédente, recueille en soi tout le contenu anti-prolétarien et contrerévolutionnaire de l'approfondissement des formes de domination de la bourgeoisie dans leur transformation graduelle. Dans cette dynamique, la guérilla, en opérant en dialectique étroite avec les instances les plus matures de l'autonomie de classe, s'est insérée frappant en Ruffilli (NdT 3) le projet qui incarnait le mieux les exigences de la bourgeoisie dans cette direction. Une action qui a fait émerger toutes les potentialités de réadéquation politique/organisationnel que les B.R per il P.C.C ont opéré dans la phase de retraite stratégique et précisément durant les années où la contre-offensive de l'Etat a été la plus lourde.

En centrant l'intervention sur les axes fondamentaux de l'opposition classe/Etat et impérialisme/anti-impérialisme, les B.R ont su orienter correctement l'affrontement révolutionnaire, sédimentant un patrimoine solide sur lequel se fonde notre processus révolutionnaire et d'où il tire sa vitalité.

Ce sont les dynamiques de l'affrontement aujourd'hui qui reposent l'entière validité de la guérilla comme unique stratégie possible pour le développement des processus révolutionnaires en cette époque historique. Le caractère praticable de la lutte armée pour le Communisme aujourd'hui n'est pas une question de générique réaffirmation de principe et en particulier, dans notre réalité d'affrontement, vingt années d'activité politico-militaires développées par les B.R per il P.C.C constituent un point de référence clair pour la relance de l'initiative révolutionnaire.

En tant que militante révolutionnaire prisonnière, c'est donc dans la référence à l'activité globale des B.R per il P.C.C que se situe mon identité politique et en conséquence, je ne reconnais aucune autorité à ce tribunal.

HONNEUR AU CAMARADE CIRO RIZZATO ET A TOUS LES COMBATTANTS TOMBES POUR LE COMMUNISME.

HONNEUR A TOUS LES REVOLUTIONNAIRES TOMBES EN LUTTANT CONTRE L'IMPERIALISME.

Milan, juin 1991.

Gloria Argano

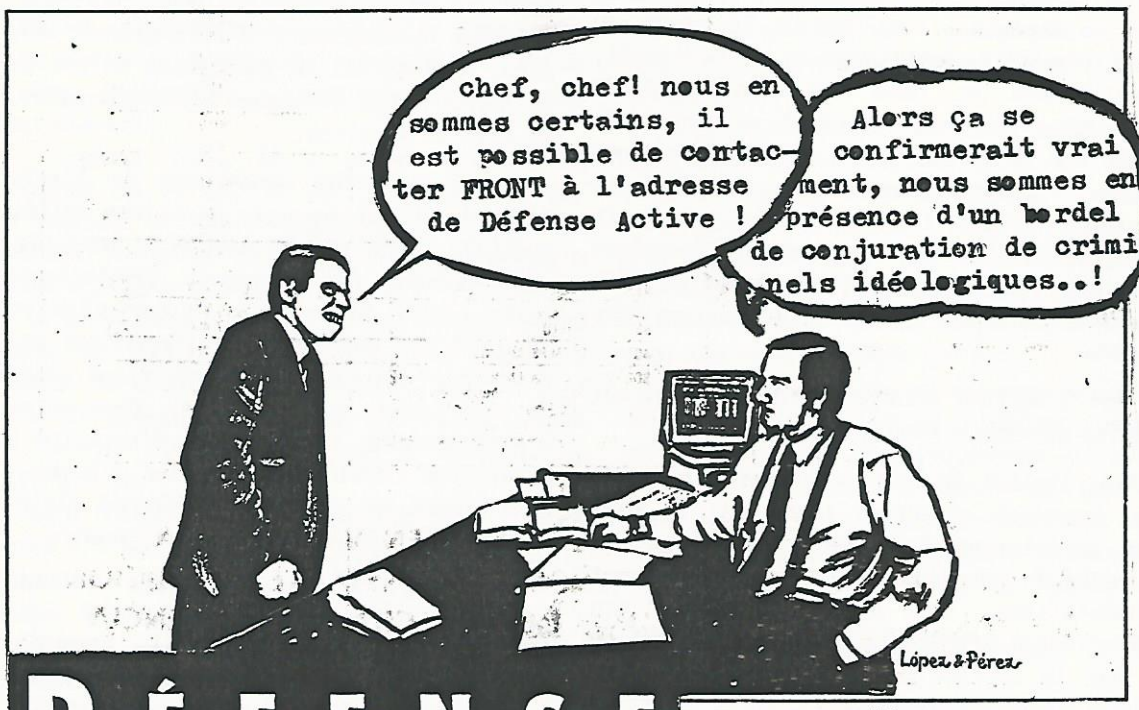
Notes :

Note 1. : **James Lee Dozier**, général en chef des forces logistiques de l'OTAN enlevé le 17.12.1981. par les Brigade Rosse. Il sera retrouvé par la police un mois plus tard; l'enquête donna lieu à l'introduction de la torture à l'encontre des militants arrétés.

Ray Leamon Hunt, directeur général de la Force Multinationale d'observation dans le Sinaï constituée afin de garantir les Accords de Camp David stipulés entre l'Egypte et Israel sous le contrôle direct des USA. Hunt a été exécuté par les BR-PCC le 15.02.1984. à Rome.

Note 2 : **Lando Conti**, ancien Maire de Florence et patron d'une entreprise du Complexe Militaro Industriel, exécuté par les BR-PCC le 10.2.1986.

Note 3 : **Roberto Ruffilli**, sénateur Démocrate Chrétien et technocrate véritable cerveau du projet de refondation de l'Etat, exécuté le 16.4.1988 par les BR-PCC. Dans le prochain numéro de Front nous publierons autour du fil rouge contre les réformes de l'Etat bourgeois, le communiqué revendiquant cette action.



DÉFENSE ACTIVE

Jargon libre,
Boite Postale 417
84071 Avignon.

COMBATTRE LA BOURGEOISIE IMPERIALISTE

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI ET LA SITUATION INTERNATIONALE

Introduction

Sur l'océan dessiné par l'époque actuelle, il est nécessaire d'analyser la réalité sans jamais égarer la boussole du matérialisme dialectique. Il faut refuser, par exemple, toutes les opinions selon lesquelles il faudrait attendre une espèce de crise-effondrement du mode de production capitaliste (M.P.C), ou encore le rapide déchaînement de cette troisième guerre mondiale qui entre temps, en tant que première bataille, a peut-être déjà produit récemment la "guerre du Golfe", et qui, dialectiquement aux rapports de force globaux réels et aux caractères d'un monde surchargé d'armes nucléaires, tend au contraire à connaître une durée épocale avec une alternance de faits, situations et politiques impérialistes de "paix" et de guerre qui échappent et échapperont à l'ensemble des prévisions faciles des "futurologues".

Aujourd'hui plus que jamais, il devient nécessaire de refuser aussi catégoriquement les thèmes de la gauche réformiste et/ou "réformatrice" occidentale qui, afin d'aligner le prolétariat des pays avancés sur la grande bourgeoisie "autoctone", avance à dessein des analyses exagérées à propos des contradictions entre les U.S.A, la C.E.E et le Japon.

Enfin, en ce qui concerne l'impérialisme aujourd'hui, il faut éviter de tomber dans les pièges des définitions dépassées, face à la réalité présente, en faisant également attention à ne pas glisser dans les théories qui considèrent comme déjà réalisées les tendances encore actuelles (par exemple, la théorie selon laquelle, il existerait déjà des capitaux monopolistes internationaux dans chaque secteur productif et immédiatement au niveau "multiproductif"). Le document présent est une analyse très synthétique de l'impérialisme actuel et de la situation internationale, il veut

utiliser une méthode matérialiste dialectique aussi et surtout afin de contribuer à rendre plus évident le sens actualisé et la justesse stratégique de l'idée-force du socialisme et du communisme.

1) Instabilité à long terme de l'ordre capitaliste international.

Dans le mode de production capitaliste actuel, la tendance à la surproduction, c'est-à-dire la suraccumulation capitaliste, s'est énormément internationalisée et fait surface périodiquement dans des récessions économiques déterminées qui caractérisent une situation d'instabilité de longue durée de la forme d'accumulation, et plus généralement de l'ordre capitaliste international.

Lors des 20-25 annnées qui suivirent la seconde guerre mondiale, la forme de l'accumulation était caractérisée par la dominance des entreprises "multinationales" qui, à la différence des transnationales actuelles, tentaient de reproduire à l'extérieur la structure productive de la maison mère, et donc qui avaient un niveau relativement bas d'intégration et de "planification" de l'ensemble de leurs activités.

En plus d'autres caractères comme la très importante hégémonie impérialiste US, le très faible coût des matières premières, la généralisation du taylorisme-fordisme et la croissance de l'Etat du Welfare dans les pays au capitalisme avancé.

Entre la seconde moitié des années 60 et les premières années 70, toutes les caractéristiques de la forme précédente prise par l'accumulation entrèrent en crise. Depuis lors, une période d'instabilité de l'ordre capitaliste international s'est ouverte qui, loin d'être résolue, est accompagnée d'une grande révolution technologico-industrielle basée sur des technologies électroniques et informatiques, qui produit une mutation profonde de la division du travail dans le procès productif immédiat, dans le contexte social et au plan international. Pour cette raison également, l'instabilité de l'ordre capitaliste international tend à constituer une instabilité de longue durée qui se développe parallèlement à une forte concurrence pour le contrôle des nouvelles "industries de pointe" (microprocesseurs, biotechnologie, fusion nucléaire...).

2) L'impérialisme aujourd'hui.

La phase actuelle du M.P.C est caractérisée par la dominance d'entreprises et de banques transnationales qui ont de fait leur base fondamentale dans leur activité, dans les pays à capitalisme développé. Elle est donc caractérisée par une dominance qui, étant expression historiquement déterminée et d'avant-garde du capital, constitue une contradiction dynamique avec le capital lui-même.

Les banques transnationales à leur tour, élevées en général dans le sillage des entreprises transnationales, accentuent de manière spécifique la contradiction entre dette publique (intérieure et extérieure) et richesse privée, c'est-à-dire entre les dettes des Etats et les intérêts des couvertures financières particulières de telles dettes.

En ligne générale, les entreprises et les banques capitalistes transnationales approfondissent toutes les contradictions les plus importantes au monde. En fait par leur hégémonie, elles aggravent l'oppression au niveau global face au prolétariat, elles tendent à accentuer la dépendance économique et technologique des pays à capitalisme arriéré et semi-développé par rapport aux pays du capitalisme avancé; elles cherchent à intégrer les divers pays de l'Est européen comme semi-périphérie, elles cherchent à démanteler les bases économiques des pays ayant connu des révolutions socialistes victorieuses (URSS, Chine, Cuba), elles alimentent le saccage et la manipulation incontrôlée des ressources naturelles, elles produisent les principales menaces à l'équilibre de la biosphère et elles favorisent un progrès continu de qualité et de diversification de la barbarie des moyens de destruction et en tout premier lieu des moyens d'extermination de masse.

Les entreprises et les banques capitalistes transnationales constituent les principales expressions de l'impérialisme actuel et comme le démontre l'expérience historique des ultimes décennies du XIXème siècle à nos jours, l'impérialisme se transforme mais il ne perd pas sa faculté à opprimer, à exploiter, à saccager, à développer la barbarie, à détruire pour ensuite monopoliser les travaux de "reconstruction" et à chercher par tous les moyens à étendre son pouvoir.

Pour ces raisons fondamentales, la bourgeoisie impérialiste, en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie et politique militariste dans le monde, est de fait l'ennemie principale des forces révolutionnaires du prolétariat et des peuples opprimés au niveau planétaire.

3) Le redimensionnement drastique du camp des pays à économie étatisée et les rapports de force globaux.

L'actuelle révolution technologico-industrielle guidée par les pays à capitalisme avancé et le marché mondial dominé par le capital oligo-politico-financier transnational sont les facteurs internationaux qui ont poussé et poussent les pays qui ont des économies étatisées et

"planifiées", à accélérer leurs dynamiques de transformation économique, sociale et politique.

Ces dynamiques malgré les caractéristiques particulières de chacun des pays ont été produites par la crise économique du "modèle de développement extensif" (caractérisé par une utilisation extensive de la force-travail et des matières premières), par les contre-coups négatifs de la division prolongée -initiée dans les années 60- entre les deux principaux pays à économie étatisée (URSS et Chine) et par la crise des systèmes politiques qui se sont sclérosés, surtout du fait d'une faible constitution des formes de démocratie socialiste directe et essentielle.

Quelques uns de ces pays, comme la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont commencé après 89 à instaurer des systèmes politiques à démocratie représentative de type occidental et à démanteler la propriété étatique des moyens de production.

L'Allemagne de l'Est a été purement et simplement annexée par l'Allemagne de l'Ouest avec l'accord officiel de l'URSS et ainsi est née la "Grande Allemagne" qui -entre autres- tente d'établir une direction capitaliste de fer sur la force-travail allemande orientale, se servant de la croissance gigantesque du taux de chômage.

D'autres pays comme l'URSS, la Chine, la Roumanie et la Bulgarie ont déjà commencé à constituer et à légaliser des économies mixtes dominées par les oligopoles d'Etat.

Pratiquement, les années 90 ont débuté par un redimensionnement drastique du camp des pays à économie étatisée et "planifiée" et par une transformation profonde dans ces mêmes économies.

Les rapports de force globaux sont ainsi modifiés en faveur des pays à capitalisme avancé qui, justement pour ce motif, se sentent plus libres pour développer des opérations militaristes dans le Tiers-Monde, afin de soutenir et de renforcer les processus de "néo-colonisation" et pour contrôler les sources et les canaux de ravitaillement des diverses "matières premières stratégiques".

D'un autre côté, la transformation des rapports de force globaux n'a pas réussi à dépasser la réalité de l'équilibre stratégique existant au niveau militaro-nucléaire entre les USA et l'URSS.

En conséquence, il est inévitable que dans les prochaines décennies, les USA chercheront à produire des armes toujours plus sophistiquées et à renforcer la militarisation de l'espace avec l'objectif stratégique d'acquérir la supériorité militaire face à l'URSS. De fait, pour les USA, conserver la domination relative dans le domaine économique et acquérir une forte supériorité militaire au niveau mondial sont des questions strictement inter-connexes.

4) La domination relative des USA et les principaux leviers de l'accumulation capitaliste.

Les USA n'ont plus la très grande hégémonie impérialistes des 20-25 années de l'après seconde guerre mondiale, mais durant les dernières décennies, ils ont réussi à conserver une sorte de domination impérialiste relative, comme le démontre amplement le fait qu'à la fin des années 80, ce pays contrôlait près de 40% du chiffre d'affaire des 500 premières entreprises capitalistes mondiales et les 43% d'employés correspondants: près de 3 000 milliards de dollars et 12 millions d'employés (données extraites d'"Atlante economico"-"Sole 24 ore" 21.7.90).

Sur ce terrain, c'est-à-dire dans le classement des 500 premières entreprises capitalistes transnationales du monde, les USA précèdent le Japon. A un niveau plus bas suivent par ordre décroissant, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la France et le Canada, ensuite en termes équivalents l'Italie, la Suède et la Corée du Sud (toujours selon les mêmes sources: "Sole 24 ore").

Dans les deux dernières décennies, l'ascension des entreprises japonaises a été très rapide. La première entreprise japonaise Toyota se situait, au début des années 70, à la 12ème place du classement mondial des entreprises capitalistes et à la fin des années 80, elle atteint la 4ème: le toyotisme est présenté non par hasard comme un modèle d'organisation capitaliste du travail qui -en garantissant un degré élevé de flexibilité du système de production dans la responsabilisation "créative" et polyvalente du travailleur et une production informatisée sans stock de produits finis- peut constituer un support significatif pour les entreprises capitalistes transnationales qui tentent d'étendre leur propre "spère d'influence" sur le marché mondial et qui visent à améliorer la "planification" de leur activité d'ensemble. Le Japon a gagné de nombreuses positions dans ce classement mondial des 500 principales entreprises capitalistes, mais dans ce même classement comme nous l'avons vu, les USA réussissent à maintenir "la majorité relative" et cela constitue le "noyau dur" de l'actuelle domination impérialiste relative à ce pays, et également dans les principaux leviers de l'accumulation capitaliste (matières premières, technologie, finance et commerce international).

En ce qui concerne les matières premières, la majorité absolue des exportations mondiales de produits agro-alimentaires, de produits agricoles pour l'industrie et du secteur des "minéraux et métaux" ont pour origine les pays à capitalisme avancé (voir: "materia prime ed economia mondiale" Enzo Grili, il mulino 82). C'est uniquement par rapport aux combustibles que la majorité absolue des exportations mondiales a pour origine les

dénommés "pays en voie de développement", mais même dans ce secteur les USA, grâce à leur production locale et à leurs propres entreprises pétrolières transnationales, réussissent à assurer un rôle de premier plan.

De manière générale, les entreprises transnationales, avec à leur tête les entreprises américaines, détiennent un grand pouvoir de contrôle sur les matières premières dans le domaine capitaliste international.

Par exemple, les entreprises transnationales engagées dans la production de type alimentaire réussissent à imposer une structure de consommation et celle-ci est rentable et très éloignée de celles liées aux "traditions" locales. En outre, sur cette base s'est développée l'"arme alimentaire" en qualité de composant stable de la politique extérieure des USA pour réaliser d'éventuelles pressions sur les gouvernements d'autres pays.

Au niveau technologique, la situation est différente mais non essentiellement. Il est sûr que depuis la fin des années 60, le Japon est le pays qui a enregistré la plus forte progression d'activité à l'égard des brevets et la croissance la plus significative des quotas d'exportation totale des produits à technologie avancée. Mais les USA possèdent une capacité d'innovation technologique dans de nombreux et importants secteurs (aérospatiale, technologie médicale, ingenering génétique, calculateur...) et ils sont encore le pays leader tant dans les domaine des brevets que dans celui de l'exportation des produits à technologie avancée (voir: "L'economia globale" p 19 à 65, editioni Lavaro 88).

Dans la sphère financière, outre le pouvoir financier spécifique propre des entreprises capitalistes transnationales, les USA manifestent une domination relative tant au niveau monétaire qu'au niveau boursier. Le dollar n'est plus, contrairement à l'époque du système de Bretton Woods, l'unique "dépot de valeur" monétaire. Les devises des principaux pays à capitalisme avancé sont toujours plus internationalisées. Le mark et le yen en particulier sont devenus des monnaies de réserve et d'investissement internationales qui se rejoignent et qui, en partie, se substituent au dollar. Nonobstant, le dollar reste la principale monnaie mondiale.

Depuis la fin de 1987, les banques japonaises ont acquis la dominance relative dans l'ensemble de l'activité bancaire internationale (voir: "Il mercato internazionale dei capitali" di Giannadrea Falchi, dans "La politica monetaria in Italia" ed Il Mulino 89). Mais sur le marché des capitaux, le dollar est la monnaie la plus usitée tant dans les émissions d'obligations internationales que dans les crédits bancaires internationaux (avec 41,7% des premières et 70% des seconds -"Sole 24 Ore").

En outre, dans le cadre du système monétaire en vigueur, à "changes flexibles", il existe depuis le milieu des années 80 un mécanisme de "surveillance multilatérale" orchestré par les USA et par le "groupe des 7" -tel qu'il est officiellement défini: ceci signifie que le dollar continuera probablement pour longtemps encore d'être la principale devise internationale et que les possibles "guerres de devises" entre les principaux pays à capitalisme avancé pourraient être en partie émoussées de façon préventive.

Au contraire, au niveau boursier, la dominance relative des USA se présente dans de moindre proportions: la bourse de New York contrôle de fait en termes de "capitalisation" un chiffre égal à 2901 milliards de dollars et elle est suivie de près par la bourse de Tokyo qui contrôle elle un chiffre de 2895 milliards de dollars (voir: "Sole 24 Ore"). Donc il est important d'ajouter et de souligner qu'en termes de "capitalisation", les bourses des autres pays à capitalisme avancé ne réussissent à contrôler que des chiffres extrêmement plus bas que ceux rapportés pour New York et Tokyo.

En ce qui concerne le commerce international, on peut immédiatement dire qu'il existe une domination absolue des entreprises capitalistes transnationales. La majorité absolue du commerce international est entre les mains des entreprises capitalistes transnationales, et près de la moitié du commerce international contrôlé par ces entreprises est, en réalité, du commerce entre les filliales de colosses capitalistes. Le pouvoir commercial d'un pays à capitalisme avancé ne peut se mesurer correctement sur la base d'analyse du "bilan commercial national", mais uniquement à partir d'un calcul du pouvoir commercial des entreprises transnationales qui ont leur base dans tel ou tel pays capitaliste développé. De ce calcul ensuite, il se déduira que les USA maintiennent aussi une domination relative sur le commerce mondial.

5) Les trois principales zones du système capitaliste international et la concurrence entre les entreprises capitalistes transnationales.

Dans les prochaines années, aucun pays capitaliste ne réussira à remplacer les USA dans le rôle de puissance impérialiste relativement dominante.

Les dynamiques capitalistes pourraient modifier les rapports hiérarchiques entre les pays à capitalisme avancé et réduire la domination relative des USA. Tendanciellement divers facteurs favorisent le développement des contradictions entre les puissances et/ou les zones à capitalisme avancé. Mais ces facteurs se situent dans un contexte caractérisé par le développement de l'interdépendance structurelle entre les pays et zones à capitalisme avancé; donc vu ce caractère,

une relative domination limitée serait également suffisante aux USA pour maintenir leur leadership dans la chaine du système capitaliste international.

L'internationalisation de la production et de la circulation et la dimension transnationale de l'actuel capital oligo-politico-financier poussent les processus de "libéralisation" et d'extension des principales zones du marché: la zone nord-américaine (USA, Canada et Mexique), la zone de la CEE et la zone Yen du sud-est asiatique. Plus précisément, le développement de ces grandes zones de marché est autant une conséquence qu'un facteur d'accélération à l'égard du processus de croissance transnationale des colosses capitalistes.

Chacun de ces colosses, tout en ayant une base d'origine dans tel ou tel pays à capitalisme avancé et un fort enracinement dans telle ou telle grande et importante aire de marché, agit simultanément dans de nombreuses zones du système capitaliste international.

Par conséquent, les principaux protagonistes de la concurrence sur le marché mondial ne sont pas les principales aires de marché (comme semble le soutenir l'économiste américain Paul Sweesy dans ses projections pour les années 90), mais les entreprises capitalistes transnationales. Plus précisément, les trois grandes aires de marché du système capitaliste international constituent les principaux "champs de bataille" de la concurrence entre les colosses capitalistes transnationaux. Ces trois aires ont une degré élevé d'interdépendance et composent le territoire sur lequel le capital oligo-politico-financier transnational enfonce le plus profondément ses racines.

Les colosses capitalistes transnationaux sont présents dans les principaux pays du système capitaliste international et de façon plus limitée dans les pays de la "semi-périphérie" et de la "périphérie" de ce système, dans divers pays de l'Est européen (surtout ceux caractérisés par des processus de démantellement de la propriété étatique des moyens de production) et dans les "zones industrielles libres" et/ou dans les joint-ventures des pays comme la Chine et l'URSS.

Dans ce cadre, les Etats du pays à capitalisme avancé et les organismes inter-étatiques qu'ils dominent (Groupe des 7, FMI, Banque Mondiale, CEE, OTAN...) tendent à devenir les institutions centrales de support au mode de production capitaliste contemporain et de la prédominance du capital oligo-politico-financier transnational.

En dernière analyse, les contradictions les plus significatives qui se manifestent entre les Etats des pays à capitalisme avancé, dans le cadre des organismes inter-étatiques qu'ils dominent, et entre les principales aires du marché, sont le reflet d'une forte dynamique concurrentielle, non seulement entre les différents systèmes bancaires et entre les banques capitalistes transnationales, mais aussi et surtout entre les diverses entreprises capitalistes, et en particulier entre les entreprises capitalistes transnationales.

Le prénomène le plus voyant des contradictions entre les pays et les principales zones de marché est celui correspondant aux difficultés surgies au cours des dernières réunions du GATT. Mais nous savons que si les USA critiquent l'existence des aides à l'agriculture dans les pays de la CEE, c'est seulement parce qu'ils tentent de consolider le pouvoir international de leur propre "agro business".

Nous savons en outre que si les USA ont pour objectif la libéralisation du commerce international des services, c'est bien uniquement parce qu'ils représentent le premier exportateur mondial de services commerciaux privés, spécialement dans les "nouveaux services" qui se sont énormément développés dans la dernière décennie (leasing, engineering, franchising, services pour la transmission et l'élaboration de l'information...).

Donc dans les grandes lignes, les contradictions entre les pays et les zones à capitalisme avancé, comme nous l'avons vu, correspondent dialectiquement et avant tout aux problèmes de la concurrence entre les entreprises capitalistes transnationales.

Les procès mêmes de "libéralisation" des mouvements économiques à l'intérieur des principales zones de marché favorisent d'un côté, dans chacune de ces aires spécifiques, le développement transnational de beaucoup de capitaux à base autoctone. De l'autre, les principales zones de marché, considérées comme un tout, sont traversées par une âpre concurrence entre les entreprises capitalistes transnationales ou entre les "ententes" de celles-ci pour conquérir ou préserver les meilleures positions sur le marché mondial.

6) La zone CEE.

Les USA orchestrent la libéralisation des mouvements des marchandises en Amérique du Nord et ils pensent déjà l'étendre à l'Amérique Centrale et Latine. L'aire du Yen se renforce dans le sud-est asiatique. La CEE construit elle, dans sa zone un marché unique pour les flux économiques et financiers des entreprises et des banques.

Ces aires, en étant les plus importantes au niveau du marché, contribuent à accentuer le développement économique inégal dans le monde, elles attirent les grands flux migratoires internationaux et, face à la croissance des divers processus de libéralisation dans le domaine économique et au haut degré d'interdépendance qui les lient, contribuent à rendre plus synchronisée en elles la tendance à de nouvelles crises de surproduction capitaliste et elles favorisent

l'émergence d'un scénario caractérisé par une concurrence plus dure entre les colosses capitalistes transnationaux.-

Cette situation tend autant à accentuer les déséquilibres à l'intérieur de chacune des grandes aires du marché qu'à faire surgir différentes contradictions sociales.

Mais simultanément, les pays de la CEE ne sont pas en mesure, tout du moins à brève échéance, de se débarasser de la prédominance technologique des USA et du Japon. Ils connaissent différentes difficultés et une grande lenteur dans la marche vers "l'union monétaire" des pays membres, c'est-à-dire vers l'unité monétaire qui pourrait affaiblir, au niveau international, le rôle relativement dominant du dollar. En outre, ils ne sont pas en mesure de constituer un pôle autonome d'un point de vue politico-militaire. En effet, la tendance dans les pays de la CEE à renforcer l'UEO (Union de l'Europe Occidentale) est en réalité la tendance à créer un commandement militaire intégré à l'intérieur de l'Alliance Atlantique ou au minimum essentiellement subordonné à cette Alliance Atlantique.

Pratiquement la CEE ne constitue pas une aire autonome, mais tente de défendre et de renforcer son poids spécifique au niveau international et donc aussi dans les limites du camp de l'OCDE dans lequel les USA détiennent, même si c'est en termes relatifs, une domination impérialiste certaine.

7) L'idée-force du socialisme et du communisme.

L'actuelle phase historique a le mérite d'approfondir considérablement l'internationalisation de la vie économique et politique. Mais d'un côté, l'approfondissement de cette internationalisation est conditionné par une domination beaucoup plus élévée du M.P.C et par un fort impérialisme des transnationales, et d'un autre côté cela même conditionne, plus que par le passé, même si c'est à des niveaux différents, la réalité de chaque aire, de chaque pays et donc aussi des aires comme la CEE et des pays comme l'Italie.

Dans cette dialectique et dans ces conditions historiques, les conditions matérielles pour une idée-force rénovée du socialisme et du communisme se développent. A l'époque de l'informatique, du "village global" et de l'internationalisation la plus profonde de la vie économique et politique, le socialisme peut être une société de transition du M.P.C au mode de production associé, dans la mesure où il accentue et étend les formes d'autogestion effective des travailleurs et de la société, et qu'il prépare les meilleures conditions à l'égard du développement nécessaire à la planification socialiste internationale et de l'engagement révolutionnaire à toujours affronter les problèmes économiques et sociaux d'importance stratégique pour l'humanité.

En conséquence, le communisme peut renaître et se rénover en qualité de "mouvement réel qui abolit l'état des choses existant" au niveau épocal et mondial et qui, à un tel niveau, connaît différentes modalités et diverses étapes révolutionnaires dans les différents zones et pays, il a pour but de construire un mode de production associé dans lequel le libre développement de chaque peuple peut devenir véritablement et non seulement en parole, la condition de base pour la liberté de tous.

Parmi les principales zones du système capitaliste international, l'aire de la CEE est celle sur laquelle les conditions objectives sont les plus appropriées pour renover l'idée-force du socialisme et du communisme. En Europe Occidentale, justement ici où elle est née, cette idée-force tend à revenir chargée de toute l'expérience accumulée par le mouvement révolutionnaire mondial, et avec toutes les potentialités qui s'entrouvent aujourd'hui.

En Europe Occidentale, et donc également en Italie où la "seconde République" en gestation voudrait homologuer tout et tous dans la prison de la comptabilité capitaliste et impérialiste, il devient possible et nécessaire de relancer -en termes théoriques et pratiques- la lutte révolutionnaire de longue durée pour le socialisme, basée sur l'autogestion prolétarienne et sociale effective, sur la solidarité internationaliste réelle entre les peuples et en conséquence d'un monde libéré de l'infamie de la barbarie, de l'hypocrisie et des oppressions de l'état des choses existant.

Avril 1991
Prison de Novara

Sandro Padula
Militant des B.R-P.C.C.

BRIGATE ROSSE

LA NOUVELLE DIMENSION DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE

A partir de la guerre du Golfe, l'affrontement révolutionnaire et de classe a, partout, été caractérisé par une nouvelle dimension.
Pour les USA, ce fut le premier pas de l'imposition de leur nouvel ordre mondial, à l'époque de la postguerre froide. La guerre a été locale, mais l'enjeu était et est mondial.

Une nouvelle époque de mutations profondes des équilibres de pouvoir et de relations internationales s'ouvre avec elle et en conséquence, une époque de guerre et de guerre mettant en discussion toutes les assises précédentes du système impérialiste.

Tel qu'il se présentait à partir de la division internationale de Yalta, ce système fut complètement incapable de gérer les effets de la crise du capital international et le développement des contradictions qu'elle entrainait.

La constitution d'un bloc européen, en tant que réponse à la crise internationale du capital et du système, a connu une accélération concrète dans le processus de cohésion internationale imposé par la guerre; mais cette poussée de l'escalade militaire US-impérialiste a encore davantage mis à nu la désagrégation du système par la bourgeoisie impérialiste.

Tout ceci signifit que du coté des Etats impérialistes, la guerre ultérieurement redéterminera cette nouvelle phase historique dans laquelle l'impérialisme a besoin de renforcer son pouvoir sur les plans économique, politique et militaire.

En tant que riposte globale de la bourgeoisie à la crise du vieil ordre, la guerre du Golfe a aiguisé et approfondi les effets des contradictions principales générées par cette crise au niveau mondial.

Dans la zone moyenne-orientale, la ligne de démarcation anti-impérialiste s'est une fois de plus imposée et la contradiction entre prolétariat et bourgeoisie en fut polarisée.

Dans tout le Moyen-Orient, s'est condensé un processus de luttes et de libération. Ce ne fut pas seulement l'attaque contre le peuple irakien. Il y a la lutte du peuple palestinien qui combat le sionisme. Il y a le peuple kurde qui lutte pour sa propre indépendance. Il y a le prolétariat turc qui combat contre la bourgeoisie fasciste. Tout le peuple arabe qui résiste à l'hégémonie US et aux dictats du FMI.

Dans leur ensemble, ces luttes constituent **LA LUTTE** du prolétariat arabe contre l'impérialisme et les régimes qui collaborent à la pacification forcée de la zone. La guerre a placé, directement et dans son ensemble, ce processus de lutte face à la bourgeoisie impérialiste au niveau international.

Un fil rouge lie cette étape de la guerre impérialiste à la ligne contre-révolutionnaire de gestion de la crise US-impérialiste, vieille de vingt ans et dont le déclenchement correspond, ce n'est pas un hasard, à la défaite américaine au Vietnam. Depuis lors, les lignes impérialistes de gestion de la crise ont pour objet la perpétuation de la globalité du système dirigé par les USA. Et en ce moment, il est plus que jamais nécessaire de rappeler que la crise d'hégémonie US caractérise historiquement la phase d'affrontement que nous traversons dans le sens où la désagrégation de ce système impérialiste est l'horizon historique des forces révolutionnaires actuelles.

L'unité des forces révolutionnaires dans le front révolutionnaire anti-impérialiste et l'organisation de la lutte de classe internationale représentent la force politique et sociale en mesure de produire une avancée dans le processus d'émancipation et de révolution sociale dans cette époque de mutation.

Une chose doit être claire : la situation actuelle caractérisée par de profonds changements ouvre objectivement un espace nouveau à l'initiative révolutionnaire, mais pour le prolétariat international, ce ne peut être une avancée que s'il construit un pôle de force capable de rompre les rapports de force, de les briser à nouveau en un quelconque endroit.

Aujourd'hui naît un "nouveau" mouvement contre la guerre qui a des dimensions mondiales et une marque de classe et anti-impérialiste. L'internationalisme prolétarien peut devenir "nouveau", précisément en se réappropriant la signification originelle donnée par Marx et les communistes de la Ière Internationale: Prolétaires du Monde entier unis contre le capitalisme et sa barbarie, pour conquérir une dimension de vie pleinement humaine.

Cette signification originelle a été progressivement dénaturée par le révisionnisme qui "face aux manques de maturité des contradictions objectives" a mécaniquement à celles-ci subordonné la perspective révolutionnaire. Il a soutenu la priorité du développement capitaliste dans les zones non-industrialisées (Amérique Latine comme Europe du Sud) et la mentalité corporatiste et chauviniste dans les zones les plus développées; il a divisé "structurellement les exploités" et il a nié la possibilité du communisme. Et les héritiers de cette politique infâme dans le centre impérialiste -sociaux-démocrates et réformistes anciens et nouveaux- ont, aujourd'hui dans de nouvelles conditions, reproposé leur rôle dans la séparation de la classe d'avec le mouvement révolutionnaire, isoler l'antagonisme prolétarien et empêcher le développement de la conscience anti-impérialiste.

Aujourd'hui, la lutte anti-impérialiste contre le génocide des peuples et la "nouvelle" colonisation du Moyen-Orient et du Sud doit devenir partie intégrante de la lutte de tous les prolétaires, en Italie comme en Espagne, en Allemagne, en Grèce, en Turquie et dans toute l'Europe entière. Elle doit se transformer en une conquête de la conscience prolétarienne comme le sont devenues l'autonomie de classe et l'auto-organisation des luttes.

L'unité des luttes du prolétariat des métropoles du "centre" avec celles des trois continents du Sud peut établir la base de classe sur laquelle construire la force capable d'accélérer l'agonie du système impérialiste.

L'attaque de la RAF contre Rohwedder, promis gouverneur de Bonn à Berlin-Est, est un coup de poignard contre la stratégie d'unification impérialiste dont le projet pan-allemand est l'axe du processus de renforcement de son pouvoir dans la division internationale impérialiste.

L'annexion de l'ex-DDR ratifiée en octobre 90 n'a rien fait d'autre que de révéler à des centaines de milliers de prolétaires et ouvriers la nature bestiale des intérêts capitalistes, et elle a démontré la profondeur des contradictions du système qui sont à la base de la poussée vers l'intégration européenne.

De façon accélérée dans cette phase, la gestion impérialiste de la crise du système brûle nombre d'illusions et de fausses conceptions, et le caractère inhumain et oppressif de l'impérialisme apparaît, sans démagogie, comme l'ennemi direct dans les luttes de tous les prolétaires. Tant dans les territoires où elle s'est imposée par l'occupation militaire que là où elle s'est "proposée" grâce à sa politique de pression, la "nouvelle" pénétration capitaliste se fait ouvertement sans consensus.

L'action de la RAF est un pas en direction de l'unification des luttes et de l'antagonisme prolétarien sur la base de la politique de la guérilla de bloquer la voie de résolution de la crise, "contre les projets réactionnaires pan-allemands et européo-occidentaux de soumission et d'exploitation des hommes ici et sur les Trois Continents".

LUTTER ENSEMBLE.
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS.
HONNEUR à TOUS LES COMBATTANTS TOMBES DANS LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME.
HONNEUR AU CAMARADE JESUS ROJAS ANTONIO CARDENAL.

Anna Cotone
du Collectif Communiste "WOTTA SITTA!"
à la cour pénale de Naples, le 18.4.1991.

PROCES MORO-TER à ROME

Un message des camarades

Parler de ce procès et du pourquoi nous sommes ici dans le bunker du Moro italico ne peut avoir de sens que si cela se place dans le contexte de l'affrontement que nous vivons actuellement comme tout révolutionnaire, en Italie et dans l'Europe entière.

En effet, le procès en appel "Moro ter" apparaît en soi comme une simple formalité bureaucratique à liquider à la va-vite sans trop de publicité et dans laquelle celle que la bourgeoisie prétend juger -la guérilla- ne doit pas figurer en tant que sujet politique.

En réalité, l'initiative politico-militaire des Brigate Rosse au cours des 20 dernières années, et en premier lieu l'attaque contre la politique de "solidarité nationale" en 1978 et sa destruction dans la "Campagne de printemps" et l'enlèvement de Moro, a ouvert de profondes contradictions dans l'ordre des pouvoirs de l'Etat italien et à l'intérieur de tout l'ensemble des forces de la bourgeoisie impérialiste, des partis de gouvernement aux partis réformistes subalternes. Des contradictions qui ne sont toujours pas résolues.

Aujourd'hui, cet affrontement entre les "corps de l'Etat" perdure et détermine aussi bien une série de "règlements de compte" internes à la bourgeoisie qu'une tentative de manipulation et de réécriture de l'expérience de la lutte armée, et celle de l'ensemble de la lutte de classe, afin de peser sur le futur du mouvement révolutionnaire.

Ce procès n'est que le produit de la stratégie contre-révolutionnaire qui, durant toute la période des années 80, a utilisé les "procès de la lutte armée" comme élément d'une action globale de dépolitisation et comme tentative de réduire la guérilla à un phénomène purement criminel, contre les parcours de lutte et de formation de la conscience de classe.

La première session de ce même procès Moro Ter conclue en 1988 fut un exemple très révélateur de cette stratégie, avec l'apparition du projet de "solution politique de la lutte armée" porté par certains secteurs de l'Etat avec l'active collaboration de la classe politique ex-combattante. Nous savons tous fort bien comment cela s'est terminé.

Aujourd'hui, trois ans après, les termes du problème ont énormément changé. La "solution politique", à la "fin du cycle", la "fin de l'urgence" sont désormais des concepts organiques au projet de réforme de l'Etat et de la stratégie de contre-révolution préventive de la bourgeoisie impérialiste.

L'Exécutif gère directement cette politique; et le panel des ex-révolutionnaires qui ont initié depuis des années leur cheminement vers l'Etat, est devenu aujourd'hui l'instrument des partis et de leurs courants, des médias et de la faune réformiste. Des citrons pressés à la merci des luttes de pouvoir entre les fractions bourgeoises. Toute la dernière esbrouffe médiatique autour de la "grâce de Curcio" jusqu'à son épilogue grotesque, est symptomatique de la relation existant aujourd'hui entre la "question de la lutte armée" et les nécessités dans cette conjoncture du processus de refondation de l'Etat.

Cossiga "il Presidente", au-delà de ses vantardises excentriques, a posé à la bourgeoisie un problème très concrêt: la nécessité de refermer la phase précise du combat politico-social en Italie en mettant sur la même balance la légitimation de l'activité infâme du "Gladio" et des attentats massacres (NdT: Gladio, structure terroriste mise en place par l'OTAN et les régimes bourgeois européens pour lutter contre les mouvements populaires. Cette structure est impliquée sans aucun doute possible dans la vague d'attentats massacres, de celui de la banque de l'agriculture à Milan en 1969 qui fit 16 morts à celui de la gare de Bologne en 1980 avec 85 victimes) et la clémence pour quelques soi-disant "chefs de la lutte armée réduits à la raison", pour créer un consensus et une pacification de masse autour d'un nouveau pacte politique et social avec toutes les forces de la "société civile".

Un rêve peu réalisable à ce qu'il paraît, au vu de la véritable bataille que cela a provoqué dans le système des partis et entre toutes les cliques de la bourgeoises.

Pour les communistes, tout cela s'est donc traduit en une énième attaque politique contre l'expérience de la guérilla, contre les prisonniers révolutionnaires et contre la lutte de classe en général.

Une attaque depuis longtemps généralisée au niveau continental, et qui avec l'apport des médias, des intellectuels bourgeois et des représentants du réformisme pourri, tente d'inscrire le parcours de la lutte armée et des mouvements communistes européo-occidentaux, dans le cadre de l'effondrement du système des pays de l'Est et de l'Union Soviétique, en niant le processus d'autonomie de classe sur lequel s'est développée la guérilla.

Ce n'est pas un hasard si l'opération de "solution politique", lancée il y a des années en Italie, a également trouvé un espace en RFA dans l'exploitation de l'arrestation d'ex-militants de la RAF -depuis longtemps en dehors de l'organisation et casés légalement en RDA- pour mener avec leur collaboration active, une puissante attaque contre l'entière expérience de cette organisation. Le modèle propagé par l'impérialisme en RFA et dans tous les pays européens est celui d'un "terrorisme importé et téléguidé par l'Est". L'objectif est d'enterrer avec le soi-disant "écroulement du communisme" les contradictions de classe, l'histoire du mouvement communiste et ses potentialités actuelles.

Toute cette propagande de la bourgeoisie impérialiste contre les mouvements révolutionnaires de l'Europe entière n'est qu'une des manifestations de la crise économique et politique, et du moment crucial que traversent tous les Etats européo-occidentaux.

En Italie, la crise complexe du système économique, politique et social est une donnée dominante des dernières années.

La forte croissance du système productif au cours de la décennie passée a fini par bouleverser les équilibres politico-sociaux consolidés durant 40 ans de gouvernement démocrate-chrétien et elle n'a pas été suivie de l'adaptation de l'ordre institutionnel.

La croissance de l'économie italienne a été payée par le prolétariat et par les strates sociales les plus faibles, alors que toutes les ressources ont été canalisées en fonction du développement des monopoles multinationaux italiens vers l'intérieur et vers l'extérieur: l'Europe, la zone Méditerranéenne-Moyen-orientale et l'Amérique Latine. Cette "Italie des monopoles", qui a vu des multinationales comme la FIAT grossir considérablement leurs profits et leurs zones de marché pour soutenir la concurrence des autres monopoles dans le monde, a multiplié les contradictions, les inégalités et la polarisation des classes à l'intérieur de la formation sociale capitaliste.

Elle a amplifié la dynamique de séparation entre richesse et misère, entre développement et sous-développement, comme cela se passe avec le processus d'internationalisation des capitaux italiens. Mais simultanément, elle a multiplié les contradictions dans les secteurs mêmes de la bourgeoisie.

Le tournant néo-libéral, amené par les grands monopoles et par les Etats et désormais consolidé dans tous les pays occidentaux, a pratiquement liquidé l'ensemble de la structure du "Welfare State", en Italie aussi, en quelques années, il a bouffé toutes les conquêtes de la période 60-70 de la classe ouvrière et du prolétariat, mais dans le même temps, a fait sauter les équilibres qui avaient permis la consolidation du pouvoir démocrate-chrétien et le rôle des grands partis réformistes comme "stabilisateurs" des tensions sociales. Aujourd'hui, face à la poursuite de la récession, nous assistons à la manifestation de tendances toujours plus contrastées: les trusts de l'industrie privée poussent afin que soit reconnu leur plus grand poids dans l'économie, et l'industrie publique est substantiellement liquidée; la formation des "ligues" et des blocs politiques locaux et régionaux évidencie aux partis (de gouvernement ou non) le spectre de la désagrégation du système politique national; l'accélération de la rupture entre développement et sous-développement du nord et du sud de l'Italie se pose en tant que problème politico-social de proportion énorme que l'Exécutif affronte aujourd'hui sous la forme d'une lutte contre la "criminalité organisée".

Par ailleurs, le système politico-institutionnel, face aux nécessités et aux tâches imposées par la crise économique et par le rôle international que l'Italie assure aujourd'hui, apparaît toujours plus comme un étau qui empêche les stratégies de la bourgeoisie d'appliquer des décisions rapides afin de donner l'électro-choc dont aurait besoin le "système Italia" selon les Carli, Romiti et consorts (Ndt: Carli et Romiti sont des managers de multinationales et concrètement licencient en masse: licenciements de masse, baisse des salaires et coût du travail, coupe dans les dépenses publiques, privatisations...)

Tous les projets et les initiatives de réformes institutionnelles se situent dans ce contexte (de la réforme du système parlementaire et la proposition de seuil électoral à 5%, la centralisation politique des ministères et autres structures de l'Etat, la réforme régionale, la restructuration des appareils de police et de la magistrature...) projets et initiatives traçant les contours du procesus de réforme de l'Etat.

Tout le fumeux débat bourgeois sur la soi-disant "Seconde République" n'est rien d'autre que l'expression extérieure d'un processus en cours de réarticulation du pouvoir bourgeois et d'une structuration autoritaire de la "démocratie" qui puisse permettre au pouvoir politique de gouverner sans consensus et de guider l'intégration de l'Italie à la "Grande Europe" et au "nouvel ordre mondial" que l'impérialisme cherche à imposer.

L'âpre combat que le prolétariat affronte ici aujourd'hui, dans chaque réalité de classe qui suit son cours également dans tous les pays d'Europe Occidentale. La construction de la "Grande Europe" -le processus d'intégration économico-politique avec pour centre la "grande Allemagne"- est la dynamique qui détermine actuellement les principales décisions dans chaque Etat et réalité spécifique sur le terrain politique, économique, militaire et social. Les fonctions essentielles du pouvoir politique se déplacent progressivement des Etats nationaux vers le domaine "supranational" de la CEE, nous assistons à un processus complexe de reformulation de la forme-Etat. Les politiques économiques, la politique étrangère, la politique de "défense et de sécurité" sont toujours plus soumises à une centralisation/intégration au niveau européen dans le cadre plus général de la redéfinition impérialiste des équilibres de pouvoir dans le monde.

L'Europe fonctionne toujours plus comme une entité politique unitaire qui, même avec de nombreuses contradictions d'intérêts divisant les différents Etats, participe en tant que protagoniste à la construction du "nouvel ordre mondial" impulsé par les USA.

Ceci s'est révélé dans la participation européenne à la coalition occidentale qui a mené la guerre du Golfe et avec l'activité européenne dans les tentatives successives de "pacification" et d'étouffement de la lutte de libération palestinienne, concrétisées par la conférence de Madrid; ainsi que dans l'action européenne du contrôle du démembrement actuel de la Yougoslavie. Et enfin, dans le nouveau rôle et le poids politico-militaire européen aux côtés des USA dans l'OTAN que le sommet de Rome a décidé de relancer comme structure clé du système de domination planétaire de l'impérialisme, après la fin du pacte de Varsovie et du bipolarisme et face aux risques de désintégration de l'"ex-superpuissance" -URSS-.

Ce processus -à travers de nombreuses contradictions mais irrésistible- a pour centre la bourgeoisie impérialiste européenne et produit une nouvelle configuration de la formation économico-sociale européenne dans laquelle les politiques d'exploitation et de répression du prolétariat sont accentuées sur l'ensemble du territoire continental et sont projetées toujours plus sur les prolétaires et sur les peuples qui pèsent à la frontière de la "forteresse Europe" ou ceux qui sont directement exploités par les monopoles européens dans les différentes zones des Trois Continents.

Cette poussée anti-prolétarienne se matérialise par une forte pression contre le mouvement révolutionnaire et les luttes de libération des peuples

intensifiant les processus d'intégration et de centralisation de la stratégie contre-révolutionnaire en Europe (de l'activité du groupe TREVI aux accords de Schengen...).

Une nouvelle "poigne de fer" opprimant d'avantage le prolétariat tout entier dans chaque pays européen de la classe ouvrière aux strates marginalisées des immigrés extra-communautaires.

En Italie également, il n'y a pas une situation de classe qui n'ait pas expérimenté sur elle-même ce renforcement répressif des postes de travail à l'usine, dans les lycées, les centres sociaux, les quartiers où le "nouveau racisme" domine désormais.

Les conditions dans lesquelles nous devons avancer pour reconstruire et renforcer la perspective révolutionnaire sont très difficiles.

Nous nous trouvons face à une contre-révolution qui intervient sur de nombreux plans et à un niveau préventif en se nourrissant de l'offensive idéologique bourgeoise et de la contribution du bloc réformiste, désormais partie intégrante de l'Etat;

Mais ceci ne signifie certainement pas que les communistes et les prolétaires antagonistes doivent faire de la défensive ou de la soumission aux "difficiles conditions" actuelles leur horizon de référence.

Cela signifierait mettre la tête dans le sac.

D'autre part, l'oeuvre de dépolitisation et la désertification sociale et politique amenée par la bourgeoisie durant toutes les années 80 n'a pas produit la liquidation de la conscience et de l'antagonisme qu'elle espérait.

En réalité, les processus de lutte et d'auto-organisation prolétariens n'ont jamais cessé et dans les phases de combat plus importantes (comme lors de la guerre du Golfe) l'opposition de classe et l'initiative révolutionnaire se sont faites entendre. Des manifestations de masse dans toute l'Europe ou dans la zone Méditerranée-Moyen-orientale, aux actions de la guérilla en RFA, en Angleterre, en Grèce, en Turquie... la guerre impérialiste n'a pas réduit au silence les mouvements révolutionnaires.

Il est certain que nous n'entendons pas faire du triomphalisme parce que le scénario est dominé par l'offensive de la contre-révolution. La possibilité de sortir de cette longue phase de crise subjective et de faiblesse politique du mouvement révolutionnaire est sans aucun doute liée, en Italie, à un processus d'ensemble et sur une longue période axée sur la reconstruction de l'avant-garde et d'une perspective révolutionnaire correspondante au combat à notre époque.

Néanmoins, nous pensons que les conditions pour que ce processus de reconstruction révolutionnaire se renforce sont déjà présentes; à partir des progrès sédimentés par l'expérience révolutionnaire et du fait des contenus surgissants des nouvelles luttes antagonistes, ici et dans toute l'Europe.

Le tissu de lutte et de communication révolutionnaire, qui se construit, ici en Italie comme dans l'Europe entière, de façon significative sur une dimension internationale du combat et des processus révolutionnaires, trouve son principal catalyseur dans les luttes contre le "nouvel ordre mondial" impérialiste.

Les pratiques et les rythmes de lutte internationale que le mouvement antagoniste et révolutionnaire conduit et intensifie autour de "1992" -et la célébration de la "Grande Europe" qui a son apogée dans le prochain sommet économique du G7 à Munich- et contre la célébration du 500ème anniversaire de la conquête de l'Amérique sont un important terrain pour la progression des forces révolutionnaires et pour le mouvement de classe dans son ensemble. Ce sont des moments concrêts de la réalisation d'un nouvel internationalisme, unissant les luttes dans les centres impérialistes et les luttes dans les pays des Trois Continents contre l'impérialisme.

Nous de notre côté, nous voulons nous placer dans cette dimension d'affrontement et de lutte avec notre lutte de prisonniers, ici et unitairement aux prisonniers révolutionnaires dans les autres prisons d'Europe, de la zone Méditerranée-Moyen-orientale et du monde.

Chers camarades, vous pouvez bien comprendre en conséquence combien tout le sempiternel boulot réformiste et de capitatulation pour l'imposition de la "solution politique", de "réconciliation sociale" tourne autour de ce et ces procès, et plus généralement autour des prisonniers révolutionnaires, portée par les vieilles ganaches de l'ex-gauche en déconfiture et par les partis et journaux "démocratiques", et qu'il n'a aucune possibilité de constituer un intérêt, ni une perspective si ce n'est pour les zombis ex-combattants et personnages du même acabit. Ce n'est que le seul venin distillé par la contre-révolution impérialiste.

Avec cette conscience et en faisant face aux problèmes réels auxquels le processus révolutionnaire est confronté aujourd'hui, nous développons notre militance en prison et dans les procès.

A Rome, novembre 91

La lettre est signée par le groupe de militants W.S, jugés à Rome: Susanna Berardi, Vittorio Bolognese, Lorenzo Calzone, Luciano Farina, Natalia Ligas, Giovani Senzani.

SUR LA PRÉPARATION DE LA MOBILISATION CONTRE LE SOMMET DES SEPT À MUNICH

Envoyer au diable le cochon impérial!

1992 - Voilà 500 ans, les colonialistes blancs européens conquéraient le continent américain. De pompeuses fêtes des peuples dominants commémorent cet évènement. Les indigènes appellent à se soulever contre "l'empire des 500 ans".

Et nous dans les métropoles de cet ordre mondial?

Les 6, 7 et 8 juillet 92, les chefs des 7 Etats les plus puissants se rencontrent lors du sommet économique mondial à Munich. Dans la chaîne des conférences, fêtes mais aussi comités de crises qui se dérouleront en 1992, celui-ci en sera seulement un des évènements. La moitié d'un millénaire de barbarie sur laquelle continue d'être basé cet ordre mondial, la promotion de l'Allemagne comme grande puissance, le marché intérieur + l'union politique de la CEE de 92 et la décomposition du système soviétique en sont les cadres. Les racistes et fascistes prennent courage dans les institutions et les rues. Confronter les rois de l'économie mondiale -et par là les maîtres du monde- à de fortes protestations et résistances constitue une possibilité de démontrer notre hostilité à cet ordre mondial.

Quelques, très peu de propositions ont émergé:
- faire un grand défilé le samedi (4.7) doit nous amener à manifester dans les rues de Munich nos critiques et notre colère avant même l'ouverture officielle du sommet;
- des journées d'action qui ne doivent pas seulement nous tenir en haleine mais exprimer, sous de nombreuses formes, les différents aspects de l'oppression et de la résistance;
- lors d'un contre-congrès de plusieurs jours, le titre programmatique **"résistance contre/libération de/alternatives à l'ordre mondial dominant"** doit se traduire dans des analyses, réflexions et débats.

Nous ne voulons pas exposer aux chefs d'Etats les conséquences de leur politique, certainement pas à eux -comme le disait un camarade kurde- en mettant en scène une cérémonie des victimes. C'est dans le débat sur les perspectives que l'analyse des rapports de domination prend son sens pour une libération de ces rapports. C'est en cela que nous concevons l'importance et la chance d'un contre-congrès. C'est pourquoi, avec les hommes et les femmes des processus de base et de libération des Trois Continents, de l'Europe de l'Est et de la métropole, nous voulons débattre de leurs et nos expériences de luttes et perspectives.

Viens à la 3ème rencontre fédérale!

Jusqu'à maintenant quelques groupes ont collaboré à cette préparation. Tous sont déjà investis dans des confrontations concrètes. Nous aussi. Et c'est un effort que de dépasser les questions et les exigences de la pratique quotidienne pour avoir les mains et la tête libres. La mobilisation des 500 ans/sommet des 7 comme une activité dans "un domaine spécifique"" en sus de celles dont nous et d'autres nous chargeons complémentairement? Non merci!

A partir de nos initiatives respectives, que ce soit l'organisation de légitime défense anti-fasciste, l'avancée en commun avec les réfugiés contre le racisme, la tentative constamment renouvellée de conquérir l'espace pour des Centres autonomes, intervenir contre l'oppression sexiste, lutter avec les prisonniers révolutionnaires pour leur regroupement et leur libération... ou autre chose, nous voyons suffisament de raisons d'oser aborder cette tentative. Les rapports entre 500 ans de colonialisme et le sommet économique mondial avec les contradictions sociales dans lequelles nous créons organisation de résistance + auto-organisation sont plus qu'évidents.

C'est pourquoi le 17.1.92, viens à Nuremberg avec des idées + initiatives. Il existe un besoin de propositions + décisions quant à qui, quoi, comment, pour commencer à préparer cette mobilisation.

A propos des questions du débat.

Nous considérons le Sommet des 7 comme une occasion appropriée pour effectuer des avancées qui sont plutôt nécessaires. De la capacité à aborder les problèmes concrêts se construira la force de la mobilisation. Des actions isolées peuvent être menées à bref délai sur une manifestation. Mais une semaine d'action avec une grande manifestation, un contre-congrès + des journées d'actions signifie un travail, des débats + des initiatives considérables dès maintenant. Est-ce trop dans une situation où il n'y a que quelques groupes qui peuvent décider et réaliser des projets à long terme? Lorsque quelques uns font énormément, tandis que nombreux sont ceux à l'heure actuelle qui ne peuvent pas se représenter un tel débat (aussi dans la confrontation à d'autres spectres).

Nous ne voulons pas d'une mobilisation pour Munich par voie de tracts. C'est dans les villes/régions que quelque chose doit se faire. Former des initiatives qui se relient. A Nuremberg, des structures de travail devront naître. Sans développement, il n'y aura pas de mobilisation. Elle dépendra aussi de la faculté à développer plus productivement que jusqu'à présent notre relation avec d'autres parties du mouvement, générations + spectres, de dans quelle mesure sera dépassé l'isolement social, la ghettoisation, si les processus entre nous nous apportent force et nombreuses autres choses. Cela ne relève pas seulement de raisons pragmatiques -en raison de faiblesses propres. Le développement de nouvelles orientations, d'une politique d'émancipation n'est pas l'apanage des seuls radicalos du mouvement; il ne sera fertile qu'avec tous ceux qui luttent pour un changement.

Ce sont aussi les expériences à partir des 20 dernières années qui réclament une détermination nouvelle de la politique. Tout, de tous côtés, invite à ces considérations. Elle est aussi contenue dans les observations critiques sur la "politique des campagnes". Le problème n'était, ni n'est les campagnes. Mais plutôt les conceptions politiques qui vivent de conjonctures et redoutent les "efforts de la plaine".

Nous ne voyons pas le danger de camoufler la crise de la gauche dans la mobilisation contre les 500 ans/sommet des 7. Nous la prennons comme point de départ. Inversement: en dehors de l'approfondissement des expériences, la définition d'une nouvelle orientation des embryons de la dynamique révolutionnaire, dans des débats de principe et de stratégie restant abstraits au sein d'une expression ad hoc et donc sans pratique, ne nous apparaît pas possible. Sans pratique pas de perspective. Il doit être clair à tous quelles sont les questions déjà effectivement résolues. Personne ne prétendra alors qu'après coup tout est différent ou que l'organisation + la stratégie sont établies. Ce sera seulement dans un processus ouvert et construit sur toutes nos expériences, à tous, que quelque chose se développera.

Le débat international n'est ni un détour, ni un ersatz; mais aussi sans lui rien ne pourra véritablement se clarifier. Les expériences des processus de lutte dans d'autres parties du monde ne sont pas un substitut aux nôtres, elles sont une nécessité afin de pouvoir reconstruire + généraliser les nôtres comme histoire de la résistance.

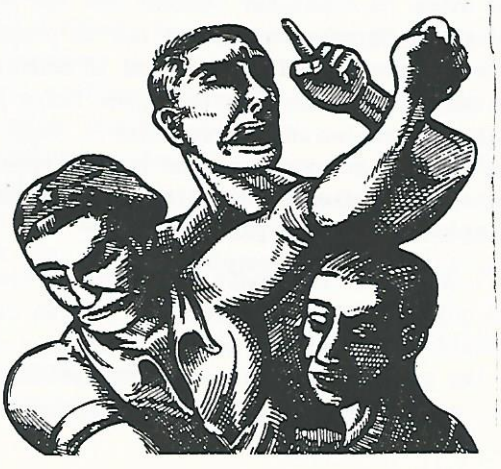
A propos de la rencontre "AG contre-congrès" du 8.12.91.

A première vue, les résultats ne paraissent pas se différencier de ceux de la conférence précédente. L'ensemble du Clearinghouse (coordination autour des verts et des pacifistes) n'est venue en fait que pour soumettre tous les fondements qui ont déterminé le caractère du congrès aux réserves du prochain comité des responsables qui sera constitué le 25.1.92. Une politique qui critique les aspects les plus éminents de la domination comme rapport externe, pose évidement la question de la résistance uniquement comme une véritable intervention médiatrice aménagée dans un dialogue avec les dominants. Précisément selon le concept: "l'autre sommet".

De fait, les contradictions ne purent être aiguisées en raison également de la faible participation des groupes du mouvement révolutionnaire, des organisations d'immigrés et de refugiés. Malgré cela, elles sont présentes: ainsi ne serait-ce qu'inviter des intervenants qui développent une résistance dans leurs analyses exclut le dialogue, par exemple avec Reuter, le boss de Daimler-Benz; de même impulser au congrès une orientation anti-raciste exclut qu'elle puisse être développée avec les représentants de l'ODP (1) présents au sein de Clearinghouse... De fait, chaque proposition du Clearinghouse contient toujours plus de contradictions.

Le 8.12, il est clairement apparu qu'en tout cas, il y aura un congrès. Bien que la conception en soit encore très floue et politiquement ouverte. La prochaine séance du 25.1.92 aura des caractères de décisions préliminaires. Il y sera formé un comité de responsables et une plate-forme sera élaborée.

Sans un engagement qualitativement modifié, une participation renforcée et des idées concrètes, la dynamique se dirigera dans une toute autre direction que celle que nous recherchons. Les conceptions du congrès qu'il y a eu jusqu'ici ne sont rien d'autres que des fondations. La 3ème rencontre fédérale engagera ce débat comme un des centres de gravité -pour pouvoir aller à la séance de l'AG contre-congrès avec une proposition concrète qui comprenne des caractères, thèmes, déroulement.



A PROPOS DE LA MOBILISATION CONTRE LA GUERRE DU GOLFE

A nouveau les bruits de bottes...

Nous publions aujourd'hui une série de documents militants reflets de la mobilisation populaire et révolutionnaire contre la guerre du Golfe. Nous pensons en effet qu'il est essentiel de revenir sur cet évènement clé, alors que les blocus, les embargos, les menaces... contre des pays du Sud se font plus pressants; et que la Guerre s'abat encore sur les populations comme l'ultime malédiction d'un système d'exploitation et d'oppression.

Un recueil de textes et communiqués qui permettent de saisir que sur d'autres territoires, la problématique de la résistance à la guerre impérialiste a trouvé des voies plus offensives et plus révolutionnaires que les gérémiades pacifistes, les manifs traine-savates, les "bonnes intentions"...

Des résolutions qui s'affrontent (comme jadis s'affrontèrent celles des "porteurs de valises" engagés aux côtés du FLN algérien) à la position statique de la prétendue lutte "contre la guerre", "avec" les masses - de fait, l'ultime alibi théorique du populisme de bazard et de boutiquier.

En février dernier, les travaux préparatoires du budget de la défense US pour la décennie 90, avançaient plusieurs scénari de possibilités de guerre.

Nouvelle agression contre l'Irak, guerre contre la Corée, guerre contre ces deux pays "sataniques" réunis, guerre contre un "complot ourdi par un pouvoir narco-terroriste", ou encore l'intervention aux Philippines pour protéger les ressortissants américains en danger face aux indigènes... Et bien sur la Russie toujours autoritaire et expansionniste.

Lamentable litanie mise en avant par le lobby des marchands de canons pour préserver leurs profits aprés la guerre froide, mais aussi et centralement : **l'actuelle ligne force du nouvel ordre mondial**, c'est à dire le dictat des pays impérialistes et de leur cohésion -contradictoire- contre les pays du Sud et de l'Est.

La guerre au Sud et à l'Est comme continuité et pression de la politique de domination et de pillage. Guerre totale contre la résistance des peuples et guerre totale pour un monde ségrégationiste.

Nous avons pû constater comment dès les premiers jours de l'automne 90, la mobilisation psychologique de masse a rebondi sur la propagande raciste, jusqu'à ce que la guerre soit acceptée contre l'ami d'hier devenu le nouvel Hitler, jusqu'à ce que des décervelés se précipitent chez leurs armuriers pour faire provision d'armes et de munitions, jusqu'aux attentats contre les arabes ici même... Dans la formation européenne, la guerre du Golfe a signifié également en cela un bond en avant de la guerre civile, de la lutte entre les classes en présence, un fait matériel que seules les perpétuelles autruches de la conciliation ne veulent pas saisir!

"...Quiconque reconnaît la lutte des classes ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont la continuation, l'extension, l'aggravation naturelles, et dans certaines conditions, inévitables de la lutte des classes. Toutes les grandes révolutions le confirment. Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste..."

COMMUNIQUÉ D'ITALIE

ELÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Nous sommes partis d'un présupposé : un des effets de la guerre par rapport aux luttes tant au niveau national qu'internationalement, fut d'accélérer les processus de prise de conscience dans les pays de l'occident capitaliste comme dans la périphérie (Sud), en évidenciant les connexions objectives et subjectives des luttes dans le centre et la périphérie.

Autant là-bas qu'ici, la guerre s'est greffée sur un tissu de contradictions de classes qui sont petit à petit plus instables et antagonistes : chaque lutte en est politisée et inscrite au niveau actuel de l'affrontement. Mais nous avons noté que la mobilisation, surtout dans le centre impérialiste, a démontrée également peu de capacité à avoir une incidence sur les rapports de force généraux et de même, peu de capacité de connexion et de résistance sur une longue période.

Nous pensons que cela reflète la faiblesse actuelle d'une vision d'ensemble de la perspective de classe, mais aussi l'incapacité d'orienter politiquement cet ensemble de luttes contre l'impérialisme.

Nous avons noté une assonance générale de problèmes dans le Mouvement Révolutionaire au niveau international. Et en même temps, une nécessité générale d'ouvrir à nouveau une discussion tant à propos des limites des luttes et leur partialité face à la globalité du pouvoir/Etat/capital/impérialisme, que du comment dépasser ses limites. En attendant, à partir du matériel en circulation, une discussion élargie sur les diverses expériences de lutte qui ont été menées en Italie pourrait être utile.

Nous proposons une partie de ce matériel. Mais d'une manière plus générale, il nous semble nécessaire une discussion large et profonde parce que cette guerre, dans le contexte de la crise générale et historique du système impérialiste, a marquée un changement de phase.

En tant que prisonniers de la guérilla, nous voulons apporter notre contribution pour dessiner les contours de cette discussion et, nous pensons que le point central sur lequel il faut travailler, doit être celui de l'analyse et de la nouvelle évaluation de la phase que le système impérialiste traverse, sa "nouvelle" configuration et en conséquences, les conditions de la lutte et les objectifs même de cette lutte.

1. La guerre du Golfe a matérialisé l'ouverture d'une nouvelle phase -au travers de ses effets dévastateurs et dans l'avenir, multiplicateurs de la crise impérialiste- qui a débuté avec les transformations de l'année 1989. Avec la crise qui s'est déclarée depuis quelques années dans le vieil équilibre Est/Ouest, en faveur des Etats impérialistes occidentaux et avec l'imposition du "libre" marché capitaliste global, les USA se présentent dans leur rôle de gendarme mondial pour :

- tenter de se redresser économiquement en imposant leur leadersheap dans le cadre interimpérialiste,
- remettre en ordre à leur profit la fin du bipolarisme rigide Est/Ouest,
- ne laisser aucun espace en redimensionnant les diverses bourgeoisies nationalistes du Sud,
- et surtout, en anéantissant tout possible développement des mouvements de libération sur les Trois Continents.

2. A la fin de la guerre du Vietnam, s'était conclue une phase qui, avec la victoire du peuple vietnamien, est le début d'un long cycle de lutte dans le "centre" et dans la "périphérie" ; ce qui rendit nécessaire à l'impérialisme (avec à sa tête les USA), la gestion de la crise générale et

historique afin de garantir le "maintien global" du système guidé par les USA. La crise de l'hégémonie US, tout spécialement ces dernières années, a rencontré des facteurs supplémentaires de déstabilisation avec la construction de la Grande Allemagne, avec le processus de construction de la "forteresse européenne" et avec la concurrence toujours plus accentuée avec le Japon. La crise même de l'URSS se révèle comme un facteur de plus de déséquilibre de l'ensemble du système impérialiste mondial, qui ne réussit toujours pas à trouver de nouvelles assises.

3. Nous sommes de nouveau au début d'un processus de longue durée, au cours duquel, au delà des intérêts interimpérialistes, les rapports et les équilibres de force entre impérialisme et révolution devront se déterminer. Le bloc européen se redéfinit aujourd'hui sur le niveau de guerre et en conséquence, le processus d'intégration et d'unification économique, politique et militaire subit une accélération concrète.

Le rôle de l'Italie dans ce contexte : lors de la guerre, un saut de qualité fut effectué dans l'affinement de la stratégie contre révolutionnaire préventive contre l'"ennemi intérieur" et l'"ennemi extérieur". C'est un processus de redéfinition de la présence politique et militaire italienne, dans la zone moyen-orientale.

4. Dans la guerre du Golfe s'est également cristallisée l'attaque contre le processus de libération et d'émancipation des peuples palestiniens et kurde, en tant qu'avant gardes de l'entier processus d'émancipation du peuple arabe et moyen-oriental.

Les bourgeoisies nationales de la zone, jusqu'aux plus progressistes, démontrent qu'elles n'ont plus aucun rôle de progrés. Elles ne réussissent pas à gérer efficacement les contradictions de classes, ni le processus d'exploitation/spoliation pour le compte de l'impérialisme. L'affrontement de classes est donc tendanciellement toujours plus "direct" entre le peuple-couches prolétariennes et l'impérialisme. La présence américaine dans le Golfe, avant, pendant et aprés la guerre sanctifie tout cela.

Plus le système impérialiste s'étend, plus cette réalité est tangible pour des millions d'hommes et de prolétaires.

Ceci devient ainsi, historiquement et stratégiquement, le terrain d'unité dans la lutte internationale contre l'impérialisme.

La guerre impérialiste s'attaque à tout cela comme évidence, tant qu'il s'agit d'une lutte consciente dans le sens d'un nouveau internationalisme, que si cela reste du seul domaine de l'objectivité.

Nous pensons qu'arriver à ce point, il faut également discuter de la phase dont le Mouvement Révolutionnaire italien sort, de ses limites objectives et subjectives,

a) le fait, qu'un des objectifs que s'était donné l'Etat dans les années 80 était de désagréger le Mouvement Révolutionnaire, et que beaucoup de limites qui sont apparues sont le résultat de cette attaque.

b) mais ce n'était pas la seule offensive de la bourgeoisie. Dans le cours de la restructuration capitaliste et de développement de la contre révolution, ont été approfondies les contradictions qui génèrent l'antagonisme et ainsi diverses subjectivité de lutte sont apparues : la reprise des luttes ouvrières, des luttes des immigrés, la "pantera"...

Dans l'affrontement qui s'est développé contre la stratégie capitaliste et institutionnelle, contre les tentatives réformistes et l'appareil des forces étatiques, la conscience et la lutte antagoniste se sont accrues ainsi que la nécessité de la compréhension de la structure actuelle du pouvoir bourgeois (l'Etat impérialiste aujourd'hui, le Capital dans cette nouvelle phase). Cela signifie que de nouvelles conditions de lutte existent, mais la question n'a pas été encore résolue de comment faire apparaitre la force réelle de l'antagonisme qui s'est levé ces dernières années, face à l'impérialisme et à l'Etat.

Et surtout, la perspective de lutte n'est pas résolue réellement, car il n'est pas donné d'importance adéquate à la construction de l'organisation capable de répondre à la nouvelle situation.

Maintenant il est nécessaire d'introduire une autre question : un des objectifs principaux de l'Etat, ces derniers temps, a été celui de détruire les expériences, les fondements, les critères et les principes révolutionnaires qui furent conquis dans l'affrontement Guérilla/Etat, parce qu'ils sont le facteur principal qui détermine la forme par laquelle chaque lutte et l'ensemble du processus révolutionnaire peut régler son compte au pouvoir.

En tant que prisonniers révolutionnaires issus de diverses expériences de lutte armée en Italie, nous pensons qu'il est nécessaire d'initier un débat sur ce thème, nous voulons vraiment contribuer à cette discussion afin qu'il se développe, nous voulons critiquer la surdétermination qui jusqu'à aujourd'hui a entrainé l'absence de cette confrontation.

Une chose doit être claire : la situation actuelle ouvre objectivement un espace plus grand

à l'initiative révolutionnaire, mais il ne peut être une avancée pour aucune lutte, si ne se crée pas un axe de force en mesure de briser à nouveau les rapports de pouvoir en certains endroits.

C'est la principal leçon de toute la guerre et de son expérience ; c'est à dire (il y a 20 comme aujourd'hui), localiser le coeur et le terrain principal où se déterminent les rapports de force entre les classes pour y diriger son initiative.

Toute lutte contre l'impérialisme doit devenir une conquête de la conscience prolétarienne, comme l'est l'autonomie de classe et d'organisation des luttes ces dernières années dans l'affrontement contre l'Etat.

Depuis de nombreuses années, l'initiative et la discussion du Mouvement Révolutionnaire en Europe ont placé parmis ses objectifs la lutte contre l'extermination des prisonniers révolutionnaires ; et ce Mouvement Révolutionnaire a conquis ainsi, en tant que conscience, le rôle des prisonniers révolutionnaires dans le débat politique. Egalement du fait de la situation d'affrontement complexe qui s'est modifiée, les initiatives de lutte des prisonniers n'ont pas réussies à constituer une brêche dans la ligne dure des Etats impérialistes et depuis longtemps, une situation de blocage s'est installée comme dans le cas de l'isolement des camarades des GRAPO-PCE(r) emprisonnés en Espagne, et dans la fictive "fin" de l'isolement pour les prisonniers allemands et français de la RAF, de la Résistance et d'Action Directe, qui n'ont obtenu qu'un regroupement en petits groupes soumis à de perpétuelles pressions.

Nous croyons qu'il est nécessaire d'avoir une vision d'ensemble de ce qui se joue autour de ces luttes, du côté de l'Etat impérialiste et en conséquence, du côté révolutionnaire. La criminalisation et la répression découlent de l'objectif du pouvoir : contribuer ainsi à la destruction de tout ce qui fut conquis en Europe en 20 ans de lutte contre l'Etat et l'impérialisme.

La nécessité d'une vision d'ensemble de la lutte sur ce plan, signifit que les choses ne sont plus seulement comprise en relation avec chaque lutte et situation en elle-même, mais bien en relation à l'entière situation européenne, en ce moment politique particulier et dans de nombreux pays - qui ont une position clé dans le processus d'intégration européenne - et qui subissent également une mutation "d'équilibre" dans le rapport : pouvoir de la bourgeoisie/forces d'opposition et forces antagonistes.

Des camarades du collectif de prisonnier(e)s communistes WOTTA SITTA.

COMMUNIQUÉ D'ITALIE

"DANS LES VICTOIRES COMME DANS LES DEFAITES CE QUI COMPTE, C'EST LA CONTINUITE DE L'ATTAQUE".

Commandant Che Guevara

DANS LES PREMIERS JOURS DE LA GUERRE, QUELQUES COMBATTANTS ONT FRAPPE LES INTERETS IMPERIALISTES.

AVEC LES ACTIONS DIRIGEES CONTRE LA PANAME A TURIN ET LA SEUSA A GENES SE RELIANT DE FAIT AUX ACTIONS D'ANKARA; ATHENES, ISTAMBUL, BEYROUTH, TEHERAN, LONDRES ET EN GENERAL AVEC CHAQUE ATTAQUE PORTEE PAR LES CAMARADES A LA GUERRE IMPERIALISTE ET A CE QUI LA REPRESENTE.

UNIR LA LUTTE DE CLASSE EN ITALIE AVEC LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE DANS LE MONDE!

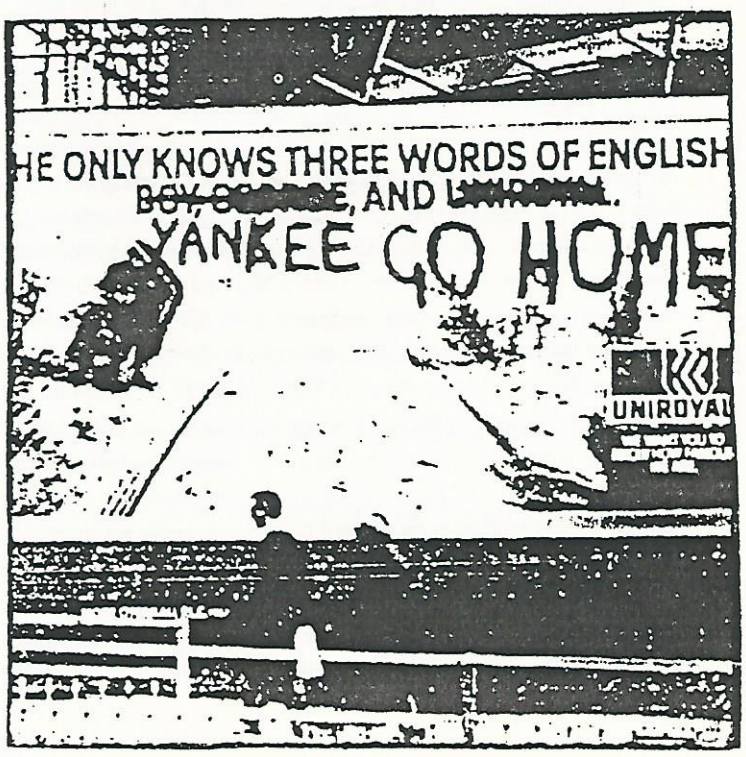
GUERRE A LA GUERRE IMPERIALISTE!

Mercredi 27.2, nous avons attaqué à l'explosif le siège à Padoue de Procter & Gamble.
Une action contre la guerre impérialiste du Golfe. Procter est une multinationale propriété du lobby hébraique américain. Ce lobby est le centre névralgique de l'impérialisme sioniste.

CONTRE L'IMPERIALISME ET LE SIONISME!

AUX COTES DU PROLETARIAT ARABE ET DE LA REVOLUTION PALESTINIENNE!

VIVE PEDRO



EN TURQUIE, ATTAQUES DE L'ORGANISATION DEV SOL

L'IMPÉRIALISME NE PEUT PAS EMPRISONNER LES PEUPLES

Sous la conduite des USA et de la Grande-Bretagne, les forces impérialistes et leurs gouvernements marionnettes turc et saoudien ont déclaré la guerre aux peuples du Moyen Orient. Cette guerre est conduite par les forces impérialistes pour stabiliser leur hégémonie mondiale.

La guerre est un moyen d'intimidation et une exaction contre les peuples, mais ceux-ci ne se plieront pas et les peuples du moyen orient ne se laisseront pas emprisonner, ni même soumettre par les bombes de l'impérialisme US. C'est pour cela que tout peuple doit s'unifier contre l'impérialisme US et lutter contre la guerre injuste. Nous ne devons pas oublier que l'ennemi des peuples Arabes est aussi l'ennemi des peuples turc et kurde.

Ceux qui sont endoctrinés par l'Islam, qui affirment que tous les musulmans sont contre l'impérialisme, doivent prendre maintenant position. C'est justement maintenant qu'il est largement temps de lutter contre l'extermination impérialiste des peuples arabes.

NOUS ATTAQUERONS DES OBJECTIFS IMPERIALISTES : dans ceux-ci nous comprenons, les multinationales des impérialistes, les points de logistiques militaires et Ozal avec ses marionnettes, comme représentant de l'impérialisme. Ce sont ces objectifs qui sont les cibles de nos attaques. Pour nous, malgré la haute technicité des forces impérialistes, ce sont ceux qui sont justes qui vaincront et non pas ceux qui se signalent extérieurement par leurs forces.

Au moment où plus rien ne doit rester debout en Irak, surgissent sous les décombres les graines de la résistance. A l'époque actuelle, les peuples ne croient plus à la démagogie des impérialistes qui parlent de liberté. Des millions de gens crient qu'ils refusent que soit versé le sang pour les multinationales pétrolieres et nous nous associons a ce cri immense et nous exigeons des impérialistes, qu'ils disparaissent du Moyen Orient et de notre pays.

LE MOYEN ORIENT AUX PEUPLES QUI Y VIVENT !

Aux peuples kurdes et turc : le gouvernement d'Ozal se met à la disposition de l'impérialisme US et prend par là, immédiatement part au massacre contre le peuple irakien. Le territoire de la Turquie et du Kurdistan sont sous occupation impérialiste. Quotidiennement les avions de combat des impérialistes partent de notre sol pour bombarder l'Irak. Par là, la Turquie est devenue la base logistique des impérialistes, qui attaquent l'Irak. Ceci a été rendu possible par le gouvernement Ozal et de l'ANAP, qui prennent les décisions au nom de la Turquie. Mais ces décisions sont de fait soufflées par le gouvernement US et son président. Ainsi le peuple kurde est confronté au résultat de la politique du gouvernement d'Ozal : la guerre. Le point logistique d'Incirlik et d'autres, ont été mis à la disposition des USA et avec cela, la Turquie est directement engagée dans la guerre. Dans ce cas le peuple kurde est directement concerné par les représailles. Le gouvernement n'a pris aucune mesure contre celles-ci pour la sécurité du peuple kurde, parce que les intérets des USA sont encore plus importants que ceux des hommes.

Nous devons combattre politiquement contre ce régime de marionnettes ! Cela est un devoir pour tous les progressistes et les anti-impérialistes. Le gouvernement d'Ozal devra rendre des comptes ! L'IMPERIALISME SERA VAINCU !

TOUS LES PEUPLES SONT FRERES ET SOEURS !

LES PEUPLES ARABES, KURDE ET TURC SONT FRERES ET SOEURS !

Pour concrétiser sa protestation contre le massacre du peuple irakien par les impérialistes, notre organisation a effectué les actions suivantes :

Attentats à Istanbul : le centre logistique militaire de Maslak, le service du point logistique américain à Incirlik : MTMC Outport Istanbul, le bureau de la délégation américano-turc de la "Bourd" à Tahtakale, l'"Américain Bureau of Shipping", le poste d'observation de la CIA à Tosvikiye, la société d'assurance commerciale à Bayoglu,

à Adana : le consulat américain et l'association turco-américaine,

à Ankara : les batiments des compagnies aériennes française, saoudi-arabienne, japonaise et autrichienne.

à Ismir : le centre logistique américain Tuslog, les centres culturels américain et français.

Le 9 janvier dernier, un membre de DEVRINCI CENCLIK, Birtan Altinbas a été assassiné sous la torture à Ankara. En mémoire de notre camarade de lutte, a été effectué une attaque contre le siège du gouverneur d'Ankara.

NOS ATTAQUES CONTRE LES IMPERIALISTES ET LEURS REPRESENTANTS CONTINUERONT...

DEV SOL -Unités Révolutionnaires armées.

UNE NOUVELLE ACTION

Nous avons exécuté le chef de la contre-guérilla fasciste le général Hulusi Sayin. En tant que boucher du Kurdistan il était responsable de la guerre contre-révolutionnaire envers le peuple kurde et ses forces nationales.

Nous avons exécuté Hulusi Sayin parce qu'il : voulait étouffer la lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple kurde, -parce qu'il essayait d'assimiler les kurdes et conduisait un génocide, - parce qu'il humiliait, opprimait les kurdes et voulait leur imposer le nationalisme turc, -parce qu'il était celui qui condamnait ceux qui se déclaraient kurdes, -parce qu'il a fait de la torture la destinée des kurdes et qu'il en fit torturer plusieurs milliers, -parce qu'il expropriait les paysans kurdes de leurs terres et effectuait leurs transferts de force dans les camps, -parce qu'il faisait effectuer par ses unités spéciales, ses forces civiles et militaires, toutes sortes de meurtres, de massacres et de brutalités et qu'il causait une douleur indescriptible au peuple kurde, -parce qu'il avait organisé le système de protection des villages et qu'il soutenait une lutte fratricide "kurdes contre kurdes", -parce qu'il employait des tactiques de contre guérilla contre le peuple kurde, réalisait de nombreux massacres et qu'il se condamnait ainsi pour de nombreux actes de barbarie.

C'EST POUR CELA QU'IL MERITE SA MORT PLUSIEURS FOIS.

Son exécution doit être une leçon pour ceux qui veulent étouffer la lutte du peuple kurde.

Le général fasciste Hulusi Sayin était un spécialiste de l'organisation de la guerre de contre-guérilla au kurdistan. Par la torture, la terreur, l'assassinat, les massacres, le bannissement, toutes les barbaries et les cruautés imaginables, devinrent à travers lui la destinée des kurdes.

Il fut celui qui poursuivie les kurdes jusqu'en Irak, sous le motif d'"exploiter à chaud les pistes", et il fut celui qui conduisit ces opérations. Il est le boucher des kurdes et le DEHAL moderne. Cet ennemi du peuple, lui qui défendait consciemment l'idéologie fasciste, était l'ennemi n° 1 du peuple kurde. Il était même considéré comme cruel dans son propre milieu. Aprés son engagement au Kurdistan, il a été le premier conseiller pour les questions kurdes auprés du Ministre-Président turc. Ainsi, il put poursuivre activement ce rôle de bourreau. Par son éxécution, nous avons prouvé que ni les actes criminels contre le peuple kurde ni leurs auteurs ne restent impunis. Il n'y a aucune force qui puisse s'opposer au droit à l'autodétermination du peuple kurde.

LE KURDISTAN AU PEUPLE KURDE !

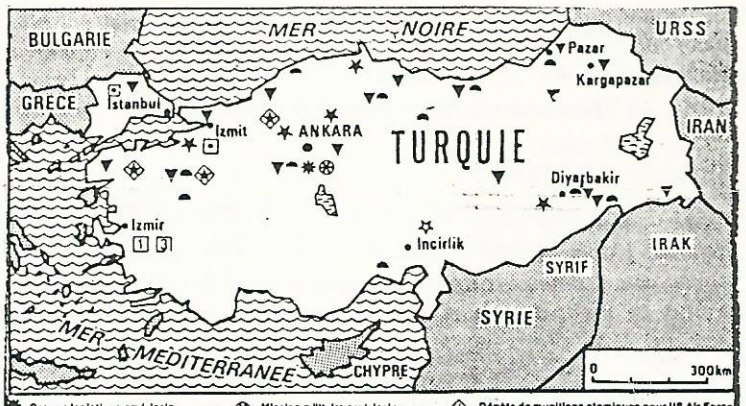
VIVE LA LUTTE DE LIBERATION DES PEUPLE KURDES ET TURC !

VIVE LA FRATERNITE DES PEUPLES TURC ET KURDE !

A BAS CEUX QUI DECLARENT LA GUERRE AUX PEUPLES ARABES, KURDE ET TURC!

VIVE LA LUTTE DE LIBERATION DES PEUPLES !

DEV SOL - unité révolutionnaire armée.



Quelques-unes des 61 bases et installations militaires américaines et de l'OTAN, en Turquie.

PROGRAMME MILITAIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

"... Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, d'avoir des armes, cette classe opprimée ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons oublier - à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, - que nous vivons dans une société de classes. Dans toute société de classes - qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage, ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, - la classe oppressive est armée. Non seulement l'armée permanente moderne, mais aussi la milice de nos jours - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie **contre** le prolétariat. C'est là une vérité si élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits essentiels, les plus considérables et les plus importants, de la société capitaliste moderne. Et devant ce fait, on propose aux social-démocrates révolutionnaires qu'ils formulent la "revendication" du "désarmement"! Cela équivaut à répudier totalement le point de vue de la lutte de classe, à renier jusqu'à l'idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat afin de vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour la classe révolutionnaire, tactique qui découle de tout le **développement objectif** du militarisme capitaliste et qui est dictée par ce développement. C'est seulement **après** qu'il aura désarmé la bourgeoisie que le prolétariat pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général; et le prolétariat ne manquera pas de le faire, mais **alors seulement et pas avant...** (...)

...Si l'on se refuse à faire cette propagande, et la faire justement en relation avec la guerre actuelle, mieux vaut alors s'abstenir totalement de grands mots sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur le révolution socialiste, sur la guerre à la guerre."

LENINE

COMMUNIQUÉ DE FRANKFURT EN RFA

En RFA : attaque à Francfort am Mein contre Hertie, Peek & Cloppenburg et Kaufhof.

Par ces actions nous nous dressons politiquement et pratiquement contre ceux pour les intérets desquels se déroulent maintenant les génocides des peuples irakien, palestinien et kurde dans la guerre du Golfe. C'est une guerre des Etats capitalistes hautement industrialisés contre le soi-disant Tiers Monde. Dans celle-ci, c'est toute l'injustice et l'arrogance qui deviennent visibles et par lesquelles doivent être cimentés les vieux rapports centenaires d'exploitation, de domination étrangère et d'humiliation des 2/3 de l'humanité.

Aprés l'effondrement du Pacte de Varsovie et la crise économique et politique de l'Union Soviétique, les Etats impérialistes espèrent pouvoir réaliser leur rêve de domination absolue, au moyen de l'OTAN, de leur machine militaire fortement technologisée et toute la richesse accumulée comme assise.

La marche du règime irakien au Koweit offrit l'occasion de s'assurer la région Arabe. Par là, il ne s'agit pas seulement de la main mise sur le pétrole, mais ils entendent apporter une fois pour toute la démonstration, que plus rien ne doit se former hors de leurs intérets capitalistes.

Cette guerre est uniquement une escalade de la guerre quotidienne qu'Israël mène contre le peuple palestinien, avec le soutien militaire et économique des Etats de l'OTAN, comme l'est également celle que conduit la Turquie contre le peuple Kurde avec le même soutien. C'est une escalade de l'hémoragie quotidienne du "Tiers Monde", du fait de la domination économique du marché mondial des banques et des Consortiums capitalistes, qui produisent des millions de morts par la faim et la maladie chaque année.

Dans celle-ci s'expriment toute l'absurdité et le vide de sens de la production et des valeurs capitalistes. Les richesses humaines et naturelles ne sont pas utilisées pour améliorer les conditions de vie matérielles et sociales de l'humanité, mais pour la production d'armes de destruction toujours plus raffinées et de systèmes de comunication militaire pour le fonctionnement d'appareils militaires et policiers toujours plus énormes, ainsi que pour le développement des capacités scientifiques et journalistiques pour le controle, la domination et la manipulation d'une part, et de l'autre, elles sont utilisées pour le fonctionnement d'une société de consommation qui n'est plus que destructice pour les structures écologiques et sociales dans la métropole.

C'est le point sur lequel nous nous sommes engagés ici. Dans la perversion du quotidien, où toutes les valeurs ne sont plus réduites qu'au prima de la marchandise et à celui de la propriété, où l'on fait miroiter aux gens, que la finalité de la vie est d'avoir le plus possible, comme si la vidéo,les télés et des hobbies toujours plus sophistiqués pourraient remplacer la convivialité et la confrontation humaine. Nombreux sont ceux qui sentent que cela n'est pas vrai et qui commencent à chercher quelque chose de nouveau, qui commencent à briser ce cercle vicieux sur des points particuliers. Par les occupations de maisons, par la revendication de logements et de centres autogérés, il s'agit de construire d'autres structures et valeurs au sein de cette société et de les imposer. C'est exactement pour cela que les dominants essayent d'empêcher ou de détruire ces germes et ces aspirations, comme avec leur offensive actuelle contre les occupants de la Hafenstr. (squatts à Hambourg, ndt).

C'est l'expérience que tous les opprimés font mondialement, chaque changement concret doit être imposé contre les dominants et leur pouvoir. La confrontation à propos des moyens dont la lutte a besoin s'oriente aussi vers cette conclusion. Pour nous cela signifie, que nous nécessitons et nous voulons ici une interaction consciente entre le mouvement politique et les actions militantes et la RAF. Notre expérience, comme celle de tous les mouvements politiques en RFA, démontre que les protestations à elles seules ne changent rien ici, et qu'à la longue elles ne produisent que de l'impuissance.

La mobilisation spontanée contre la guerre qui s'est constituée maintenant doit aussi se transformer en résistance politique-pratique contre le système, si elle se prend elle même au sérieux avec son mot d'ordre : "Arreter la guerre".

USA/RFA et l'OTAN hors du monde arabe !

Arret immédiat du génocide des peuples irakien, palestinien et Kurde !

Combattre la politique de puissance militaire et économique de la Grande Allemagne !

Pas de soutien de l'Etat sioniste et raciste d'Israël et de l'Etat fasciste Turc !

Pour le droit à l'autodétermination des peuples palestinien et kurde!

Regroupement immédiat des prisonniers politiques du GRAPO/PCEr en Espagne, et des prisonniers d'ACTION DIRECTE, qui sont en grêve de la faim !

Regroupement des prisonniers de la RAF et de la Résistance!

Action ouvrière internationale contre l'OTAN !

PROCES ROMITI A ROME

CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE

Ce procès a été organisé par l'Etat italien pour défendre le boss de FIAT, Cesare Romiti (conseiller délégué de la multinationale FIAT) : un personnage - bien connu de tous les prolétaires italiens - qui dirigea durant les années 80 la restructuration de la multinationale italienne FIAT, laissant sur le pavé des milliers de familles, et qui, aujourd'hui, fait partie de ce personnel politique impérialiste qui pousse à la guerre impérialiste pour résoudre la crise toujours plus profonde du capitalisme.

Romiti est également derrière les bombardements que les forces multinationales effectuent quotidiennement contre le peuple irakien, afin d'occuper la zone du Golfe persique.

La guerre impérialiste déchaînée par l'Occident avec l'invasion du Golfe démontre une fois de plus que le capitalisme n'est que barbarie.

Le destructeur de l'attaque de l'impéralisme yankee-sioniste-européen contre l'Irak, contre le peuple palestinien et arabe, contre le Sud du monde, est une réalité actuelle et le restera longtemps. A cette fin, la guerre psychologique dirigée par les experts du Pentagone essaie de constituer délibérément le scénario nécessaire pour mener l'escalade militaire à son degré extrême.

Cette guerre est une attaque contre l'ensemble du Prolétariat international et contre tous les mouvements révolutionnaires des zones du centre et des continents du Sud.

Les bulletins triomphants des puissances belligérantes (U.S.A., G.B., France, Italie ...) à propos des dizaines de milliers de bombardements réalisés en Irak ne sont pas le bilan "propret" d'une guerre technologique, mais une comptabilité inhumaine et quotidienne des hommes, des femmes et des enfants arabes tués "en silence". Le racisme de cette guerre et de sa couverture médiatique est tel que la réalité des morts n'apparaît que lorsqu'une goutte de sang israélien est versée.

Ce qui intéresse la bourgeoisie impérialiste - et qu'elle compte avec application - c'est bien le coût de ses machines de guerre de haute technologie, et non la vie de populations entières.

La véritable nature de cette guerre est son caractère mondial. Elle dépasse les confins de la zone moyen-orientale parce qu'en plus des raisons concrètes du contrôle des sources énergétiques, du rééquilibre du pouvoir en faveur de l'impérialisme, de la désescalade globale de la contradiction matérialisée par la lutte libératrice de la Révolution Palestinienne, il existe l'ensemble des causes de la crise structurelle capitaliste, celles qui poussent les stratèges de la bourgeoisie à trouver des solutions militaristes.

L'un des objectifs est d'établir des lois rigides pour la production-circulation-gestion de la matière première pétrolière ; l'autre objectif est d'atteindre par la force la définition et la stabilisation du nouvel ordre capitaliste mondial, en forçant par la suite les équilibres de Yalta en faveur des Etats-Unis.

Les masses prolétariennes aux quatre coins du monde ont déjà perçu la signification de cette guerre, et elles se mobilisent contre elle en des milliers de manifestations, des peuples arabes aujourd'hui déjà en révolte ouverte contre les classes dominantes liguées à l'Occident, et davantage encore solidaires du peuple irakien agressé, jusqu'aux mouvements de masse aux Etats-Unis et en Europe toujours plus en lutte contre la nouvelle extase de puissance de l'Occident et des forces multinationales.

Les forces révolutionnaires en Europe et dans le monde savent que l'unique solution est de transformer la guerre impéria-

liste en guerre révolutionnaire, en développant les processus révolutionnaires dans chaque pays et en développant l'attaque unitaire contre l'impéralisme.

La multiplicité et la continuité des initiatives d'attaques réaliséès ces jours-ci en de nombreuses zones de la planète (de la Méditerranée à l'Amérique latine, de l'Europe aux Philippines...) sont le premier signe de cette nouvelle conscience internationaliste.

En tant que communistes prisonniers, nous ne pouvons qu'être aux côtés du peuple irakien et de l'ensemble du peuple arabe agressé par la force multinationale et aux côtés de tous les peuples et prolétaires qui luttent contre la barbarie impérialiste.

Contre la guerre impérialiste, développer la guerre révolutionnaire de classe.

Guerre à l'OTAN et à la Force multinationale.

Lutter unis contre l'impéralisme en Europe et sur les trois continents du Sud.

Consolider le front révolutionnaire anti-impérialiste en Europe et dans la zone Méditerranée-Moyen Orient.

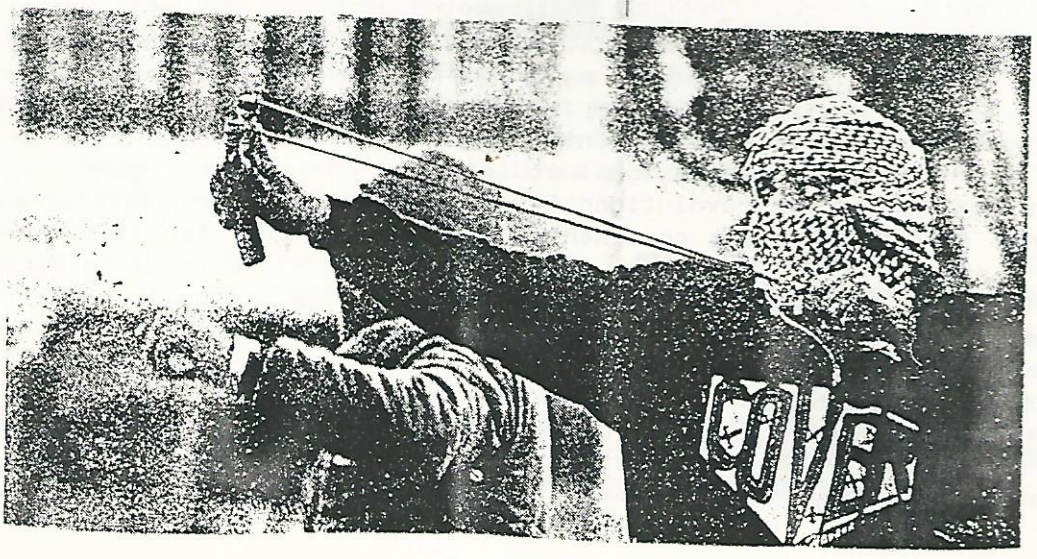
Il est possible d'écrire en français à :

Giovanni SENZANI

Flavio Lori - Carcère
MARINO DEL TRONTO
(Ascoli Piceno)

ITALIE

Collectif des prisonniers Communistes
A Rome, le 28 février 1991. Wolta Sitta-L. Farina- G. Senzani.



LUTTER ENSEMBLE CONTRE L'IMPÉRIALISME EN EUROPE ET DANS LE TRICONTINENT DU SUD

"La décision de lutter contre le système impérialiste et pour un monde dans lequel les hommes et les femmes pourraient mener une vie libre et autodéterminée, ne peut être subordonnée au fait que, dans une phase déterminée, ce soit le camp auquel nous appartenons ou celui de l'ennemi qui est le plus fort, et donc au fait que la victoire soit proche ou qu'il faille conduire une longue lutte jusqu'à son terme. La décision pour la lutte révolutionnaire ne peut venir que de notre propre expérience dans le système, et de sa brutalité, et de son caractère destructif et de nos objectifs et idées -précisément, de comment nous voulons vivre". (Rote Armee Fraktion 27.7.90)

Le scénario des années 90 s'est ouvert avec certains faits destinés à influencer, de manière déterminante, le développement présent et futur du monde.

Le premier est représenté par la constitution de la Grande Allemagne, après l'effondrement du système économique-politique-militaire des pays du Pacte de Varsovie, et de son émergence comme point de force et de prédominance à l'intérieur de l'Europe, et qui fait se hisser le bloc euro-occidental tout entier au rôle de puissance mondiale. L'incorporation de l'Allemagne Orientale qui se célèbre ces jours-ci révèle à tous, non seulement la réalité évidente d'un "Quatrième Reich" en train de prendre son envol, mais aussi celle d'une bourgeoisie européenne décidée à poursuivre ses intérêts sur la peau des prolétaires de l'Est, de l'Ouest et du Sud. Comme le disent les camarades de la RAF, une nouvelle "agression contre les peuples d'Europe menée par les moyens de l'économie et de la politique" commence et contemporainement le capitalisme germano-européen veut se lancer dans un "nouveau tour de vis dans la soumission et le saccage des peuples de la Tricontinent". Pour cette raison, pour les prolétaires et les révolutionnaires s'ouvre "une longue phase de lutte contre le pouvoir mondial pangermanique/euro-occidental à peine formé".

Le second de ces faits déferle plus encore: l'invasion et l'occupation de la région du Golfe par les USA et leurs alliés euro-occidentaux. Avec cet "objectif" acte de guerre -une véritable agression au sens propre- commence une nouvelle époque dans laquelle le cadre de la crise globale de l'impérialisme tend à se traduire en celui de guerre globale.

La période succédant à la redéfinition de la bipolarisation rigide Est/Ouest -ce qu'on appelle l'après-guerre froide- commence de manière traumatique et se manifeste comme période de forte instabilité dans laquelle l'interdépendance du marché mondial multiplie les contradictions et en laquelle les conflits assument une nouvelle globalité. La recherche d'un nouvel ordre mondial capitaliste devient toujours plus urgente et difficile.

Le troisième de ces faits est constitué par le rôle de l'Italie dans cette phase de passage au déploiement impérialiste européen. L'Etat italien est en train d'assumer les responsabilités majeures dans le Front Sud de l'OTAN et dans le processus d'unification politique européenne à travers son personnel inséré au sommet des structures communautaires européennes. Ce qui est en train de se traduire en une refonctionnalisation et centralisation des structures de l'Etat qui agressent toutes les contradictions sociales et en une attaque directe aux conditions de vie matérielles du prolétariat tout entier. L'exemple le plus clair de tout cela est la nouvelle manoeuvre financière de la période, au sens propre, véritable ensemble de mesures prévisionnelles d'économie de guerre qui pèsent surtout sur les prolétaires.

Durant des mois, la propagande bourgeoise a tendu à inculquer à tout un chacun l'idée d'une ère ininterrompue de paix sous la menée du capitalisme désormais maître du monde après l'"effondrement du communisme" partout. La réalité se charge par-contre de ramener, au premier plan, la matérialité des contradictions qui traversent le monde avec un nouveau scénario de guerre.

Nous assistons désormais à la concrétisation, toujours plus bouleversante, de l'affrontement de la guerre du Nord contre le Sud du monde; une continuelle accumulation de richesse et de misère comme pôles d'une contradiction que le capitalisme ne fait qu'accentuer en tout les points de la planète, des métropoles de l'occident développé aux périphéries du Tricontinent. La contradiction entre prolétariat et bourgeoisie affirme sa centralité et assume un caractère déferlant dans toutes les aires.

Ce qui a changé, et ne fait que multiplier les effets de l'affrontement entre prolétariat et bourgeoisie, c'est, par rapport à l'habituel cadre de la contradiction Est/Ouest qui, durant des années, a fourni une clef de lecture du monde sur la base d'un système bipolaire et a aussi marqué les frontières de l'affrontement entre révolution et impérialisme, la prévalance de la contradiction Nord/Sud en laquelle la lutte des peuples contre la bourgeoisie acquiert aujourd'hui une nouvelle profondeur et radicalité.

La lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste dans les métropoles européennes et dans le Tricontinent trouve un terrain commun d'unité dans l'initiative contre le déploiement impérialiste

dans le monde entier, donc contre le système économique-politique-militaire tournant autour des USA.
En ce sens, l'invasion occidentale de la région n'est rien d'autre que l'agrégation des lignes de développement des luttes du futur proche; les prolétaires et les peuples du monde entier contre l'impérialisme comme système unitaire, contre un système de pouvoir et d'exploitation qui n'est que processus destructif de la vie humaine, ici dans les centres et là dans la périphérie.
Les USA cherchent aujourd'hui avec une nouvelle détermination à sortir de la crise de domination qui les tenaille désormais depuis des années et qui a marqué toute l'histoire de l'Occident depuis la défaite du Vietnam. Après l'essai général en Amérique Centrale avec l'assaut non troublé à Panama, les USA passent à une attaque d'une toute autre proportion, parce qu'elle voudrait être solution pour la définition du nouvel ordre mondial et comme telle est investie du caractère d'une véritable croisade au sens propre contre l'Irak et le peuple arabe tout entier, qui mettent en danger" le bien-être et la paix armée de l'Occident.
En réalité, la région du Golfe est une zone vitale pour les intérêts du monde capitaliste qui sur le plan énergétique dépend de manière importante du pétrole de cette aire; son contrôle est donc nécessaire pour garantir le processus productif même des pays occidentaux. D'autre part, depuis 1988, l'Heritage Foundation (1), dans son document stratégique "Mandat pour la Suprématie", élaboré pour les programmes à long terme de l'Administration Reagan, affirmait en toute lettre que devaient être "entreprises des actions efficaces pour rétablir une présence américaine crédible dans cette aire". Aujourd'hui, cela s'est réalisé concrètement et devrait, selon les stratèges US, être ultérieurement développé dans une "OTAN arabe".
De la stratégie de basse intensité développée par l'Administration Reagan, les USA sont en train de se mouvoir en direction de la stratégie d'agression à haute intensité de l'Administration Bush, à laquelle participent de manière directe -économiquement, politiquement et militairement l'Europe et le Japon, avec à leur suite les Etats arabes réactionnaires, leurs nouveaux alliés, et un Etat d'Israël encore plus armé, belliciste et raciste.
Telle est la nouvelle réalité que nous déverse quotidiennement les mass-médias, avec une tempête de bulletins de guerre et que les masses arabes palestiniennes affrontent sur leur terre. La nouvelle croisade -la plus ample concentration de puissance militaire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale- est vue pour ce qu'elle est par des destinataires: une attaque occidentale, blanche et raciste contre la vie présente et future des masses arabes et palestiniennes qui doit être repoussée, bien symbolisée par le drapeau à tête de mort des forces d'occupation US.
Les masses arabes palestiniennes se sont mobilisées contre l'invasion du Golfe, dénonçant le rôle des "monarchies féodales arabes" qui l'avaient sollicitée pour survivre. De la Jordanie à l'Iran à l'Algérie, aux territoires occupés de la Palestine où l'Intifada palestinienne a, dans sa lutte quotidienne, accouplé l'invasion US du Golfe à l'occupation sioniste de la Palestine, lançant un apel aux peuples arabes et aux mouvements de l'aire "afin qu'ils s'unissent dans un front unique, forts et fortement unis pour affronter l'agression américaine prévue et la contraindre à s'en aller, la balayant de la terre pure de la mission islamique, pour protéger la dignité arabe". (Commandement National Unifié de l'Intifada n°61, 31 août 1990).
Il y a tous les prémisses pour que l'agression américaine et européenne se transforme en un nouveau Vietnam, destiné à durer dans le temps et à avoir une globalité toute nouvelle, spécifique à cette période historique. Cet affrontement implique déjà tous les prolétaires et peuples du monde qui sont les premiers à en payer les coûts, à commencer par les centaines de milliers de prolétaires en fuite dans la zone du Golfe, transformés de force de travail sous-payée en réfugiés abandonnés à eux-mêmes et il est partie de l'affrontement général entre révolution et impérialisme. Il peut devenir un terrain de construction et de développement de la subjectivité révolutionnaire, à travers l'affirmation de la connexion stratégique entre la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste en Europe et dans le Tricontinent (Asie, Afrique et Amérique Latine).
Un aspect de ce nouvel internationalisme prolétarien qui se développe dans les conditions objectives -historiques- de l'affrontement de notre époque qui fait ainsi que les intérêts des prolétaires et des peuples de l'Europe et du Tricontinent deviennent les "intérêts communs" dans la lutte unitaire contre l'impérialisme.
En Europe, nous sommes face à un profond et toujours plus accéléré processus de restructuration en vue des institutions du Marché Unique de la constitution de l'unité politique des Etats européens. Ce processus est une réponse impérialiste à la crise et comporte d'énormes répercussions sur le prolétariat en Europe, dans la Méditerranée et dans le Sud du monde. Et un premier exemple indicatif est fourni par les décisions économiques politiques et militaires homogènes rapidement prises en concertation par les Etats du bloc européen sur la question du Golfe, en, liaison avec les USA.

Ce processus aura des répercussions sur la lutte des classes dans tous les pays européens, et c'est sur lui que s'étalonnent les possibilités de développement révolutionnaire car les prolétaires de tous les pays, toujours plus, auront face à eux les nouvelles concentrations capitalistes qui ont émergé sur la base continentale et les institutions politiques qui y sont relatives et qui coordonnent et homogénéisent leurs initiatives.

Pour l'Europe, et en général pour les autres pays du centre (USA et Japon), il est vital d'avoir une base arrière pacifiée, dans laquelle pouvoir mener à terme les processus de restructuration capitaliste sous la poussée des grands oligopoles financiers et multinationaux et d'où lancer l'agression au reste du monde. Dans cette perspective d'exploitation et de misère pour les masses prolétaires, dans laquelle le caractère destructif du système impérialiste atteint des niveaux jamais vus, il n'y a pas d'espace pour les luttes prolétariennes qui doivent être vidées de toute potentialité antagoniste, il n'y a pas d'espace pour l'opposition politique révolutionnaire qui doit être privée de légitimité et détruite... Les années 90, si elles ne peuvent perpétuer l'époque dorée du capitalisme de la décennie précédente, comme aiment à le rappeler en Italie Agnelli et son compère Romiti, doivent pour le moins permettre le "développement" des capitaux les plus forts et les mieux dotés, nobostant l'approfondissement de la crise économique dans les aires du centre.

La FIAT, par exemple, n'a aucun problème à d'une part louer ses profits, de l'autre s'équiper pour affronter la nouvelle situation en train de se déterminer, inventant le mythe de la "qualité totale" et renouvellant la matérialité de la "cassa intégrazion" et se préparant contemporainement à étendre son secteur de production de guerre.

Dans ce cadre, tandis qu'au premier plan reviennent les raisons de la guerre impérialiste et que s'affirme le caractère réactionnaire de la société bourgeoise, perdure la donnée structurelle de la contre-révolution préventive qui s'est stabilisée dans l'attaque au projet des organisations de la lutte armée dans les années 70 et 80. La "guerre au terrorisme" est un objectif auquel l'impérialisme ne peut renoncer dans sa recherche de se garantir un niveau de paix sociale, nécessaire pour porter plus avant ses processus de restructuration et de "développement". Cela se traduit par la politique intégrée des Etats européens contre le mouvement révolutionnaire et les forces combattantes, en particulier contre la politique de Front qui va se construisant au niveau continental.

L'attaque aux prisonniers révolutionnaires européens est elle aussi partie de cette politique impérialiste en ce qu'ils sont une expression de la continuité de la lutte au capitalisme et à l'impérialisme, à l'intérieur des métropoles européennes. Une attaque qui sert à priver de légitimité et à dépolitiser l'expérience révolutionnaire européenne des vingt dernières années, toute entière.

Pour cela, face à la lutte des prisonniers des GRAPO et du PCE(r) en Espagne contre l'isolement et pour obtenir le regroupement -lutte qui dure désormais depuis dix mois et qui a déjà vu la mort du camarade José Sévillano Martin-, les Etats européens et les organismes supranationaux de la répression sont plus que jamais unis et aux cotés de l'Etat espagnol et de son gouvernement "socialiste" dans la stratégie d'anéantissement des camarades.

Le véritable contenu de ces politiques est toujours la destruction du sujet révolutionnaire et cela établi aussi les fondements pour un terrain de lutte commune pour tous les prisonniers, comme partie de la lutte entre révolution et impérialisme en Europe.

Repousser l'attaque aux collectifs de prisonniers en Espagne et dans toutes les prisons impérialistes de l'Europe signifie aussi repousser et secouer le pouvoir qui exploite et opprime des millions d'hommes et de femmes, ici dans le centre et dans le Tricontinent du Sud.

LUTTER ENSEMBLE ET NOUS VAINCRONS ENSEMBLE.

HONNEUR AU CAMARADE JOSE SEVILLANO MARTIN ET A TOUS LES CAMARADES PRISONNIERS TOMBES DANS LA LUTTE CONTRE LA PRISON IMPERIALISTE.

Quelques prisonniers du
Collectivo Communisti Prigonieri
Wotta Sitta
Luciano Farina, Giovanni Senzani

Rome, le 3 octobre 1990 -joint aux pièces du procès "BR-Romiti".

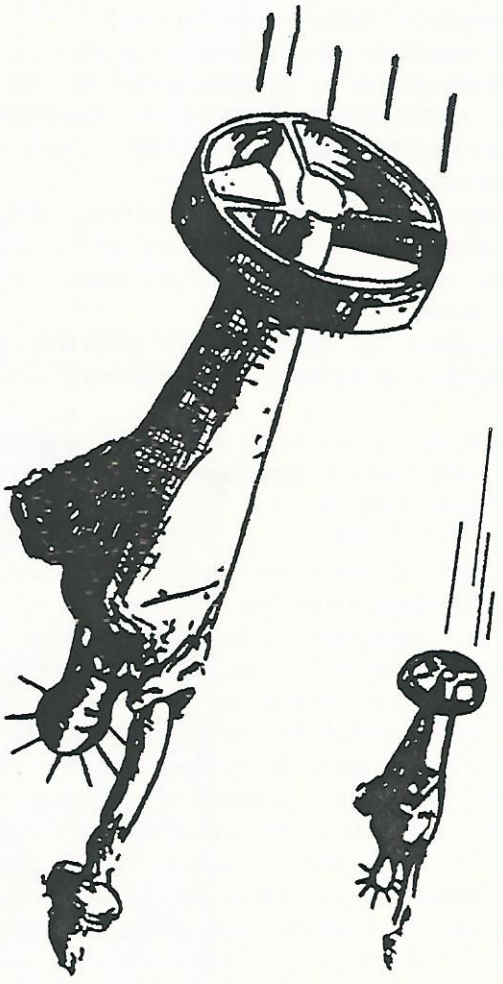
DÉCLARATION FINALE AU PROCÈS «BR-ROMITI».

Janvier 82 à Rome: "... sans aucune équivoque possible, ils voulaient enlever Cesare Romiti, n'y parvenant pas pour des raisons indépendantes de leur volonté; c'est-à-dire, l'intervention des forces de l'ordre..." (extrait du renvoi devant la Cour d'Assise de Rome).

La multinationale FIAT et son boss Romiti ont été, depuis fort longtemps, clairement compris comme ennemi de classe par le prolétariat, car l'histoire du capitalisme et de l'exploitation dans ce pays a toujours été liée à celle de FIAT.
Il y a 10 ans, FIAT a conduit le processus de restructuration productive en Italie.
La saison dorée du capitalisme italien et de FIAT en particulier -qui dura toute les années 80- a pour base de départ la sauvage répression ouvrière déchainée à la fin des années 70, afin de rétablir la direction dans l'usine et de réaliser le procès de restructuration industrielle estimé nécessaire pour rendre compétitive la multinationale.
Nous savons tous comment cela a terminé: les licenciements des avant-gardes et des ouvriers qui dérangeaient le "climat du travail" -les 61 licenciements en 79-, et la "Cassa Integrazione" de masse en 80, se sont traduits par la suite en une mise en coupe massive des postes de travail, et en une restructuration complexe de FIAT, permettant d'élever la productivité et l'exploitation ouvrière jusqu'au seuil, le plus élevé et compétitif avec les autres multinationales de la branche.
A partir de là, FIAT a pû ensuite procéder à la réorganisation de ses activités productives, en les projetant dans une dimension supra-nationale, la relançant ainsi dans le contexte mondial.
Ainsi la dimension et le marché de FIAT sont devenus continentaux, parce que l'Europe est maintenant le territoire-marché qui constitue le minimum vital pour l'ensemble de l'activité de la multinationale et simultanément, la base de force nécessaire pour rivaliser avec les autres colosses mondiaux.
Derrière cette histoire "radieuse" de profits toujours en progression, il y a la réalité du redimensionnement des conquêtes de la classe ouvrière italienne, celles des années 60, des licenciements de masse et du chômage, de l'exploitation intensive et de la répression de chaque forme d'antagonisme, et la tentative d'imposer par la terreur dans l'usine, la participation, la cogestion et l'idéologie de la "qualité totale".
Il y a aussi l'histoire assassine de 10 années d'attaque directe contre les luttes ouvrières, de destruction de l'autonomie prolétarienne et d'écrasement du mouvement révolutionnaire en Italie.
FIAT a contribué activement à la planification de l'attaque de l'Etat contre les organisations de la guérilla et l'entier mouvement révolutionnaire, faisant de la "lutte anti-terroriste" la modèle d'intervention en vigueur dans les usines et dans les quartiers.
Durant ces années, la stratégie contre-révolutionnaire de l'Etat a pesé lourdement sur l'ensemble du mouvement de classe antagoniste et des forces combattantes, transformant "l'urgence n°1" en pratique d'extermination.
L'exécution des camarades et des prolétaires dans les rues ne se comptaient plus. Une parmi d'autres celle des quatres camarades des BR tués par les carabiniers, à Genes en 80, dont le camarade Lorenzo Betassa, ouvrier chez FIAT et élément de l'avant-garde des luttes, reconnu par tous.
Le mot d'ordre de "Guerre contre FIAT" mis en avant par tout le MR de la fin des années 70 avait des raisons historiques, économiques, politiques et sociales, parce qu'attaquer FIAT signifiait frapper les processus centraux de restructuration productive et les politiques les plus avancées de la bourgeoisie impérialiste italienne au moment le plus fort de l'affrontement de pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie, dans ce pays.
Aujourd'hui 10 ans après, la "cuite" décennale d'expansion européenne et mondiale, FIAT doit affronter les nouveaux problèmes induits par la crise structurelle du capitalisme. Les années grasses s'effacent désormais face à la récession qui avance à partir des USA et qui s'étend à l'Italie.
La crise génère la guerre et le Koweit a seulement constitué l'occasion -pour les Etats et les gouvernements occidentaux- de déclencher la guerre dans le Golfe et de chercher à établir un contrôle stratégique des matières premières et à définir un nouvel ordre international.
Une fois de plus FIAT, comme toutes les grandes multinationales occidentales, est aux cotés des Etats et des gouvernements qui attaquent le prolétariat international et participe à la politique belliciste de l'Europe et de l'Italie. FIAT est présente dans le Golfe, avec ses productions de guerre et par ses intérêts et liens financiers qui vont jusqu'au Koweit, véritable coffre-fort au service de l'occident et de ses multinationales.
FIAT est déjà à l'oeuvre pour reconvertir et developper ses productions dans la guerre et l'après-guerre -le déjà très vanté plan Marshall pour toute la zone, de la Méditerranée au Golfe Persique- pour amplifier son marché et ses profits.
Pour cela, FIAT est parmi les principaux soutiens à la nécessité de la guerre impérialiste contre le peuple irakien et l'ensemble du peuple arabe et palestinien.

Le contrôle de la matière première pétrolière et le nouvel ordre international interessent la multinationale autant que les gouvernants de l'Etat italien. Entre un Agnelli et un De Michelis, il n'y a pas de différence au niveau de la guerre et de sa criminelle justesse!
La "guerre à la guerre", sur laquelle se placent les initiatives combattantes et sur laquelle s'oriente le mouvement anti-impérialiste, est pour cela aussi la "guerre contre FIAT" et contre ses stratégies d'exploitation et de conquête de nouveaux marchés, du Nord à l'Est jusqu'au Sud. Parce que comme l'affirme Romiti: "le marché est l'unique expression de liberté" et " la tâche de l'entrepreneur est d'atteindre le profit maximum". Les tapis de bombes et les morts par milliers produits consciemment par cette liberté du marché sont seulement les instruments pour consolider le profit et la domination de classe.

2. La guerre dans le Golfe est impulsée par la crise capitaliste, par la recession économique même, évidente désormais aux Etats-Unis et dans quelques pays européens.
La guerre fait partie de l'histoire du capitalisme depuis ses origines et elle est une nécessité pour périodiquement résoudre ses crises. Mais en aucune façon, cette guerre ne résoudra la crise, elle la maintiendra ouverte et plus profonde encore; parce qu'elle multipliera les effets des contradictions principales des formations économico-sociales dans le monde entier: de celle entre Prolétariat International et bourgeoisie impérialiste à celle Nord/Sud.
La contradiction Est/Ouest qui a subi une évidente redéfinition ces derniers temps, commence elle à se lier concrètement par cette guerre.
Le tant attendu "nouvel ordre international" qui devrait surgir aussi de cette guerre -camouflée en "opération de police internationale"- semble une vaine illusion et les pays capitalistes se trouvent toujours plus face à leurs contradictions, simplement multipliées.
Aujourd'hui en réalité, s'ouvre une nouvelle époque de profondes mutations des équilibres de pouvoir et dans les relations internationales, et en conséquence, de guerre et de guerres qui mettent en question tous les précédents ordonnements du système impérialiste.
L'ère de paix dont faisaient étalage les stratèges de la bourgeoisie, il y a quelques années encore, s'est déjà transformée en guerre, c'est ceci qui est désormais face à tout le monde et c'est le génocide du peuple irakien et l'agression contre l'ensemble du peuple arabe et palestinien.
Les Etats-Unis ont déclenché l'agression contre l'Irak pour tenter de réaffirmer leur hégémonie mondiale, désormais en déclin et cela depuis des années; mais la concentration démesurée des forces militaires américaines et alliées contre un seul pays est une démonstration claire de leur faiblesse stratégique, non de leur force, mais des problèmes énormes que la puissance des USA doit affronter dans la dialectique d'unité et de compétition avec les autres zones développées, comme l'Europe et le Japon.
C'est aussi la démonstration de leur peur et de leur faiblesse après la défaite lors de la guerre du Vietnam.
La victoire du processus révolutionnaire vietnamien sur l'impérialisme US a ouvert la précédente phase historique des luttes de libération sur les Trois Continents du Sud, se répercutant aussi dans le centre impérialiste. Une longue phase de luttes de libération qui a également vu l'apparition de la guérilla métropolitaine dans les formations capitalistes avancées, rendant instable l'équilibre de pouvoir que l'impérialisme avait imposé au monde entier depuis 1945.
Cet équilibre est devenu précaire parce qu'est apparue la possibilité concrète de victoire des forces révolutionnaires et du peuple contre l'impérialisme, libérant des nations et des peuples de la dépendance.



Ce fait historique, uni à la crise, a rendu tangible la possibilité de vaincre l'impérialisme et d'approfondir l'instabilité de son système de pouvoir axé autour des USA.
Les prolétaires et les peuples de tout le monde ont déjà commencé à comprendre la nature réelle de la guerre impérialiste dans le Golfe Persique et à manifester leur opposition dans les rues et dans les initiatives de lutte. Il naît un "nouveau mouvement contre la guerre" d'ampleur mondiale avec une griffe précise de classe anti-impérialiste.
Ce mouvement commence à unir les masses du Moyen-Orient, du Golfe, d'Afrique du Nord... et celles d'Europe et des USA. C'est une indication significative du développement, ici dans le centre et sur les Trois Continents du Sud, d'une nouvelle conscience internationaliste et anti-impérialiste.
Du coeur de l'empire US à l'Amérique Latine, à l'Afrique, à l'Asie et à l'Europe, les "puissances occidentales" sont frappées dans leurs institutions politiques et militaires et dans leurs symboles, contre la logique de guerre laquelle donne substance au capitalisme.

3. La guerre impérialiste démontre dans les faits la projection agressive du bloc européen en général et de l'Italie en particulier.
Le bloc européen se redétermine aujourd'hui au niveau de la guerre et en conséquence de ceci, le processus européen d'intégration et d'unification économique, politique et militaire subit une accélaration concrète.
En ce sens, la politique de défense commune s'étend déjà dehors du territoire et se répend dans les zones de crises du monde, Golfe et Moyen-Orient en tête.
C'est la ligne de tendance qui s'affirme dans l'intervention et la coalition militaire dans le Golfe.
Cette projection "hors de la zone" de la politique de la défense commune européenne est concrètement définie depuis longtemps par les organismes supranationaux UEO et OTAN.
A l'UEO (Union Européenne Occidentale) avec les accords politiques entre les Etats membres qui ont décidé en substance l'engagement dans les opérations militaires hors du théâtre européen.
A l'OTAN, avec les accords sur le transfert dans le Golfe de la moitié du contingent US en Europe et avec l'assurance politique de maintenir inchangés les deux aspects essentiels de l'Alliance: efficacité des structures militaires intégrées et inaltérabilité de son rôle politique.
Ces deux moments ont projeté la CEE en tant que "superpuissance" mondiale économique et commerciale, en la dotant d'une précise structure intégrée offensive qui assume des fonctions globales de défense des puissants intérêts commun en etroite connexion avec les USA et le Japon.
Avec la participation directe aux opérations contre l'Irak s'est déterminé le véritable point de non-retour de la "politique de défense commune" du bloc européen, qui avec les USA vise à renforcer la capacité de "dissuasion" dans les zones de crise.
L'engagement du noyau dur GB-France-Italie dans les bombardements aériens et celui de la Grande-Allemagne avec le Japon dans le financement de l'ensemble des opérations armées a pour but d'étendre ce nouveau rôle de "superpuissance" à toute la Méditerranée au Moyen-Orient.
Dorénavant, les objectifs du front Sud de l'OTAN assument une configuration précise de menace pour tous les peuples qui n'acceptent pas de se soumettre aux exigences de la construction de l'Europe de 92 qui doit, pour s'affirmer, imposer une "coopération économique" différente, une sécurité et un ordre à toute la zone méditerranéenne et moyen-orientale afin de garantir les nouvelles concentrations capitalistes continentales et la liberté de manoeuvre et afin d'intensifier l'exploitation des ressources de la zone et de sa force de travail.
L'occupation américaine et occidentale dans le Golfe sanctionne la faillite historique de l'Etat d'Israël en tant que gendarme de l'Occident dans la zone géo-politique, et la nécessité pour le système impérialiste de réimposer une véritable domination "néocolonialiste" dans laquelle la fonction d'Israël reste le principal allié, et la force d'attaque et de répression du mouvement de libération palestinien et de l'Intifada.
En ce sens, la politique israélienne de génocide et de déportation contre le peuple palestinien et ses avant-gardes de lutte, et la politique agressive contre l'ensemble du peuple arabe coïncident avec les intérêts stratégiques de l'Occident.
Ainsi nous assistons aujourd'hui à la course des puissances occidentales (USA, Grande-Allemagne et l'entière CEE et le Japon) pour augmenter les aides économiques et militaires vers l'Etat sioniste!

4. Dans la guerre se redéfinit et se renforce également l'Etat italien, pressé par son personnel politico-militaire, par les principales multinationales et par ses entreprises du complexe militaro-industriel. Et ceci est une conséquence des accords de l'UEO et de l'OTAN.
La transformation de l'Italie en une immense base militaire où en permanence circulent de grandes parts des moyens de destruction des "forces de la coalition", a imposé, à l'entier territoire national, un état exceptionnel d'urgence qui concrétise dans les faits "l'état de sécurité nationale". La contre-révolution préventive devient

ainsi un contrôle organique de tout le territoire avec aussi les forces armées pour garantir la soi-disant paix sociale.
Cette situation de contrôle intérieur se lie au rôle que l'Etat italien a dans le cadre européen et en particulier, dans le renforcement du front Sud de l'OTAN qui a accéléré la redéfinition du modèle italien de défense.
Déjà, ce modèle de défense a signifié l'implication dans des conflits régionaux (Sinaï, Liban, Somalie...) et dans la guerre du Golfe.
La fonction de "police militaire internationale" établit par l'ONU et par l'OTAN, à laquelle participe l'Italie, est en réalité une guerre contre les peuples qui s'opposent aux intérêts de l'impérialisme.
Sur ces bases, la formation et la fonction de la Force d'Intervention Rapide dans les conflits régionaux et se proposer comme Etat charnière entre l'Europe et le Moyen-Orient, dans le cadre d'une Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Méditerranée, représentent des expressions diverses de l'unique problème: la présence de l'Etat italien dans la redéfinition des ordonnements de domination économico-politico-militaire de la zone entière.

5. Aujourd'hui, "guerre à la guerre" signifie aussi guerre au processus concrêt de formation du bloc européen porté par les Etats mêmes qui sont engagés dansd la guerre du Golfe, avec leurs arsenaux militaires et leur pouvoir économique.
Sur ce terrain de lutte, commence à s'exprimer la solidarité concrète des prolétaires et révolutionnaires européens avec les peuples arabe et palestinien, et avec sa lutte de libération et d'auto-détermination pour en finir avec ce système impérialiste de domination et d'exploitation.

Avec le peuple irakien, avec le peuple palestinien, avec le peuple arabe entier et avec le déploiement anti-impérialiste qui se consolide en Europe et dans le monde: GUERRE A LA GUERRE!

Rome, 19 février 91

Luciano Farina
Giovanni Senzani
du collectif des communistes/prisonniers "Wotta Sitta"

COMMUNIQUÉ DU DANEMARK

GROUPE "GUERRE A LA GUERRE"

Comme partie d'une résistance internationale et du jour d'initiative contre la guerre du Golfe des USA et de l'OTAN, cette nuit du 15.02.91, nous avons attaqué la succursale danoise du consortium français Citröen à Copenhague.
Notre attaque doit être vue en relation avec l'engagement militaire dans la guerre du Golfe.
Les industries Citroen (PSA, Peugeot Société Anonyme) représentent une part importante du complexe militaro-industriel français, et donc produisent des armes qui sont actuellement utilisées dans la guerre contre l'Irak.
La campagne de famine de l'ONU (les sanctions) et de bombardements terroristes des USA/OTAN contre la population irakienne rendent nécessaires de construire une résistance consciente et diversifiée contre la guerre, directement ici dans leurs propres bases arrières. Quiconque fait du profit sur et/ou participe à cette guerre barbare doit, d'une façon ou d'une autre, être attaqué par les opposants à la guerre.

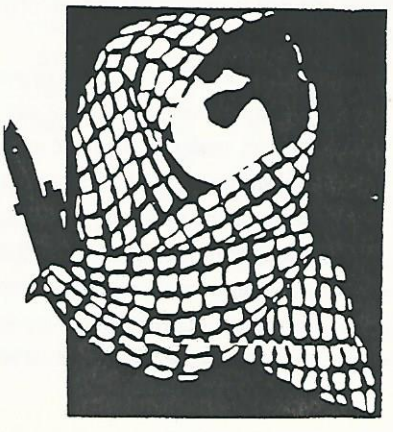
USA ET OTAN, HORS DU GOLFE!
NON A UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE MOYEN-ORIENT, DOMINEE PAR LES CEE-USA-ET LOBBY ISRAELIEN. UNE TELLE CONFERENCE N'EST RIEN D'AUTRE QUE L'"ALTERNATIVE" CEE A LA COURSE POLITICO-MILITAIRE DES USA!

LA VRAI ALTERNATIVE EST:

SOUTIEN INCONDITIONNEL AUX PEUPLES KURDE ET PALESTINIEN LUTTANT POUR LEUR INDEPENDANCE!
SOUTIEN POUR TOUTE INITIATIVE DE REVOLTE DES PEUPLES ARABE, IRANIEN ET TURC CONTRE LEURS REGIMES DICTATORIAUX!
UN SALUT DE SOLIDARITE AVEC LES CAMARADES EMPRISONNE(E)S D'ACTION DIRECTE QUI SONT EN GREVE DE LA FAIM DEPUIS LE 02.01.91, LUTTANT POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE DE L'ISOLEMENT ET POUR LE REGROUPEMENT!
RESISTANCE! PAS DE BASE ARRIERE TRANQUILLE POUR L'IMPERIALISME!

"UN PAYS QUI EN OPPRESSE UN AUTRE, NE PEUT PAS ETRE LUI-MEME LIBRE"
Rosa Luxembourg

◇◇◇◇◇



◇◇◇◇◇

A PRPOS DE LA RESISTANCE ARABO-PALESTINIENNE

L'apparente neutralité de l'Etat italien face aux conflits du Moyen Orient, et en particulier face à la lutte palestitienne, a connu un renversement à l'aube des années 80.

Depuis et en quelques années, plusieurs dizaines de combattants arabo-palestiniens, ont été emprisonnés et présentés devant les tribunaux ; c'est la démonstration que les intérets politiques de l'Etat italien coîncident toujours davantage avec ceux du sionisme, des USA et des bourgeoisies réactionnaires arabes.

Dans les prisons spéciales, les détenus palestiniens et moyen-orientaux, subissent des conditions qui bien que correspondantes aux critères généraux en vigueur pour tous les prisonniers révolutionnaires en Italie - sont spécifiquement adaptées : de longues périodes d'isolement aprés l'arrestation et/ou des phases de dispersion dans diférentes prisons ; dans chaque cas, est appliquée une incommunication politique entre eux et avec le reste de la détention. Le traitement qui leur est imposé et les condamnations des tribunaux italiens, ont pour objectif de nier les raisons politiques de leur lutte et de détruire leur identité de militants révolutionnaires anti-impérialiste.

Les textes que nous présentons aujourd'hui sont des déclarations de procès et quelques extraits de correspondance du camarade HAMIDAN KARMAWI, révolutionnaire palestinien emprisonné dans la péninsule depuis 7 années.

Tout d'abord, trois interventions politiques de Hamidan, lors des audiences du procès contre l'organisation révolutionnaire "15 MAI pour la Libération de la Palestine", un procés se célébrant à Rome -en coordination avec les autorités françaises- et qui connu pas moins de 18 renvois successifs.

Les déclarations de procés sont suivies de larges extraits de lettres, une correspondance concrétisant une communication et un échange menés durant ces années de solidarité militante. Une solidarité entre ces révolutionnaires arabo-palestiniens et nous ici, dans la conscience que la perspective d'une lutte commune contre le même ennemi et contre tout projet impérialiste destructeur de l'identité révolutionnaire, nous unit.

Nous avons choisi les correspondances traitant principalement de l'intervention impérialiste sur les trois continents et en particulier, la guerre contre l'Irak, de sa préparation aux conséquences actuelles.

Aujourd'hui, dans ce procés, aprés 5 années de détention dans les prisons spéciales italiennes, nous sommes accusés d'appartenance à une "bande armée". Répondant à de fortes pressions des sionistes appuyées par l'Etat français, l'Etat italien cherche à délégitimer, par cette tentative judiciaire, l'organisation **"15 Mai pour la libération de la Palestine"**.

On essait de faire passer pour terrorisme la lutte révolutionnaire de notre organisation. Organisation légitimée, au contraire, par tout le peuple palestinien, pour combattre l'impérialisme et l'entité sioniste qui le représente au coeur des territoires arabes. Les Etats impérialistes, et dans ce cas la **la France** et **l'Italie**, jouent pleinement leur rôle concret d'attaque contre les forces palestiniennes qui luttent pour l'autodétermination et l'émancipation de notre peuple.

Ce rôle est assumée de fait, car formellement ces pays dits "démocratiques" reconnaissent la justesse de l'autodétermination des peuples. Bien évidemment, ils soutiennent la juste cause palestienne seulement en parole, et ils soutiennent également ceux qui en parole seulement veulent changer la condition palestienne, car la véritable lutte révolutionnaire contraste avec les intérêts de l'impérialisme dans la zone.

L'impérialisme est le véritable responsable de la diaspora de notre peuple, avec l'installation organisée des sionistes en 48 dans notre patrie. Donc, il est clair que chaque solution appuyée et recherchée par les pays impérialistes, ne peut que faire le jeu des intérêts israéliens et se faire sur le dos du peuple palestinien, comme le démontrent 40 années de massacres.

1947-48 : Les massacres des villages de Deir Yassin, Qabia, Kafar Kassen.

1967 : Le massacre réalisée durant la guerre des 6 jours et la tentative de briser la résistance palestienne et arabe.

1968 : La bataille de Karamah, au cours de laquelle le peuple palestinien à affronté héroiquement l'armée sioniste, appuyée par ses alliés.

1972 : Le massacre de 25 000 palestiniens en Jordanie (**Septembre noir**).

1976 : Le massacre de Tal Al Zaatar (le siège de 52 jours avant le massacre de 3 000 personnes).

1982 : L'invasion du Liban avec l'objectif permanent de casser la résistance palestinienne, une invasion qui provoqua de nombreuses victimes dans les combats qui se prolongèrent 80 jours. On se souvient des infames massacres de Sabra et Shaatila. La même année, ont été assassinés en Italie par le **Mossad** -qui agit librement dans tout l'occident- deux palestiniens, l'un était vice-président de l'OLP et l'autre, journaliste.

1987 : Début de l'**Intifadah** populaire avec encore 1 000 morts, 40 000 blessés et plus de 70 000 palestiniens emprisonnés jusqu'à aujourd'hui.

1990 : Le carnage de **Rishion Sion** (esplanade des mosquées -ndt), 15 palestiniens assassinés **par la police israélienne.**

Sans oublier les crimes commis par l'usurpateur sioniste contre tout le monde arabe au delà des seuls palestiniens. De l'attaque contre l'Irak en 81 à celle de l'impérialisme américain contre la Libye en 86, ou encore les nombreuses actions terroristes comme l'assassinat d'Abu Jihad (le 16.4.88. à Tunis). Le système impérialiste US en tête et sa créature sioniste, et l'Europe Occidentale comprise, sont les protagonistes de l'attaque contre le mouvement de libération dans les pays arabes en général et contre le mouvement de libération palestinien en particulier. Une nouvelle preuve évidente de cela fut l'engagement de l'Etat italien et des Etats impérialistes européens dans les opérations de guerre conduites par les USA contre la Libye ; les 12 Etats européens de la CEE -le 14.4.86. à La Haye- arrivèrent à une position commune dans les confrontations avec la Libye qui, pour la première fois dans un document communautaire, est associée au terrorisme ; une position parfaitement alignée sur les USA et l'OTAN. La même nuit que fut obtenue cette cohésion européenne, les bombardements US frappent Tripoli et Bengasi. Le 19 avril, les 12 pays européens auront le "COURAGE" d'affirmer que pour résoudre la crise USA-Libye : "...tout doit être fait pour éviter toute action militaire..."

Le soutien européen se concrètise non seulement par des accords militaires mais aussi et surtout, par des accords politiques et économiques précis, souscrits par des Etats nationaux ou par la CEE, qui sont relancés alors que sont massacrés quotidiennement des enfants, des femmes et des vieillards palestiniens, luttant pour la vie et la liberté. Votre aide à Israèl est en vérité d'un

intérêt réaliste pour garantir l'existence de l'entité sioniste. Parce que les intérêts impérialistes, terroristes, racistes sont identiques.

En d'autres mots, ceci est votre produit historique.

Maintenant, nous, nous voudrions vous demander : "qui commerce avec Israèl, le dotant d'armes chimiques et technologiques dans la répression de notre peuple ?". Non, il n'y a aucun doute, les réponses vous les trouverez dans vos accords politiques et dans le commerce de vos entreprises de mort avec les entreprises sionistes.

Les massacres que nous avons détaillés plus avant, sont hélas une partie seulement des crimes commis par les sionistes soutenus par l'occident impérialiste et principalement par les américains. Journellement, en effet, depuis son installation en Palestine, l'entité sioniste a massacré des milliers et des milliers de palestiniens désarmés, sans que cela ne fasse plus de bruit que ça dans les mass-médias, toujours prêtes au contraire, à s'indigner à chaque minime réaction de la résistance palestienne, laquelle avec toujours plus de conscience s'oppose à l'arrogance politique sioniste et impérialiste, s'opposant aux projets néfastes tramés sur le dos de notre peuple, combattant avec tous les moyens à disposition et partout où il possible d'asséner des coups durs à notre ennemi mortel.

De notre côté, celui des combattants révolutionnaires **arabo-palestiniens** isolés dans les prisons impérialistes européennes, et celui des masses palestiniennes qui luttent en Palestine occupée, nous savons que l'actuelle politique fasciste-sioniste à Gaza et en Cisjordanie, et sur toute la terre palestinienne, est entièrement dévolue à contenir et à réprimer le développement et l'extension de l'**Intifadah.**

Mais nous, nous sommes fermement convaincus que la répression dans les territoires occupés ne réussira pas à démanteler la structure de la **société palestinienne** en marche, parce que cette société vit dans le coeur, dans le regard et dans la conscience de l'ensemble de notre peuple héroique.

L'Intifadah qui a explosé, il y a 3 ans, comme lutte populaire et comme résistance de masse, construite jour aprés jour, afin que puise rapidement se réaliser notre rêve de liberté, a contribué à démasquer la véritable nature criminelle du sionisme, payant un prix fort en vie humaine.

Donc, en tant que militants de l'Organisation **15 Mai pour la Libération de la Palestine**, nous revendiquons la juste lutte contre le sionisme et l'impérialisme intégrante du mouvement qui lutte pour la liberté de la terre et pour la liberté de tous les hommes ; aussi, nous sommes conscients que votre accusation de "bande armée" fait partie des velleités des pays impérialistes pour condamner et enterrer la légitimité de notre organisation, de la **résistance palestinienne** et de tout le **mouvement révolutionnaire arabe** qui s'affronte aux intérêts sionistes et donc par là à ceux de l'impérialisme, intérêts qui sont également les votres...

La lutte pour l'autodétermination de notre peuple sera encore longue, mais ce n'est certainement pas la volonté qui nous manque, comme nous l'avons toujours démontré, malgré les continuels massacres et l'entité de l'ennemi.

Aujourd'hui, la conscience exprimée par les divers mouvements palesitiniens et arabes, de rechercher une unité de détermination contre l'ennemi commun et en soutien à l'Intifadah, tant à l'intérieur que hors de la Palestine occupée, ouvre une nouvelle perspective à notre lutte de libération.

Au cours de cette audience, votre rituel est liquidé et condamné par nous, combattants palestiniens et arabes mais aussi, par l'ensemble du peuple ; votre rôle au côté des bouchers de **Deir Yassin** est démontré, essentiellement comme vous l'avez toujours été...

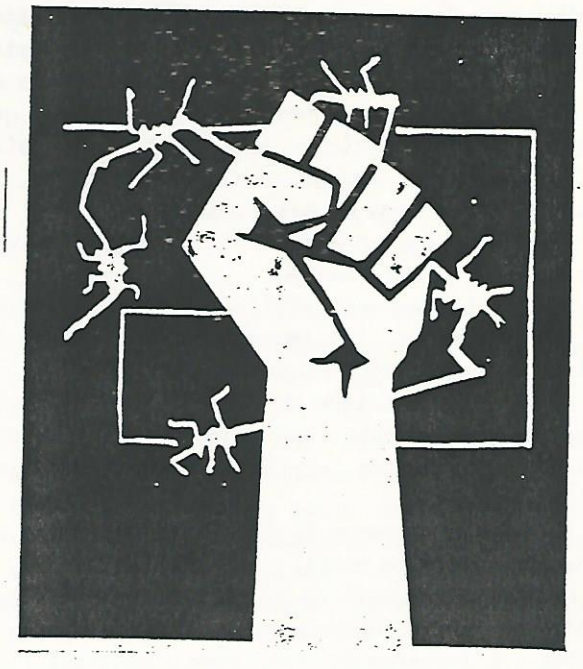
Solidarité et soutien à l'Intifadah.

Honneur aux martyrs palestiniens, honneur à tous les combattants anti-impérialistes et anti-sionistes tombés.

Unité des forces révolutionnaires contre l'ennemi commun.

Palestine libre. Lutte jusqu'à la victoire !

Les militants arabes : H. Karmawi et H. Ahmed.
Rome. 5 juillet 90.



VIVE L'INTIFADA !

Mon absence est un acte d'accusation

Mon retrait de la salle d'audience de ce tribunal est un réquisitoire contre une sentence qui est déjà décidée au moment où l'instruction commence. Une décision fruit de l'accord italo-français pour le compte des intérêts impérialistes occidentaux, qui a pour objectif de désarmer les légitimes représentants du peuple palestinien et de ses organisations qui résistent à l'agression et à l'occupation sioniste.

Le but ambitieux de cette Cour est celui de décreter l'illégalité d'un peuple qui lutte pour son existence et pour son identité, une tâche si ardue qu'elle ne pourra que se briser face à la volonté des milliers d'opprimés dans tout le Sud du monde, à reprendre en main leur propre destin.

Vous avez été chargés de dire, au nom de vos gouvernements, qu'à l'exploitation, à la déportation, au génocide, on ne peut répondre qu'en offrant l'autre joue et que la liberté du peuple palestinien pourra seulement venir de votre présumée magnanimité.

Vous, vous avez la tâche d'établir quels sont entre les palestino-arabes, ceux qui représentent le plus les aspirations et les droits, c'est à dire vous êtes appelés à élire les représentants des palestiniens, ceux qui s'accordent le mieux avec les intérêts des gouvernements que vous représentez. Vous, vous avez la tâche d'établir quel est le juste prix que notre peuple doit payer pour être libre... de servir les intérêts impérialistes dans la région arabe, mais le peuple arabo-palestinien ne se laisse pas subjuguer et autonomement, il choisit les stratégies de lutte adéquates qui lui permettront de reconquérir la véritable liberté.

Vous voulez nous juger pour "bande armée" parce que votre pensée est trop petite pour contenir la grandeur d'un peuple, qui ne se laisse pas intimider par la puissance guerrière ennemie et celle de ses appuis, car aussi le pouvoir que vous représentez, ne sait que s'imposer comme une bande qui les armes en main soutien le sionisme et ses complots. L'unique bande armée que le peuple arabo-palestinien connait est celle des Shamir-Sharon-Bush et leurs alliés.

L'organisation "15 Mai pour la Libération de la Palestine" est une des organisations dont le peuple arabo-palestinien s'est doté et sa légitimité ne pourra jamais être remise en question par vos tribunaux spéciaux ; sa reconnaissance lui est seulement donnée par le soutien du peuple même.

En me condamnant, en réalité, vous vous voulez condamner un peuple qui s'organise autonomement pour résister à la barbarie sioniste, mais votre intention est -et restera- un songe qui sera un cauchemard tant que vous continuerez à ignorer le droit d'exister des palestiniens et notre lutte de Libération.

Aussi faites votre spectacle avec ce procés, moi je n'en serais pas, parce que je serais toujours et seulement là, où le peuple arabo-palestinien remettra en jeu le futur sombre auquel vous voudriez le contraindre.

La lutte de Libération du peuple palestinien ne peut être condamnée !

A bas le terrorisme sioniste-américain et de leurs alliés !

Vive la Lutte de Libération des peuples du monde !

Vive l'Intifadah !

Hamidan Karmawi Ibrahim. Rome, 17.9.90.

CONTRE L'OCCUPATION SIONISTE

Aujourd'hui la nature de la justice à laquelle nous sommes sommés de répondre est encore plus claire que par le passé, et elle est plus évidente encore quand, pour les intérêts que vous devez défendre en nous jugeant, un barril compte plus que le génocide du peuple palestinien.

Depuis des années, notre peuple subit des carnages, il est spolié de tout, il est enseveli sous des siècles de prison ; tout cela est une réalité, une triste réalité. Depuis peu, depuis trop peu de temps, l'impérialisme est reconnu responsable, simplement d'un "exessif" usage des massacres pour liquider un peuple, mais cela est une simple formalité.

Nous exterminer est parfait pourvu que cela soit fait "démocratiquement", peu à peu, afin que le sang de nos martyrs n'immonde pas vos ascétiques caméra TV, en troublant les consciences des peuples que vous voudriez représenter. Encore une fois, aprés le massacre d'Al Quds (Jérusalem) le sang palestinien a démontré à tous les opprimés du monde, la véritable signification de ce que l'impérialisme appele le "droit international" et qui n'est pas autre chose que le droit des pays occidentaux à exploiter au niveau international tous les peuples du Sud et encore plus, ceux qui vivent dans des pays riches en matières premières.

Encore une fois, le bras armé de l'ONU, dans le respect du "droit international", a décrété que le peuple palestinien était un peuple sans droit, et que le seul gouvernement pour les arabes est le gouvernement amérikain, anglais...

Ce carnage décidé et ciblé, si d'un côté il veut clarifier qu'elle est la signification du mot dialogue en ce moment précis, d'autre part, il se veut une anticipation du scénario de guerre qui se dessine dans toute la zone moyen orientale.

L'impérialisme américain, aprés la tentative suicidaire de pénétrer militairement au Liban en 82, est à la recherche d'un arrière pays qui lui permette de contrôler directement la zone entière, et il a engagé tout l'occident dans une occupation qui a peu de précédents depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale ; une occupation qui est une guerre, une guerre pour le pétrole impunément préparée par la thaumaturgique propagande du rétablissement de la légalité internationale, c'est à dire de cette légalité pour laquelle le peuple palestinien ne doit pas exister.

L'histoire de la lutte de libération du peuple arabo-palestinien contre l'occupation sioniste est depuis toujours également une lutte contre l'impérialisme qui la soutien, avec à sa tête les américains ; le massacre d'Al Quds se veut aussi un message maccabre pour toute la population arabe, afin qu'elle sache ce qui l'attend si elle ose se rebeller contre l'invasion de l'impérialisme américano-occidental.

Contre l'occupation sioniste !

Contre la guerre impérialiste du Nord contre le Sud !

Contre l'invasion américaine des pays arabes !

Contre l'épuisement et le pillage des ressources qui appartiennent au peuple arabe !

Intifadah jusqu'à la victoire !

Les militants arabes : H. Karmawi et H. Ahmed.
A la prison de Livourne, 13. mars 91.

Extraits de lettres

H. Karmawi

Novembre 90 :..."Comme il est connu, l'ONU a voté en faveur des arabes,des résolutions désarmées, à propos de la cause centrale, c'est à dire , la Palestine et le conflit arabo-sioniste, mais ces résolutions sont restées lettres mortes et sont rangées dans les facicules des Nations Unies; en effet nous observons que l'occident capitaliste, les USA en tête, n'ont pris aucune décision pour faire respecter l'application de ces résolutions. En somme, la nature hypocrite des Etats impérialistes est très claire, ils n'ont jamais respecté le soi-disant "droit international", sauf quand il sert leurs intérêts et en particulier au niveau de la domination et du pillage.

Aujourd'hui, par exemple, l'ennemi a pris une forme dangereuse et arrogante en amassant ses agents et ses forces armées dans la région arabe, dans une campagne médiatique contre l'Irak mais également contre la nation arabe en tant qu'entité, nationalité et aspiration. Bien sur, chaque tentative impérialiste échouera sans doute, parce que les peuples libres sont l'unique force capable de répondre à l'entreprise, à la lutte et au défit décisif.

L'ennemi tente toujours de casser le front anti-impérialiste dans le monde, il tente de désintégrer la solidarité entre les peuples opprimés, en outre, il veut enserer chaque condition qui cherche à s'échapper à la sujestion que cet ennemi alimente contre les peuples du monde et surtout ceux du Sud.

Nous voyons le rôle joué par l'impérialisme yankee dans la péninsule arabe et au moyen orient, l'amérique a soutenu l'entité sioniste depuis sa formation, en participant à la création de ce cancer, elle le soutien jusqu'à ce jour, militairement, politiquement, économiquement en tant qu'avant poste de l'hostilité impérialiste ; d'autre part -l'impérialiste yankee- tente toujours d'empêcher tout projet d'unité du monde arabe. Malgré cela, ni les USA ni "Israël" ne pourront réussir dans leurs plans politiques et repressifs, et jamais, ni par la terreur, ni par les "inventions", ils ne pourront réaliser leur rêve, parce que le révolutionnaire qui aime sa terre, son peuple, qui a avec lui un couteau, une faux et un fusil reste toujours en les conservant, en lutte contre l'ennemi, jusqu'à ce qu'il libère sa terre et qu'il concrétise ses objectifs.

Nombreux sont les gouvernements fantôches qui se sont ligués aux manoeuvres impérialistes sionistes, mais la lutte armée reste toujours le moyen principal dans la lutte révolutionnaire pour balayer et chasser l'ennemi.

Les continuels massacres, précisément, n'ont laissé à notre peuple qu'un seul choix, le choix de la résistance avec tous les moyens de lutte qu'il possède ; après le massacre d'AL AQSA et après la condamnation hypocrite de l'ONU, nous en tant que militants révolutionnaires, nous ne pouvons exprimer une fausse surprise, car nous sommes convaincus que les intérêts "vitaux" de l'occident capitaliste sont au dessus de toute résolution, loi, droit international et surtout au dessus des droits de l'homme, et en particulier de l'homme du Sud.

...En somme ; la présence militaire américaine dans la péninsule arabique, sous le prétexte de défendre le soi-disant "droit international", a révélé les véritables et hostiles objectifs de l'impérialisme contre la nation arabe et en outre, ses ambitions avides pour s'approprier le pétrole et le patrimoine arabe, donc cette hostilité ennemi, nous devons l'affronter ; les forces révolutionnaires doivent dévoiler la présence des yankee et s'employer à les chasser hors de la région arabe.

Malgré tout, notre peuple devient toujours plus fort face à la terreur des usurpateurs; et tout ce que les yankee et les sionistes ont inventé dans le but d'exterminer notre peuple ne donne rien d'autre que la force et détermination pour poursuivre la route vers la liberté.

1er Janvier 81 : Lutter et mourir si nécessaire pour les frères de lutte dans chaque partie du monde; ceci est un grand honneur pour tous ceux qui luttent contre l'impérialisme international, et par dessus tout, c'est la réalité vivante et le devoir révolutionnaire internationaliste !

Tant qu'existe la volonté révolutionnaire au départ, ensuite nous réaliserons notre objectif, celui de l'unité des forces révolutionnaires anti-impérialistes et anti-sionistes, et celui de battre l'ennemi unique; l'impérialisme international et sa direction yankee. Une misérable qui veut semer ses germes sur toute la planête.

L'unité de toutes les forces anti-impérialistes est nécessaire, de la Méditerranée à l'Amérique centrale, de l'Amérique centrale au Moyen Orient. Sans aucun doute le chemin sera long et difficile, mais au bout la victoire et le futur seront notre.

Même cette année est pasée, l'année des massacres, des persécutions, l'année de l'immigration massive, l'année de la faiblesse et de la fissure arabe, l'année de l'invasion étrangère de la nation arabe, l'année de la menace du retour au vieux colonialisme; mais ce fut aussi l'année de la fermeté palestinienne, l'année de la continuité et du développement de l'héroique Intifada, l'année du salut du Peuple arabe irakien contre tous les défits et les projets impérialistes.

Si c'est un temps de sang et donc, il faut plus de sacrifice et il faut aussi consolider toutes les forces révolutionnaires et anti-impérialistes, pour ne pas donner aux comploteurs l'occasion de construire leur autorité contre les peuples qui combattent pour la liberté de la terre et de l'homme.

Le mot d'ordre d'Intifada était et est aujourd'hui dans l'affrontement quotidien et dans le conflit direct avec l'ennemi sioniste. L'Intifada un terme clair qui affirme une compréhension vivante dans le combat contre l'ennemi usurpateur et ses alliés. Dans la situation actuelle, la guerre des pierres a besoin du soutien du feu, parce que c'est l'unique possibilité pour la consolider ; la lutte armée exige une décision ferme qui engage tous les mouvements révolutionnaires. Aussi, il est clair que les peuples qui luttent contre les occupants, contre l'exploitation, la déportation et le génocide sont les responsables directs de l'intérêt réel de la révolution. (De la part des régimes arabes modérés, l'Intifada n'a obtenu que quelques applaudissements et peu d'exaltation de la part des mass-médias, par rapport à l'héroisme et au sacrifice du Peuple Palestinien).

... Nous suivons quotidiennement les évènements de la crise dans le Golfe, et réellement la présence Yankee-OTAN dans la région, après la situation de consensus mondial, reflète la véritable nature de l'orientation américaine dans la tentative de déterminer les conditions de la région, pour laquelle il y a accord des projets de la Maison Blanche et les intérêts US de la nouvelle ère, en ce qui concerne le pétrole et la consolidation de l'entité sioniste qui les représentent au Moyen Orient.

Il est clair que la conscience des peuples et de tous les révolutionnaires anti-impérialistes ne permettra jamais que se réalise ce complot.

Quand un peuple oppose sa volonté, défiant la mort et les complots qui l'entourent, la victoire ne fera aucun doute.

31 Janvier 91 : ...."je vais bien malgré tout ce que mon peuple arabe subit tant en Palestine et en Irak que là où il vit. Certes, avec la volonté criminelle américaine qui veut voir le monde arabe réduit en cendre, aujourd'hui ils exterminent un peuple entier, un pays encerclé de feu, assiégé par les navires de guerre, bombardé avec les armes technologiques les plus modernes, tout cela seulement parce que ce peuple a refusé de céder à l'administration américaine.

Les Seigneurs de la Guerre et les architectes de la destruction du monde arabe sont habitués, dans le centre Europeo-Américain à ne voir seulement dans le monde arabe que sable, pétrole, bases militaires et surtout des cheiks qui aiment l'art obcène de la consommation ; mais aujourd'hui tout est parfaitement clair, après un long silence le Peuple arabe s'est réveillé, en se rebellant contre toutes les formes d'exploitation et contre la politique de sur-intendance yankee dans le Golfe, qui ne s'accorde qu'au seul désir sioniste. L'oppresseur américain qui n'a aucune limite, ne fait pas autre chose que de fortifier le désir et la volonté des peuples libres et à suivre le chemin jusqu'au bout. Et il est certain que les traitres et les réactionnaires n'auront pas de futur.

Aujourd'hui le canon américain frappe l'entité nationale irakienne, parce qu'il frappe toute voix arabe et révolutionnaire qui croit en la liberté. Simultanément, l'administration américaine essait de frapper l'entité arabe et le pétrole, car perpétuer le pillage signifit la continuité de l'humiliation du peuple arabe...

Février 91 : ..."maintenant le vrai visage de l'impérialisme international s'est révélé, dans la région arabe, nous voyons comment l'hypocrisie capitaliste a créé "Israël" une entité coloniale , un instrument indispensable au service de leurs intérêts dans la région. Ainsi la soit-disante "nation israëlienne" a été créée afin de saccager le développement social et économique de la société arabo-palestinienne qui a vécu une phase de révolution bourgeoise durant l'incompatibilité réciproque palestino-israëlienne (une contradiction antagonique entre deux choses, l'une niant l'autre).

Maintenant, ils cherchent tous la paix, la paix colonialiste qui ne peut être autre chose dans la lutte que l'affirmation des intérêts impérialistes et ceux des structures bourgeoises arabes qui ont rejoint le camp impérialiste.

Nous voyons par exemple le chapelet des attaques du soit disant "Plan de Paix" yankee, une après l'autre, de l'acceptation de la résolution 242, au plan Rogers, des conséquences de la guerre de 73 jusqu'à la visite du traitre Al Sadat en "Israël" et ainsi de suite jusqu'au traité de camp David.

Mais d'orénavant, aujourd'hui plus que dans le passé, la lutte contre cette marche est toujours la mission centrale des forces populaires et révolutionnaires, au delà des différences idéologiques et au delà des divisions créées entre les arabes par le "cancer sioniste" même.

Les peuples arabes en général ont un lien profond, ainsi qu'un même chemin de combat ; nous n'oublions pas que les divers pays de la société arabe ne connaissent pas le même niveau de développement économico-social ; dans le cadre d'appartenance arabe, les intérêts des classes dirigeantes sont en contradiction avec le fait de pouvoir réaliser l'unité arabe. Moi, je crois que l'unité arabe à travers les bourgeoisies arabes est déjà une probabilité anéantie et ainsi morte. Donc l'unité arabe sera réalisée seulement au cours de la lutte contre le sionisme et l'impérialisme international...

...Ils nous ont accusés de terroristes, seulement parce que nous refusons d'être leurs esclaves, si c'est le monde libre qui ne réussit pas à distinguer la lutte armée du terrorisme d'Etat comme celui des yankee sionistes, nous sommes orgueuilleux d'être une partie intégrante de toute lutte révolutionnaire dans le monde.

Nous, nous ne sommes certainement pas des bellicistes, mais tant que les riches exploiteront les pauvres et les puissant envahiront au nom du "droit international" les autres pays sous-développés massacrant les peuples du Sud, alors nous ne pouvons et nous ne pourrons pas nous taire, ainsi nous combattons et nous combattrons jusqu'au bout.

Au seuil de l'an 2000, nous assistons à un véritable complot yankee-OTAN-ONU contre les peuples pauvres et opprimés du monde ; et cette guerre ainsi, n'est-elle pas la guerre du Nord contre le Sud, n'est-elle pas la guerre des riches contre les opprimés ?

La guerre a été décidée bien avant le 2 aout, de cette façon, détruire les forces irakiennes et les structures économiques signifit prendre le contrôle de toute la région et consolider l'entité sioniste...

...Aujourd'hui l'hostilité américaine dans la région arabe est plus forte que tout ce que l'on peut voir dans les médias ; c'est à dire l'hostilité est liée aux plans de l'administration américaine pour deux raisons principales : la première est basée sur la contradiction d'intérêt entre le Capital yankee et les capitaux européens et japonais ; la seconde -me semble très claire- c'est justement l'équilibre du sionisme mondial en Europe, et dans ses "partis politiques" -si l'on peut dire- comme cela s'est déjà manifesté en France et dans d'autres pays européens en faveur de l'"Etat Hébreux"

Au delà de celà, l'hostilité contre la région arabe est non seulement tournée contre l'Irak, elle est également une occupation directe de l'Arabie Saoudite et de l'entière péninsule arabique. Ils racontent qu'aprés la "libération" du Koweit, les forces d'invasion pourront quitter la région ; il est absurde de croire ces discours, parce que même les yankee parlent d'établir la "sécurité" dans la région et le prétexte de la sécurité est fort et clair. L'exemple a déjà été donné par "Israël" quand en 82, ils ont occupé le Liban et jusqu'à nos jours, ils occupent toujours le Sud Liban, en plus des autres territoires arabes.

Tout cela est basé sur le prétexte de sécurité.

Et évidemment, l'hostilité yankee contre la région arabe est une réalité stable en Arabie Saoudite et au Koweit ; du reste, les américains et les alliés occupent aujourd'hui l'Arabie Saoudite non par la volonté du Roi Fahd ou de l'émir Jaber Al Sabah, mais ils sont là "par amour ou par force" et ainsi la tentative impérialiste a été accomplie par les destructions tant de l'Irak que du Koweit, mais hélas, pour les Cheiks et les arabes qui sont trompés par les yankee, maintenant le Koweit est détruit, l'Irak de même comme le patrimoine pétrolier ; et leur destin sera identique à celui de Marcos.

Aujourd'hui, depuis la trahison de la cause arabe par les gouvernements réactionnaires, les peuples sauront comment mettre tout en oeuvre contre l'ensemble de ces criminels, car en réalité, la présence des forces impérialistes, sionistes, réactionnaires, n'entrainera pas autre chose que des destructions et des catastrophes perpétuelles....

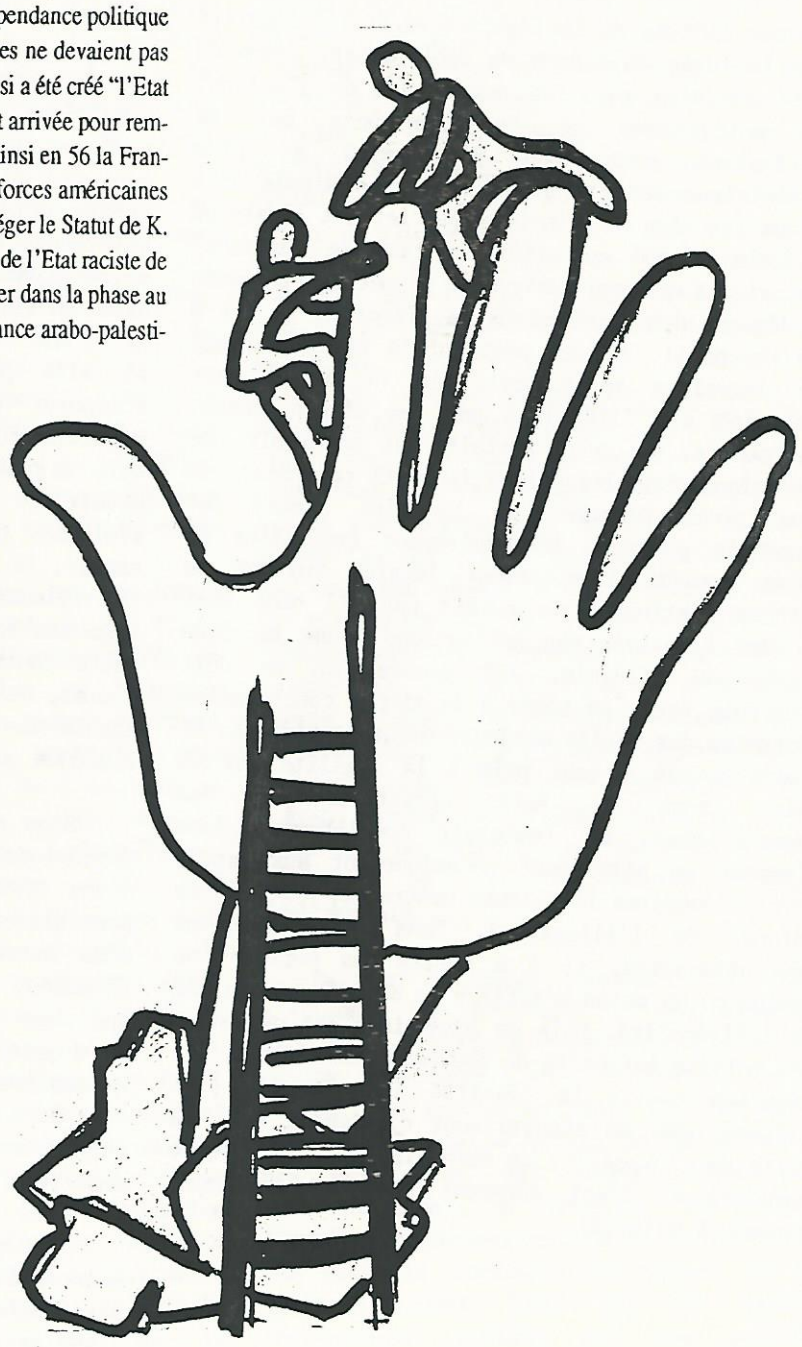
...Véritablement, l'agression contre l'Irak, n'a pas débuté le matin du 17 janvier, mais bien avant cette date, car le scénario de guerre ou tout du moins ses objectifs réels étaient vraiment une question déjà préparée bien avant ; rappelons nous les années 70, les projets d'occupation des champs pétrolifères circulaient dans les milieux décisionels US. Nixon lui même dans son fameux livre "la guerre réelle" a dessiné les objectifs d'une prise de possession yankee des puits de pétrole, donc, la protection des intérêts du colonialisme occidental par le controle du patrimoine pétrolier, éliminant alors le rôle arabe dans le nouvel "establisment" international dirigé par les yankee.

Aujourd'hui, après l'agression féroce contre le peuple irakien, l'autorité américaine conjointement aux alliés, rêve de pouvoir dans l'après guerre redessiner la carte géopolitique des structures territoriales et des marchés économiques moyen-orientaux.

En sommes, la politique de l'administration américaine a toujours été funeste et l'agression contre le peuple irakien ne sera pas la dernière, et pour arriver à cette constatation, nous pouvons regarder les caractères généraux de la relation du colonialisme occidental avec la région arabe.

Du début du 18 ème siècle à nos jours, la substance de cette relation est basée sur la subordination de la région, comme une zone de forage et d'exploitation en faveur du colonialisme occidental, en plus de la repression -sans résultat- de toute tentative de libération des arabes, et il suffit de recapituler les répercussions que cette relation coloniale a imposée jusqu'à aujourd'hui.

... Après la seconde guerre mondiale, la prétendue indépendance politique a été concédée aux arabes sur la base du fait que les arabes ne devaient pas s'interposer dans les affaires internes des autres Etats, et ainsi a été créé "l'Etat hébreux", en Palestine. Dans les années 50, l'amérique est arrivée pour remplir le vide, en substituant les vieux pays colonialistes et ainsi en 56 la France et la Grande Bretagne attaquèrent l'Egypte, en 58, les forces américaines interviennent au Liban avec comme prétexte, celui de protéger le Statut de K. Chamoun et de là, les USA ont adopté le rôle de protecteur de l'Etat raciste de la région, en le soutenant en 67, en 73, en 82 et en particulier dans la phase au cours de laquelle, il lança son attaque pour briser la résistance arabo-palestinienne au Liban.



LEGALITE ET ILLEGALITE

"La doctrine matérialiste, selon laquelle les hommes sont des produits des circonstances et de l'éducation et par conséquent des hommes modifiés sont des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui modifient les circonstances et que l'éducateur a besoin lui-même d'être éduqué."
Marx, Thèses sur Feuerbach.

Pour l'étude de la légalité et de l'illégalité dans la lutte de classe du prolétariat, comme de toute question relative aux formes de l'action, les motivations et les tendances qui se manifestent sont plus importantes et plus révélatrices que les faits bruts. Le simple fait qu'une fraction du mouvement ouvrier est légale ou illégale dépend en effet de tant de "hasards" historiques que son analyse ne permet pas toujours de dégager des conclusions de principe. Il n'y a pas de parti, aussi opportuniste et même aussi social-traitre qu'il soit, qui ne puisse être contraint à l'illégalité par les circonstances. Par contre, on peut parfaitement concevoir des conditions dans lesquelles le parti communiste le plus révolutionnaire et le plus ennemi des compromis pourrait temporairement travailler de façon presque complètement légale. Puisque ce critère distinctif ne suffit pas, il nous faut aborder l'analyse des motivations d'une tactique légale ou illégale. Ici encore, on ne doit toutefois pas s'en tenir à la simple constatation abstraite des motifs subjectivement considérés. Si l'attachement **à tout prix** à la légalité est en effet tout à fait caractéristique des opportunistes, on tomberait complètement dans l'erreur en attribuant mécaniquement aux partis révolutionnaires la volonté contraire, à savoir la volonté de l'illégalité. Dans tout mouvement révolutionnaire, il y a certes des périodes où domine ou au moins s'affirme un certain **romantisme de l'illégalité**. Mais ce romantisme est nettement une maladie infantile du mouvement communiste, une réaction contre la légalité à tout prix (les raisons nous en apparaîtront clairement dans la suite de l'exposé) ; ce romantisme doit donc être surmonté et l'est sûrement par tout mouvement parvenu à maturité.

1.

Comment la pensée marxiste doit -elle donc poser les notions de légalité et d'illégalité ? Cette question renvoie nécessairement au problème général de la violence organisée, au problème du droit et de l'Etat, et en dernière analyse au problème des idéologies. Dans sa polémique contre Dühring, Engels réfute brillament la théorie abstraite de la violence. Quand il indique cependant que la violence (droit et Etat) "repose originairement sur une fonction économique et sociale", cela doit être développée - dans l'esprit même de la théorie de Marx et de Engels - par l'affirmation que cette connexion trouve son expression idéologique correspondante dans la pensée et les sentiments des hommes intégrés au domaine où s'exerce la violence. Autrement dit, la violence organisée s'accorde tellement avec les conditions de vie des hommes ou se présente à eux avec une supériorité apparamment si insurmontable, que ceux-ci l'éprouvent comme une force de la nature ou comme l'environnement nécessaire de leur existence, et par suite se soumettent **volontairement** à elle (cela ne veut nullement dire qu'ils sont **d'accord** avec elle). Autant en effet une violence organisée ne peut subsister que si elle peut, aussi souvent qu'il le faut, s'imposer en tant que violence à la volonté récalcitrante d'individus ou de groupes, autant elle ne pourrait en aucune façon subsister si elle devait en toute occasion se manifester comme violence. Quand cette dernière nécessité se fait sentir, la révolution est déjà donnée comme fait ; la violence organisée est déjà en contradiction avec les fondements économiques de la société, et cette contradiction se reflète dans la tête des hommes, de sorte que, ne voyant plus dans l'ordre établi une nécessité naturelle, ils opposent à la violence une autre violence.

Sans nier que cette situation ait une base économique, il faut ajouter que la modification d'une forme organisée de la violence ne devient possible que lorsque la croyance à l'impossibilité d'un autre ordre que l'ordre établi est déjà ébranlée, aussi bien chez les classes dominantes que chez les classes dominées. La révolution dans le domaine de la production en est **la condition nécessaire**. Cependant le bouleversement lui-même doit être accompli par des hommes - par des hommes qui se sont intellectuellement et sentimentalement émancipés de la puissance de l'ordre établi.

Par rapport à l'évolution économique, cette émancipation ne s'accomplit pas avec un parallélisme et une simultanéité mécaniques : d'une part elle la précède ; d'autre part elle la suit. Comme pure émancipation idéologique, elle peut être présente -et le plus souvent elle l'est- à une époque où n'est encore donnée dans la réalité historique que **la tendance**, pour le fondement économique d'un ordre social, à devenir

problématique. Dans ce cas, la théorie tire de la simple tendance ses conséquences extrêmes et l'interprète comme réalité future qu'elle oppose en tant que réalité "vraie" à la réalité "fausse" de l'ordre établi (le droit naturel comme prélude aux révolutions bourgeoises). Par ailleurs, il est certain que même les groupes et les masses immédiatement intéressés, en raison de leur situation de classe, au succés de la révolution, ne se libèrent intérieurement de l'ancien ordre que **pendant** - et trés souvent **aprés** - la révolution. Ils ont besoin d'une leçon de choses pour concevoir quelle société est conforme à leurs intérêts et pour pouvoir se libérer intérieurement de l'ancien ordre de choses.

Si ces observations valent pour tout passage révolutionnaire d'un ordre social à un autre, elle sont encore plus valables pour une révolution sociale que pour une révolution principalement politique. Une révolution politique ne fait que consacrer un état économico-social qui s'est déjà imposé au moins partiellement dans la réalité économique. La révolution met le nouveau droit "juste" et "équitable" à la place de l'ancien ordre juridique ressenti comme "injuste". Le milieu social de la vie ne subit aucun bouleversement radical. (Les historiens conservateurs de la grande Révolution française soulignent cette permanence relative de l'état "social" pendant cette période.) Au contraire, la révolution sociale vise justement à changer ce milieu, et tout changement dans ce domaine va si profondément contre les instincts de l'homme moyen qu'il y voit une menace catastrophique contre **la vie en général**, une force naturelle aveugle, semblable à une inondation ou à un tremblement de terre. Sans pouvoir comprendre l'essence du processus, il dirige sa lutte contre **les manifestations immédiates** qui menacent son existence habituelle : c'est une défense aveugle et désespérée. Au début de l'évolution capitaliste, les prolétaires, éduqués en petits bourgeois, se sont insurgés contre l'usine et les machines ; la doctrine de Proudhon peut être également considérée comme un écho de cette défense désespérée de l'ancien milieu social habituel.

On saisit particulièrement bien ici le caractère révolutionnaire du marxisme. Parce qu'il détermine l'essence du processus (par opposition aux sympthômes et aux manifestations extérieures), parce qu'il montre sa tendance décisive, orientée vers l'avenir (par opposition aux phénomènes éphémères), le marxisme est la théorie de la révolution. C'est ce qui en fait en même temps l'expression idéologique de la classe prolétarienne en voie d'émancipation. Cette libération s'accomplit d'abord sous forme de soulevèments effectifs contre les manifestations les plus oppressives de l'ordre économique capitaliste et de son Etat. En eux-mêmes isolés et ne pouvant jamais, même en cas de succés, être décisivement victorieux, ces combats ne peuvent devenir réellement révolutionnaires que par la **conscience** de leur rapport mutuel et de leur rapport avec le processus qui pousse sans répit à la fin du capitalisme. Quand le jeune Marx s'était fixé comme programme la "réforme de la conscience", il avait ainsi anticipé sur l'essence de son activité ultérieure. Sa conception n'est pas utopique, car elle part d'un processus se déroulant effectivement et ne veut pas poser en face de lui des "idéaux", mais en dégager ces données effectives et placer la conscience du prolétariat en face de la connaissance de l'essence et non en face de l'expérience des données immédiates. "La réforme de la conscience, dit Marx, consiste uniquement à donner au monde conscience de sa conscience, à l'éveiller du rêve dans lequel il est plongé à son propre sujet, à **lui expliquer ses propres actions...** Il apparaîtra alors que depuis trés longtemps le monde possède le rève d'une chose, **dont il doit maintenant posséder la conscience pour la posséder réellement**" (1).

Cette réforme de la conscience est le processus révolutionnaire lui-même. Cet avénement à la conscience ne peut se produire dans le prolétariat lui-même, que lentement, à travers de dures et longues crises. Même si, dans la doctrine de Marx, toutes les conséquences théoriques et pratiques de la situation de classe du prolétariat ont été tirées (bien avant qu'elles ne soient devenus historiquement "actuelles"), même si tous ces enseignements ne sont pas des utopies étrangères à l'histoire, mais des connaissances portant sur le processus historique, cela n'implique absolument pas que le prolétariat -même quand ses **actions particulières** correspondent à cette doctrine- ait pris conscience de la libération accomplie par la doctrine de Marx.

Ailleurs (2), nous avons attiré l'attention sur ce processus et souligné que le prolétariat peut déjà avoir conscience de la nécessité de sa lutte économique contre le capitalisme, alors qu'il est encore entièrement sous l'influence de l'Etat capitaliste. La preuve qu'il en fut ainsi, c'est l'oubli complet dans lequel est tombée toute la critique de l'Etat par Marx et Engels : ainsi les théoriciens les plus importants de la Deuxième Internationale ont considéré l'Etat capitaliste comme étant "l'" Etat et conçu leur lutte contre lui comme "opposition" (cela apparaît avec la plus grande clarté dans la polémique Pannekoek-Kautsky en 1912). L'attitude d'"opposition" signifie en

effet que **pour l'essentiel l'ordre établi est accepté comme fondement immuable** et que les efforts de l'"opposition" visent seulement à obtenir le plus possible pour la classe ouvière, à **l'intérieur** des limites de l'ordre établi.

Seuls des insensés, qui auraient tout ignoré du monde, auraient pu en vérité mettre en doute la réalité de l'Etat bourgeois comme facteur de puissance. La grande différence entre marxistes révolutionnaires et opportunistes pseudo-marxistes est que, pour les premiers, l'Etat capitaliste n'est pris en considération **que comme facteur de puissance, contre** lequel la puissance du prolétariat organisé doit être mobilisée, tandis que les seconds conçoivent l'Etat comme une **institution au dessus des classes**, dont la conquête est l'enjeu de la lutte de classe du prolétariat et de la bourgeoisie. Mais en concevant l'Etat comme l'objet du combat et non comme un adversaire dans la lutte, ces derniers se sont déjà, en esprit placés sur le terrain de la bourgeoisie : ils ont ainsi à demi perdu la bataille, avant même de l'avoir commencée. En effet, tout ordre étatique et juridique, et, au premier chef, l'ordre capitaliste, repose en dernière analyse sur le fait que son existence et la validité de ses règles ne posent aucun problèmes et sont acceptées comme telles. La trangression de ces règles dans des **cas particuliers** n'entraine aucun danger spécial pour le maintien de l'Etat, aussi longtemps que ces trangressions ne figurent dans la conscience générale que comme cas particuliers. Dans ses souvenirs de Sibérie, Dostoïevsky (3) remarque pertinemment que tout criminel se sent coupable (sans pour cela éprouver du repentir) et a parfaitement conscience d'avoir trangressé des lois qui valent aussi pour lui. Les lois gardent donc leur valeur pour lui, bien que des motifs personnels ou la force des circonstances l'aient poussé à les trangresser. Parce que ces trangressions dans des cas particculiers ne mettent pas en question ses fondements, l'Etat n'en sera jamais débordé. Or, le comportement d' "opposition" implique une attitude semblable à l'égard de l'Etat : c'est reconnaitre que -par son essence- il se place en dehors de la lutte des classes et que celle-ci ne porte pas atteinte **directement** à la validité de ses lois. Autrement dit, ou bien l' "opposition" essaie de modifier légalement les lois, et les lois anciennes gardent leur validité jusqu'à l'entrée en vigueur des lois nouvelles, ou bien une trangression momentanée des lois a lieu dans un cas particulier. Le procédé démagogique habituel des opportunistes consiste à faire un rapprochement entre la critique marxiste de l'Etat et l'anarchisme. Or, il ne s'agit nullement ici d'illusions ou d'utopies anarchistes ; il s'agit seulement **d'examiner et d'apprécier l'Etat** de la société capitaliste **comme phénomène historique pendant qu'il existe encore.** Par conséquent, il s'agit de voir en lui une simple constellation de puissances avec laquelle il faut, d'une part, compter, dans les limites de sa puissance effective, et dont, d'autre part, les sources de puissance doivent être étudiées de la manière la plus précise et la plus ample, afin de déceler les points où cette puissance peut être affaiblie et minée. **On trouve les points de force ou de faiblesse de l'Etat dans la manière dont il se reflète dans la conscience des hommes.** Ainsi l'idéologie n'est pas seulement un effet de l'organisation économique de la société, elle est aussi la condition de son fonctionnement paisible.

2.

Ce rôle de l'idéologie acquiert d'autant plus d'importance pour le destin de la révolution prolétarienne que la crise du capitalisme cesse d'être un simple enseignement de l'analyse marxiste pour devenir une réalité tangible. On comprend qu'à l'époque où le capitalisme n'était pas encore intérieurement ébranlé, de grandes masses de la classe ouvrière soient restées **idéologiquement** sur le terrain du capitalisme. Elles n'étaient pas au niveau de la prise de position qu'exigeait une application conséquente du marxisme. "Pour connaitre une époque historique déterminée, observe Marx, nous devons dépasser ses limites" ; quand il s'agit de la connaissance du **présent** cela représente une performance intellectuelle extraordinaire. Pour la connaissance historique du passé, le présent lui-même constitue le point de départ, mais ici tout le milieu économique, social et culturel doit être soumis à une étude critique, dont le point archimédien - le point d'application à partir duquel tous ces phénomènes peuvent être compris - ne se présente que comme une exigence, quelque chose d' "irréel", une "simple théorie", par contraste avec la réalité du présent. Il ne s'agit pas ici de l'aspiration à quelque monde "meilleur" et "plus beau", simple exigence utopique petite-bourgeoise, mais de l'exigence prolétarienne, qui s'identifie à la connaissance et à l'expression de l'orientation, de la tendance et du sens du processus social et, au nom de ce processus, dirige l'action vers le présent. La tâche n'en est que plus difficile. De même que le meilleur astronome, en dépit de ses conceptions copernicienes, conserve l'impression sensible que le soleil "se lève", de même l'analyse marxiste la plus radicale de l'Etat capitaliste ne peut jamais supprimer la réalité empirique de celui-ci et ne le doit pas non plus. La théorie marxiste doit mettre le prolétariat dans une attitude d'esprit singulière. L'Etat capitaliste doit

apparaitre à sa réflexion comme le moment d'une évolution historique : il ne constitue donc nullement "le milieu naturel de l'homme", mais simplement un fait réel, dont la puissance effective est à considérer, sans sa prétention à déterminer intérieurement notre action. La validité de l'Etat et du droit doit donc être traité comme une réalité purement empirique. Ainsi, par exemple, sur un bateau à voile, le marin doit prêter attention à la direction exacte du vent, sans pour autant laisser au vent le soin de déterminer la route à suivre, mais, au contraire, pour maintenir, en affrontant et utilisant le vent, le but originairement fixé. Cette **indépendance d'esprit,** qu'au cours d'une longue évolution historique l'homme a progressivement acquise par rapport aux forces adverses de la nature, fait encore aujourd'hui largement défaut au prolétariat par rapport aux phénomènes de la vie sociale. C'est bien compréhensible. Aussi brutalement matérielles que soient d'ordinaire dans les cas particuliers les mesures coercitives de la société, il n'empêche qu'**essentiellement la puissance de toute société est une puissance spirituelle,** dont seule la connaissance peut nous libérer - non pas une connaissance simplement abstraite et purement cérébrale (beaucoup de "socialistes" possèdent une telle connaissance), mais une connaissance devenue chair et sang, c'est à dire, selon l'expression de Marx, une "activité pratique-critique".

L'actualité de la crise du capitalisme rend une telle connaissance possible et nécessaire. Par suite de la crise, la vie elle-même met en question son caractère problématique : c'est pourquoi une telle connaissance est possible. En outre, la puissance effective de la société capitaliste est tellement ébranlée qu'elle ne serait plus en état de s'imposer par la violence si, consciemment et résolument le prolétariat lui opposait sa propre puissance ; c'est pourquoi une telle connaissance devient décisive et par conséquent nécessaire pour la révolution. L'obstacle à une telle action est de nature purement idéologique. Au beau milieu de la crise mortelle du capitalisme, de larges couches du prolétariat éprouvent encore le sentiment que l'Etat, le droit et l'économie de la bourgeoisie, sont le seul milieu possible de leur existence : à leurs yeux, on pourrait certes y apporter de multiples améliorations ("organisation de la production"), mais il constitue cependant la base "naturelle" de "la" société.

Telle est la conception du monde qui est à la base de la légalité. Elle n'est pas toujours une trahison consciente et même pas toujours un compromis conscient. Elle est plutôt l'attitude naturelle et instinctive envers l'Etat, formation qui apparait à l'homme comme le seul point fixe au milieu du chaos des phénomènes. Cette conception du monde doit être surmontée si le parti communiste veut fournir une base saine à sa tactique légale et illégale. Le romantisme de l'illégalité, par lequel commence tout mouvement révolutionnaire, s'élève en effet rarement, sous le rapport de la lucidité, au-dessus du niveau de la légalité opportuniste. Comme toutes les tendances aspirant au coup d'Etat, il sous-estime considérablement la puissance effective que possède la société capitaliste même en sa période de crise ; cela peut devenir trés dangeureux, mais n'est encore que le symptôme du mal dont souffre toujours cette tendance, à savoir le manque d'indépendance d'esprit à l'égard de l'Etat en tant que simple facteur de puissance, ce qui en définitive a son origine dans l'incapacité à mettre à jour les rapports que nous venons d'analyser. En attribuant en effet aux méthodes et aux moyens illégaux de lutte une certaine auréole, en leur donnant l'accent d'une "authenticité" révolutionnaire particulière, on reconnaît une certaine valeur, et non une simple réalité empirique, à la légalité de l'Etat existant. L'indignation contre la loi **en tant que loi,** la préférence accordée à certaines actions **à cause** de leur illégalité, signifient qu'aux yaux de celui qui agit de cette manière, le droit a conservé quand même son caractère essentiel de valeur et d'obligation. Si l'entière indépendance d'esprit communiste à l'égard du droit et de l'Etat est présente, alors la loi et ses conséquences calculables n'ont ni plus ni moins d'importance que n'importe quel autre fait de la vie extérieure avec lequel on doit compter quand on apprécie les possibilités d'éxecuter une tâche déterminée ; le risque de trangresser les lois ne doit revêtir d'autre caractère que, par exemple, le risque de manquer une correspondance de train lors d'un voyage important. S'il n'en est pas ainsi et si on accorde pathétiquement la préférence à la trangression de la loi, c'est la preuve que le droit a conservé sa valeur (bien qu'affecté du signe inverse) et que la véritable émancipation ne s'est pas encore accomplie, puisque le droit est encore en mesure d'influencer **intérieurement** l'action. Au premier abord la distinction paraitra peut-être artificielle, mais il faut réfléchir à la facilité avec laquelle des partis typiquement illégaux, comme par exemple, celui des Socialistes- Révolutionnaires russes, ont retrouvé le chemin de la bourgeoisie. Si on étudie la dépendance idéologique de ces "héros de l'illégalité" par rapport aux concepts juridiques bourgeois, telle qu'elle a été dévoilé par les premières actions illégales véritablement révolutionnaires - lesquelles n'étaient plus des trangressions romantiquement héroïques de lois particulières, mais le rejet et la destruction de

tout l'ordre juridique bourgeois -, alors on voit qu'il ne s'agit pas d'un formalisme abstrait et vide, mais de la description d'une situation réelle. Boris Savinkov combat aujourd'hui dans le camp de la Pologne blanche contre la Russie prolétarienne : or, il ne fut pas seulement le célèbre organisateur de presque tous les grands attentats sous le tsarisme, mais aussi un des premiers théoriciens du romantisme de l'illégalité.

La question de la légalité ou de l'illégalité se réduit donc pour le parti communiste à **une question purement tactique** et même à une question de tactique momentanée, pour laquelle des directives générales ne peuvent guère être données, car la décision doit dépendre entièrement de **l'utilité momentanée** ; c'est dans cette prise de position complètement sans principes que réside la seule façon de nier pratiquement par principe la validité de l'ordre juridique bourgeois. Ce ne sont pas les seuls motifs d'opportunité qui prescrivent cette tactique aux communistes, étant donné que leur tactique peut ainsi acquérir la plus grande souplesse d'adaptation dans le choix des méthodes nécessaires à un moment donné et que les moyens légaux et illégaux doivent sans cesse alterner ou même souvent être employés simultanément dans les mêmes affaires pour combattre la bourgeoisie d'une manière vraiment efficace ; cette tactique doit aussi être employée pour que le prolétariat fasse sa propre éducation révolutionnaire. Le prolétariat ne peut en effet se libérer de sa dépendance idéologique à l'égard des formes de vie que le capitalisme a créées que s'il a appris à agir de façon que ces formes - devenues indifférentes en tant que motivations - ne soient plus en mesure d'influencer intérieurement son action. Sa haine de ces formes et son désir de les anéantir n'en seront bien entendu nullement amoindris. Seul au contraire, ce détachement intérieur peut, aux yeux du prolétariat, conférer à l'ordre social capitaliste le caractère d'obstacle exécrable à une saine évolution de l'humanité - le caractère d'un obstacle voué à la mort, mais aussi mortellement dangeureux -, ce qui est absolument nécessaire pour que le prolétariat ait une attitude consciemment et durablement révolutionnaire. Cette éducation du prolétariat par lui-même est un processus long et difficile qui le fait devenir "mûr" pour la révolution ; elle dure d'autant plus longtemps que dans un pays le capitalisme et la culture bourgeoise ont atteint un degré élevé d'évolution et que par suite le prolétariat a été touché par la contagion idéologique des formes de vie capitalistes.

La nécessité de déterminer les formes opportunes de l'action révolutionnaire coïncide heureusement - ce n'est évidemment pas un hasard - avec les exigences de ce travail d'éducation. Quand, par exemple, les thèses additives adoptées au 2° Congrès de la IIIe Internationale, au sujet du parlementarisme, affirment la nécessité d'une entière subordination du groupe parlementaire au Comité central (éventuellement illégal) du parti, cela ne découle pas seulement de la nécessité absolue d'unifier l'action ; cela contribue aussi à rabaisser sensiblement, dans la conscience de larges masses prolétariennes, le prestige du Parlement (prestige qui est à la base de l'autonomie du groupe parlementaire, forteresse de l'opportunisme). Ce qui démontre la nécessité de cette mesure, c'est, par exemple, le fait que, **reconnaissant intérieurement** de telles institutions, le prolétariat anglais a constamment dirgé son action sur des voies opportunistes. Aussi bien la stérélité qui caractèrise l'emploi exclusif de "l'action directe" antiparlementaire que la stérélité des discussions sur les avantages de l'une ou de l'autre méthode montrent que toutes deux sont également, quoique sous des formes opposées, prisonnières de préjugés bourgeois.

S'il est nécessaire d'employer simultanément et alternativement les moyens légaux et illégaux, c'est parce que cela seul permet de découvrir, sous le masque de l'ordre juridique, l'appareil de contrainte brutale au service de l'oppression capitaliste - ce qui est la condition d'une franche attitude révolutionnaire à l'égard du droit et de l'Etat. Que l'une des deux méthodes soit employée exclusivement ou prédomine simplement, ne serait-ce que dans certains secteurs, et la bourgeoisie conserve la possibilité de mantenir son ordre juridique, en tant que droit, dans la conscience des masses. L'un des buts principaux de l'activité de tout parti communiste est de contraindre le gouvernement de son propre pays à violer son propre ordre juridique et le parti légal des social-traitres à appuyer ouvertement cette "violation du droit". Dans certains cas et notamment quand des préjugés nationalistes obscurcissent le regard du prolétariat, cette "violation du droit" peut être avantageuse pour le gouvernement capitaliste, mais elle est de plus en plus dangeureuse pour lui à mesure que le prolétariat commence à regrouper ses forces pour la lutte décisive. De là, c'est à dire de la prudence réfléchie des oppresseurs, naissent les illusions pernicieuses sur la démocratie et le passage pacifique au socialisme, et ces illusions sont fortifiées par le légalisme à tout prix des opportunistes, qui, inversement, permet à la classe dominante d'adopter son attitude de prudence. Seule une tactique réaliste et lucide, qui emploie alternativement tous les moyens légaux et illégaux, en se laissant guider uniquement par

la considération du but, pourra engager sur des voies saines cette entreprise d'éducation du prolétariat.

3.

La lutte pour le pouvoir ne pourra cependant que commencer cette éducation ; elle ne pourra pas l'achever. Reconnu il y a déjà beaucoup d'années par Rosa Luxembourg le caractère nécessairement "prématuré" de la prise du pouvoir se manifeste surtout dans le domaine idéologique. Bien des traits de toute dictature du prolétariat à ses débuts sont justement explicables par le fait que **le prolétariat est contraint de s'emparer du pouvoir à une époque et dans un état d'esprit tels qu'il éprouve encore l'ordre social bourgeois comme ordre vraiment légal.** Comme tout ordre juridique, celui du gouvernement des conseils est fondé sur sa reconnaissance comme ordre légal par des couches de la population assez larges pour qu'il ne soit contraint de recourir à la violence que dans des cas particuliers. Or, de prime abord, il est clair qu'il ne peut en aucun cas compter dès le début sur cette reconnaissance de la part de la bourgeoisie. Une classe habituée traditionnellement depuis de nombreuses générations à commander et à jouir de privilèges ne pourra jamais s'accommoder aisément du fait brut d'une défaite et supporter patiemment et sans plus le nouvel ordre de choses. Elle doit d'abord être **brisée idéologiquement** avant d'entrer volontairement au service de la nouvelle société et de voir dans ses lois un ordre juridique et légal, et non plus simplement la réalité brutale d'un rapport provisoire de forces, qui, demain, peut être renversé. L'illusion est naïve de croire que cette résistance, qu'elle se manifeste sous forme de contre-révolution ouverte ou sous forme de sabotage latent, pourrait être réduite par des concessions de quelque nature que ce soit. L'exemple de la République des conseils hongrois montre que toutes concessions, qui, en l'occurrence, étaient aussi, sans exception, des concessions à la social-démocratie, renforcent la conscience qu'ont les anciennes classes régnantes de leur puissance, différent et même rendent impossible l'acceptation intérieure par elles du règne du prolétariat. Mais ce recul du pouvoir des Soviets a des conséquences encore plus catastrophiques sur le comportement des larges couches petites-bourgeoises, car l'Etat apparait effectivement à leurs yeux comme l'Etat en général, l'Etat tout court, comme entité revêtue d'une majesté abstraite. Dans ces conditions, abstraction faite d'une politique économique habile qui soit en mesure de neutraliser certains groupes particuliers de la petite bourgeoisie, il dépend du prolétariat de réussir ou non à revêtir son Etat d'une autorité qui aille au devant de la foi en l'autorité, du penchant à la soumission volontaire à "l'" Etat répandus dans ces milieux. Les hésitations du prolétariat, son manque de foi dans sa propre vocation à commander, peuvent donc repousser ces couches petites-bourgeoises dans les bras de la bourgeoisie et de la contre-révolution ouverte.

Sous la dictature du prolétariat, le rapport entre légalité et illégalité change de fonction, du fait que l'ancienne légalité devient illégalité et inversement, mais ce changement ne peut au maximum qu'accélérer un peu le processus d'émancipation idéologique commencé sous le capitalisme ; il ne peut nullement l'achever d'un seul coup. De même qu'**une** defaite ne peut faire perdre à la bourgeoisie le sentiment de sa propre légalité, de même le seul fait d'**une** victoire ne peut élever le prolétariat à la conscience de sa propre légalité. Cette conscience qui n'a pu mûrir que lentement à l'époque du capitalisme n'achèvera que peu à peu son processus de maturation pendant la dictature du prolétariat. Les premiers temps apporteront même de multiples entraves à ce processus. Ce n'est qu'aprés la prise du pouvoir que le prolétariat se familiarise avec l'oeuvre intellectuelle que le capitalisme a édifiée et sauvegardée ; non seulement il n'acquiert qu'alors une compréhension beaucoup plus grande de la culture de la société bourgeoise, mais encore de larges milieux prolétariens prennent conscience du travail intellectuel qu'exige la conduite de l'économie et de l'Etat. A cela s'ajoute que le prolétariat, manquant à bien des égards d'expérience pratique et de traditions dans l'exercice d'une activité indépendante et responsable, éprouve souvent la nécessité d'une telle activité moins comme une libération que comme un fardeau. Enfin, les habitudes de vie petites-bourgeoises, souvent même déjà bourgeoises, des milieux prolétariens qui occupent une grande partie des postes dirigeants, leur font apparaitre l'aspect précisément nouveau de la nouvelle société comme étranger et quasiment hostile.

Tous ces obstacles seraient anodins et pourraient être surmontés facilement si la bourgeoisie ne se montrait pas, aussi longtemps au moins qu'elle doit lutter contre l'Etat prolétarien naissant, beaucoup plus mûre et beaucoup plus évoluée que le prolétariat ; pour elle le problème idéologique de la légalité et de l'illégalité a subi un changement de fonction équivalent. La bourgeoisie tient en effet l'ordre juridique du prolétariat pour illégal, avec la même naïveté et la même assurance qu'elle mettait dans l'affirmation de son propre ordre juridique comme légal. Nous exigions du prolétariat luttant

pour le pouvoir, qu'il ne voie dans l'Etat de la bourgeoisie qu'une simple réalité, un simple facteur de puissance ; c'est ce que maintenant la bourgeoisie fait instinctivement. Malgré la conquête du pouvoir d'Etat, la lutte reste donc inégale pour le prolétariat, aussi longtemps qu'il n'a pas acquis précisément la même assurance naïve que seul son ordre juridique est légal. Cette évolution est cependant gravement entravée par l'Etat d'esprit donné au prolétariat par l'éducation des opportunistes au cours de son processus de libération. Comme le prolétariat s'est habitué à voir les institutions du capitalisme auréolées de légalité, il lui est difficile de n'en pas faire autant pour les vestiges qui en demeurent fort longtemps. Aprés la prise du pouvoir, le prolétariat reste encore intellectuellement prisonnier des limites tracées par l'évolution capitaliste. Cela se manifeste, d'une part, en ce qu'il laisse intactes des choses qu'il devrait absolument abattre et d'autre part, en ce qu'il ne détruit ni ne construit avec l'assurance du mouvement légitime, mais, alternativement, avec l'hésitation et la hâte de l'usurpateur, qui, dans ses pensées, ses sentiments et ses déterminations, anticipe déjà intérieurement sur une inévitable restauration du capitalisme.

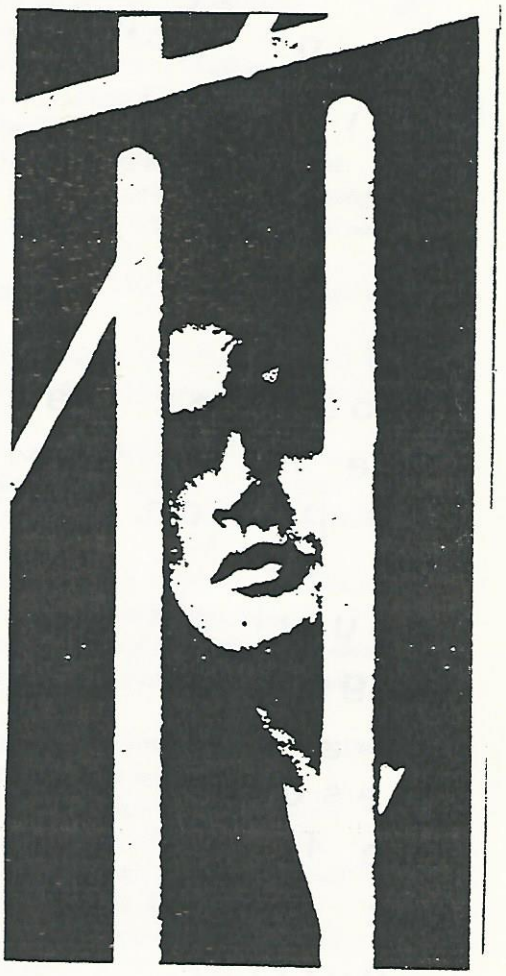
Je ne pense pas seulement ici au sabotage, plus ou moins ouvertement contre-révolutionnaire, de la socialisation, par la bureaucratie syndicale pendant toute la dictature des conseils hongrois - sabotage dont le but était le rétablissement du capitalisme avec le moins possible de frictions. Si souvent évoquée, la corruption des Soviets a également ici une de ses sources principales. Elle a son origine, en partie, dans la mentalité de nombreux fonctionnaires des Soviets qui, eux aussi, s'attendaient intérieurement au retour du capitalisme "légitime" et par suite pensaient constamment à la façon dont ils pourraient éventuellement justifier leurs actions ; en partie, dans le fait que beaucoup de ceux qui participaient à des activités nécessairement "illégales" (contrebande de marchandises, propagandes à l'étranger) n'arrivaient pas à saisir intellectuellement et surtout moralement que, du point de vue décisif, à savoir de celui de l'Etat prolétarien, leur activité était aussi "légale" que toute autre. Chez des hommes moralement peu sûrs ce manque de clarté se traduisait par la corruption ouverte ; chez plus d'un révolutionnaire honnête, cela se manifestait par une exagération romantique de l'"illégalité", une recherche inutile des possibilités "illégales", **l'absence du sentiment que la révolution était légitime** et qu'elle avait le droit de créer son propre ordre juridique.

A l'époque de la dictature du prolétariat, le sentiment et la conscience de la légitimité doivent faire la rélève de l'indépendance d'esprit à l'égard du droit bourgeois, exigence de l'étape précédente de la révolution. Mais, malgré cette métamorphose, l'évolution garde, **en tant qu'évolution de la conscience de classe prolétarienne, son unité et sa direction en ligne droite.** Cela apparait de la façon la plus claire dans la politique extérieure des Etats prolétariens, qui, face aux puissances capitalistes, doivent - avec des moyens en partie, mais seulement en partie, différents - mener la même lutte qu'au temps où ils préparaient la prise du pouvoir dans leur propre Etat. Les négociations de paix de Brest-Litovsk ont déjà témoigné brillamment du haut niveau et de la maturité de la conscience de classe dans le prolétariat russe. Bien qu'ils aient négocié avec l'impérialisme allemand, les représentants du prolétariat russe ont cependant reconnu leurs frères opprimés du monde entier comme leurs véritables partenaires légitimes autour de la table de négociations. Bien que Lénine ait apprécié le rapport effectif des forces avec l'intelligence la plus élevée et la lucidité la plus réaliste, il laissa constamment ses négociateurs parler au prolétariat mondial et, au premier rang, au prolétariat des puissances centrales. Sa politique extérieure était moins une négociation entre la Russie et l'Allemagne qu'un encouragement à la révolution prolétarienne, à la prise de conscience révolutionnaire dans les pays de l'Europe centrale. Si grands qu'aient été les changements de la politique intérieure et extérieure du gouvernement des conseils, si étroite qu'ait été constamment l'adaptation de cette politique aux rapports réels de forces, le principe de la légitimité de son propre pouvoir est demeuré un point fixe dans cette évolution ; de cette façon, ce fut aussi le principe de l'éveil de la conscience révolutionnaire de classe du prolétariat mondial. C'est pourquoi le problème de la reconnaissance de la Russie soviétique par les Etats bourgeois ne doit pas être lié seulement à la considération des avantages que la Russie peut en tirer, mais aussi au principe de la reconnaissance par la bourgeoisie de la légitimité de la révolution prolétarienne accomplie. Selon les circonstances dans lesquelles elle s'effectue, cette reconnaissance change de signification. Son effet sur les éléments hésitants des classes petites-bourgeoises en Russie, comme sur ceux du prolétariat mondial reste le même pour l'essentiel, à savoir que la légitimité de la révolution prolétarienne est consacrée ; ces éléments ont besoin de cette sanction pour avoir le sentiment de la légalité des institutions étatiques de la République des conseils. Les divers moyens de la politique russe - à savoir

l'anéantissement impitoyable de la contre-révolution intérieure, l'attitude courageuse en face des puissances victorieuses (envers lesquelles la Russie n'a jamais adopté, comme l'a fait l'Allemagne bourgeoise, le ton d'un vaincu), le soutien ouvertement apporté aux mouvements révolutionnaires, etc.., servent le même but. Ils provoquent l'émiettement de certains secteurs du front contre-révolutionnaire intérieur et le font s'incliner devant la légitimité de la révolution. Ils donnent à la révolution une conscience de soi, qui renforce la connaissance qu'elle a de sa propre force et de sa propre dignité.

La maturité idéologique du prolétariat russe apparaît précisément dans les aspects de la révolution, qui passent aux yeux des opportunistes occidentaux et de leurs adorateurs d'Europe centrale pour des signes de son caractère arriéré, à savoir l'écrasement clair et sans équivoque de la contre-révolution intérieure et la lutte intrépide, aussi bien illégale que "diplomatique", pour la révolution mondiale. Le prolétariat russe a conduit sa révolution à la victoire, non parce que les circonstances lui ont remis le pouvoir entre les mains (ce fut aussi le cas du prolétariat hongrois au même moment et en mars 1919), mais parce que, trempé par une longue lutte illégale, il a reconnu clairement l'essence de l'Etat capitaliste et ajusté son action, non à des phantasmes idéologiques, mais à la réalité véritable. Le prolétariat de l'Europe centrale et occidentale a encore un dur chemin devant lui. Pour parvenir en luttant à la conscience de sa vocation historique et de la légitimité de sa domination, il doit d'abord apprendre à saisir le caractère purement tactique de la légalité et de l'illégalité, bref, se débarrasser aussi bien du crétinisme de la légalité que du romantisme de l'illégalité.

Juillet 1920. Georg LUKACS.



Notes :

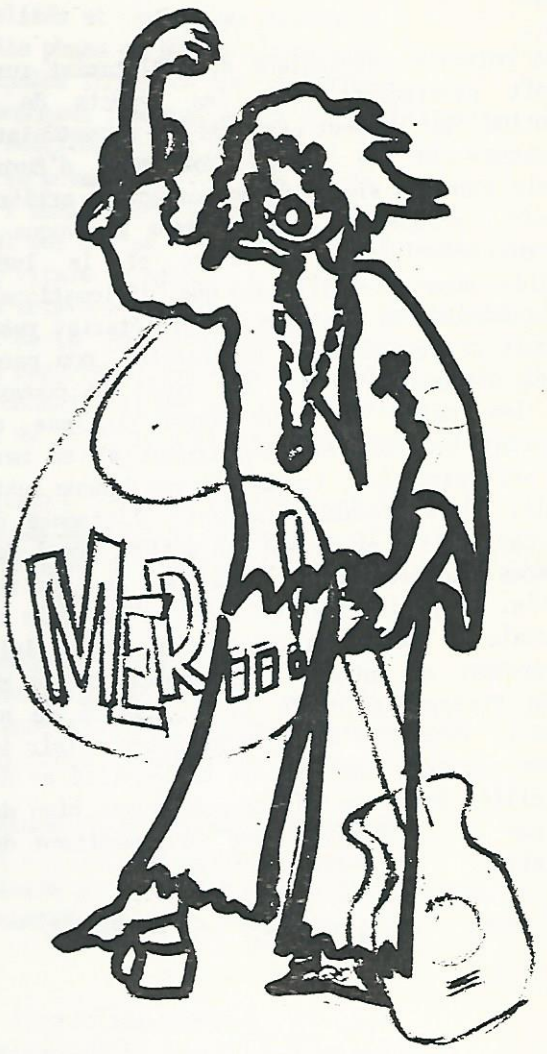
(1) : Lettre de Marx à Ruge ; cf. OEuvres philosophiques, ed. Costes, T.V.p 210 (c'est G.L. qui souligne).

(2) : Cf. l'essai "La conscience de classe".

(3) Lukàcs se réfère sans doute aux "Souvenirs de la maison des morts" (N. des Tr.).

NON !
nous ne ferons
pas la manche!

n'oubliez pas
que meme si
en prison
on est
nourri et
logé
on a
besoin
de fric -
et de
courrier



solidaritè active

Dans ce numéro 2.

Edito - de la résistance et des luttes.

Solidarité avec Lamy - la nouvelle dimension de la répression aujourd'hui. Texte des prisonniers d'Action Directe.

Sur le procès à Paris de camarades des Brigate Rosse. Prise de parole au procès. Communiqué de Défense Active. Déclaration à la Chambre d'Accusation des camarades.

Du Front des résistances et des luttes. Communiqués d'Actions en RFA, au Danemark en solidarité avec la grève de la faim des prisonniers d'Action Directe. Criminalisation de la solidarité en Belgique. Brèves. Sur la résistance des squatteurs à Lyon.

A propos des libérations de prisonniers en RFA. Communiqué des proches. Lettres d'Eva Haule et de Rolf Heissler. Communiqués de la R.A.F.

A propos du 3 ème procès "Trudaine" à Milan. Prise de parole au procès des militants d'Action Directe. Communiqué Ciro Rizzato de la R.A.F. Prise de parole de Gloria Argano.

Combattre la bourgeoisie impérialiste. L'impérialisme aujourd'hui et la situation internationale, texte de Sandro Padula. La nouvelle dimension de la lutte révolutionnaire, déclaration d'Anna Cotone. Lettre des camarades au Procès Moro-ter à Rome.

A propos de la mobilisation contre la guerre du Golfe. Communiqués de Dev Sol. Communiqués et textes allemands et italiens. Déclarations des camarades de Wotta Sitta au procès Romiti à Rome.

A propos de la résistance Arabo-palestienne. Déclarations et courriers d'Hamidam militant de l'organisation palestienne armée 15 Mai.

Document : Légalité et illégalité, texte de Georg Lukacs.

Dans le numéro 1 - rappel.

Quelques notes à propos de la revue FRONT.

Fil Rouge - les politiques contre-révolutionnaires intégrées de la CEE
1. - **sur le front des résistances et des luttes** contre la justice bourgeoise et la prison. Interview des prisonniers d'Action Directe. Sur le projet du Livre IV du nouveau Code Pénal. Sur les comités de lutte dans les prisons. Communiqués et actions.
2. **A propos du collectif de prisonniers communistes Wotta Sitta.** Entretien et Texte.
3. **Schengen le laboratoire européen.** Et une déclaration du groupe anti-fasciste de Frankfurt.
4. **Des militants des Brigate Rosse incarcérées à Paris.** Trois déclarations.
5. **A propos du paragraphe 129 et 129a en RFA.**
6. **Sur la situation en Grèce.**
7. **Droit bourgeois et légalité prolétarienne.** Texte des prisonniers d'Action Directe.

Contre-Informations et débats.
A propos de l'action contre Rohwedder : communiqué R.A.F. Communiqué du groupe, la bande sauvage de Thomas Munzer. Déclarations du **Front anti-impérialiste.** Texte du FPMR du Chili. Sauver Mumia.

front

BP 42

93270 SEVRAN

diffusion-abonnement

jargon libre b.p.417-

84071 avignon

ccp 560-47k marseille